

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 160-161

Juillet-Août 1998

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISBN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

## Sommaire

- **L'INTERNATIONALE SOCIALISTE DEMANDE UNE SOLUTION POLITIQUE À LA QUESTION KURDE**
- **LONDRES : L'ORGANISATION INTERNATIONALE ARTICLE 19 DÉNONCE LA RÉPRESSION CONTRE LA LIBERTÉ DE PRESSE ET DE L'EXPRESSION EN TURQUIE**
- **NOUVELLES CONDAMNATIONS DE DISSIDENTS EN TURQUIE**
- **DOCUMENT : UNE INTERVIEW DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS**
- **ANKARA: LE PREMIER MINISTRE TURC REJETTE L'OFFRE DE CESSEZ-LE-FEU DU PKK**
- **TÉMOIGNAGE DE R. PELLETREAU : NÉGOCIATIONS AVEC LES KURDES D'IRAK**
- **AINSI QUE...**
- **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

---

## L'INTERNATIONALE SOCIALISTE DEMANDE UNE SOLUTION POLITIQUE À LA QUESTION KURDE

**L**ES 2 et 3 juillet 1998 une conférence sur le thème de "En route vers l'Europe: L'avenir de la question kurde pour la Turquie et ses voisins" a réuni une soixantaine de représentants de partis occidentaux membres de l'Internationale socialiste, des représentants des partis kurdes (PDK-Iran, PDK-Irak, UPK, HADEP) et des experts. Au terme de diverses communications, des auditions et des débats, une déclaration a été rendue publique. En voici les principaux extraits:

*"Nous, les députés socialistes européens des partis socialistes européens des États membres de l'Union Européenne, déclarons ceci:*

*Qu'une paix durable ne peut être établie au Moyen-Orient sans que soit prise en compte la question kurde.*

*Que les problèmes rencontrés par les Kurdes, y compris les violations massives des droits politiques, socio-économiques et culturels, le sous-développement économique et la migration forcée, ont eu, et ont toujours un impact sur la paix, la sécurité et la stabilité de la région et de l'Europe, procurant une dimension internationale aux problèmes.*

*Que l'Europe a un intérêt direct à trouver des solutions à ces problèmes, non pas parce que cela a causé une crise de réfugiés.*

*Qu'une solution stable et juste à la question kurde ne peut jamais être réglée par des moyens militaires ou violents mais seulement par un processus politique de dialogue mené entre les représentants kurdes et les autorités gouvernementales aussi bien qu'entre les organisations kurdes.*

*Que la base d'une quelconque solution politique doit inclure:*

- la démocratie politique dans ces pays
- la reconnaissance et des garanties des droits des Kurdes (civils, politiques et culturels) à l'intérieur des frontières de ces pays
- le respect de l'intégrité territoriale des pays concernés
- le développement économique et social dans la région

Que, afin de contribuer aux entreprises de solutions politiques, l'Union Européenne devrait faire des efforts spéciaux pour apaiser la souffrance des victimes des conflits à travers ses programmes humanitaires et, sur la base de ceci, adoptons les positions suivantes sur la situation des Kurdes en Irak, Iran et la Turquie.

### Sur la situation des Kurdes en Irak

1- Nous croyons que le régime irakien actuel empêche le développement d'une solution durable pour les Kurdes du nord de l'Irak et qu'une direction responsable démocratique est requise pour des délibérations et négociations sérieuses sur l'avenir de la région du Kurdistan irakien. Toute solution similaire doit impliquer une large autonomie de la région.

2- Cependant, nous croyons qu'il est vital que toutes les forces politiques fassent tout leur possible pour promouvoir des développements positifs dans la région et encourager une assise politique durable au conflit UPK-PDK (...)

4- Nous reconnaissons les effets positifs du programme des Nations Unies "pétrole contre nourriture" et soutenons son extension et sa mise en œuvre en maintenant l'intégrité du programme et des fonds alloués pour la région du Kurdistan irakien comme le stipule la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU pour apporter une base solide au développement économique de la région. Nous soutenons également d'autres moyens ayant le but d'améliorer les conditions de vie du peuple et la reconstruction de l'infrastructure de la région du Kurdistan irakien (...)

6- Nous sommes d'accord pour l'examen complet de la requête conjointe du PDK et de l'UPK pour la tenue d'une conférence internationale sur la reconstruction et l'avenir de la région du Kurdistan irakien. (...)

### Sur la situation des Kurdes d'Iran

8- Considérant l'élection du président Khatami et certaines initiatives prises par son gouvernement comme des signaux positifs pour le développement futur de la République islamique d'Iran, nous espérons avec force que les réformes démocratiques et spécialement des améliorations substantielles dans le domaine des droits de l'homme suivront.

9- Dans ce contexte, nous appelons les autorités iraniennes à cesser leurs accusations continues relatives à la population kurde en Iran et spécialement contre des membres du Parti Démocratique du Kurdistan Irakien (PDKI) vivant en Iran aussi bien que ses responsables en exil (...)

11- Nous sommes d'accord pour encourager et soutenir le développement de l'activité des organisations d'aide humanitaire qui viennent en aide aux dizaines de milliers de Kurdes iraniens vivant dans des conditions critiques dans des camps de réfugiés, pour la plupart au Nord de l'Irak. (...)

### Sur la situation des Kurdes en Turquie

13- Nous affirmons que l'Europe a un intérêt direct dans la résolution de la question kurde en Turquie étant donné le statut de la Turquie comme pays candidat à l'Union européenne.

14- Nous croyons fermement qu'une solution à la question kurde en Turquie implique la démocratie, les droits de l'homme et des minorités en Turquie (...)

15- Nous croyons également que la reconnaissance et la solution subséquente de la question kurde constitue non pas une menace à son intégrité territoriale, mais tout au contraire, renforcerait les institutions, société et identité politiques de la Turquie.

16- Nous croyons que les propositions ci dessous énumérées constituent des éléments

substantiels d'une solution:

-Des droits culturels garantis par la constitution, renfermant la liberté d'expression et de publication en langue kurde aussi bien que les droits à l'éducation en sa langue maternelle sur tout le territoire de la Turquie (notons que les droits linguistiques sont reconnus dans le traité de Lausanne)

-des réformes démocratiques qui permettraient la participation et la représentation juste des Kurdes au sein de la Grande Assemblée Nationale, comprenant la réforme de la loi sur les partis politiques, la loi électorale et, en particulier l'abaissement du seuil de 10% pour la députation.

-(...) des pas vers la démilitarisation de la société turque.

-la levée de l'état d'urgence dans les provinces du Sud et Sud-Est et démantèlement du système de gardiens de village dans ces régions.

-développement social et économique en faveur de la population locale dans ces régions dévastées par un conflit violent et qui a souffert pendant longtemps des effets de manque d'investissement et destruction d'infrastructure (...)

-la révision de la législation établissant "les crimes de la pensée" et, en particulier, l'abrogation de l'article 8 de la loi anti-terroriste et de l'article 81 de la loi sur les partis politiques restreignant la liberté politique.

-la fin du règlement gouvernemental par décret, sans promulgation de la loi (...)

-la fin de l'harcèlement des partis politiques légaux et la libération des prisonniers politiques associés dont ceux arrêtés alors qu'ils étaient députés; Leyla Zana, lauréate du prix Sakharov du Parlement européen en 1995, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak.

- protection et sécurité des défenseurs des droits de l'homme en Turquie pour mettre définitivement fin aux crimes tels que la tentative d'assassinat contre Akin Birdal (...)

LONDRES :  
**L'ORGANISATION INTERNATIONALE ARTICLE  
 19 DÉNONCE LA RÉPRESSION CONTRE LA  
 LIBERTÉ DE PRESSE ET DE L'EXPRESSION EN  
 TURQUIE**

**D**ANS un communiqué publié à Londres, le 23 juillet 1998, l'organisation internationale de lutte contre la censure Article 19, a dénoncé la répression exercée par la Turquie contre les journalistes, les partis politiques et les minorités culturelles et religieuses.

L'organisation affirme d'une part qu'avec 67 journalistes emprisonnés, plusieurs partis politiques dissous et interdits, de plus la répression sévère des minorités religieuses et culturelles, la Turquie ne peut pas sérieusement prétendre devenir membre de l'Union Européenne dans ces conditions. "Les autorités turques considèrent les journalistes comme une menace, et refusent volontairement de distinguer les journalistes des sujets ou des personnes qu'ils traitent" affirme le communiqué.

Article 19 souligne également que "la détermination des autorités turques pour la préservation du système laïc de l'État, centralisé et unifié, conduit à la suppression, si nécessaire par la force, de toutes tentatives d'exercice public du droit à la liberté de l'expression sur les questions culturelles, politiques et religieuses, puisque celles-ci ont été jugées porter atteinte à l'indivisibilité de l'État" puis ajoute: "la minorité kurde représente plus de 10% de la population turque, et pourtant quiconque soulève la question kurde est défini comme un militant du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) (...). Cela a conduit aux poursuites judiciaires et emprisonnement des

*universitaires, journalistes, et vendeurs de journaux et même des hommes politiques élus démocratiquement. D'autres ont fait face à des mesures extra-judiciaires, allant de l'harcèlement policier aux assassinats perpétrés par des groupes armés liés à l'État".*

Frances Da Souza, directrice exécutive de l'organisation, note qu'"il est ironique que la Turquie se plaigne d'être tenue à l'écart de l'UE à cause de sa population musulmane quand le même État persécute quiconque tente d'exprimer une identité islamique dans le pays". Elle ajoute: "Je visite la Turquie assez régulièrement, bien que j'ai été arrêtée la dernière fois... à huit reprises environ (...) Mais des gens très brillants, très intelligents et libérés à Istanbul et Ankara m'ont affirmé qu'ils ne savaient pas simplement ce qui se passait au Sud-Est de la Turquie- au Kurdistan- jusqu'à ce qu'ils quittent le pays, parce que cela n'était pas traité". Article 19 demande à la Turquie de mettre en place "de manière urgente" des réformes de la constitution permettant d'assurer "le droit fondamental à la liberté d'expression".

Par ailleurs, la Fondation turque des droits de l'homme (TIHV) a, le 21 juillet 1998, rendu public son rapport des violations des droits de l'homme de l'année 1997. Le rapport préparé par les services de soins et de réhabilitation de la fondation, dénonce la pratique systématique de la torture en Turquie tout en soulignant que 24,52% des personnes

victimes de torture et ayant fait appel à la fondation, sont issues de la région kurde en état d'exception (OHAL). À la suite de l'étude réalisée sur 518 des 537 victimes ayant eu recours aux services de soins et de réhabilitation d'Ankara, d'Istanbul, d'Izmir et d'Adana, la pratique de tortures systématiques dans les commissariats et les gendarmeries, des détentions arbitraires et extrajudiciaires, et des kidnappings ont été constatés. Regroupées en 30 rubriques, les méthodes de tortures les plus répandues sont "insultes, passages à tabac, menaces, bandeau sur les yeux, mise à nu, jet d'eau froide, empêchement d'aller aux commodités, privation d'eau et de nourriture enfermement au froid, électro-chocs, pendaison".

Selon le rapport, 68,91% (soit 357 personnes) des 518 personnes ont affirmé avoir été torturées aux commissariats. Parmi les personnes victimes de tortures au cours de leur placement en garde à vue, 241 ont été emprisonnées, 121 libérées par décision de procureur ou après jugement et 156 libérés sans même la saisine du procureur.

La fondation souligne que 75% de ces personnes gardent des séquelles physiques durables ou encore restent handicapées suite aux tortures. 29,92% des victimes se plaignent seulement de tortures physiques et 4,83% uniquement de tortures psychologiques, alors que 65,25% des victimes évoquent les deux en même temps. Le rapport a également dénoncé le fait que trop souvent les sévices soient ignorés par les médecins légistes malgré des preuves accablantes de tortures.

## NOUVELLES CONDAMNATIONS DE DISSIDENTS EN TURQUIE

**L**ES cours turques continuent de condamner pour délit d'opinion intellectuels et artistes turcs et kurdes tandis que la Turquie fait l'objet de condamnations régulières de la Cour européenne pour violations des droits de l'homme. Ainsi le 28 juillet M. Akin Birdal, président de l'Association turque des droits de l'homme (IHD), a été condamné par la Cour de Sûreté de l'État à un an de prison pour "incitation à la haine raciale". La Cour reproche à M. Birdal un discours prononcé en faveur d'une solution pacifique au conflit turco-kurde. Un précédent appel avait infirmé une première condamnation de M. Birdal en soulignant que ledit discours ne constituait pas un crime. "C'est une nouvelle violation de la liberté de l'expression" a déclaré Nazmi Gur, secrétaire général de l'IHD.

Akin Birdal qui n'hésite pas à dénoncer la torture et l'évacuation forcée des villages kurdes en Turquie, est devenu une cible de choix pour les autorités turques qui l'accusent de ternir l'image de la Turquie. Les gangs ultra-nationalistes agissant de concert avec certains services de l'État ont, le 12 mai, cherché à l'assassiner. Le 3 août 1998, au total 11 hommes étaient poursuivis dans cette affaire, dont Cengiz Ersever, officier de l'armée turque, présenté par la presse comme instigateur de l'attentat et fondateur de la Brigade de Vengeance Turque (TVT), un des escadrons de la mort les plus actifs depuis 1992. Au cours de l'audience, ce dernier a d'abord nié avoir donné l'ordre de tuer Akin Birdal et a lancé

en pleine salle d'audience; "Je n'avais pas l'intention de tuer Akin Birdal... Si je voulais, vous pouvez en être sûrs, je pourrais envoyer sa cervelle contre le mur en 24 heures" et se retournant contre le juge "Tu veux parier?". C'est alors que les avocats de M. Birdal ont protesté, constatant que ces propos n'étaient pas enregistrés dans le procès-verbal. L'audience a été ajournée au 3 septembre 1998.

Le 4 août, la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara a condamné Mehmet Vahi Yazar, auteur-acteur d'une pièce de théâtre "Un Ennemi de droit" à 24 ans de prison pour "incitation à la haine raciale". 4 autres acteurs ont également été condamnés à 16 ans pour la même pièce. Un premier verdict avait prononcé des peines (2 à 3 ans de prison) trop clémentes au goût de la Cour de cassation turque, qui avait demandé un nouveau procès et des peines pour chacune des 8 représentations incriminées. La pièce en question mettait en scène les militaires turcs persécutant les musulmans pratiquants.

Le même jour, la Cour de Sûreté de l'État d'Istanbul a condamné Dogan Guzel, caricaturiste kurde, à 40 mois de prison pour "atteinte à la sûreté de l'État". La Cour lui reproche le contenu de ses dessins publiés dans deux quotidiens pro-kurdes aujourd'hui interdits, *Özgür Gündem* et *Özgür Ülke*. Placé en détention le 31 juillet 1998, il a été écroué, le 4 août, à la prison de Bayrampasa.

Par ailleurs, l'armée turque continue la purge d'islamistes dans ses rangs. Ainsi 28 officiers ont été radiés ce même 4 août.

Le 5 août, la Cour de Sûreté de l'État d'Ankara a condamné Hatip Dicle, ancien président du Parti de la Démocratie (DEP-dissous), ex-député de Diyarbakir, à une année supplémentaire d'emprisonnement pour "incitation du public à la haine par son message". Le procureur de la République, Levent Kanat, reproche à Hatip Dicle, déjà condamné à 15 ans de prison comme Leyla Zana et incarcéré à la prison centrale d'Ankara, le message qu'il a envoyé à une table ronde organisée par l'Association turque des droits de l'homme (IHD).

### DOCUMENT : UNE INTERVIEW DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS

**L**ES ex-députés kurdes du Parti de la Démocratie (DEP), Leyla Zana, Hatip Dicle, Selim Sadak et Orhan Dogan, incarcérés depuis déjà quatre ans et demi à la Prison Centrale d'Ankara, ont accordé une interview collective au quotidien turc *Milliyet* du 13-08-

1998. Ils se sont exprimés sur les conditions de leur détention et sur les futures élections anticipées du 18 avril 1999, alors qu'ils sont, eux, condamnés à une inéligibilité à vie.

Extraits :

**Leyla Zana:** "Tant que la Constitution

turque de 1982 sera en vigueur, je ne crois à aucune amélioration, à aucune démocratisation... À mon avis, même le gouvernement est incertain sur l'avenir de la Turquie, d'ailleurs il l'avoue parfois. Tout est sous le contrôle du Conseil de Sécurité nationale (MGK). Si les élections ont effectivement lieu - ce qui est encore incertain - ce sera donc dans ce cadre... Je n'attends aucune libération personnelle. Et le cadre de l'amnistie proposée par le couple Ecevit est clair. Même Cindoruk [NDLR: Ancien Président du Parlement allié de la coalition gouvernementale] apporte des critiques. (Il critique le fait que l'État ne compte nullement amnistier les infractions commises à son encontre mais celles commises envers la société et des individus). Drôle d'analyse. L'État se voit donc au dessus du peuple... A un moment donné il était question, pour des raisons divers, de ma libération (...) Qu'est ce qui changera avec ma libération? Les problèmes de la Turquie, la guerre, les tortures persisteront. Seulement moi, je serais dehors. Pourquoi? Dehors, pour servir de cosmétique vis-à-vis de l'Europe? Je ne veux pas être décorative... J'étais souffrante à un moment donné. L'État a conclu que j'étais "malade" afin de me libérer sous ce prétexte sans reconnaître ses torts... Aujourd'hui je me porte mieux... L'État continue à nous infliger de nouvelles peines et le fera tant que nous continuerons à parler et à écrire. Il n'a qu'à le faire. Cela m'indiffère. Mon époux, ma fille et mon fils sont tous à l'étranger. Je suis restée seule, mais je suis ne me plains pas".

**Hatip Dicle:** "Pour nous, il n'est pas question de candidature aux élections, de toute façon, nous sommes privés à vie de tous nos droits civiques. On ne peut même pas voter... Je n'attends pas être amnistié. Surtout pas moi. Il me reste d'ores et déjà à purger 6 ans de condamnations définitives complémentaires pour mes écrits. Et comme je continue à écrire, les condamnations sont susceptibles de s'accroître... Dans ses colonnes, le journaliste turc Sukru Elekdag laisse entendre que le PKK est susceptible de devenir un mouvement comme l'Organisation de la Libération de Palestine. Si j'étais

l'auteur de ces lignes, je serais à nouveau condamné... Quant à la question de savoir si l'opinion publique nous a oubliés; Je suis persuadé que l'opinion publique kurde ne nous a pas oubliés"

**Orhan Dogan:** "La Turquie ne vit pas la démocratisation. Il y a seulement la volonté de museler et d'effacer l'opposition. L'État se réorganise à nouveau. Il intensifie la guerre et l'oppression ancrée dans le système. L'État continue également d'une façon erronée sa lutte contre le PKK. Mais la paix ne peut pas être évitée. À mon avis, nous allons vers une réunion autour d'une table. La Turquie devrait prendre l'exemple de la Colombie, et de l'Angleterre... La politique du CHP (Parti Républicain du Peuple) est une nouvelle version de l'assimilation. Elle est loin des solutions... La solution n'est pas de présenter une liste HADEP aux élections, non plus de baisser le seuil minimum légal, ni de laisser pourrir l'issue... Nous ne nous attendons pas à être amnistiés. Nous resterons ici en prison jusqu'en 2005. Je ne pense pas que l'opinion publique nous ait oubliés et particulièrement pas l'opinion publique kurde. Mais le temps adoucit parfois les choses... Nous sommes en train de payer pour la paix et la liberté. Mais je ne doute pas que nous obtiendrons la liberté à force de lutter. Le peuple kurde est en train de vivre le processus que de nombreux autres peuples

au monde ont dû vivre. Il n'y a pas de démocratisation dans la politique étatique. Ainsi, dernièrement, on en est arrivé à interdire l'accès des provinces de la Mer Noire pour cause de conflit. Le système est fracturé, le système est brisé; cette faille apportera la paix..."

**Selim Sadak:** "Je ne crois pas que ces prochaines élections vont apporter une solution. La Turquie a besoin d'hommes politiques très courageux, mais il n'y a pas encore sur la scène politique de partis ou de groupes capables de faire ces pas. C'est l'affaire des personnes prêtes à payer le prix fort comme nous... Je suis convaincu que nous avons fait ce qui était juste. Nos convictions politiques reflètent en fait la réalité en Turquie... Qui sera amnistié? Pas les prisonniers politiques. De toute façon les prisonniers politiques ne se considèrent pas coupables... Quand à nous, nous avons porté nos convictions en nous, nous n'avons ni volé ni escroqué et n'attendons pas non plus à être amnistiés. L'État dit "ne me mettez pas en question", mais je crois qu'il faut justement le mettre en question et faire que du maître du peuple il en devienne le serviteur... Je crois aussi qu'il n'y a pas d'indépendance de la justice. Tout mon procès a duré, en tout et pour tout, 38 jours. Je pense qu'aujourd'hui il y a beaucoup plus d'innocents en prison que des coupables".

## LE PREMIER MINISTRE TURC REJETTE L'OFFRE DE CESSEZ-LE-FEU DU PKK



**ABDULLAH** Ocalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a décrété le 28 août un cessez-le-feu unilatéral dans le conflit qui oppose depuis août 1984 ses partisans aux forces armées turques. "Les guérilleros du PKK n'attaquerons pas les militaires turcs à partir du 1er septembre, Journée Mondiale de la Paix" a déclaré Ocalan dans un entretien téléphonique sur l'antenne de Med TV, chaîne de télévision

kurde par satellite proche du PKK.

Ce cessez-le-feu unilatéral devrait rester en vigueur jusqu'au terme des élections législatives anticipées d'avril 1999. Le chef du PKK s'est dit prêt à engager des pourparlers avec les autorités turques afin de trouver une solution politique à la question kurde et de mettre un terme à un conflit qui a à ce jour fait au moins 37.000 morts et des millions de déplacés.

Cet appel a été accueilli avec satisfaction par de nombreuses ONG turques et occidentales ainsi que par certains parlementaires européens. En Turquie, outre de petites formations de gauche politiques non représentées au Parlement et les milieux pacifistes, le Parti de la démocratie du peuple (HadeP), pro-kurde, qui avait accueilli 4,5% des voix aux législatives de 1995, s'est prononcé en faveur du cessez-le-feu et de la recherche d'une solution négociée au problème kurde.

*"La Turquie a besoin de courage démocratique. Toute personne vivant en Turquie doit contribuer à ce processus de cessez-le-feu"* déclare un communiqué du HadeP rendu public le 29 août. Cependant l'appel du HadeP a peu de chances d'être entendu par les autorités turques car les principaux dirigeants de ce parti sont actuellement détenus, sous l'accusation *"d'être la branche politique du PKK et d'avoir agi et tenu des propos en faveur du PKK"*.

A Ankara, le Premier ministre M. Yilmaz a, dès le 29 août, rejeté catégoriquement l'offre de cessez-le-feu d'Ocalan:

*"Nous ne le prendrons jamais comme interlocuteur (...) S'il fait un pas pour se rendre, après avoir compris qu'il est dans une situation désespérée et qu'il ne peut pas lutter contre l'État turc, je considère cela comme positif"* a déclaré M. Yilmaz. *"Mais si ses efforts visent à créer une*

*plateforme politique en Europe, alors ils sont vains"* a ajouté le Premier ministre. De son côté le nouveau chef d'état-major, le général Huseyin Kuvrikoglu, a également rejeté l'offre du cessez-le-feu. *"Le PKK est entraîné de mourir comme une bougie qui s'éteint. Qu'Ocalan se rende à l'État ou qu'il abandonne la lutte avec tous ses hommes, il n'existe pas d'autre issue"* a-t-il déclaré à des journalistes lors d'une réception le 31 août à Ankara.

Le chef du PKK avait par le passé déclaré au moins à deux reprises un cessez-le-feu pour plusieurs mois, en mars 1993 et décembre 1995.

Ces trêves n'avaient pas été reconnues par les forces armées turques. Ankara rejette avec véhémence toutes les initiatives pacifiques. Ainsi, à l'occasion de la mondiale de la paix l'association turque des droits de l'homme voulait organiser le 1er septembre une vaste manifestation pacifiste à Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc.

Un "bus de la paix" affrété par l'IHD partant d'Istanbul devait emmener des intellectuels et artistes turcs désireux de participer aux manifestations de Diyarbakir. Le 31 août, la police turque est intervenue avec brutalité contre les pacifistes, interdit le départ des bus, arrêté et placé en garde-à-vue 128 personnes dont plusieurs dirigeants de la branche d'Istanbul d'IHD et du HadeP et des syndicalistes.

Les personnes placées en garde-vue ont été relâchées le lendemain et un groupe d'avocats conduit par Me Eren Keskin, vice-présidente de l'IHD a porté plainte contre les policiers auteurs de violences à l'égard des manifestants pacifiques. A Diyarbakir, la police a placé des blindés aux principaux carrefours, verrouillé les entrées et sorties de la ville et interdit toute manifestation. Près de 150 pacifistes passant outre à cette interdiction ont été placés en garde-à-vue. Les autorités turques ont interdit les manifestations pacifistes dans plusieurs autres villes comme Adana, Batman, Siirt. A Istanbul, des pacifistes distribuant des tracts en faveur de la paix sur la place de Taksim ont été interpellés par la police.

Le 29 août, toujours à Istanbul, la police turque avait dispersé à coups de matraques et de jets d'eau une manifestation en faveur des personnes disparues lors d'interrogatoires policiers et placé à vue une centaine de manifestants, dont plusieurs dizaines de "Mères du Samedi". Celles-ci se rassemblent tous les samedis devant le lycée francophone Galatasaray, dans la partie européenne d'Istanbul, pour demander que l'État turc retrouve leurs proches, disparus ces dernières années en raison de leurs opinions politiques.



## TÉMOIGNAGE DE R. PELLETREAU : NEGOCIATIONS AVEC LES KURDES

**E**n septembre 1996, l'armée irakienne est intervenue au Kurdistan irakien et l'administration américaine a répondu par des timides attaques de roquette sur des sites de défense aérienne au sud de Bagdad, puis a étendu l'interdiction de la zone de survol aérien au nord du 33ème parallèle. Après cela, le secrétaire d'Etat Warren Christopher m'a demandé d'entreprendre une mission difficile; restaurer l'influence américaine dans le nord irakien par des contacts avec Massoud Barzani et son rival Jalal Talabani et les persuader de mettre un terme au conflit sous les auspices de Washington. Un des objectifs visés par le cessez-le-feu et la déclaration politique entre le PDK et l'UPK, était d'empêcher le retour des autorités publiques irakiennes au Kurdistan irakien et de soutenir la politique d'enclave que les Etats-Unis avaient poursuivie depuis la guerre du Golfe.

C'était une grande entreprise. En effet, au mois d'août, Talabani avait violé un cessez-le-feu qui avait été négocié avec notre assistance et il occupait des territoires qui étaient traditionnellement sous le contrôle du PDK. L'objectif de l'attaque n'était pas le territoire en lui-même, mais l'argent. Une partie du cessez-le-feu reposait sur le fait que le PDK partage avec l'UPK les revenus collectés par le PDK des camionneurs entrant par la porte d'Habur de la Turquie et retournant chargé du diesel irakien.

Ces revenus constituaient la principale source de revenu du PDK alors que l'UPK n'avait pas de

réserve comparable. De cela découlait la pression de Talabani sur Barzani. Les forces de l'UPK avaient reçu des armes de l'Iran et pouvait bénéficier de l'assistance de l'artillerie iranienne à travers la frontière. Mais à ma connaissance, il n'y avait pas d'intervention directe iranienne dans le conflit.

Après une courte période, il est devenu clair qu'un résultat ne pouvait être atteint par des tentatives de cessez-le-feu entrepris par des communications téléphoniques entre Washington et les partis kurdes du nord de l'Irak. Bien que Talabani ait promis une pleine coopération, il n'en fut rien. Washington n'a pu ni collecter suffisamment d'instruments de pression pour forcer Talabani à se retirer, ni forcer Barzani à payer. **La raison était due aux différends existant au sein du gouvernement américain entre le Pentagone désireux de renforcer la présence américaine au Kurdistan irakien et le Département d'Etat qui voulait continuer à négocier, mais qui ne pouvait pas à l'époque former une force neutre pour superviser un cessez-le-feu.** Ceci a conduit Barzani, qui était exposé à de fortes pressions exercées par son rival, à demander assistance à Bagdad. L'intervention des chars irakiens a été décisive. Elle a permis en quelques jours l'entrée à Erbil du PDK qui a même occupé des places-forte solidement implantées de l'UPK.

Quant j'ai appelé Talabani, il m'a dit qu'il était sur une montagne près de la frontière iranienne. Il m'a expliqué avec son habituelle confiance qu'il avait été auparavant dans des situations similaires et qu'il mènera

une contre-attaque quand il aura rassemblé ses forces. Il a ajouté que la partie Est du Kurdistan soutenait son mouvement et que Barzani ne pourrait pas l'avoir.

J'ai demandé par téléphone aux deux leaders kurdes de se rencontrer à Ankara et dans une certaine mesure, j'ai été surpris lorsque tout deux ont immédiatement accepté. Et puis j'ai arrangé leurs voyages avec le gouvernement turc. Ma démarche suivante a été d'appeler l'adjoint du ministre turc des affaires étrangères, Oyman, qui est un brillant diplomate. La Turquie avait son propre agenda à l'égard des Etats-Unis et des Kurdes. L'objet principal de la stratégie turque est d'empêcher l'établissement d'un Etat kurde indépendant mais aussi interdire aux forces du PKK d'utiliser le territoire irakien contre la Turquie. Comme la Turquie constitue le seul accès au nord irakien pour les Etats-unis, la coopération turque était nécessaire. J'ai essayé d'impliquer Londres et Paris dans cet effort. Londres a accepté. Mais l'ambassadeur français à Washington, qui est un collègue et un ami, m'a informé de la position de son pays; selon ces derniers, les partis kurdes devaient négocier avec Bagdad et ils ont exprimé le désir de ne pas participer aux encouragements des Etats-Unis dans leur effort d'insurrection contre le gouvernement central.

J'ai accompagné William Perry dans sa visite sur le terrain pour consulter les gouvernements. Après avoir rendu visite à l'Arabie Séoudite, au Koweït et à Bahreïn, nous sommes allés à Ankara pour rencontrer les leaders kurdes. La première rencontre fut avec Barzani. **Je l'ai trouvé dans une humeur qui combinait la solennité du vainqueur avec l'intérêt.** Ces forces avaient étendu leur contrôle sur tout le territoire du

Kurdistan. Par conséquent, il ne voulait partager avec l'UPK ni ses ressources financières ni le pouvoir politique. Cependant, il avait été exposé à de sévères critiques de la part de ses sympathisants du fait de sa coopération avec Bagdad- même si cela a été dans un but limité pour reconquérir Erbil. Et puis, il était très impatient d'obtenir l'assistance américaine pour se libérer des griffes de Bagdad. Talabani, qui est arrivé à Ankara en traversant la Turquie, a été accueilli à la médiation américaine. J'ai également rencontré le chef du front turcoman, qui a accepté de faire partie des négociations.

La période écoulée entre notre arrivée à Ankara et la tenue des pourparlers les 30 et 31 octobre a été marquée par un important développement. L'administration avait pris une initiative sous pression électorale et des accusations étaient portées à son encontre pour abandonner nos alliés au Kurdistan irakien, évacuer ceux qui travaillaient avec des organisations américaines au nord de l'Irak et également aider pour l'évacuation des membres de CNI du territoire vers Guam, dans l'océan pacifique et de commencer les démarches pour le statut de réfugiés aux Etats-Unis. Les leaders kurdes ont regretté la nouvelle orientation de la présence américaine sur leur territoire et ils ont simplement répondu à contrecœur à notre requête d'évacuation.

D'autre part, L'UPK a réussi à reconquérir la plupart des territoires occupés en septembre par le PDK- excepté Erbil même- comme avait prévu Talabani. Cela dit, après leur entrée à Erbil, les forces de sécurité internes irakiennes n'ont pas poussé plus loin dans le Kurdistan irakien comme on aurait pu s'attendre; les responsables irakiens savaient qu'ils ne seraient pas les bien venus au

Kurdistan du fait des massacres commis par eux.

Chacune des parties a été représentée à la table des négociations par trois ou quatre personnes, mais Barzani et Talabani n'étaient pas prêts à un face à face. Je m'étais décidé à diviser les participants de la conférence en trois groupes pour négocier les questions politiques, économiques et sociales. Mais on s'est aperçu rapidement que les leaders kurdes n'avaient pas confiance en la capacité des représentants pour négocier séparément et par conséquent les discussions ont pris la forme d'une conférence générale ce qui n'est pas allé sans poser problèmes.

Pendant ce temps, les Américains et les Turcs préparaient une déclaration finale relative à la réunion. Puis, nous avons fusionné les deux textes pour former un seul reflétant les deux niveaux des négociations. D'abord, les négociations entre les parties kurdes avec la participation effective de la Turquie et des Etats-Unis, et puis, les négociations entre la Turquie et les Etats-Unis car leur position commune mettait fin à quelques questions en conflit qui devaient être déterminées par des compromis réciproques. Dans une première phase, j'étais contraint de contacter le chef-adjoint de l'Etat-major turc, le général Çevik Bir, pour obtenir l'accord de l'armée sur un certain nombre de questions car le soutien des militaires turcs étaient nécessaire pour tout le projet.

La déclaration finale a abouti à 24 points, qui traduisaient toutes les conflits entre l'UPK et le PDK et le texte en son entier balançait entre les intérêts des deux parties. Il fournissait un excellent cadre pour leur coopération. Le premier point était une affirmation du soutien américain pour l'unité et l'intégrité territoriale de

l'Irak. La déclaration définissait également la ligne de cessez-le-feu et se prononçait en faveur de la formation de PMF (Peace Monitoring Force), qui se composait des Etats-Unis, de la Turquie et des parties kurdes qui étaient d'accord pour un certain nombre de mesures de reconstruction de confiance (confidence-building), comprenant la libération des prisonniers, la fin de la propagande de guerre, une déclaration pour restaurer le contrôle civil (civilian oversight), et dans le cadre de déclaration politique, les deux parties se sont entendu pour mener plus de négociations afin de restaurer l'administration provisoire dans le nord de l'Irak avec la participation de tous les partis politiques et des groupes ethniques sur le territoire. Les deux factions se sont mis d'accord sur la transparence de la collecte de revenue, de sa distribution équitable et sur les élections libres et honnêtes dans une période appropriée.

Après avoir lu la déclaration, le chef de la délégation du PDK, Sami Abd Al Rahman, a déclaré qu'il ne pourrait pas accepter le partage de revenu sans l'accord de Barzani. Nous avons attendu alors qu'il essayait sans succès de contacter Barzani par un téléphone portable à Salah al Din. Cela a pris quelques heures et nous ne pouvions nous permettre d'attendre plus parce que Washington était en pleine élections et s'attendait à entendre une conclusion heureuse. De plus, Tansu Çiller, ministre turc des affaires étrangères, voulait remporter un succès pour renforcer sa situation politique. Aussi, Oyman et moi-même avons mené une pression très forte sur Sami Abdul Rahman pour qu'il accepte et c'est ce qu'il a fait au bout du compte parce qu'il n'avait pas d'autres choix. Puis j'ai appelé les journalistes et lu le texte final.

Ce succès a été une source de satisfaction pour le Secrétaire d'Etat et est venu dans une période où les Républicains s'apprétaient à s'attaquer violemment à la politique américaine. Dans tout l'Irak, cette déclaration a renforcé le difficile cessez-le-feu dans un sens qui n'était pas bénéfique au régime irakien et dans lequel nous avons franchi des pas. Le texte traduisait d'une manière positive le

retour américain dans les pourparlers de la question du nord de l'Irak après l'intervention irakienne catastrophique à Erbil. Mais malgré tout cela, beaucoup n'ont pas fait attention à la déclaration du PDK faite un jour après le texte final et annonçant leur réserves à ce propos. Ce dossier est resté ouvert après que j'aie quitté mon poste au département d'Etat et continue à être à l'ordre du jour.

### AINSI QUE...

• **30 040 MORTS EN 11 ANS DE GUERRE AU KURDISTAN.** Selon les chiffres avancés vendredi 3 juillet 1998 par M. Aydin Arslan, gouverneur de la région sous état d'exception (OHAL), 30 040 personnes ont été tuées au cours de la guerre au Kurdistan depuis 1987, soit 21 041 morts dans les rangs du PKK, 4 606 membres des forces de sécurité turque et 4 399 civils dont 493 enfants.

• **PROLONGATION DU MANDAT POUR LES AVIONS ALLIÉS D'INCIRLIK.** Le Parlement turc a décidé, le 30 juin 1998, de prolonger de six mois l'autorisation accordée à l'aviation

alliée d'utiliser la base aérienne américano-turque d'Incirlik, abritant environ 45 avions américains et britanniques. Incirlik sert de base pour les avions alliés qui survolent presque quotidiennement le Kurdistan irakien, zone d'exclusion aérienne décrétée après la guerre du Golfe.

• **BILAN DE JUIN 1998 DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME.** Les organisations de défense des droits de l'homme en Turquie, l'Association des droits de l'homme (IHD) et MAZLUM-DER ont rendu public le bilan des violations des droits de l'homme du mois de juin 1998 qui se présente comme suit:

- Meurtres non élucidés	10
- Morts à la suite de tortures	1
- Nombre des disparus	7
- Nombre de personnes placées en garde à vue	1 781
- Actes de violence en prison	19
- Nombre de morts en prison	3
- Nombre de personnes emprisonnées pour crimes de pensée	2
- Nombre de journalistes placés en garde à vue et attaqués	14
- Nombre de publications interdites	48
- Nombre d'associations, de syndicats et partis politiques interdits	3
- Nombre d'instructions ouvertes à l'encontre d'étudiants	394
- Nombre de morts à la suite des combats: 239 / blessés	70
- Attaques à l'encontre des civils: 35 morts / blessés	12

• **ARRIVÉE DE NOUVEAUX RÉFUGIÉS KURDES EN ITALIE.** La police italienne n'a pas fini de s'inquiéter du flux de réfugiés arrivés dans des conditions misérables sur ses côtes. Environ 300 immigrés clandestins dont 112 Kurdes mais également 42 Albanais et des réfugiés du Bangladesh, d'Égypte, du Rwanda et du Pakistan ont été arrêtés le week-end des 11 et 12 juillet 1998 dans le sud de l'Italie. Le 13 juillet 1998, 600 autres réfugiés, dont 56 Kurdes, 240 Albanais et 40 Yougoslaves ont été interceptés par la police italienne qui redoute l'arrivée massive de clandestins en raison des conditions météorologiques favorables et du calme de la mer. *"Je ne sais pas pourquoi les médias ne couvrent plus ce qui se passe"* a déclaré surpris un officier de police. Le 20 juillet 1998, 250 clandestins - des Kurdes, des Égyptiens, des Afghans, des Pakistanais et des Indiens, parmi lesquels des femmes et une centaine d'enfants - sont arrivés en Calabre près de Crotona. Le 21 juillet 1998, une soixantaine d'autres ont été interpellés.

Le 27 juillet M. Romano Prodi, président du Conseil italien s'est rendu à Istanbul pour rencontrer son homologue turc Mesut Yilmaz afin de discuter avec lui des mesures destinées à stopper l'arrivée continue de clandestins dont de nombreux Kurdes de nationalité turque et irakienne. C'est la seconde visite en Turquie de M. Prodi après celle accomplie en septembre 1996.

Par ailleurs, l'Union Européenne a décidé d'étendre l'aide destinée aux villages kurdes évacués par l'armée turque pour des *"raisons de sécurité"*. Un *"Projet de retour aux villages"* présenté par des représentants des organisations internationales d'aide humanitaire, a reçu le soutien du gouvernement allemand qui s'est dit

prêt à contribuer pour un montant de 250 millions de DM, si Ankara autorise les projets de reconstruction. Jusqu'ici le gouvernement turc a rejeté tout projet indépendant de reconstruction dans les provinces kurdes.

• **NOUVELLE INCURSION DE L'ARMÉE TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN.** Environ 5000 soldats turcs soutenus par l'aviation et des hélicoptères Cobra, ont fait, le 10 juillet 1998, une nouvelle incursion au Kurdistan irakien. L'agence de presse semi-officielle Anatolie a annoncé que le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), avait coopéré avec l'armée turque, mais des responsables du PDK ont nié catégoriquement cette information.

• **LA TURQUIE A VOTÉ CONTRE LA COUR CRIMINELLE INTERNATIONALE (CCI).** Au terme de cinq semaines de négociations et après une dernière ligne droite riche en tractations, les délégués de 160 pays réunis sous l'égide des Nations unies à Rome ont présenté, le 17 juillet 1998, un projet de traité relatif à la Cour criminelle internationale (CCI). Le traité définissant les statuts de la CCI a recueilli 120 voix, tandis qu'il y a eu 21 absentions et 7 voix contre, dont les États-Unis, l'Inde, la Chine, Israël, les Philippines, Sri Lanka et la Turquie. La CCI qui sera compétente pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide le sera également, selon les vœux des pays non-alignés, pour agression. La Turquie qui est si souvent critiquée pour ses violations des droits de l'homme- 3 428 villages évacués, 3 millions de personnes déplacées, 30 000 morts du fait de la guerre au Kurdistan- et pour ses incursions répétées au Kurdistan irakien craint

d'être mise sur la sellette devant une cour de justice internationale.

• **VENTES D'ARMES À LA TURQUIE.** la Turquie a signé, le 22 juillet 1998, un accord d'une valeur de 996 millions de DM avec la firme allemande Howaldtswerke Deutshe Werft AG (HDW) pour la construction en Turquie de quatre sous-marins. Selon Ismet Sezgin, ministre turc de la défense, la construction du premier sous-marin débutera l'année prochaine et en 2006 les quatre seront construits.

D'autre part, la firme américaine Sikorsky Aircraft est sur le point de conclure un accord final avec la Turquie pour la vente de 50 hélicoptères Black Hawk S-70 et 8 plate-formes Super Stallion d'une valeur de \$ 700 millions. Si l'accord aboutit effectivement, cela portera un coup dur au consortium franco-germanique Eurocopter et à la firme américaine Boeing Co.

Par ailleurs, Akis Tsohatzopoulos, ministre grec de la défense, a, le 23 juillet 1998, accusé la Turquie, en référence au projet turc de construction d'une centrale nucléaire d'ici 2006 à Akkuyu, de chercher à se doter de l'arme nucléaire. Soulignant que *"tous les pays ayant adopté la même technologie [ndlr: une technologie canadienne] ont construit des armes nucléaires"*, il a exprimé sa préoccupation face au projet d'Akkuyu.

• **DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET MUNICIPALES FIXÉES AU 18 AVRIL 1999.** Par 488 voix contre 12, la motion du gouvernement prévoyant la tenue simultanée le 18 avril 1999 des élections législatives anticipées et des municipales en Turquie, a été, le 30 juillet 1998, adoptée par la Grande

Assemblée Turque. M. Yilmaz, Premier ministre et ses partenaires, le Parti pour une Turquie démocratique (DTP) et le Parti de la Gauche Démocratique (DSP) de même que le Parti Républicain du Peuple (CHP), qui ne fait pas partie du gouvernement tout en le soutenant, s'étaient mis d'accord pour la date du 25 avril 1999. Cependant la commission parlementaire a fixé la date au 18 avril 1999 qui a été adoptée y compris par l'opposition au parlement dont la formation islamiste, le Parti de la Vertu (FP).

Par ailleurs dans une déclaration faite le 3 juin 1998, M. Yilmaz avait annoncé qu'il démissionnerait à la fin de l'année 1998 et laisserait la place à un *"gouvernement de transition"*. D'autre part, conformément aux dispositions de la Constitution turque sur la période préélectorale, les ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Transports ont démissionné de leur poste et ont été remplacés par des indépendants cinq jours après la publication dans le Journal officiel de la décision parlementaire. M. Yilmaz a, le 4 août 1998, présenté la liste des futurs ministres. Il s'agit des M. Kutlu Aktas, préfet d'Istanbul, au ministère de l'Intérieur, M. Hasan Denizkurdu, député indépendant (ancien DYP) d'Izmir, au ministère de la Justice et M. Arif Ahmet Denizolgun, député indépendant (ancien RP) d'Antalya, au ministère des Transports. Ces tractations vont conduire Kemal Yazicioglu, préfet d'Ordu, au poste de directeur de sécurité nationale, son prédécesseur Necati Bilican devenant préfet d'Izmir. Par ailleurs, si ces trois nouveaux ministres se présentent aux prochaines élections, ils devront à leur tour démissionner de leurs fonctions en janvier 1999.

• **LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN: LE MINISTRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ÉCRIT AUX SÉNATEURS FRANÇAIS.** Après l'adoption, le 29 mai 1998, par l'Assemblée française d'une proposition de loi reconnaissant le génocide arménien, la Turquie mène une vaste offensive diplomatique doublée de menaces économiques afin de dissuader le Sénat français d'adopter à son tour le dit texte. Dans ce cadre, le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem, vient d'adresser une longue note aux sénateurs français pour "*soulever de sérieuses inquiétudes quant [aux] répercussions négatives*" sur les relations franco-turques de l'adoption définitive d'une résolution sur le génocide arménien.

M. Cem qualifie d'abord d'injuste la loi "*à la fois envers l'Histoire et la République de Turquie*", puis accuse d'"*indulgence envers le terrorisme*" le contenu de cette loi, pourtant résumée en un article. Il n'hésite pas à réitérer les menaces économiques en soulignant que "*la proposition de loi ouvre la voie à une atmosphère qui ne manquera pas d'endommager les relations politiques et économiques turco-françaises*". Le ministre turc soutient que les allégations de génocide sont fondées "*sur des documents falsifiés, des photographies truquées et des chiffres exagérés*" et accuse les Arméniens de l'époque d'avoir engagé "*des attaques systématiques, non seulement contre les troupes ottomanes, mais aussi contre leurs compatriotes musulmans*", ce qui, selon lui, a conduit "*le gouvernement ottoman à (...) déplacer les Arméniens*". Pour ce qui est du massacre, M. Cem met cela sur le compte des "*conditions hivernales difficiles*" et sur "*un environnement général d'hostilité*". Pour finir Ismail Cem déplore qu'en votant cette loi les députés français aient refusé "*de soutenir les intérêts nationaux français*". En

Turquie, pour moins que cela ils auraient été qualifiés de traîtres à la patrie, exclus du Parlement et emprisonnés. Au moment où un peu partout dans le monde, les gouvernements, les Églises et les institutions font leur mea-culpa, présentent leurs excuses aux minorités pour les persécutions et injustices passées, le gouvernement turc refuse de reconnaître les crimes perpétrés sous un empire ottoman révolu alors même que les tribunaux de cet empire avaient eux-mêmes, au lendemain de la Première Guerre mondiale, reconnu les massacres et crimes contre l'humanité commis contre la population arménienne et condamné leurs auteurs. La Turquie républicaine est revenue sur ces verdicts et réhabilité les auteurs du génocide arménien.

• **NEUF ANS DE PRISON POUR 4 ADOLESCENTS KURDES COUPABLES DE VOL DE PATISSERIE.** La cour de cassation tuque a, le 31 août, confirmé la condamnation à 9 ans de prison ferme de quatre enfants mineurs kurdes coupables d'avoir volé en 1997 deux kilos de baklavas (pâtisserie orientale) dans un magasin de Gaziantep. Les jeunes avaient reconnu les faits et affirmé qu'ils avaient eu très envie de ces baklavas mais n'avaient pas les moyens d'en acheter. Malgré leurs excuses présentées devant le tribunal de Gaziantep pour ce chapardage, ils avaient été condamnés à 9 ans de prison. Des avocats bénévoles ont fait appel de ce verdict inique devant la Cour de cassation qui vient de confirmer la lourde condamnation des "voleurs de baklavas".

Même les défenseurs les plus zélés du système judiciaire turc se disent

"troublés" par une justice qui condamne à des peines aussi lourdes des enfants ayant commis un larcin et laissent courir des auteurs de détournements de centaines de millions de dollars de fonds publics et des mafieux rackettant et pillant en plein jour. a déclaré à la presse l'un des avocats des gamins.

Selon les estimations courantes, près de cinq mille enfants âgés de 11 à 15 ans se trouvent dans les prisons turques qui enferment également plus de dix mille mineurs de 15 à 18 ans.

• **ARRESTATION EN FRANCE D'UN CHEF DE LA MAFIA LIÉE A L'ÉTAT TURC.** Alaetin Çakici, l'un des plus célèbres chefs de la mafia turque d'extrême droite liée aux services de renseignement turcs (MIT) a été arrêté le 17 août dans un palace de Nice avec sa compagne et un garde du corps armé. Recherché par Interpol pour meurtre et activités mafieuses, Çakici était en possession d'un passeport diplomatique turc lui permettant de circuler sans visa dans la plupart des pays du monde.

Au cours de conversations téléphoniques enregistrées divulguées par la presse turque, A. Çakici a déclaré avoir des liens avec plusieurs ministres, les services de renseignement turcs et les hommes politique de premier plan écrit le quotidien turc *Sabah* du 30 août.

Membre d'un groupe de Loups Gris (milice para militaire néo-fasciste du Colonel Turkes) impliqué dans une quarantaine d'assassinats de militants de gauche à la fin des années 1970, Çakici avait été arrêté et emprisonné pendant quelques mois après le Coup d'État militaire de septembre 1980.

Puis -comme bon nombre d'activistes de l'extrême-droite, il a été recruté par la MIT pour ses basses besognes en Turquie et en Europe. (Trafic de drogue, «opérations spéciales» attentats contre les Kurdes et les Arméniens, etc).

Au début des années 1990, surtout à partir de l'accession au pouvoir de Mme Çiller en juillet 1993, les services turcs ont décidé de systématiser et d'amplifier leurs activités d'assassinats d'opposants et de trafic de drogue pour financer la guerre de l'ombre. Selon la déposition en février 1997 devant la Commission Susurluk du Parlement de Havefi AVCI, chef-adjoint du Bureau de renseignement de la police d'Istanbul, Çakici est l'un des éléments mafieux d'extrême droite utilisé par l'unité de guerre spéciale de la MIT, organisée par Mehmet Eymur, actuellement en poste à l'ambassade turque à Washington et Yavuz Ataç en poste à Pékin. Quant à leur chef de la MIT pendant cette période où plus de 4500 civils supposés "suppôts de terrorisme" ont été assassinés, Sönmez Koksak, a été promu au poste d'ambassadeur de Turquie en France.

Après avoir servi le gouvernement Çiller dans ses basses besognes, Çakici et ses acolytes, sur instruction de la MIT, se sont retournés contre Mme. Çiller lorsque celle-ci s'est alliée aux islamistes. Les Turcs se souviennent d'une émission de télévision de Flash TV au cours de laquelle Çakici était intervenu par téléphone pour dénoncer «les magouilles du gang Çiller» «le gang des Çiller» en affirmant notamment que le mari de Mme. Çiller avait réclamé une commission de \$20 millions pour arranger la vente d'une banque publique (Turkbank) à un

homme d'affaires «protégé» par Çakici.

Récemment il avait appelé deux ministres du gouvernement Yilmaz pour exiger le rappel à Ankara de son «protecteur» protecteur de la MIT, Yavuz Ataç. La décision tardant à venir, il avait rappelé pour dire que si on ne satisfaisait pas sa demande rapidement, il punirait le Premier ministre en personne. C'est sans doute cette menace qui a incité Ankara à demander à Interpol son arrestation et à réclamer son extradition. Sans compter, une fois en Turquie il pourrait faire des révélations contre la famille Çiller, ce qui en période électorale pourrait

servir le parti de M. Yilmaz qui pourrait ainsi se targuer d'avoir commencé à lutter contre les gangs mafieux installés au coeur de l'Etat. En attendant, le vice-Premier ministre turc Bulent Ecevit a confirmé que Çakici était effectivement porteur d'un vrai passeport diplomatique turc et qu'il avait effectivement téléphoné récemment à deux ministres. Selon le vice-Premier ministre turc, "siles ministres eux-mêmes l'avaient appelé, il y aurait eu un problème, mais c'est lui qui a appelé les ministres à qui on ne peut donc rien reprocher". M. Ecevit n'a pas précisé pourquoi un chef mafieux pouvait avoir un accès direct facile à deux ministres en exercice.

## EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

**IRAN DÉCLARE QUE LA VISITE DE PRODI MARQUE LE DÉGEL AVEC L'UNION EUROPÉENNE.**

(*International Herald Tribune*, 1<sup>er</sup> juillet 1998), p.1.

**LES SOCIÉTÉS AMÉRICAINES SE DISPUTENT LA VENTE D'HÉLICOPTÈRES À LA TURQUIE.**

(*Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> juillet 1998), p.2.

**LES AMÉRICAINS SE DÉCLARENT SURPRIS PAR L'OUVERTURE D'UN BUREAU DU PKK EN IRAK.**

(*Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> juillet 1998), p.2.

**DÉBARQUEMENT DE 184 KURDES DANS LE SUD D'ITALIE.** (*A.F.P.*, 1<sup>er</sup> juillet 1998), p.3.

**GÉNÉRAL BIR : "LE FONDAMENTALISME EST LA MENACE N° 1"**. (*Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> juillet 1998), p.3.

**LE PARTI DE LA VERTU APPARAÎT**

**COMME LE PLUS POPULAIRE D'APRÈS UN SONDAGE EFFERCTUÉ PAR L'ARMÉE.** (*Turkish Daily News*, 1<sup>er</sup> juillet 1998), p.4.

**KHATAMI EN APPELLE AUX ÉTATS-UNIS POUR DES GESTES DE BONNE VOLONTÉ.** (*International Herald Tribune*, 2 juillet 1998), p.4-5.

**ANKARA ET DAMAS ÉCHOUENT DANS LEUR TENTATIVE DE NORMALISER LEURS RELATIONS.** (*A.F.P.*, 2 juillet 1998), p.5.

**LES FORCES TURQUES TUENT 41 REBELLES KURDES DANS LE SUD-EST DU PAYS.** (*Associated Press*, 1<sup>er</sup> juillet 1998), p.6.

**LA TURQUIE DÉSIREUSE DE DEVENIR MEMBRE À PART ENTIÈRE DE L'UEO.** (*A.F.P.*, 2 juillet 1998), p.5.

**LES KURDES INQUIETS DE LA**

**CAMPAGNE IRAKIENNE POUR METTRE FIN AUX SANCTIONS.** (*Reuters*, 4 juillet 1998), p.6-7.

**LA MOUSTACHE, SIGNE D'APPARTENANCE POLITIQUE EN TURQUIE.** (*Associated Press*, 3 juillet 1998), p.8.

**761 REBELLES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE DEPUIS JANVIER.** (*A.F.P.*, 2 juillet 1998), p.8.

**RELATIONS TURCO-SYRIENNES: TROP TÔT POUR UN NOUVEL ESSAI ?** (*Turkish Daily News*, 3 juillet 1998), p.9.

**LES VICTIMES DU " MASSACRE DE SIVAS " COMMÉMORANT LE 5ÈME ANNIVERSAIRE.** (*Turkish Daily News*, 3 juillet 1998), p.10.

**LE SÉNAT AMÉRICAIN APPROUVE LE TRANSFERT DE FRÉGATES À LA TURQUIE.** (*Turkish Daily News*, 3 juillet 1998), p.10.

**TURQUIE : LEÇONS D'UNE EXPÉRIENCE AVORTÉE.** Dans les années 60 et 70, la Turquie avait tenté de canaliser l'épargne des émigrés vers des investissements productifs. L'expérience a échoué, en raison d'un cadre politique et économique peu attractif, et parce que la migration, de temporaire, est devenue définitive. (*Courrier de la Planète*, mai-juin 1998), p.11-12.

**LES TENSIONS INTÉRIEURES EN IRAN BLOQUENT LA NORMALISATION AVEC LES ÉTATS-UNIS.** – Le guide de la révolution reste hostile au dialogue. (*Le Monde*, 4 juillet 1998), p.13.

**WASHINGTON PROPOSE DES FRÉGATES À LA TURQUIE ET À LA GRÈCE.** – Nicosie reporte l'achat de missiles russes S-300. (*Le Monde*, 4 juillet 1998), p.14.

**UN ENQUÊTEUR DES NATIONS-UNIES ACCUSE L'IRAK D'AVOIR ASSASSINÉ DEUX AYATOLLAHS.** (*International Herald Tribune*, 3 juillet 1998), p.14.

**3.000 PERSONNES DISPARUES EN TURQUIE.** (*Turkish Daily News*, 4 juillet 1998), p.14-15.

**UNE SOUS-COMMISSION PARLEMENTAIRE EXIGE DES DOCUMENTS.** (*Turkish Daily News*, 4 juillet 1998), p.15.

**L'ARMÉE TURQUE RÉITÈRE SA DÉTERMINATION À LUTTER CONTRE L'INTÉGRISME.** (*A.F.P.*, 5 juillet 1998), p.18-19.

**LE MIT RÉPOND AUX ALLÉGATIONS DE SAGLAR.** (*Turkish Daily News*, 6 juillet 1998), p.19.

**SIX PARTISANS KURDES SAUTENT SUR UNE MINE EN TURQUIE.** (*Reuters*, 6 juillet 1998), p.19.

**LES ACTIVITÉS TERRORISTES EN DIMINUTION DANS LE SUD-EST.** (*Turkish Daily News*, 7 juillet 1998), p.19-20.

**NOMINATIONS DANS L'ARMÉE ET LES RENSEIGNEMENTS EN SYRIE.** (*Le Monde*, 7 juillet 1998), p.20.

**LES SOCIALISTES EUROPÉENS CHERCHENT DE NOUVELLES PERSPECTIVES POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME KURDE.** (*Turkish Daily News*, 8 juillet 1998), p.20.

**LE CONSEIL DE L'EUROPE A FINALEMENT ADOPTÉ LE RAPPORT SUR LES KURDES.** (*Gamk*, 9 juillet 1998), p.21.

**IRAN: LES CONSERVATEURS CONTRE-ATTAQUENT.** La destitution du ministre de l'Intérieur Abdallah Nouri, l'un des plus fervents soutiens du président

Khatami, a été imposée par les islamistes radicaux du Parlement. (*Courrier International*, 9-15 juillet 1998), p.22.

**LE FILS D'UN DES DIGNITAIRES DU RÉGIME IRANIEN S'EST EXILÉ AUX ÉTATS-UNIS.** – Un coup dur pour la faction conservatrice de la République islamique. (*Le Monde*, 8 juillet 1998), p.23.

**LES GIGANTESQUES BARRAGES DU GAP SONT DÉJÀ UN ÉCHEC.** – Le grand système hydroélectrique sur le Tigre et l'Euphrate (dit GAP) devrait fonctionner à pleine puissance en 2005. Le projet fait la fierté des autorités et suscite la crainte des pays voisins. Il est surtout ruineux et dépassé, dénonce un journaliste turc. Point de vue rarissime dans la presse locale. (*Courrier International*, 9-15 juillet 1998), p.23-24.

**L'AGENCE ANATOLIE RETIRE UNE INFORMATION SUR UNE OPÉRATION CONTRE LE PKK.** (*A.F.P.*, 10 juillet 1998), p.24.

**LA POLICE SUÉDOISE ET INTERPOL À LA RECHERCHE D'ENFANTS KURDES DISPARUS.** (*Reuters*, 10 juillet 1998), p.25.

**HEURTS ENTRE L'ARMÉE TURQUE ET LES REBELLES SUR LA FRONTIÈRE IRAKIENNE.** (*Reuters*, 10 juillet 1998), p.25.

**POUR L'AUTONOMIE LINGUISTIQUE DE LA KABYLIE.** (*Le Monde*, 11 juillet 1998), p.26.

**LA BATAILLE POUR LE PARTAGE DU PÉTROLE DE LA CASPIENNE EST OUVERTE.** (*Le Monde*, 11 juillet 1998), p.27-28.

**L'IRAN INSISTE SUR LA NÉCESSITÉ D'UN CONSENSUS ENTRE RIVERAINS.** (*Le Monde*, 11 juillet 1998), p.28.

DES MISSILES AMÉRICAINS POUR LA TURQUIE. (*Gamb*, 10 juillet 1998), p.29.

L'ITALIE: LA POLICE ARRÊTE 300 CLANDESTINS DANS LE SUD DU PAYS. (*Reuters*, 12 juillet 1998), p.29.

L'AVIATION TURQUE S'EST ENTRAÎNÉE EN ISRAËL CONTRE LES MISSILES S-300, SELON *HÜRRIYET*. (*A.F.P.*, 3 juillet 1998), p.30.

IRAK : UN COMMERCE ILLICITE AUX PORTES D'UNE BASE AMÉRICAINNE. (*Reuters*, 14 juillet 1998), p.31-32.

LES FAMILLES DE PRISONNIERS LANCENT UN SOS. (*Turkish Daily News*, 16 juillet 1998), p.32.

LES AMÉRICAINS DISCUTENT AVEC DES SYRIENS DES TRANSACTIONS PÉTROLIÈRES. (*Reuters*, 15 juillet 1998), p.33.

LES REBELLES KURDES TUENT 17 MEMBRES DES FORCES DE SÉCURITÉ TURCS. (*A.F.P.*, 12 juillet 1998), p.30. (*Reuters*, 15 juillet 1998), p.33.

ALLEMAGNE: " UN TURC, C'EST TRÈS ENDURANT " ALORS ON PEUT L'EXPULSER. – Considérant la Turquie comme un pays très sûr – en dépit de cas de torture avérés –, Bonn continue d'expulser des Kurdes réfugiés en Allemagne. Cette politique hypocrite porte ses fruits: depuis cinq ans, le nombre de demandeurs d'asile ne cesse de baisser. (*Courrier International*, 16-22 juillet 1998), p.34.

LA SYRIE PREND LA FRANCE POUR TÊTE DE PONT D'UNE OFFENSIVE DIPLOMATIQUE. – Le président Hafez El Assad, en visite d'Etat à Paris, rend hommage à une politique française " claire et nette " propice à une baisse de tensions au Proche-Orient. Damas souhaite trouver un contrepois à

l'influence américaine dans la région. (*Le Monde*, 16 juillet 1998), p.35.

LA FIDH DÉPLORE ENCORE DEUX MILLE PRISONNIERS D'OPINION À DAMAS. (*Le Monde*, 16 juillet 1998), p.36.

LES LIBÉRATIONS DE DÉTENUS POLITIQUES EN SYRIE POURRAIENT AUGURER UNE MODESTE OUVERTURE. (*Le Monde*, 17 juillet 1998), p.36.

TURQUIE: LE TOURISME EN CHUTE LIBRE. – Les Israéliens ne dépensent pas assez, les Russes sont trop bruyants, les Turcs doivent punir les Allemands d'avoir empêché leur accès à l'UE... Hôteliers, professionnels du tourisme et autorités turques croyaient la poule aux œufs d'or increvable. Erreur ! (*Courrier International*, 16-22 juillet 1998), p.37.

17 MILITAIRES TUÉS DANS UNE EMBUSCADE DU PKK. (*Turkish Daily News*, 16 juillet 1998), p.38.

UN ANCIEN DIRECTEUR DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS ACQUITTÉ. (*Turkish Daily News*, 16 juillet 1998), p.38.

LE PRÉSIDENT DE LA SYRIE EN VISITE EN FRANCE. (*International Herald Tribune*, 17 juillet 1998), p.39.

MESUT YILMAZ DÉPOSE DEVANT UNE COMMISSION SUR SA FORTUNE PERSONNELLE. (*A.F.P.*, 16 juillet 1998), p.40.

UNE COMMISSION RECOMMANDÉ LA LEVÉE DE L'IMMUNITÉ D'UN EX-PRÉSIDENT DU PARLEMENT. (*A.F.P.*, 17 juillet 1998), p.40.

UN PROCUREUR DEMANDE 23 ANS DE PRISON POUR LES AGRESSEURS D'AKIN BIRDAL. (*A.F.P.*, 16 juillet 1998), p.41.

VERDICT CASSÉ DANS LE PROCÈS D'UN JOURNALISTE MORT EN DÉTENTION. (*A.F.P.*, 17 juillet 1998), p.41.

APPEL POUR LA RECONNAISSANCE DES KURDES EN TURQUIE. (*BBC News*, 17 juillet 1998), p.43.

TURQUIE: RSF (REPORTERS SANS FRONTIÈRES) VEUT UN PROCÈS ÉQUITABLE POUR LES ASSASSINS DU JOURNALISTE METIN GÖKTEPE. (*Associated Press*, 17 juillet 1998), p.44.

LES AMÉRICAINS SANCTIONNENT LES RUSSES POUR AVOIR FOURNI DES MISSILES À L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 17 juillet 1998), p.45.

SADDAM PENSE QUE LES SANCTIONS DE L'ONU S'ÉRODERONT AVEC LE TEMPS. (*International Herald Tribune*, 18-19 juillet 1998), p.47-48.

ÇILLER REGRETTE L'INTERDICTION DU PARTI KURDE DEP. (*Turkish Daily News*, 18 juillet 1998), p.48.

LE PRÉSIDENT SYRIEN CRAINT QU'ISRAËL NE " BRÛLE LE PROCESSUS DE PAIX ". (*Le Monde*, 18 juillet 1998), p.49.

EN IRAN UNE ÉVOLUTION SILENCIEUSE. (*International Herald Tribune*, 20 juillet 1998), p.50.

LES RIVAUX KURDES ACCEPTENT DE NÉGOCIER AUX ÉTATS-UNIS. (*Associated Press*, 20 juillet 1998), p.51.

LA DOUMA RUSSE EN TURQUIE. (*Inter-Tass*, 20 juillet 1998), p.51.

30.000 KURDES ONT ÉTÉ TUÉS JUSQU'ICI, SELON AKIN BIRDAL. (*A.F.P.*, 20 juillet 1998), p.52.



APPUI CONDITIONNEL À LA PROPOSITION D'AMNISTIE DU DSP. (*Turkish Daily News*, 20 juillet 1998), p.52-53.

LES INJUSTICES CRÉENT LE BESOIN D'UNE AMNISTIE. (*Turkish Daily News*, 20 juillet 1998), p.53-54.

LA MISSION WELCH N'A PAS FAIT DE RÉEL PROGRÈS. (*Turkish Daily News*, 21 juillet 1998), p.54-55.

GRANDE PURGE DE FONCTIONNAIRES PRO-ISLAMISTES, SELON UN QUOTIDIEN. (*A.F.P.*, 21 juillet 1998), p.56.

VERDICT CASSÉ CONTRE UN EX-MAIRE ISLAMISTE DANS LE PROCÈS DU MASSACRE DE SIVAS. (*A.F.P.*, 21 juillet 1998), p.56-57.

DES MÉCANISMES QUI ENTAMENT LE DOGME DE LA NON-INGÉRENCE. (*Le Monde*, 21 juillet 1998), p.57.

LA POLICE TURQUE ESCORTE LE DÉFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME, A. BIRDAL, AU TRIBUNAL. (*Reuters*, 22 juillet 1998), p.60.

LE PARLEMENT TURC DÉCIDE DE LEVER L'IMMUNITÉ DE SEPT DÉPUTÉS. (*A.F.P.*, 21 juillet 1998), p.60-61.

GREENPEACE MANIFESTE CONTRE UN PROJET FRANCO-ALLEMAND: 9 ARRESTATIONS. (*A.F.P.*, 22 juillet 1998), p.61.

AKIN BIRDAL COMPARAIT DANS UN FAUTEUIL ROULANT. (*A.F.P.*, 22 juillet 1998), p.61-62.

LA TURQUIE DEMANDE À LA SUISSE DE RECONSIDÉRER SA

DÉCISION CONCERNANT LA CÉLÉBRATION DU TRAITÉ DE LAUSANNE. (*Turkish Daily News*, 22 juillet 1998), p.62.

L'IRAN A TESTÉ UN MISSILE POUVANT TOUCHER ISRAËL. (*Associated Press*, 23 juillet 1998), p.63.

M. YILMAZ MET EN GARDE LA SYRIE SUR DES VISÉES TERRITORIALES. (*A.F.P.*, 23 juillet 1998), p.63-64.

ANKARA VEUT SE DOTER D'ARMES NUCLÉAIRES, SELON LE MINISTRE GREC DE LA DÉFENSE. (*A.F.P.*, 23 juillet 1998), p.64.

L'ALLIÉ DU REFORMATEUR IRANIEN OBTIENT LE POSTE DE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. (*International Herald Tribune*, 23 juillet 1998), p.65.

L'IRAN APPUIE LE PKK CONTRE PDK. (*Turkish Daily News*, 23 juillet 1998), p.66.

NOUVELLE DONNÉE DANS LE JEU D'ÉCHEC DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 23 juillet 1998), p.66-67.

ARTICLE 19 DÉNONCE LE MANQUE DE LIBERTÉ D'EXPRESSION EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 23 juillet 1998), p.67-68.

95 MEMBRES PRÉSUMÉS DU HIZBULLAH KURDE DEVANT LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT. (*A.F.P.*, 23 juillet 1998), p.68.

L'ÉTAT D'URGENCE PROLONGÉ POUR QUATRE MOIS DANS SIX PROVINCES DU SUD-EST. (*A.F.P.*, 23 juillet 1998), p.68.

L'IRAN PROCÈDE À DES ESSAIS D'UN NOUVEAU MISSILE QUI

POURRAIT ATTEINDRE ISRAËL. (*International Herald Tribune*, 24 juillet 1998), p.69.

BONN SOUTIENDRA À TERME L'ENTRÉE DE LA TURQUIE DANS L'UNION EUROPÉENNE. (*A.F.P.*, 24 juillet 1998), p.70.

3.000 KURDES ONT MANIFESTÉ POUR LE 75ÈME ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ DE LAUSANNE. (*A.F.P.*, 25 juillet 1998), p.71.

LA QUESTION KURDE À L'ORDRE DU JOUR DES LEADERS DE L'ANCIENNE COALITION AU POUVOIR : UN MÉACULPA QUI SONNE FAUX. (*Gamk*, 24 juillet 1998), p.71.

LES RELATIONS DE LA TURQUIE AVEC L'UE VONT CHANGER, ESTIME M. YILMAZ. (*A.F.P.*, 25 juillet 1998), p.71.

LE GOUVERNEMENT TURC DÉCIDE DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES EN AVRIL 1999. (*A.F.P.*, 25 juillet 1998), p.72.

BIENTÔT UN MISSILE IRANIEN. (*International Herald Tribune*, 25-26 juillet 1998), p.72-73.

LES RELATIONS TURCO-IRANIENNES SE DÉVELOPPENT EN DÉPIT DES RÉSERVES DES MILITAIRES. (*Turkish Daily News*, 2 juillet 1998), p.73-75.

LE PKK RÉCLAME UNE CONFÉRENCE NATIONALE. (*Turkish Probe*, 26 juillet 1998), p.75-77.

LA TURQUIE SE MÉFIE DES RÉCLAMATIONS SYRIENNES SUR LES TERRITOIRES "VOLÉS". (*The Independent*, 28 juillet 1998), p.77.

LA PRESSE TURQUE ET SES

CHIENS DE GARDE. – Face à des médias de plus en plus puissants, les intellectuels turcs ont le choix: soit ils jouent le jeu et ne dérangent pas, soit ils sont exclus des colonnes des journaux. (*Courrier International*, 23-29 juillet 1998), p.78.

LA TURQUIE TENTE UNE REPRISE DE DIALOGUE AVEC L'UNION EUROPÉENNE. (*Le Monde*, 28 juillet 1998), p.79.

MANIFESTATION KURDE À LAUSANNE : Les critiques d'Ankara " infondées " selon Berne. (*A.F.P.*, 27 juillet 1998), p.79.

LA FRANCE A ACCUEILLI 4112 RÉFUGIÉS POLITIQUES L'ANNÉE DERNIÈRE. – Plus de 120.000 réfugiés vivaient en France fin 1997. Après la décrue du début des années 90, le nombre de demandes est reparti à la hausse l'an dernier. (*Les Echos*, 28 juillet 1998), p.80.

L'ITALIE VA ACCORDER UN CREDIT COMERCIAL DE \$1,2 MILLIARDS À L'IRAN. (*International Herald Tribune*, 28 juillet 1998), p.80.

LA TURQUIE, PLAQUE TOURNANTE DU TRAFIC DE DROGUE. – A l'ombre des généraux, tueurs à gages et narcotrafiquants. – Liberté pour Rahip Duran. (*Le Monde Diplomatique* (versions française, anglaise et allemande) juillet 1998), p.81-90.

PAS DE MAGIE POUR L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 29 juillet 1998), p.91.

L'IRAN PRÉPARE UN PLAN DE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE. (*International Herald Tribune*, 30 juillet 1998), p.91.

UN CARICATURISTE KURDE EMPRISONNÉ POUR AVOIR INSULTÉ LA TURQUIE. (*Reuters*, 4 août 1998), p.91.

LES ÉTAT-UNIS ESSAYENT D'UNIFIER LES ENNEMIS DE SADDAM. (*The Washington Post*, 2 août 1998), p.92.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES GAGNE UN NOUVEAU RESPECT POUR LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 3 août 1998), p.93.

LES PIÈCES DÉTACHÉES DE RADAR SONT ARRIVÉES, AFFIRMENT LES TURCS-CHYPIOTES. (*International Herald Tribune*, 3 août 1998), p.93.

UNE PLACE POUR LA TURQUIE DANS L'UNION EUROPÉENNE ? (*International Herald Tribune*, 4 août 1998), p.94.

SUÈDE: LES ÉTRANGES VACANCES DU PKK. – Dix-sept jeunes Kurdes conduits en Allemagne pour " entraînement ". (*Libération*, 4 août 1998), p.94.

LES ÉTAT-UNIS CHERCHENT À RENFORCER L'OPPOSITION À SADDAM EN VUE DE SON RENVERSEMENT. (*International Herald Tribune*, 3 août 1998), p.95.

UN CARICATURISTE EMPRISONNÉ POUR " ATTEINTE À L'ÉTAT ". (*A.F.P.*, 4 août 1998), p.96.

165 REBELLES DU PKK TUÉS EN CINQ JOURS DANS L'EST ET LE SUD-EST. (*A.F.P.*, 5 août 1998), p.96.

280 TRAVAILLEURS KURDES EMPÊCHÉS D'ACCÉDER À UNE PROVINCE TURQUE. (*A.F.P.*, 6 août 1998), p.96.

UN MAIRE D'UNE LOCALITÉ DANS L'EST ENLEVÉ PAR LE PKK. (*A.F.P.*, 6 août 1998), p.97.

MINI-PURGE DANS LES RANGS DE L'ARMÉE TURQUE. (*A.F.P.*, 6 août 1998), p.97.

UN OPPOSANT KURDE IRANIEN ASSASSINÉ DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 6 août 1998), p.97.

YACHAR KEMAL : LE MOUTON NOIR D'ANATOLIE. – Avec ses héros redresseurs de torts et ses prises de position en faveur des Kurdes, Yachar Kemal irrite les autorités d'Ankara. Mais quel talent ! (*L'Express*, 6 août 1998), p.98.

LES KURDES DE TURQUIE AFFAIBLIS MAIS PAS MORTS ! (*The Economist*, 17 août 1998), p.99-102.

LES SAISONNIERS KURDES INTERDITS DANS LES RÉGIONS TURQUES DE PEUR DES REBELLES. (*Reuters*, 6 août 1998), p.102.

SOIXANTE-CINQ FAMILLES KURDES ONT REGAGNÉ LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 8 août 1998), p.102.

LA TURQUIE ENTRE EN CAMPAGNE ÉLECTORALE SUR FOND D'ISLAMISME CONQUÉRANT. – Le premier ministre Mesut Yilmaz donne des gages à l'électorat conservateur et religieux. (*Le Monde*, 7 août 1998), p.103.

L'IRAK REFUSE DE COOPÉRER AVEC LES INSPECTEURS DE L'ONU. (*Le Monde*, 7 août 1998), p.103.

LES ÉTAT-UNIS : MAINTIEN DE L'EMBARGO CONTRE L'IRAK ET PAS DE NORMALISATION, SELON UN CHEF KURDE. (*A.F.P.*, 7 août 1998), p.104.

ESSAI DE MISSILES IRANIENS: ANKARA CONVOQUE L'AMBASADEUR D'IRAN. (*A.F.P.*, 7 août 1998), p.104-105.

L'AMÉRIQUE ET L'IRAN ONT BESOIN DE SE METTRE D'ACCORD. (*International Herald Tribune*, 7 août 1998), p.105.

IHD (ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME) LANCE UNE CAMPAGNE POUR L'AMNISTIE. (*Turkish Daily News*, 8 août 1998), p.106.

LA PRESSE SUÉDOISE RAPPORTE SUR L'ENLÈVEMENT D'ENFANTS PAR LE PKK. (*Turkish Daily News*, 8 août 1998), p.106-107.

DÉBAT AU CHP POUR LA DÉMOCRATISATION. (*Turkish Daily News*, 8 août 1998), p.107.

LA MISE EN LIBERTÉ D'UN MAIRE ENLEVÉ PAR LE PKK. (*A.F.P.*, 11 août 1998), p.107.

FATMA, FEMME, KURDE ET MILITANTE. – Avec sa revue, *Rosa*, elle se bat pour dénoncer à la fois l'oppression des femmes au Proche et Moyen-Orient, et la répression menée par l'Etat turc contre les Kurdes. (*La Croix*, 8 août 1998), p.108.

CÉDER SUR L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 13 août 1998), p.108.

PAS DE SOLUTION EN VUE DANS LE CONFLIT ENTRE TURCS ET KURDES. – Les escarmouches ont gagné la mer Noire. (*Le Monde*, 14 août 1998), p.109.

UNE VUE DE L'INTÉRIEUR SUR LES EFFORTS DE L'IRAK POUR ABOUTIR À LA BOMBE NUCLÉAIRE PAR UN TRANSFUGE. (*International Herald Tribune*, 17 août 1998), p.109-118.

TROIS GÉNÉRAUX TURCS PERDENT LEUR RÔLE POLITIQUE. (*International Herald Tribune*, 20 août 1998), p.110.

MAINTIEN EN DÉTENTION D'UN PARRAIN TURC PRÉSUMÉ RÉCLAMÉ PAR ANKARA. (*A.F.P.*, 19 août 1998), p.111.

LA CSU CONDAMNE UNE

"INGÉRENCE STUPIDE" DE M. YILMAZ AVANT LES ÉLECTIONS ALLEMANDES. (*A.F.P.*, 19 août 1998), p.111.

PISCINE ET SAUNA PRIVÉS POUR LES VEDETTES DE LA PRESSE TURQUE. – De l'"exercice difficile" du métier de journaliste. (*Le Monde*, 24 août 1998), p.112.

ATHÈNES S'ATTAQUE AU DÉVELOPPEMENT DU CRIME ORGANISÉ EN TURQUIE. (*Kathimerini*, 25 août 1998), p.113.

LA CAPTURE D'UN MAFIEUX RÉVÈLE DES LIENS AVEC LE RENSEIGNEMENT TURC. (*A.F.P.*, 24 août 1998), p.113.

OUBLIER LES "PIRES CONSÉQUENCES" POUR SADDAM. (*International Herald Tribune*, 27 août 1998), p.114.

LES RAPPORTS AVEC LA GRÈCE ET LA TURQUIE, UN "CASSETÊTE" POUR PARIS. (*A.F.P.*, 27 août 1998), p.114.

L'IRAK: "QUE DIEU PROTÈGE SADDAM." – Le régime irakien reprend confiance, atténue un peu sa langue de bois et s'ouvre sur le monde arabe. Et les délégations affluent à Bagdad. Après huit ans d'embargo, le peuple irakien est épuisé, mais il reste solidaire de son chef. (*Courrier International*, 27 août - 2 septembre 1998), p.115-116.

UN DIRIGEANT KURDE PROPOSE UN CESSEZ-LE-FEU EN TURQUIE. – Le PKK proclame un cessez-le-feu en Turquie. (*Associated Press*, 29 août; *Le Monde*, 30-31 août 1998), p.116, 118.

UNE CENTAINE DE MANIFESTANTS PLACÉS EN GARDE À VUE À ISTANBUL. (*A.F.P.*, 29 août 1998), p.116-117.

"ASSEZ HABILE", LA NOUVELLE STRATÉGIE AMÉRICAINE FACE À L'IRAK. (*Le Monde*, 29 août 1998), p.117.

ANKARA REJETTE LA TRÊVE PROPOSÉE PAR LE PKK, ORGANISATION "SÉPARATISTE". (*A.F.P.*, 29 août 1998), p.118.

LA MALADRESSE DES AMÉRICAINS SERAIT DE LAISSER SADDAM SE TIRER D'AFFAIRE. (*International Herald Tribune*, 28 août 1998), p.119.

L'IRAN "PÉNALISÉ" POUR TERRORISME. (*International Herald Tribune*, 29-30 août 1998), p.119.

UN PARTI PRO-KURDE LANCE UN APPEL EN FAVEUR DE LA TRÊVE DU PKK. (*A.F.P.*, 29 août 1998), p.120.

LA CLASSE POLITIQUE TURQUE ÉBRANLÉE PAR SES LIENS PRÉSUMÉS AVEC UN MAFIEUX. (*A.F.P.*, 30 août 1998), p.120-121.

DIX-SEPT ANS DE CAPTIVITÉ DANS LES GEÔLES D'HAFEZ EL ASSAD. – Arrêté en 1980, libéré en mai 1998 sans jamais avoir été jugé, le militant communiste Riyat Turc entend reprendre son métier d'avocat en Syrie. (*Le Monde*, 30-31 août 1998), p.121-122.

BARZANI EN VISITE À ANKARA. (*Turkish Daily News*, 29 août 1998), p.122.

LE PREMIER MINISTRE TURC: IL FAUT QUE LES KURDES DÉPOSENT LES ARMES ET SE RENDENT. (*Associated Press*, 29 août 1998), p.123.

LE PKK ET LA CRISE DES ENFANTS ENLEVÉS. (*Turkish Daily News*, 29 août 1998), p.123-124.

ON PERMET À SADDAM DE GAGNER. (*International Herald Tribune*, 29-30 août 1998), p.124.

# Revue de Presse

Institut Kurde de Paris  
**IKP**  
Bulletin de liaison et d'information

# U.S. F-16 Fires A Missile After Iraqi Radar Locks on Jets

By Brian Knowlton  
International Herald Tribune

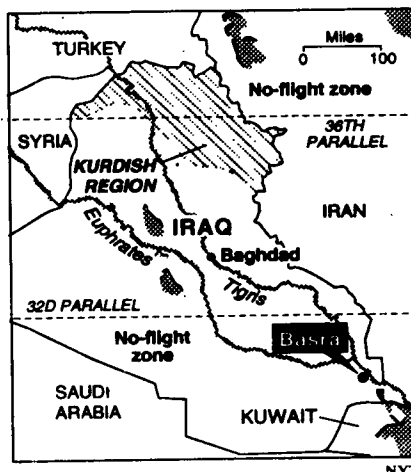
WASHINGTON — A U.S. fighter jet fired a missile at a radar site in southern Iraq on Tuesday after the Iraqi ground radar locked on to four British fighters on a routine patrol, American and British military officials said.

It was the first time that forces of the Gulf War coalition had fired on Iraqi targets since the fall of 1996, and it came at a time of generally lessened tensions between the two sides.

American officials sought to play down the incident. Defense Secretary William Cohen said that there was no indication that Iraq had moved any of its forces "in an aggressive fashion" or placed its troops on higher alert, adding, "It could be simply an isolated example."

None of the coalition airplanes were attacked in the incident on Tuesday. All returned to their bases unharmed, and U.S. officials said that coalition patrols over the flight-exclusion zones in Iraq would continue unaffected.

The southern flight-exclusion zone was established by the Gulf War allies in 1992, after Iraq launched new air attacks on Shiite Muslims in southern Iraq. Allied planes patrol a zone from southernmost Iraq up to the 33d parallel, just south of Baghdad. They also patrol a no-flight zone in the north to protect ethnic Kurds.



Iraqi officials reacted angrily to the missile firing. In Baghdad, an official of the Culture and Information Ministry denied that Iraqi radar had locked onto the allied planes and called the U.S. missile firing "an aggression and unjustifiable action."

He said that no Iraqi installations had been damaged and that the missile landed in a drinking-water reservoir in Basra in southern Iraq.

In New York, the chief Iraqi delegate to the United Nations, Nizar Hamdoon, said Iraqis were "sick and tired" of the coalition overflights, which Baghdad considers a violation of its sovereignty.

Vice President Al Gore, meanwhile, urged reporters "not to assume that it's a deliberate provocation."

Such incidents have happened before, Mr. Gore noted, and "there are a lot of possible explanations."

But he made it clear that the incident would have no effect on coalition patrols over Iraq, adding, "We will continue to respond decisively to any hostile activities that threaten the lives of our pilots."

Mr. Gore was speaking in the absence of President Bill Clinton, who was in the sixth day of his China visit. Mr. Clinton,

in Shanghai, was informed of the incident by Samuel Berger, the national security adviser.

Mr. Cohen rejected the assertion that there was no provocative radar emission. In comments confirmed by the British Defense Ministry, he said that not only the British planes but the four U.S. F-16s accompanying them, and two other U.S. planes in the vicinity, had detected the radar "illumination" of one of the British jets. Illumination is considered a highly hostile act, often immediately preceding the firing of surface-to-air missiles.

Some analysts suggested that President Saddam Hussein might have been testing the coalition just after it had sharply reduced its forces in the region.

But Mr. Cohen said there were no plans to reinforce the 20,000 U.S. troops in the region. Last month, U.S. officials began withdrawing forces from the area, which had hit a peak of 37,000 during the crisis that began in October over UN weapons inspectors. Coalition forces remain on high alert.

Reports of the incident temporarily boosted the oil market, which tends to respond quickly to signs of increased tension in the Gulf.

It was unclear why Iraqi officials might have authorized such a hostile move, if in fact they did, at a time when tensions seemed to have eased.

But for years, since the Iraqi invasion of Kuwait led to the Gulf War in 1991, Mr. Saddam has periodically tested the will and cohesion of the U.S.-led coalition that formed to push his army out of Kuwait.

Iraq has been pressing for an end to the United Nations sanctions imposed after the Gulf War, including limits on its oil exports.

The United States and other countries say that Iraq must first satisfy the UN that its weapons of mass destruction have been eliminated.

## Iran Says Prodi's Visit Signals Thaw With EU

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — Iranians hailed the visit of the Italian prime minister on Tuesday as a first step to improving relations with the European Union, severely strained after a German court implicated the Tehran government in an assassination.

The visit by Romano Prodi, the first by an EU head of government since Prime Minister Constantine Mitsotakis of Greece in 1992, "will result in an immediate thaw in relations between Tehran and the European Union," a Foreign Ministry spokesman, Ali Ahani, told the official Islamic Republic News Agency.

Mr. Prodi's trip shows that Rome is taking the lead among EU governments in bolstering relations with Iran, which has significant trade with several European countries.

The Italian prime minister arrived in Tehran on Tuesday night, leading a delegation of political figures and only one senior economic official, Trade Minister Augusto Fantozzi.

Mr. Ahani said his government hoped to do more business with Italy, which is Tehran's fourth-biggest international trading partner. Their volume of trade reached \$2.3 billion last year, the Iranian agency reported.

During his three-day visit, Mr. Prodi is expected to hold talks with Iran's president, Mohammed Khatami, and business leaders.

According to Rome, Mr. Prodi's mission is essentially political: to size up the new Iranian government in place since Mr. Khatami, a moderate, took office in August.

The 15-nation EU broke off regular

meetings with Iranian officials and withdrew its ambassadors in April 1997 after a German court accused Iranian leaders of ordering the 1992 assassination of four Kurdish dissidents in Berlin.

The ambassadors returned late last year, and in March the EU agreed to resume dialogue with Iran. (AP, AFP)

### ■ Mayor Denies Wrongdoing

Tehran's mayor Tuesday denied all wrongdoing at the latest session of his graft trial, which is at the center of a feud between conservatives and moderates in Iran, Reuters reported from Tehran.

Mayor Gholam-Hossein Karbaschi, a key ally of President Khatami's, has repeatedly denied breaking the law. He has rejected the trial as a political ploy by the conservative-led judiciary opposed to the president.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JULY 1, 1998

## US firms in fierce competition to sell cargo helicopters to Turkey

- Boeing follows Sikorsky Aircraft in launching talks with the Turkish government to strike a \$150-million deal

ILNUR CEVIK

Turkish Daily News - Ankara

The U.S. Boeing Co. has begun informal talks with Turkey for the potential sale of up to eight CH-47 Chinook heavy-lift helicopters to Ankara shortly after rival Sikorsky Aircraft Corp. launched similar efforts to market its CH-53 E Super Stallion, Turkish officials said.

"Talks are continuing with Sikorsky Aircraft. And more recently Boeing authorities also have contacted us for a rival offer to sell the Chinook," one government official said.

"We are considering both proposals," the official said without elaborating on the potential \$150-million deal.

Sikorsky Aircraft in early June proposed a package sale to Turkey of up to 50 UH-60 Black Hawk utility helicopters and eight CH-53Es through U.S. Eximbank loan guarantees, government officials and industry sources said.

The Turkish Defense Ministry in 1996 opened a tender for direct purchase of four heavy-lift helicopters. The contenders included the two U.S. companies and Russia's state-run arms exporter, Rosvoorouzhnie, authorized to sell the Mi-26 Halo. But the industry last summer short-listed Boeing and the Russians, but toward the end of the year, it altogether canceled the deal.

But the industry source said the government was likely to open a fresh tender whose bidders could be the same three companies.

Sikorsky Aircraft's other potential sale of up to 50 Black Hawks, estimated at \$500 million, also could be financed through unused U.S. Eximbank loan guarantees issued to the company in 1990 to support a \$420-million UH-60 sale to Turkey, finalized in 1992.

But industry officials here note that the Black Hawk deal will depend on whether Turkish government officials here are angry enough at France to forgo plans to build additional AS-432 Cougars in Turkey.

The government last year contracted with the Franco-German Eurocopter for joint production of 30 Cougar utility and search-and-rescue helicopters.

But political relations between Turkey and France have soured after the French Parliament's lower house adopted a bill officially recognizing an Armenian genocide under the Turkish Ottoman Empire during World War I.

Sikorsky Aircraft also is proposing joint production of the Black Hawk.

## US says opening of PKK bureau in Iraq came as no surprise

Ankara - Turkish Daily News

The U.S. State Department said that allegations that Baghdad was supporting the opening of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) bureau in Iraq came as no surprise, the Anatolia news agency reported.

Answering questions on the matter, acting spokesman for the State Department, Lee McLenny, said: "The PKK is a terrorist organization. It should not be a surprise to anyone that the Baghdad administration is supporting and protecting such an organization. It is interesting nevertheless, but not a surprise."

On Tuesday, Foreign Ministry Spokesman Sermet Atacanli said that they will seek further information about the daily Al-Hayat's report saying that Iraq supports the PKK and supplies arms to the outlawed organization.

When asked if Iraq supplied arms to the PKK, McLenny said he had no information on this matter.

mercredi 1 juillet 1998, 10h13 heure de Paris

## Débarquement de 184 Kurdes dans le sud de l'Italie

RIACE (Italie), 1er juil (AFP) - Un groupe de 184 immigrants clandestins d'origine kurde, dont 72 enfants, a été intercepté mercredi à l'aube peu après son débarquement sur la côte sud de l'Italie, près de Riace, en Calabre, a-t-on appris de source policière.

Outre les enfants, dont l'âge ne dépasse pas sept ans, le groupe d'immigrés, de nationalité turque et irakienne, est composé de 46 femmes et 66 hommes.

Certains clandestins s'exprimant en anglais, ont indiqué être partis de Turquie le 24 juin dernier et avoir payé environ 4.000 DM par personne pour le voyage. Selon leurs témoignages, 600 autres personnes sont prêtes à rejoindre l'Italie, au départ de la Turquie.

Selon la police, les immigrants ont été transportés sur un même bateau jusqu'à environ 500 mètres des côtes calabraises avant d'être amenés sur la rive à bord de plusieurs canots à moteur.

Le débarquement a eu lieu vers 01H30 mercredi (23H30 GMT mardi) et les premiers clandestins ont été interceptés à l'aube sur une route près de Riace, à environ une cinquantaine (bien un cinquantaine) de km au sud de Catanzaro, sur la côte ionienne.

Une première assistance sanitaire a été donnée aux immigrants dans une station service de Riace. Quatre personnes ont été hospitalisées pour de légers problèmes. Les Kurdes doivent être hébergés dans un centre d'accueil de Riace.

Au total, en ne considérant que les groupes importants de plusieurs centaines de personnes, arrivées sur des bateaux turcs ou en provenance de Turquie, plus de 3.000 clandestins pour la plupart d'origine kurde, dont de nombreux enfants, ont débarqué en Italie l'an passé.

L'arrivée la plus massive l'an dernier fut celle de 831 Kurdes, turcs ou irakiens, partis de Turquie à bord du cargo "Ararat" qui s'était échoué le 27 décembre près de Catanzaro. Le parquet de Reggio Calabre avait alors indiqué enquêter sur l'éventuelle implication de la mafia calabraise, la puissante N'Drangheta, sur le trafic de clandestins d'origine kurde.

Cette année, le dernier débarquement en Calabre, remonte au 28 mai avec l'arrivée de 120 personnes, en majorité d'origine kurde, près de Locri, au sud de Riace.

En février, le gouvernement italien a adopté définitivement une loi durcissant les modalités d'expulsion des clandestins appréhendés en Italie qui jusqu'à alors bénéficiaient de 15 jours pour quitter le territoire. Ce délai était souvent mis à profit pour disparaître dans la nature et rejoindre d'autres pays européens comme la France ou l'Allemagne.

Selon la nouvelle loi, les clandestins sont expulsés immédiatement ou placés dans des centres de rétention pour un maximum de 30 jours, le temps pour les autorités d'évaluer les mesures à prendre.

Le gouvernement italien avait indiqué en décembre dernier qu'il aurait une attitude positive vis-à-vis des demandes d'asile politique présentées par les Kurdes.

sp/xb/php eaf

## Gen. Bir: 'Fundamentalism still No. 1 threat'

Ankara - Turkish Daily News July 1, 1998

Deputy Chief of General Staff Cevik Bir said religious fundamentalism still threatens to become a high-priority danger in Turkey, and urged Parliament to pass the anti-Islamist laws.

Bir spoke to reporters at an Ankara officers' club, stating that fundamentalism has three dimensions: nepotism, pro-Islamic capital and education. He said fundamentalism was the main reason that the infamous National Security Council meeting on Feb. 28, 1997 was held. Military leaders are said to have strongly urged the former Islamist prime minister, Necmettin Erbakan, to bring about measures to curb emerging Islamic fundamentalism.

One of the above-mentioned dimensions was dealt with when the government put into effect the new education law which extended the duration of compulsory education to eight years, Bir said. He added that the other two dimensions will be coped with as Parliament approves the pending anti-Islamist laws.



## Virtue appears to be most popular in military poll

- While Gen. Bir confirms the poll, new rumors spread through Parliament that a separate poll has been conducted by the military on the presidential system

Ankara - TDN Parliament Bureau

1 July, 1998. Copyright © Turkish Daily News

Deputy Chief of General Staff Gen. Cevik Bir said that according to an opinion poll conducted by the Turkish Armed Forces (TSK), the Islamist Virtue Party (FP) continues to be the most popular party in Turkey.

Gen. Bir made the announcement at a reception at an officers' club in Ankara after the inauguration of the Partnership for Peace (PFP) training center. Officers from PFP member countries will be trained at the new facility.

Bir confirmed a question by one of the reporters, saying that the Turkish Armed Forces conducted a public survey among 2,500 people in early May, the results of which were discussed in a National Security Council meeting (MGK) on May 29. He also said that a parliamentary delegation that recently visited him was made aware of the poll results.

The Turkish Daily News obtained the poll results:

Virtue Party (FP):.....	17.4 %
Motherland Party (ANAP):.....	16.7 %
True Path Party (DYP):.....	14.9 %
Democratic Left Party (DSP):.....	10.3 %
Republican People's Party (CHP)....	9.2 %
Democratic Turkey Party (DTP).....	7.6 %
People's Democracy Party (HADEP)....	5.8 %
Nationalist Movement Party (MHP)....	5.3 %
Grand Unity Party (BBP).....	3.7 %
Others.....	9.1 %
TOTAL.....	100.0 %

The poll results show that the FP maintains the highest percentage, followed by ANAP with a slim difference. Virtue is the successor of the Welfare Party (RP), which was closed down by the Constitutional Court in January for being the "focal point" of anti-secularist activities. The results also show that the DYP ranks as the third party with nearly 15 percent and the DSP with 10.3 percent.

With the current 10 percent election threshold, these four parties are the only ones that would pass the barrier and obtain seats in Parliament. The CHP, which supports the current minority coalition government from outside, would fail to pass the threshold, according to the latest survey.

The poll shows a similarity in the support for HADEP, which is known to be supported mainly by people of Kurdish origin, and that for the ultranationalist MHP. HADEP's vote stands at 5.8 percent and MHP's at 5.3 percent. Another surprising result shows the DTP, which is mainly made up of former DYP members, increasing its standing to 7.6 percent.

However, neither the variables used in the survey nor the make-up of the respondents was clarified.

While Gen. Bir confirms the poll, new rumors spread through Parliament that a separate poll has been conducted by the military. Military officials have not confirmed this, but it is believed that the survey focuses on whether to implement the presidential system, with the main concern centering on who people would prefer as their next president.

According to the rumors, Suleyman Demirel would receive 60 percent of the votes if the choice were to be made from solely civilian candidates. But in the second question, which attempted to determine how people would react to the candidacy of the current Chief of General Staff, Gen. Ismail Hakki Karadayi, 90 percent of the people surveyed said they would elect him as president.

## Khatami Calls on U.S. For Deeds of Goodwill

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — In his first public response to a U.S. diplomatic initiative, President Mohammed Khatami of Iran said Wednesday that Washington must demonstrate its sincere desire for im-

proved ties in deeds, not just in words.

Mr. Khatami, a moderate cleric who six months ago proposed a "dialogue of civilizations" with the United States, acknowledged what he called "a better understanding" of the Islamic republic now by U.S. political leaders.

But he said that rhetorical change was not enough.

"We have noted a change in the tone but we are always looking for sincerity in practice and not just in words," Mr. Khatami said after he met with Prime Minister Romano Prodi of Italy.

Mr. Prodi, the most influential European leader to visit Iran since the 1979 Islamic revolution, said he had discussed a broad range of issues with Mr. Khatami, including questions of human rights in Iran.

"We spoke about this problem, and all problems, but it must be said it is not



a problem of just any one country," Mr. Prodi said.

It was not clear whether he was carrying a message from the United States, which severed diplomatic ties with Iran after the takeover of the U.S. Embassy in Tehran in 1979.

Mr. Prodi, the first EU leader to travel to Iran since a visit in 1992 by the Greek prime minister, Constantine Mitsotakis, said he had spoken to President Bill Clinton about his visit beforehand.

"This trip will have far-reaching implications," Mr. Prodi said. "It will not only improve ties between Tehran and Rome, but also between Iran and the West." He did not elaborate.

Washington has been probing a possible rapprochement with Tehran, most recently using a World Cup soccer

match between the two countries to woo Iran into direct government-to-government talks.

Secretary of State Madeleine Albright offered on June 17 to explore new confidence-building steps with Iran, with the ultimate aim of normal ties.

The following day, President Clinton reinforced the charm offensive. In a message taped ahead of the soccer match on June 24, he said that Washington wanted "genuine reconciliation" based on mutual respect.

Mr. Khatami said that an appropriate response would be delivered by Iran's government.

So far, such "football diplomacy" has brought no immediate gains although each side had accelerated social, academic and cultural exchanges in re-

cent months.

Vice President Hassan Habibi of Iran said that Mr. Prodi's visit was of great importance to their two countries.

"We consider this trip an international message," Mr. Habibi said after talks with Mr. Prodi on Wednesday.

Their consultations focused largely on trade issues.

The Italian Embassy said that Mr. Prodi, who arrived here Tuesday night, would cut short his three-day visit and leave Iran late Wednesday. No reason was given for the change. (Reuters, AP)

INTERNATIONAL  
HERALD TRIBUNE,

JULY 2, 1998

jeudi 2 juillet 1998, 14h49 heure de Paris

## Ankara et Damas échouent dans leur tentative de normaliser leur relations

ANKARA, 2 juil (AFP) - La Turquie et la Syrie ont échoué jeudi dans leur tentative de lancer un processus de normalisation de leur relations gelées depuis plusieurs années, le chef de la diplomatie turque, Ismail Cem, affirmant que "les problèmes persistent".

"Les relations entre les deux pays ne sont pas développées, tout au contraire elles sont émaillées de multiples problèmes", a déclaré à la presse M. Cem, au terme d'une rencontre avec le sous-secrétaire d'Etat syrien aux Affaires étrangères, Adnan Omran, en visite à Ankara.

Les relations turco-syriennes, envenimées par plusieurs sujets de différends, sont au point mort depuis 1995.

M. Cem a exclu une prochaine visite à Damas, à l'invitation de son homologue syrien Farouk El Chareh, indiquant que "l'atmosphère pour un tel déplacement n'a pas encore été constituée".

Il a cependant ajouté que la tâche de son ministère était d'"oeuvrer pour surmonter ou réduire les problèmes existants".

La Turquie avait estimé mardi que la visite du diplomate syrien constituait "un nouveau pas pour la normalisation des relations" entre les deux pays.

La Turquie et la Syrie ont plusieurs sujets de litige. Ankara accuse la Syrie de soutenir le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qu'elle considère comme une organisation terroriste et d'abriter ses membres et son chef Abdullah Ocalan sur son territoire. La Syrie dément.

Selon des sources diplomatiques, M. Omran a admis lors de ses contacts avec les responsables turcs que le PKK est une organisation terroriste, rejetant toutefois tout soutien de son pays à cette organisation.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Ankara accuse par ailleurs Damas d'avoir des visées territoriales sur sa province de Hatay (sud), des documents et cartes syriens la montrant comme faisant partie du territoire syrien. Cette province est turque depuis 1939, suite à une consultation de ses habitants.

Damas de son côté reproche à Ankara de lui rationner l'eau en construisant des barrages sur l'Euphrate, qui arrose également la Syrie, dans le cadre d'un vaste projet turc d'irrigation et de production énergétique, le projet du sud-est Anatolien (GAP).

La Turquie répond qu'elle laisse passer des quantités d'eau suffisantes pour les besoins de la Syrie.

Enfin, à l'instar d'autres pays arabes et de l'Iran, la Syrie s'oppose à la coopération militaire entre la Turquie et Israël, depuis qu'ils ont signé un accord-cadre en 1996, voyant une menace dirigée contre elle.

BA/hc/mr tf

mercredi 1 juillet 1998, 08h04 heure de Paris

## Les forces turques tuent 41 rebelles kurdes dans le sud-est du pays

DIYARBAKIR, Turquie (AP) -- L'armée turque a tué 41 rebelles kurdes au cours d'affrontements dans le sud-est du pays, qui ont également fait trois morts dans les rangs des forces de l'ordre.

Les affrontements ont eu lieu dans la province de Hakkari, frontalière avec l'Irak et l'Iran, précise mercredi l'agence de presse Anatolia, sans fournir de détails sur la date de cette bataille. Ces informations n'ont pu être vérifiées de sources indépendantes.

Depuis le début en 1984 de la lutte du PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan, pour la création d'un Kurdistan autonome, plus de 37.000 personnes sont mortes dans ce conflit.

---

## La Turquie désireuse de devenir membre à part entière de l'UEO

ANKARA, 2 juil (AFP) - La Turquie a exprimé jeudi sa volonté de devenir membre à part entière de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), dont elle est membre associé, lors d'une visite à Ankara du président de l'assemblée parlementaire de cette organisation, Lluís Maria de Puig.

"La Turquie est membre associé de l'UEO et nous déployons tous les efforts nécessaires pour en devenir membre à part entière", a indiqué à la presse le vice-Premier ministre et ministre de la Défense, Ismet Sezgin, en recevant M. de Puig.

Membre de l'OTAN, la Turquie est, depuis 1992, membre associé de l'UEO, seule organisation européenne de défense, créée en 1948 et qui regroupe actuellement 28 pays européens à des titres divers.

M. de Puig, qui a également rencontré le ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem, a déclaré avoir "apporté un message clair à l'intégration de la Turquie aux questions européennes".

M. de Puig sera également reçu par le président Suleyman Demirel, le président du parlement, Hikmet Cetin et le ministre d'Etat responsable des dossiers européen et chypriote, Sukru Sina Gurel, avant de quitter la Turquie vendredi.

L'UEO compte dix membres (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni), trois associés (Islande, Norvège, Turquie), cinq observateurs (Autriche, Danemark, Finlande, Irlande, Suède) et dix associés partenaires (Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie).

---

## Kurds Nervous Over Iraqi Campaign to End Sanctions

Reuters  
04-JUL-98  
By Dominic Evans

ARBIL, Iraq, July 4 (Reuters) - Baghdad's campaign for a lifting of U.N. sanctions is ringing alarm bells among Iraqi Kurds who worry it could spell an end both to their fragile autonomy and to massive economic assistance.

They fear Iraq, unfettered by an economic embargo, would reassert control in the three northern provinces which have enjoyed a precarious self-rule since the 1991 Gulf War.

"The lifting of the blockade does raise serious issues (and)...a very deep uncertainty which people here are very concerned about," said Shafiq Qazzaz, a Kurdish official in charge of humanitarian work in Arbil province.

"Wouldn't it be a natural instinct of a government which thinks this region is still a part of Iraq...that for the sake of national unity they should resume control?"

Iraq has been pushing hard for an end to nearly eight years of sanctions imposed for its 1990 invasion of Kuwait, winning sympathy from a growing number of countries who feel the embargo has caused undue suffering to its population.

But its campaign is unnerving many of the 3.2 million Kurds in Iraq's northern provinces.

If sanctions are lifted completely Iraq could once again decide its own spending priorities, ending a U.N.-approved "oil-for-food" accord under which the three Kurdish provinces were allocated \$550 million for the second half of 1998.

U.N. officials say the project, funded by revenues from Iraqi government oil sales, is unique in its scale and implementation. Kurdish officials say it has been a blessing to the wartorn region and insist it must run on beyond 1998.

“We feel it is absolutely crucial...for safeguards and guarantees that this programme will continue, or that our share ...of the oil which has been sold, will come to our area,” Qazzaz told Reuters.

Under the latest six-month phase of the oil-for-food accord, from June to December, Kurdish areas have been allocated \$155 million worth of food supplies and \$46 million towards medicine and health rehabilitation.

Another \$123 million goes to restoring electricity services with \$50 million each to agriculture, education and resettlement of displaced people. Water services get over \$30 million.

More than 300,000 Kurds have been helped to move back from collective towns to their original homes and work has started to de-mine some of villages near the border with Iran.

Whole districts of Kurdish towns are decked with signs of U.N. agencies implementing the accord in the north. Unlike the rest of Iraq where the government is responsible for food distribution, the United Nations here is in overall charge.

“Of the eight agencies, with one exception, this is their largest operation in the world,” said Maxwell Gaylard, U.N. deputy coordinator in northern Iraq. “It’s big stuff, unique.”

As well as the boost from the oil-for-food accord, Kurdish officials have for the last seven years been skimming off lucrative customs revenues from the illicit but open trade of oil and goods across Iraq’s northern border with Turkey.

Sami Abdurrahman, a senior official in the Kurdistan Democratic Party, said if sanctions were lifted Kurds would seek international support to ensure their share of oil sale revenues were maintained.

“Before the oil-for-food accord there has never been fair distribution... One of the reasons the Kurdish people resorted to fighting was that our share has always been shells and bombs,” he said.

Kurds say the anxiety over the continued economic support is part of wider concern that Baghdad, which intervened in Kurdish infighting two years ago, could try to bring the provinces back under its full control.

“We are like a lamb that is fed but doesn’t put on any weight -- because right beside it is the wolf,” said Khaled Mohammad, a farmer from Hasaruk village outside Arbil.

Few Kurds expect Western jets, which fly daily patrols over the area which is off-limits to Iraqi planes, to stay for ever.

“We have to take into consideration that the guarantees we have may not be open-ended,” Qazzaz said.

Kurds have grown accustomed to a relative openness which allows them to grumble about the constant feuding of their leaders, to read a far wider range of newspapers than in Baghdad, and to have access to satellite television, which is banned for most ordinary Iraqis.

“Seven years of self-rule, as imperfect as it may have been, has got the Kurds used to a special kind of freedom,” Qazzaz said.

## La moustache, signe d'appartenance politique en Turquie --Par Suzan Fraser--

vendredi 3 juillet 1998, 11h25 heure de Paris

ANKARA (AP) -- Montre-moi ta moustache et je te dirai pour qui tu votes. Tel pourrait être la devise des Turcs, chez qui l'art de porter la moustache a dépassé la simple coquetterie pour devenir un véritable signe d'appartenance politique et religieuse.

De droite, de gauche, intellectuel ou islamiste, chacun en Turquie affiche ses préférences avec sa coupe de moustache. "La forme de la moustache signifie beaucoup", souligne Goksel Ayrancigil, un barbier d'Ankara. "Il faut faire attention parce que le client ne veut pas être identifié avec le camp adverse."

Les militants islamistes portent une moustache épaisse, reliée à une barbe taillée en demi-cercle, ce qui les rend facilement reconnaissables de loin. D'autres préfèrent le style Necmettin Erbakan, du nom de l'ancien Premier ministre islamiste contraint à la démission l'an dernier, adepte de la moustache courte et fine.

A gauche, la moustache "à la Staline", longue et broussailleuse emporte tous les suffrages. Toutefois, les intellectuels de gauche la préfèrent fine, légèrement en pointe et assortie d'un bouc. A droite, la moustache est longue et taillée en pointe, ou encore tombante, à la manière des guerriers turcs du défunt Empire ottoman.

La moustache est en première ligne dans la guerre feutrée que se livrent laïcs et religieux en Turquie, pays musulman sous régime laïc depuis 75 ans. L'an dernier, les militaires ont contraint le premier gouvernement dirigé par un islamiste, M. Erbakan, à démissionner. Depuis lors, l'Etat tente de réduire l'influence de l'islam, en interdisant la barbe islamique à l'université ou encore le port du foulard dans les administrations et les écoles.

Depuis longtemps, moustaches et barbes sont interdites dans l'armée. Quant aux fonctionnaires, ils peuvent arborer une moustache, mais à condition de l'entretenir soigneusement.

"La moustache sert d'uniforme", explique Coskun San, professeur de sociologie à l'université d'Ankara. "Cela montre que l'on appartient à une communauté et que l'on se conforme à ses normes."

Les généraux ne s'y sont pas trompés. Après le coup d'Etat de 1980, ils ont interdit aux professeurs d'université le port de la barbe, considérée alors comme un attribut des intellectuels de gauche. Plusieurs professeurs ont démissionné en signe de protestation.

Bien sûr, il y a des Turcs sans moustache. Mais, même ainsi, ils affichent un message politique. Le style rasé de près est en effet associé aux jeunes favorables à la laïcité et aux hommes d'affaires.

---

## 761 rebelles kurdes tués par l'armée turque depuis janvier

Jeu 02 Jul 98 - 09h00 GMT

ANKARA, 2 juil (AFP) - 761 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), ont été tués depuis janvier dans des opérations de l'armée turque en Anatolie de l'est et du sud-est, a annoncé l'agence Anatolie.

Au total, 761 rebelles ont été tués et 785 capturés dans les opérations qui ont fait 28 morts dans les rangs des forces de sécurité, selon les responsables de la superpréfecture de Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde), chargée de la coordination de la lutte avec le PKK.

41 maquisards kurdes ont été tués mercredi lors d'accrochages avec l'armée dans l'est et le sud-est anatolien. Trois agents de sécurité ont été tués lors de ces accrochages, les plus violents de ces dernières semaines.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est anatolien à majorité kurde, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 30.000 morts.

Ankara affirme avoir marginalisé dans une large mesure le PKK qui a subi d'importants revers face à l'armée turque qui continue ses opérations contre ses rebelles.

## Turkish-Syrian relations: Too early for a new start?

- Adnan Omran repeated Syrian arguments once more: 'Ocalan has never been in Damascus; we cannot accept to surrender any part of our rights concerning water'

### SAADET ORUC

Ankara - Despite all efforts for the normalization of Turkish-Syrian relations, it seems that the deadlock in bilateral problems is still continuing. More efforts should be made and more patience is needed for the future of the relations.

On the other hand, Syrian Deputy Foreign Minister Adnan Omran seems hopeful over the continuation of dialogue between the two countries which started after a "crisis period."

Turkish Foreign Ministry officials said that a ground for dialogue was being looked for between the two countries.

"No step has been taken. The decision will be given by politicians," a Turkish official said.

The Syrian position continues over two key topics in Turkish-Syrian relations, the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and water, confirmed by the recent visit of the top Syrian diplomat Omran to Ankara.

In spite of intelligence findings and reports on the presence of Abdullah Ocalan, the head of the PKK, in Damascus, Syria still denies the presence of Ocalan in its capital and continues its policy on the water problem.

### Ground for dialogue

Omran, on his visit to Ankara, told the Turkish Daily News that during the talks, open discussions were made on all questions of mutual interest.

When asked whether he sees dialogue between his country and Turkey as difficult, Omran said that the talks had been frank and open and that all those problems, which are obstacles for good relations between the two countries, were discussed.

He listed the following problems between the two countries:

"Reaching an agreement between the two countries on sharing the water of the Euphrates, which is an international river, between the three countries of Turkey, Syria and Iraq; the danger which is caused by cooperation between Turkey and Israel, a great worry for Arab and Islamic countries; third are the questions of security. We discussed the visit of Turkish Foreign Minister Cem to Syria according to the understanding between two foreign ministers, Shara and Cem, in Doha."

### No surrender from any water rights

Continuing to evaluate the discussions between Turkish and Syrian delegations, Omran said that they would not compromise their arguments on water.

"Both sides put their views in the cordial and constructive atmosphere of talks. I don't claim that we solved the problems but we identified them. There is a need for goodwill. We cannot accept to surrender from any part of our rights concerning water. I don't think that anyone can say Euphrates is not an international river. The position of Syria is to adhere and to respect international law and I don't think that it is the right of any country to invent their own law in an international field. Concerning such a situation, there are laws and even a newly adopted law in the United Nations. A country which does not obey international laws will be considered as the cause of problems," he said, criticizing Turkey's water policy.

### Israel

"We, Syria and all Arab countries are worried about the military cooperation between Turkey and Israel. We want to see Turkey back close to Arab and Muslim countries." These were the words of Omran describing the continuing Arab anger over Turkey's growing relations with Israel.

### PKK

Although Omran said that a new type of relations is being attempted, no change in Syrian arguments, which have been irking Ankara, are foreseeable.

"We agreed to discuss all the problems, including the PKK issue. We listened to our Turkish neighbors and we explained to them very openly that the PKK is outlawed and is not allowed any more in Syria. We also told them very openly that Syria is very concerned about the security of Turkey," he said. When asked about the presence of Ocalan in Damascus, he accused the media of stirring up trouble.

"Ocalan is not and has never been in Damascus. The media is playing with the minds of the people," he said.

## 'Sivas massacre' victims commemorated on 5th anniversary

- CHP's Deputy Parliamentary Group Chairman Onder Sav, who took part in the Ankara rally, said that the Sivas massacre was the worst incident of backwardness aimed at undermining the Republic of Turkey, and that those responsible were not only the ones convicted by the court

Ankara - Turkish Daily News

Thirty-seven people, including Alawite intellectuals, writers and artists who were torched to death in the Madimak Hotel in the city of Sivas by a crazed crowd five years ago, have been commemorated.

Early on Thursday, a large group of demonstrators, including representatives from civic organizations and leftist political parties, congregated for a rally at Tandogan Circus in downtown Ankara. The protest went ahead smoothly.

Security was beefed-up along the protesters' marching route in order to prevent any provocation. The protesters, chanting slogans calling for "solidarity against fascism" and praising revolution, began marching towards Sihhiye Circus.

The protesters carried large pictures of those who were killed in the massacre.

The Sivas massacre took place in 1993 when an angry crowd of 15,000, who had left Friday prayers in the city of Sivas, launched an eight-hour protest against a visit by a group of intellectuals who wanted to take part in an annual Alawite festival. The crowd set ablaze the hotel in which the intellectuals were staying. They were said to have been angered by the visit of a leading Turkish intellectual, Aziz Nesin, who was then translating Salman Rushdie's controversial novel, "The Satanic Verses." Security forces failed to stop the fire and the hotel was completely burned down, trapping 37 people inside.

Thursday's protests was attended by representatives of the Republican People's Party (CHP), the People's Democracy Party (HADEP), the Laborer's Party (EMEP), the Workers' Party (IP) and the Peace Party (BP) as well as various labor unions.

After more than four years of court processes and a reversal of a lower court decision by the Court of Appeals, the State Security Court (DGM) in Ankara, in its latest verdict late last year, sentenced the defendants which were found responsible for the killings. The death penalty was handed down to 33 defendants, four of them received 20 years in prison, one received 15 years, 27 were sentenced to seven-and-a-half years, two to five years, and one to two years in jail.

The lawyers for the convicted persons have appealed to a higher court for a reversal of the latest verdict. That case has been pending since last year.

CHP's Deputy Parliamentary Group Chairman Onder Sav, who took part in the Ankara rally, said that the Sivas massacre was the worst incident of backwardness aimed at undermining the Republic of Turkey, and that those responsible were not only the ones convicted by the court.

The Turkish Bar Association said in a written statement that the work of those who are trying to establish a religious state in Turkey is continuing.

The police increased security in the city of Sivas on Wednesday and Thursday. Freedom and Solidarity Party Chairman Ufuk Uras laid a wreath at the city's Ataturk monument, claiming that the only thing the government had done during the massacre was to "sit and watch" the incident.

---

## U.S. Senate approves frigate transfer to Turkey

---

Ankara - Turkish Daily News

The U.S. Senate has approved the transfer of a total of 14 frigates to Turkey, the Anatolia news agency reported from Washington.

Although the transfer has now been approved by both chambers of Congress, both resolutions contain some textual differences. Therefore, they were transferred to a joint committee in order to make a single resolution out of them.

Turkey wants to buy three Perry-class frigates next year and 11 surplus Knox-class vessels which will be transferred to Turkey. Three of the vessels will be granted to Turkey.

The same resolution also approves the sale of one Oak Ridge-class and two Knox-class frigates to Greece. Greece will also buy four Kidd-class destroyers from the United States.



# Turquie Leçons d'une expérience avortée

Dans les années 60 et 70, la Turquie avait tenté de canaliser l'épargne des émigrés vers des investissements productifs. L'expérience a échoué, en raison d'un cadre politique et économique peu attractif, et parce que la migration, de temporaire, est devenue définitive.

## Hassan Basri Elmas

Professeur de sciences politiques  
à Paris VIII-Saint-Denis

Responsable du Centre d'études sur la  
Turquie, le Moyen-Orient et les Balkans\*

**L'**idée d'instaurer un codéveloppement entre le pays d'accueil des migrants et le pays de départ repose en grande partie sur la proposition de canaliser les envois de fonds des travailleurs émigrés vers des investissements productifs dans leur pays d'origine. Ce n'est pas une idée nouvelle. Dans les années 60 et 70, la Turquie avait mis sur pied un système visant à mettre les

remises des émigrés au service du développement local. A l'heure où l'on reparle de codéveloppement, il est fort instructif de se pencher sur cette expérience, qui s'est soldée par un échec.

L'émigration internationale était une clef de la stratégie de développement économique du gouvernement turc dans les années 60. La croissance démographique était alors de 3 % par an. L'agriculture occupait 77 % de la population active, avec un taux très élevé de sous-emploi. L'écart de revenu entre les campagnes et les villes (de un à trois) alimentait un fort exode rural. Le premier plan de développement quinquennal de 1963 envisageait explicitement l'émigration internationale

comme un dérivatif à l'exode rural. En outre, l'épargne nationale étant faible, il tablait sur l'aide internationale et les envois de fonds des travailleurs migrants pour financer l'industrialisation du pays et la modernisation de l'agriculture. Les mêmes éléments se retrouvent dans le deuxième plan quinquennal de 1977 : mobiliser l'aide internationale, stabiliser le marché du travail en exportant la main-d'œuvre et drainer l'épargne des migrants.

Pour canaliser les remises de fonds des émigrés, les autorités turques ont mis en place différentes structures. La première tentative, celle des sociétés ouvrières, est née en réalité à l'initiative des ouvriers émigrés en Allemagne, en 1965. Au départ, les

travailleurs turcs envisageaient l'expatriation comme une période temporaire et songeaient à préparer leur retour au pays. Ils s'organisaient en collectifs de migrants pour investir en commun dans des projets productifs dans leur région d'origine. Les autorités turques se sont appuyées sur cette expérience pour généraliser les sociétés d'ouvriers. Elles pensaient alimenter ainsi le marché des capitaux et lancer le développement industriel projeté dans les plans quinquennaux. Le gouvernement allemand soutenait aussi cette initiative qui devait faciliter le retour des migrants, surtout à partir de la crise pétrolière et de l'arrêt officiel de l'immigration. En 1975, les autorités turques et allemandes ont élaboré un programme commun pour assister les sociétés ouvrières dans divers domaines (choix d'investissement, formation des cadres,

envoyées de l'étranger. On dénombreait 1023 coopératives en 1975.

Malgré l'appui des gouvernements turc et allemand et de banques des deux pays, ces expériences n'ont pas tenu leurs promesses. Le nombre des coopératives de développement a chuté après 1975, et le système a été supprimé après 1980. Il a fonctionné comme une incitation au départ plutôt que comme un outil de développement local. Quant aux sociétés ouvrières, elles ont pour la plupart disparu aujourd'hui. Pour certains spécialistes, l'erreur est de ne pas avoir procédé à une planification régionale et sectorielle qui aurait permis d'insérer les projets industriels dans l'économie. Il est vrai que la faiblesse des infrastructures, les problèmes d'approvisionnement en matières premières, les insuffisances de la gestion et du marketing ont nui au fonctionnement des entreprises. Les autorités turques se souciaient sans doute davantage de maintenir un flux d'entrée de devises que de veiller à la viabilité des projets d'investissement de retour. En outre, après le coup d'Etat militaire de 1981, la restructuration de l'économie selon les recettes ultralibérales du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale ont précipité la

faillite de ces sociétés. Les experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont encouragé dans les années 70 la Yougoslavie et le Portugal à suivre l'expérience turque, mais les résultats ont été les mêmes.

Cet échec tient profondément au changement d'attitude des émigrés, qui ont progressivement abandonné l'idée du retour face à la persistance des difficultés économiques et politiques en Turquie. Le blocage de l'immigration officielle dans les pays d'Europe occidentale a accéléré ce retournement. Les envois de devises des travailleurs turcs sont restés très importants, même s'ils ont augmenté moins vite que les recettes d'exportation, perdant ainsi de leur importance relative dans l'équilibre des comptes extérieurs, mais la participation aux projets d'investissement collectif a beaucoup diminué. Les remises sont envoyées directement dans les familles des migrants, où elles servent sur-

tout à financer des besoins de consommation immédiats. Cela a certainement contribué au développement de l'appareil productif local, mais sans un impact global déterminant. De plus en plus, le travailleur migrant tend à investir son épargne dans le pays où il vit. On note ainsi une assez forte augmentation du nombre d'entreprises créées par des Turcs de l'étranger depuis les années 80.

La migration internationale ne peut en aucun cas être tenue pour un outil de développement en soi, ni comme aide allouée par les pays industrialisés aux pays en voie de développement. On ne peut pas résoudre le problème de l'inégalité internationale en comptant sur les envois de devises de travailleurs migrants, qu'ils soient ou non organisés. Les remises soutiennent la demande locale et atténuent les tensions sociales, mais elles ne jouent qu'à la marge. La canalisation des fonds dans des projets industriels ne peut pas être un schéma de développement national, du moins pas sans une stratégie plus globale. C'est tout le cadre des mesures ultralibérales qui est à revoir. Sans une politique de développement alternative, il est vain d'espérer la réussite de schémas de développement comme celui qui a inspiré la création des sociétés ouvrières et des coopératives de village. Le codéveloppement permet d'esquiver le problème. Il faut en réalité réévaluer les rapports que les pays riches entretiennent avec les pays en développement. La population turque n'a notamment rien à gagner du traité d'union douanière signé avec l'Union européenne tel qu'il se présente actuellement.

En outre, les projets d'investissements de retour n'ont aucune chance d'aboutir tant que la situation politique interne turque n'est pas stabilisée. L'essentiel des émigrés clandestins de nationalité turque sont des réfugiés du Kurdistan. Comment imaginer le moindre investissement économique au Kurdistan tant que la guerre dure ? L'économie se résume à une activité de subsistance. Les Européens ont les moyens de faire pression sur le gouvernement, mais quels pays prendront le risque de se couper d'un marché militaire aussi porteur que la Turquie, qui vient de faire passer une loi de programmation militaire d'un coût de 150 milliards de dollars sur 20 ou 30 ans ? Les projets de codéveloppement font pâle figure à côté de telles perspectives commerciales. Et, sans un ensemble de conditions politiques préalables, ils n'ont aucune chance de réussir. ▀



JULIEN TEMPLE KURDISTAN

prise en charge de frais financiers, relations publiques, etc.). La même année, le gouvernement turc crée une banque d'investissement ouvrier. Ces mesures aboutissent à la création de plus de 480 sociétés ouvrières dans les années 70.

La deuxième structure a été mise en place directement par le gouvernement turc. Il s'agit des coopératives de développement de village, qui ont fonctionné durant la période où les pays d'accueil passaient des accords de main-d'œuvre avec les pays d'émigration. Chaque coopérative choisissait un contingent déterminé de migrants potentiels, 200 par village ou 2000 par groupe de villages. Elle présentait un projet d'investissement et de développement rural qui, s'il recevait l'agrément des pouvoirs publics, donnait la priorité aux membres de la coopérative sur les listes de candidatures à l'émigration. Les migrants devaient verser une certaine somme avant leur départ, qui devait être suivie d'une série d'autres cotisations



# Les tensions intérieures en Iran bloquent la normalisation avec les Etats-Unis

## Le Guide de la révolution reste hostile au dialogue

Le président iranien Mohamad Khatami a réagi avec prudence aux propositions de normalisation des Etats-Unis, alors que la guerre des factions fait rage à Téhé-

ran. Le président iranien peut difficilement s'engager sur la voie d'un dialogue auquel le Guide de la révolution reste défavorable.

### TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

C'est une carte du tendre bien timide que se jouent les Etats-Unis et l'Iran depuis une dizaine de jours. Sortant du silence qu'il observait depuis les récentes ouvertures en direction de Téhéran faites par le président Bill Clinton et la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, le président iranien Mohamad Khatami a relevé, mercredi 1<sup>er</sup> juillet, « un changement de ton à Washington », qu'il espère être « le signe d'une meilleure compréhension » (*Le Monde* du 3 juillet). Téhéran, a-t-il néanmoins ajouté, « attend des actes et appréciera la sincérité [des Américains] à leurs actes et non à leurs paroles » ; mais il n'a pas exclu que « la diplomatie » iranienne « en dise davantage à l'avenir » sur le sujet.

M. Khatami pouvait difficilement aller plus loin, d'abord parce qu'il n'a pas lui-même choisi le moment pour parler de ce sujet ultra-sensible - il était interrogé lors d'une conférence de presse commune avec le premier ministre italien Romano Prodi en visite à Téhéran -, mais surtout parce que les offres de Washington ont été faites au mauvais moment.

Les factions adverses iraniennes se sont en effet engagées, depuis trois mois, dans une lutte qui a déjà coûté à M. Khatami la destitution de son ministre de l'intérieur, Abdollah Nouri, et qui va presque sûrement l'amener à se séparer d'un autre fidèle, le maire de Téhéran, Gholamhossein Karbastchi. En d'autres termes, il a d'autres choses à faire que prêter le flanc à ses adversaires en prenant une position non conventionnelle à propos du « dialogue » avec les Etats-Unis.

Par ailleurs, M. Clinton et Mme Albright n'ont rien proposé de concret. Prenant acte avec satisfaction du changement de président et de comportement à Téhéran, ils ont proposé d'explorer « les moyens de bâtir la confiance

mutuelle » et d'établir « une feuille de route conduisant à des relations normales » bilatérales. Mais ils maintiennent les sanctions économiques imposées en 1995 et 1996 à Téhéran, toujours suspecté par ailleurs de soutenir le terrorisme.

Un concours de circonstances, peut-être secondaire, n'en handicape pas moins le président Khatami parce qu'en Iran tout a son prix et que les symboles y sont plus importants qu'ailleurs : les offres américaines ont été faites alors que Téhéran devait célébrer, vendredi 3 juillet, le dixième anniversaire de la mort de 290 Iraniens dont l'Airbus avait été abattu « par erreur », selon la version américaine, au-dessus du Golfe par la frégate américaine *Vincennes*. Comme tous les ans, mais avec plus de relief cette année-ci, une cérémonie devait être organisée : des fleurs seront jetées à la mer par les Iraniens à l'endroit où l'appareil était tombé en juillet 1988.

### « MAUVAIS MOMENT »

« Les deux pays ne sont pratiquement jamais synchrones et s'envoient des signaux aux mauvais moments », commente un membre de l'administration iranienne, avec une pointe de regret. Depuis 1979, les Etats-Unis et la République islamique « ont peut-être été implicitement sur la même longueur d'ondes à deux occasions seulement : lors de l'« Irangate » et au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak. Mais les signaux qu'ils s'envoient publiquement le sont toujours à contretemps ».

« Pourquoi, s'interroge ce haut fonctionnaire qui souhaite garder l'anonymat, M. Clinton et Mme Albright ont-ils attendu cinq mois pour réagir aux offres de dialogue [entre des membres des sociétés civiles américaine et iranienne] faites par le président Khatami » lors d'un entretien avec CNN début janvier ? « Nos dirigeants se disent sans doute qu'ils peuvent prendre, eux aussi, le temps de ré-

pondre à la réponse », remarque-t-il. Cela se fera vraisemblablement, selon lui, à l'automne, lorsque M. Khatami se rendra à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies. L'occasion sera en effet exceptionnelle, dans la mesure, surtout, où ce sera le premier séjour en territoire américain d'un président de la République islamique.

Poussant ses observations un peu plus loin que M. Khatami, ce haut fonctionnaire relève d'ores et déjà quelques « mesures » américaines « intéressantes », tel le veto mis par M. Clinton à une loi, adoptée à une forte majorité par le Congrès, sanctionnant le transfert de technologie pour missiles balistiques à l'Iran, ou, encore, l'exemption, à l'égard d'un consortium conduit par la compagnie pétrolière française Total, des sanctions décidées en 1996 par Washington à l'encontre des sociétés qui investiraient pour plus de 40 millions de dollars dans le secteur des hydrocarbures en Iran.

Ce qui est sûr, aux yeux de tous les Iraniens, c'est que c'est le Guide de la République islamique, Ali Khameneï, qui aura le mot de la fin. M. Khameneï ne s'est pas encore prononcé, depuis les dernières ouvertures américaines, mais chacun sait qu'il est hostile à une reprise du dialogue avec Washington. C'est pour cela que la faction conservatrice du régime prend la liberté de se prononcer contre ce dialogue. En tout cas, le dit dialogue n'est plus un sujet tabou en Iran. Récemment, dans la page « courrier », un lecteur interrogeait le journal *Salam* pour savoir si le fait de parler d'une normalisation avec Washington valait toujours à ses auteurs d'être accusés d'espionnage. Evidemment non, a répondu en substance *Salam*, dont le rédacteur en chef est pourtant hostile à une normalisation avec les Etats-Unis.

Mouna Naïm

SAMEDI 4 JUILLET 1998

Le Monde

LE MONDE / SAMEDI 4 JUILLET 1998.

# Washington propose des frégates à la Turquie et à la Grèce

## Nicosie reporte l'achat de missiles russes S-300

DES DOCUMENTS du Pentagone, soumis au Congrès comme le veut la législation américaine, font état d'un projet des Etats-Unis de vendre à la Turquie et à la Grèce respectivement quatorze et onze navires de guerre. Membres de l'OTAN, la Turquie et la Grèce ont lancé un vaste programme de modernisation militaire. A l'heure où la tension entre ces deux pays s'aggrave, notamment à propos de Chypre, cette vente de bateaux aboutirait à donner à l'un et à l'autre le moyen de contrôler l'espace de la mer Egée, qui est aussi

un objet de dispute entre Ankara et Athènes, et de venir en protection de leurs communautés respectives dans l'île.

Au sein d'un projet commercial qui porte sur quarante-huit navires de guerre d'occasion au cours des deux prochaines années et représente une rentrée pour le Pentagone de 637 millions de dollars (environ 3,9 milliards de francs), les contrats en discussion avec la Turquie et avec la Grèce se répartissent ainsi : trois frégates lance-missiles de la classe Perry (3 658 tonnes à pleine charge) et onze frégates de la classe Knox,

plus âgées, dont trois fournies gratuitement, pour Ankara ; et onze navires - dont quatre sont cédés gratuitement - à Athènes, parmi lesquels quatre sont des frégates lance-missiles modernes du type Kidd (9 574 tonnes à pleine charge) et trois sont des frégates de la catégorie Knox.

Ces projets de vente ont été approuvés par la Chambre des représentants et vont être soumis au Sénat. Alors que la Turquie et la Grèce s'équipent en matériels de pointe, le Pentagone justifie ses cessions de bateaux d'occasion par le fait qu'elles sont censées rapporter à la marine des crédits supplémentaires susceptibles de compenser les réductions du budget intervenues. Pour autant, estimant que ces bateaux ne sont pas techniquement dépassés, des sénateurs jugent que le contrat est « un acte incroyablement irréfléchi ». La plupart des frégates, qui ont quinze ans d'âge en moyenne, embarquent des missiles anti-navires Harpoon (d'une centaine de kilomètres de portée) et des hélicoptères de surveillance.

La notification de ces contrats au Congrès intervient alors que la Russie a fait savoir, par la voix de son ambassadeur à Ankara, Vadim Kouznetsov, que la livraison, par Moscou, de missiles anti-aériens S-300 au gouvernement chypriote (grec) sera retardée à la demande de Nicosie.

En 1997, un contrat portant sur 420 millions de dollars (2,5 milliards de francs) a été signé pour l'achat de ces S-300, et leur fourniture au printemps 1998. Le gouvernement chypriote avait expliqué sa commande par la nécessité de renforcer la défense aérienne du secteur grec, au sud de l'île, contre d'éventuelles attaques turques. Ankara a vigoureusement dénoncé cette opération, en affirmant qu'il tenterait d'empêcher le déploiement des missiles « par tous les moyens » en sa possession. Selon l'ambassadeur russe en Turquie, qui considère que la vente des S-300 est « une affaire purement commerciale sans implication avec la politique », la livraison des matériels à Chypre est reportée à l'automne. - (AFP.)

# A UN Prober Accuses Iraq In Slayings of 2 Ayatollahs

Compiled by Our Staff From Dispatches

GENEVA — The United Nations investigator for human rights in Iraq, Max van der Stoel, issued a strong condemnation Thursday of the recent killings of two Shiite Muslim clerics in Iraq.

He said the murders appeared to be efforts by the Baghdad leadership to silence dissent.

The investigator said in a statement he had information indicating that Ayatollah Mirza Ali Gharavi, 68, and Ayatollah Murtadha Ali Mohammed Ibrahim Borujerdi, 67, were killed after harassment

by Iraqi authorities.

"The aim of the killings appears to be a political one, with the objective of silencing dissent and suppressing opposition," Mr. van der Stoel said.

Ayatollah Gharavi, 70, his son-in-law and chauffeur were shot as they traveled from the Muslim Shiite holy city of Karbala to Najaf, 100 kilometers (60 miles) southeast of Baghdad. No one took responsibility.

The two ayatollahs worked as prayer leaders at Najaf's Imam Ali Mosque. Hundreds of Iranian clerics study and teach in Najaf and Karbala, holy Shiite cities.

Shiite Muslims and Kurds represent the majority of Iraq's 22 million people, but the government is largely made up of members of the Sunni wing of Islam.

Iraqi officials had repeatedly warned the two clerics to stop leading prayers for Shiite Muslims, Mr. van der Stoel said.

He added that the victims had been harassed and that Ayatollah Borujerdi had survived two attacks, one in which he was severely beaten and the other in which he was injured when a hand gren-

ade was thrown at him.

After Ayatollah Gharavi was killed, Iran cautioned that the death could have negative impact on relations with Iraq.

Baghdad responded by denying involvement, saying that its authorities would do their best to apprehend the killers.

Mr. van der Stoel said, however, that Iraq had so far failed to investigate the killings thoroughly. In his statement, he stressed that their deaths must be viewed in the context of previous threats, the special roles of the two as leading members of the Shiite religious community in Iraq and a "history of similar terrorist acts committed against any person who might be perceived as a threat to the Iraqi government — in particular because of their independence or their popularity among ordinary Iraqis."

"Although the cases concern the killing of particular persons," he said, "the aim of the killings appears to be a political one with the objective of silencing dissent and suppressing opposition." (AP, Reuters)

# 3,000 people missing in Turkey

Ankara - Turkish Daily News

A Security Department official said Friday that 3,000 people are missing in Turkey.

"There are two categories of missing people in Turkey. The first group consists of people who some claim to have disappeared after being taken into police custody. The second group consists of people over 18 who have left their permanent residences and haven't appeared in public for some time," said official Taner Arda, according to a report by the Anatolia news agency.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

JULY 3, 1998

Most of the people who are registered by the Security Department as missing have either left their cities or are involved with illegal organizations, explained Arda. He said that with a new project, soon to be undertaken, security forces will be able to find people who are registered as missing but are actually staying in hotels or pensions. This will cut down the number of missing people in Turkey.



## Parliamentary sub-commission asks for documents

- Parliamentary human rights sub-commission will ask the Justice Ministry for the documents relating to the attack on IHD Chairman Akin Birdal including the testimonies of the suspects

### MUSTAFA ERDOGAN

Ankara - Turkish Daily News

The parliamentary sub-commission investigating the assassination attempt on Human Rights Association (IHD) Chairman Akin Birdal has started its process. In the first phase, the commission members spoke to Akin Birdal. The commission has now decided to ask the Justice Ministry for all those statements regarding the attack which were divulged to the press in addition to the court's records.

The commission will apply to Justice Minister Oltan Sungurlu for the records. Commission members -- Virtue Party (FP) deputies Bedri

Incetahtaci and Hasim Hasimi and Republican People's Party (CHP) Deputy Sabri Ergul -- visited Birdal recently and stressed that the statements divulged to the press are very thought-provoking. With regards to Akin Birdal's statements, of which they said that within the investigation process "statements have been made about him which were, however, not recorded," the commission members said that they will examine the issue. The commission will discuss the "trend of divulging testimonies and statements to the press," that began particularly when

high-ranked member of the Kurdistan Workers' Party (PKK) Semdin Sakik's testimonies were available on a day-by-day basis in certain newspapers. The trend continued following the assassination attempt towards Akin Birdal when the suspects' statements were printed in the newspapers as well. The commission is to discuss the legal dimension of the issue. The commission members believe that Birdal was targeted by Sakik's statements and will examine whether the state is, in any way, at fault in the murder attempt. It is expected that the commission members will meet Hanefi Avci, former deputy chief of the Intelligence Office of the Security Department.

### CGD visits Birdal

Executive board members of the Contemporary Journalists Association (CGD) previously visited Birdal at his house. CGD Chairman Ismet Demirdogen, Secretary-General Vedat Cuhadar and Deputy Secretary-General Mustafa Erdogan expressed their condolences. Following the visit, Demirdogen said that the attack on Birdal had targeted the opposition powers in Turkey and criticized the press' approach. "The press must wake up and not allow itself to be used as a tool by some sections who set people up as targets for gangs."

It has been stated that Birdal is recovering well. In about two months he will be able to walk and the physiotherapy on his right arm continues. Meanwhile it has been learnt that Switzerland, Norway, and France have repeated their offers to provide him with medical care. Doctors will decide whether Birdal must go or not. Birdal is currently being cured by volunteer doctors and nurses from the Turkish Doctors' Association (TTB) and the Health Sector Workers' Union.

# Kurds nervous over Iraqi campaign to end sanctions

RTna (Reuters North America)— Sat, Jul 4, 1998

By Dominic Evans

ARBIL, Iraq, July 4 (Reuters) - Baghdad's campaign for a lifting of U.N. sanctions is ringing alarm bells among Iraqi Kurds who worry it could spell an end both to their fragile autonomy and to massive economic assistance.

They fear Iraq, unfettered by an economic embargo, would reassert control in the three northern provinces which have enjoyed a precarious self-rule since the 1991 Gulf War.

"The lifting of the blockade does raise serious issues (and)...a very deep uncertainty which people here are very concerned about," said Shafiq Qazzaz, a Kurdish official in charge of humanitarian work in Arbil province.

"Wouldn't it be a natural instinct of a government which thinks this region is still a part of Iraq...that for the sake of national unity they should resume control?"

Iraq has been pushing hard for an end to nearly eight years of sanctions imposed for its 1990 invasion of Kuwait, winning sympathy from a growing number of countries who feel the embargo has caused undue suffering to its population.

But its campaign is unnerving many of the 3.2 million Kurds in Iraq's northern provinces.

If sanctions are lifted completely Iraq could once again decide its own spending priorities, ending a U.N.-approved "oil-for-food" accord under which the three Kurdish provinces were allocated \$550 million for the second half of 1998.

U.N. officials say the project, funded by revenues from Iraqi government oil sales, is unique in its scale and implementation. Kurdish officials say it has

been a blessing to the wartorn region and insist it must run on beyond 1998.

"We feel it is absolutely crucial...for safeguards and guarantees that this

programme will continue, or that our share ...of the oil which has been sold, will come to our area," Qazzaz told Reuters.

Under the latest six-month phase of the oil-for-food accord, from June to December, Kurdish areas have been allocated \$155 million worth of food supplies and \$46 million towards medicine and health rehabilitation.

Another \$123 million goes to restoring electricity services with \$50 million each to agriculture, education and resettlement of displaced people. Water services get over \$30 million.

More than 300,000 Kurds have been helped to move back from collective towns to their original homes and work has started to de-mine some of villages near the border with Iran.

Whole districts of Kurdish towns are decked with signs of U.N. agencies implementing the accord in the north. Unlike the rest of Iraq where the government is responsible for food distribution, the United Nations here is in overall charge.

"Of the eight agencies, with one exception, this is their largest operation in the world," said Maxwell Gaylard, U.N. deputy coordinator in northern Iraq. "It's big stuff, unique."

As well as the boost from the oil-for-food accord, Kurdish officials have for the last seven years been skimming off lucrative customs revenues from the illicit but open trade of oil and goods across Iraq's northern border with Turkey.

Sami Abdurrahman, a senior official in the Kurdistan Democratic Party, said if sanctions were lifted Kurds would seek international support to ensure their share of oil sale revenues were maintained.

"Before the oil-for-food accord there has never been fair distribution... One

of the reasons the Kurdish people resorted to fighting was that our share has always been shells and bombs," he said.

Kurds say the anxiety over the continued economic support is part of wider concern that Baghdad, which intervened in Kurdish infighting two years ago, could try to bring the provinces back under its full control.

"We are like a lamb that is fed but doesn't put on any weight -- because right beside it is the wolf," said Khaled Mohammad, a farmer from Hasaruk village outside Arbil.

Few Kurds expect Western jets, which fly daily patrols over the area which

is off-limits to Iraqi planes, to stay for ever.

"We have to take into consideration that the guarantees we have may not be open-ended," Qazzaz said.

Kurds have grown accustomed to a relative openness which allows them to grumble about the constant feuding of their leaders, to read a far wider range of newspapers than in Baghdad, and to have access to satellite television, which is banned for most ordinary Iraqis.

"Seven years of self-rule, as imperfect as it may have been, has got the Kurds used to a special kind of freedom," Qazzaz said.

## Iran Marks a U.S. 'Crime'

### 10th Anniversary of Airliner Shoot-Down

By Elaine Sciolino  
New York Times Service

**ABOARD THE HORMUZ II IN THE GULF** — Friday was a day to demonize America.

Ten years ago Friday, just before Iran's long war with Iraq ended, an American naval cruiser shot down an Iran Air civilian airliner as it flew over the Gulf, killing all 290 people on board.

At the time, President Ronald Reagan expressed "deep regret" for what he called a "terrible human tragedy" and the United States eventually compensated the families of the victims as well as the Iranian government for the loss its plane.

But for the Iranians, the shoot-down still represents one of the most heinous entries on their list of American "crimes" against their country in the last 50 years, one that became even more monstrous in their eyes after the U.S. Navy decorated instead of punished two of the vessel's commanders eight years ago.

So, Iranian authorities invited relatives of the victims and members of the media to mark the anniversary, flying them to the port of Bandar Abbas in a chartered Iran Air Boeing 707 and ferrying them to the point 40 kilometers (25 miles) into the Gulf where the plane hit the water.

"This was an act of state terrorism," said Mahdi Chamran, the deputy cultural events director for Iran's armed forces, in a speech as the slow-moving ferry made its way to its destination. He added, "This was not an accident. If it had been an accident, they would have treated the commanders differently. They wouldn't have given medals to people who had caused such an accident."

Mr. Chamran said that no amount of money would ever compensate the victims' families for their loss, and called on the Clinton administration to apologize. "If the United States wants to break down the wall of mistrust, it is important that the families receive an official apology," Mr. Chamran said.

The day was marked by both spectacle and sadness. At the airport at Bandar Abbas, visitors were shown a grisly display of color photographs of the bodies of some of the 57 children who died in the crash.

Children were dressed in green-and-white-striped T-shirts specially printed for the occasion, that showed the number of men, women and children killed in an exploding plane atop a blackened Statue of Liberty. The father of a 5-year-old boy dressed his son in camouflage fatigues and draped a banner across his chest that read in English, "Down with U.S.A."



Kianouche Dorrantie/Agence France-Presse

**Women on Friday preparing to throw flowers from a ship at the Gulf site where the Iran Air jetliner fell after being hit by a U.S. missile.**

When the ferry reached its destination near the island of Hengham near the Strait of Hormuz, small pleasure speedboats that the Iranians had transformed into military vessels circled the ferry.

As a white-uniformed navy band played in the summer heat, weeping women and other passengers flung armfuls of red, white and coral gladiolas over the side of the boat. Two American-made Sikorsky helicopters flew overhead, dropping flowers into the water.

"I'm still waiting for my father," said Farideh Ameri, a 13-year-old girl swathed in black, whose father, an Iran Air official, was among those killed. "Whenever I look at the sea, I am reminded that my father isn't coming back." Asked whether she could ever forgive the United States for the shoot-

down, she said, "Never. Nothing replaces my father."

Mohsen Rezaian, whose son was one of the pilots of the plane, said he had nothing to tell the American people. "What can I say?" he asked. "My son is gone. What do you want me to say?"

The shoot-down alternately angers and mystifies the Iranians. How could the U.S.S. Vincennes, with all its sophisticated gadgetry, mistake a regularly scheduled passenger plane heading across the Gulf from Bandar Abbas to Dubai for a military plane poised to attack?

A Pentagon investigation concluded that the mistakes were not technological but human, caused by "the fog of war

and those human elements which affect each individual differently."

Although the Central Command, responsible for Gulf operations, recommended that Lieutenant Commander Scott Lustig, the Vincennes' anti-air warfare officer, receive a mild reprimand, the recommendation was overruled.

In 1990, Commander Lustig was granted two navy commendation medals for his service on the Vincennes.

The commander of the Vincennes, Will Rogers 3d was given the Legion of Merit for "exceptionally meritorious conduct" during the period of his command.

Eventually, the United States paid families of the victims \$300,000 for each wage-earner and \$150,000 for each non-wage-earner who had died. Iran was paid

\$40 million for the loss of the plane.

The Iranians were clearly torn Friday between their determination to shine the spotlight on the tragedy and their desire to follow the lead of President Mohammed Khatami and soften their tone toward the United States. Mr. Khatami has made it clear that he has no use for the burning of the American flag or the slogan "Death to America."

But following a speech filled with fury, Gorbani Husseini, an official with the

Foundation to Preserve the Values of Sacred Defense, which was host to Friday's event, beckoned the passengers to chant "Mag bar Amrika" ("Death to America") with him. They did, but only three times. And when he led them in chanting the slogan in English, he watered it down to "Down with America."

When asked by a reporter why Iranians were still chanting "Death to America" when Mr. Khatami had said he did not like it, Ahmed Reza Kazemi,

the general manager of state-owned Iran Air, said, "What President Khatami has said is the rule."

But Mr. Chamran begged to differ. "There is no law preventing slogans against America," he said. "President Khatami hasn't issued an edict banning them."

## L'armée turque réitère sa détermination à lutter contre l'intégrisme RPT

ANKARA, 5 juil (AFP) - Les militaires turcs ont réaffirmé dimanche avec force leur détermination à lutter contre l'intégrisme musulman en Turquie, dans un communiqué publié par le chef de l'état-major général des armées, le général Ismail Hakki Karadayi.

"Dans leur tâche de protéger l'ordre constitutionnel contre tous les dangers, les forces armées turques agissent dans le cadre des lois en respectant la suprématie du droit", a dit le général Karadayi.

Ces propos constituent une réponse au Premier ministre Mesut Yilmaz qui avait indiqué la veille que la lutte contre le fondamentalisme "sera menée dans le cadre des principes démocratiques et ceux de l'Etat de droit".

Selon les observateurs, M. Yilmaz avait ainsi indiqué implicitement qu'il désapprouvait l'armée qui réclame une lutte plus sévère contre l'intégrisme islamique.

L'armée, qui se considère comme la gardienne de la laïcité de l'Etat, voit le fondamentalisme musulman comme l'ennemi numéro un du régime laïc de l'Etat turc.

M. Yilmaz avait également indiqué qu'il n'était pas possible de laisser uniquement à l'armée la lutte contre le fondamentalisme, l'appelant ainsi à rester en dehors de la politique.

"J'apprécie la vigilance de l'armée pour la protection de l'Etat laïc, mais je désapprouve l'attitude (des militaires) allant jusqu'à exprimer des points de vue politiques", avait dit M. Yilmaz.

"La protection de l'ordre établi constitutionnel, auquel nous sommes absolument attachés, est une mission qui nous a été confiée par les lois", a répliqué le communiqué du général Karadayi.

La publication de ce texte a eu lieu après une réunion, dimanche à Ankara, de quatre commandants en chef des armées turques sous la présidence du général Karadayi.

Ce communiqué constitue une nouvelle étape dans une controverse déclenchée la semaine dernière par les propos du chef en second de l'état-major général de l'armée, le général Cevik Bir.

Le général Bir avait déclaré que le fondamentalisme islamique restait toujours le danger numéro un dans le pays et que le nouveau Parti islamiste de la Vertu (Fazilet) gardait sa position de première force politique du pays.

Le Fazilet a remplacé le Parti de la Prospérité (Refah) de l'ancien Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan. Le Refah a été dissous en janvier 1998 par la Cour constitutionnelle pour "activités contre le régime laïc".

La coalition gouvernementale droite-gauche de M. Yilmaz a remplacé, il y a un an, une coalition à dominante islamiste dirigée par M. Erbakan de juin 1996 à juin 1997.

M. Erbakan avait dû démissionner en juin 1997 sous une forte pression notamment des militaires et d'autres milieux politiques hostiles à la présence des islamistes au pouvoir.

Les militaires ne cachent pas leur mécontentement de la performance du gouvernement Yilmaz, qu'ils jugent trop molle, dans la lutte contre le fondamentalisme religieux.

L'intégrisme a été désigné en 1997 par l'armée comme le danger numéro un pour la Turquie, avant même celui représenté par la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Il s'agit du second communiqué de la part de l'armée contre le gouvernement Yilmaz en moins de quatre mois.

Dans un communiqué similaire, publié le 20 mars, l'armée avait réitéré sa détermination à lutter contre le fondamentalisme musulman, en dépit d'un appel de M. Yilmaz qui lui avait demandé de "s'occuper de ses affaires".

---

## MIT responds to Saglar allegations

- MIT: 'Implications against us are unjustified and disturbing'

Ankara - Turkish Daily News

The National Intelligence Organization (MIT) responded to allegations made by Fikri Saglar concerning the death of Ertugrul Berkman, Republican People's Party (CHP) deputy from Icel, reported the Anatolia news agency. Berkman was killed in a traffic accident two years after his retirement from the MIT.

The MIT indicated that it had become necessary to address an article which appeared in the July 2-8, 1998 edition of the periodical, Aktuel, entitled, "MIT requests Saglar be convicted for his claim that death of MIT personnel suspicious," because it was misleading and fosters apprehension among those young people who wish to obtain positions with the MIT.

It was further asserted by the MIT that during a TV interview Saglar claimed that he was provided with some documents with significant information on Berkman, and his death should not be regarded as a routine traffic accident. The institute he once worked for has blocked an investigation. Blocking of an investigation by the MIT is totally unfounded and creates uncertainty in peoples' minds. The MIT asserted: "Implications against the MIT are unjustified and disturbing. The unfortunate accident brought sorrow upon our organization and it is not possible to block an investigation of any traffic accident."

The MIT also stated that they had issued an indictment against Saglar for his implications, and a public trial should be initiated.

It was further stated by the MIT that Saglar was given detailed information during a recent courtesy visit to the MIT some months ago.

---

### Six Kurd Militiamen Die in Turkey Mine Blast

DIYARBAKIR, Turkey, July 6 (Reuters) - A road-mine explosion in southeastern Turkey killed six Kurdish militiamen employed by the state to help fight Kurdish separatists, security officials said on Monday.

They said the "village guard" militiamen died trying to clear the device which they found late on Sunday near Konur, a settlement in the far southeastern Hakkari province close to the borders with Iran and Iraq.

The officials said the mine had been sown by Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas who are fighting for self-rule in the mainly Kurdish southeast. Turkey employs some 60,000 Kurdish village guards in its struggle with the rebels.

More than 28,000 people have been killed in the 13-year conflict.

---

## Terrorist activity decreasing in Southeast

Ankara - Turkish Daily News

Since the implementation of the Emergency Rule Region 11 years ago, 26,415 terrorists have been put out of operation, says Aydin Arslan, governor of the Emergency Rule Region. Arslan has also reported a 40 percent decrease in terrorist incidents compared to last year, according to the Diyarbakir Anatolian news agency.

At a recent press conference, Arslan evaluated the struggle against terrorism during the last 11 years and indicated that 21,041 terrorists were killed, 580 were captured wounded and 2,612 were caught uninjured during anti-terrorist actions and 2,182 terrorists surrendered to the security forces. Weapons, including 22,563 long barrel rifles and 6,457 hand guns, were apprehended along with over 4 million rounds of ammunition.

Arslan further explained that 4,606 members of the security forces lost their lives during the same period, including 196 military officers, 363 non-commissioned officers, 2,780 soldiers, 178 police officers and 1,089 temporary village guards.

During the first six months of 1997 there were 277 incidents, compared to the 197 incidents during the same period in 1998. This represents a considerable decrease of 40 percent.

"These figures include all the terrorist organizations and their activities in the region. During the first six months of 1997, 290

member of the security forces lost their lives. This figure dropped down to 147 during the same period in 1998. The numbers of civilians who lost their lives during the same period are 55 and 48, respectively," said Arslan.

There is a shortage of teachers and a high rate of absenteeism among students in the region, Arslan explained. "The absentee rate shrank to eight percent from fifteen percent last year, and, with new teachers assigned in 1998, both the shortage of teachers and the percentage of absentees should be decreased considerably," Arslan emphasized.

"The terror in the area has reached a point that it can now be kept under control. There are no incidents taking place within the cities and the ones in the rural areas are thinning out. People in the area provide great support to the security forces. The only real problem is obtaining jobs," he stressed.

According to Arslan, narcotics with a market value of TL 10 billion were seized during 1997. The primary source of income for terrorist organizations is narcotics trafficking.

## Nominations dans l'armée et les renseignements en Syrie

**LONDRES.** Le président syrien Hafez al-Assad a nommé un nouveau directeur à la tête des renseignements généraux, en remplacement du général Bachir Najjar, limogé quelques jours auparavant pour « malversations financières », a rapporté le quotidien *Al-Qod al-arabi*, édité à Londres. Le journal en langue arabe affirme, dans son édition du lundi

6 juillet, que M. Assad a signé samedi un décret présidentiel nommant le général Mohammad Chakka. Le général Chakka dirigeait jusque-là le corps de génie de l'armée syrienne et avait auparavant été chef des renseignements militaires dans la région de Qouneitra (Golan), selon le journal.

Le même quotidien avait rapporté vendredi que le président Assad avait effectué des remaniements à la tête des forces armées touchant notamment le chef d'Etat-major Hikmat Chéhabi. Le général Chéhabi, qui « part à la retraite pour avoir atteint l'âge légal, est remplacé par son adjoint le général Ali Aslan », avait affirmé le journal.

LE MONDE / 7 JUILLET 1998

## European socialists search for new perspectives to solve Kurdish problem

Mustafa Erdogan

Ankara - Turkish Daily News / July 8, 1998

The Kurdish conference held at Wien has determined the principles of how the European social democrats and socialists would address the Kurdish problem in the future. The new aim of the European socialists is to put more pressure on Turkey on the one hand, but to be more attentive about points that the Turkey state is sensitive to on the other. Sensitivity towards Turkey's territorial integrity in the final declaration of the Vienna Conference was an interesting point. The European politicians are developing new strategies to put pressure on Turkey.

The conference entitled, "The future of the Kurdish problem for Turkey and its neighbors on the road to Europe," was of crucial importance for clarifying new aspects of the Kurdish problem. Representatives from the Confederation of the Revolutionary Labour Unions (DISK), the People's Democracy Party (HADEP) and the Human Rights Association (IHD) attended the conference from Turkey. IHD Secretary-General Nazmi Gur spoke about his impressions of the conference to the Turkish Daily News.

Gur told the TDN that he presented to the conference a circular on human rights violations in Turkey and the problems of consolidating democracy. Gur, stating that several human rights violations were committed, especially concerning the Kurdish problem in the emergency rule region, added that Turkey insists upon an armed fight to solve the problem. Gur emphasized that democratization would help to solve the Kurdish problem, and said that adapting Turkey's legal texts to international law is absolutely necessary in this respect. Gur said: "The Kurdish problem should be solved through dialogue with attention to Turkey's territorial integrity.

"The Kurdish problem is the main obstacle to a human rights culture and democracy being established in Turkey. Europe is closely watching this problem. This is also their problem and they are developing new approaches to solve it. With this conference, European socialists and social democrats developed new strategies to the Kurdish problem, and presented them to the European Parliament."

Meanwhile, DISK Chairman Ridvan Budak reportedly said at the conference in his speech that the workers' purchasing power was falling due to the armed conflict in the Southeast region and due to the state's expenditures in buying arms. It is reported that the Kurdish audience reacted against Budak's speech. Budak and a Greek deputy reportedly had an argument during the Vienna conference.



## LE CONSEIL DE L'EUROPE A FINALEMENT ADOPTÉ LE RAPPORT SUR LES KURDES

Le Conseil de l'Europe a, jeudi 25 juin 1998, approuvé à main levée le rapport intitulé "Situation humanitaire des réfugiés et des personnes déplacées kurdes dans le Sud-Est de la Turquie et le nord de l'Irak" de sa Commission des migrations, des réfugiés et de la démographie.

Ce rapport avait l'ambition de "comprendre les causes des importants déplacements de populations, essentiellement d'origine kurde, tant à l'intérieur qu'en provenance du nord de l'Irak et du Sud-Est de la Turquie, et d'évaluer leur situation et leurs besoins humanitaires" et appelait pour que "le gouvernement turc prenne des mesures afin qu'un dénouement pacifique puisse mettre un terme au conflit armé dans lequel il est engagé dans le Sud-Est du pays".

À l'issue d'un débat très animé, la directive 545 a été adoptée. Cette directive stipule que l'Assemblée devrait "jouer un rôle plus important dans la promotion de la paix et de la réconciliation dans les régions kurdes du Sud-Est de la Turquie et ailleurs [et] charge sa commission pour le respect des obligations et engagements des États membres d'examiner la question de la minorité kurde dans le cadre de la procédure suivie relative à la Turquie".

Après quatre heures de débat et le vote de nombreux amendements turcs Mme Vermot-Mangold, rapporteuse du texte a déclaré "Je ne reconnais plus ce rapport complètement dilué": Ainsi, l'idée d'une conférence internationale sur la question kurde soumise par la rapporteuse a été remplacée par l'envoi d'une délégation du Conseil dans la région pour écouter des témoignages sur les événements. Autre point important, le rapport final ne demande plus que soient poursuivis les membres des forces armées accusés de violations des droits de l'homme, mais appelle pour que soit traduit en justice "quiconque" violant les droits de l'homme. De plus, le rapport condamne la "violence et le terrorisme perpétré par

le PKK" aussi bien que "l'évacuation et l'incendie des villages par les forces armées turques". Le texte final appelle tout de même Ankara à prendre des mesures pour faciliter l'exercice des droits culturels et politiques des Kurdes et demande à la Turquie de dissoudre le système des protecteurs de village payés par le gouvernement.

Au cours des débats il a été reproché à Mme Vermot-Mangold de "créer un problème kurde" et de se placer sur

un plan politique et pas seulement humanitaire. La délégation turque a qualifié le rapport de "politique, partial et incomplet". Ils ont regretté les critiques proférées à l'égard des militaires turcs qui selon eux sont présents dans la région pour protéger les villageois. Ils ont également parlé d'"informations fausses et tronquées".

Parmi les orateurs, Lord Judd (Royaume-Uni) a souligné à quel point l'atmosphère était "passionnée et tendue". M.Christodoulides (Chypre) a salué "l'objectivité et le courage politique" de Mme Vermot-Mangold "en raison de la réaction de la délégation turque, qui est allée jusqu'à présenter un contre-rapport et à déposer plus de cinquante amendements en vue de dénaturer le projet de recommandation". M.Varela (Espagne) a rajouté que "la délégation turque a fait tenir aux autres parlementaires un petit livre destiné à contredire ce document en rejetant toute la faute sur le PKK". M.Brunetti (Italie) a relevé les chiffres éloquentes de la commission d'enquête du Parlement turque dans un rapport mis sous scellés par le gouvernement turc; 37 000 victimes en 15 ans, plus de 3 millions de réfugiés. "Il s'agit donc d'un exode biblique, dont les effets sont ressentis jusqu'en Italie" a-t-il ajouté. Mme Dumont (France) a pour sa part repris les termes du rapport: "la question kurde n'est plus aujourd'hui un simple problème intérieur. Elle devenue un problème international de droits de l'homme, qui concerne donc la communauté internationale". Cette

dernière a également déploré le fait que les droits civils et politiques des Kurdes soient bafoués. "Le mot est impropre, car encore faudrait-il que ces droits aient existé. Ces droits n'existent pas" a-t-elle ajouté. Par ailleurs, certains députés ont appelé à ce que les députés kurdes emprisonnés en Turquie depuis 1994 retrouvent leurs libertés.

Il a été reproché également à Mme Vermot-Mangold de ne pas s'être rendue en Turquie par crainte pour sa vie. Ce à quoi Mme Gelderblom-Lankhout (Pays-Bas) a partiellement répondu en évoquant son voyage en 1994 dans le nord de l'Irak qui a nécessité son passage par la Turquie: "Qui, du parlement ou de l'armée, dirige vraiment le pays, l'armée fait l'objet de multiples rumeurs, allant jusqu'à être accusée de trafic illégal d'êtres humains. Les parlementaires turcs ici présents maîtrisent-ils vraiment ce qui se passe en Turquie?".



9 JUILLET 1998

# IRAN Les conservateurs contre-attaquent

*La destitution du ministre de l'Intérieur Abdallah Nouri, l'un des plus fervents soutiens du président Khatami, a été imposée par les islamistes radicaux du Parlement. Ceux-ci cherchent à affaiblir le gouvernement "réformateur" de Téhéran et à torpiller tout dialogue avec les Etats-Unis.*

AL AHRAM WEEKLY

Le Caire

**L**e 21 juin, le Parlement iranien, contrôlé par les conservateurs, limogeait Abdallah Nouri, le ministre de l'Intérieur, considéré comme un des plus ardents partisans du président "rénovateur" Mohammad Khatami. Cette mesure a été votée par 137 voix pour, 117 contre et 11 abstentions. Dans un geste de défi, Khatami a immédiatement nommé Nouri vice-président responsable des Affaires sociales et du Développement, un poste qui ne nécessite pas l'approbation du législatif.

Ce fut un jour historique pour l'Iran. Les millions de citoyens qui, un an auparavant, avaient élu Khatami dans l'espoir de voir la paix revenir dans leur pays ont été humiliés par les conservateurs, qui s'opposent à toute réforme radicale. Au même moment, à 6 000 kilomètres de Téhéran, les footballeurs iraniens donnaient à leur pays l'une de ses plus belles victoires, en battant les Etats-Unis 2 à 1 lors de la Coupe du monde. Pour Nouri, le verdict est tombé à l'issue d'un débat tumultueux de sept heures, au cours duquel les députés conservateurs ont inondé le ministre d'un flot d'accusations - dont la dégradation de la sécurité intérieure et la tolérance envers les étudiants dissidents. Egalement prises pour cibles : la façon dont Nouri a traité les fidèles de l'ayatollah dissident Hossein Ali Montazeri [les manifestations en faveur de cet ex-dauphin de l'imam Khomeiny, aujourd'hui en disgrâce, ont été tolérées par le ministre de l'Intérieur] et sa prétendue arrogance envers les membres du Parlement.

## Les étudiants veulent limiter les pouvoirs du "Guide de la révolution"

S'efforçant d'apaiser les tensions, le président du Majlis [Parlement], l'ayatollah Ali Akbar Nategh Nouri [chef de file des conservateurs], a déclaré que cette procédure de destitution d'un ministre ne signifiait pas que le Majlis s'oppose au gouvernement et au Président. En réalité, la destitution du ministre de l'Intérieur a eu valeur d'avertissement, aussi clair que sérieux, pour les dissidents. Plus particulièrement pour les étudiants qui, ces derniers mois, appellent à une limitation des pouvoirs et du mandat du Guide suprême de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei.

Or, depuis la révolution de 1979, de tels appels sont tabous.

Répondant à ses adversaires au Parlement, Abdallah Nouri a mis en garde les députés contre un complot qui viserait à éloigner les étudiants et les intellectuels de la révolution. Sa destitution, a-t-il ajouté, est un outil permettant aux comploteurs de mettre leur plan à exécution. Des sources à Téhéran suggèrent que la dernière initiative diplomatique de Washington [l'offre d'une normalisation progressive des relations] a pu encourager les conservateurs à asséner un grand coup à Khatami. "Si M. Nouri avait été confirmé dans ses fonctions, le signal pour les Américains aurait été fort et clair", commente Shahine Fatemi, un Iranien qui enseigne à l'Université américaine de Paris. "Maintenant qu'il a été vaincu, on voit moins l'administration Clinton parier sur un cheval boiteux et perdant."

Dans un éditorial agressif intitulé "Les nouvelles vociférations de Satan", le quotidien islamiste radical *Jomhouryeh Islamyeh* [République

islamique] affirmait que l'ensemble de la politique du pays, y compris la diplomatie, était décidé par le Guide de la révolution, Ali Khamenei, "qui, ces derniers mois, a rappelé à maintes reprises qu'il n'y aurait pas de dialogue avec les Etats-Unis". Khamenei, qui souffrirait d'un cancer de la prostate, se repose actuellement à Amol, une station balnéaire chic sur la mer Caspienne. En l'absence de toute réaction iranienne officielle aux récentes ouvertures américaines, les analystes estiment que l'éditorial de ce quotidien appartenant à Khamenei est un indice de l'évolution de la situation. "Si quelqu'un a dit quelque chose à Bill Clinton [au nom du président iranien], c'était peut-être pour le faire tourner en bourrique, ce qui n'est pas difficile compte tenu de la crédulité et de la faiblesse d'esprit du président amé-

ricain", poursuivait le journal. Et d'ajouter que les déclarations de Bill Clinton et de Madeleine Albright - cette dernière souvent décrite comme une "juive au service du sionisme mondial" - ne comportaient "aucune idée nouvelle, ce qui prouve que les Américains ont de l'Iran la même image qu'il y a dix-neuf ans".

Mais *Jam'è'e*, un quotidien libéral [menacé de suspension] qui soutient le président Khatami, a appelé le gouvernement à prendre son temps, à étudier soigneusement les propositions américaines et à donner une réponse susceptible d'améliorer les relations bilatérales. **Safa Haori**

DU 9 AU 15 JUILLET 1998

COURRIER INTERNATIONAL N° 401

# Le fils d'un des dignitaires du régime iranien s'est exilé aux Etats-Unis

## Un coup dur pour la faction conservatrice de la République islamique

### TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Le pouvoir voit rouge, les Iraniens rient sous cape : la défection, qui plus est aux Etats-Unis, d'Ahmad Rezaï, l'un des fils du général Mohsen Rezaï, ancien chef des Gardiens de la révolution – le corps d'élite de la République islamique – est un coup très dur asséné à la faction conservatrice du régime. Ahmad Rezaï s'est répandu en déclarations accusant la République islamique de terrorisme transnational.

Ahmad Rezaï a déclaré lundi au *Los Angeles Times* qu'il a fui son pays le 5 février et est arrivé aux Etats-Unis le 27 mars après un passage aux Emirats arabes unis et dans plusieurs pays européens. C'est seulement parce qu'il a lui-même révélé sa défection la semaine dernière en se répandant en déclarations dénonçant le régime, dont son père demeure l'un des principaux personnages, que la chose a été rendue publique à Téhéran. Mohsen Rezaï est, depuis septembre 1997, membre du Conseil de discernement, la plus haute instance consultative,

Jeudi 3 juin, son frère Ali faisait publier par l'agence officielle Irna un communiqué rocambolesque, accusant la NASA d'avoir « fait enlever » Ahmad, en vertu d'un « complot ourdi l'an dernier ». Selon Ali, « le gouvernement des Etats-Unis et le département d'Etat ont proposé [à Ahmad] un visa pour qu'il aille inspecter une installation

militaire en cours d'achèvement aux Etats-Unis. Lors d'une visite que mon frère avait faite aux Emirats arabes unis l'an dernier, un emploi lui fut proposé mais il s'est très vite rendu compte que c'était un piège qui lui était tendu par l'organisation terroriste des Moudjahidines du peuple » [le principal mouvement d'opposition armée au régime], ajoutait Ali. Ahmad aurait alors « décidé de retourner en Iran, mais il a été enlevé et pour camoufler son enlèvement, il fut conduit dans plusieurs pays européens avant d'être transféré en mars 1998 aux Etats-Unis ».

#### « TISSU DE MENSONGES »

Cette version a été qualifiée de « tissu de mensonges » par Ahmad lui-même. Et lundi, certains journaux iraniens n'ont pu s'empêcher d'ironiser. Même le journal conservateur *Tehran Times* a critiqué « l'amateurisme » de l'explication officielle, soulignant qu'il eût été préférable d'appeler un chat un chat et de dire qu'Ahmad a tout simplement fui le pays. *Hamchahri*, publié par le maire de Téhéran, affirmait lui aussi que la vérité aurait été préférable. La famille s'est désormais repliée sur une version plus « intime », selon laquelle l'intéressé souffrirait de troubles psychologiques depuis un sévère accident de la route, ce qui implique qu'il est facilement manipulable.

Cette défection est la plus sé-

rieuse depuis 1984, date à laquelle cheikh Ali Tehrani, le beau-frère de l'actuel Guide de la république islamique, Ali Khamaneï – alors président de la république –, s'était réfugié en Irak, c'est-à-dire chez l'ennemi numéro un de l'Iran alors que les deux pays se livraient une guerre sans merci. Depuis Bagdad, il dénonça régulièrement la « politique belliciste » de son pays et le « despotisme » du fondateur de la République islamique, l'ayatollah Khomeiny. Puis, en 1995, cheikh Tehrani, qui est un religieux, a regagné Téhéran, où il s'était dit disposé à répondre de toute accusation lors d'un procès public. Nul ne sait ce qu'il est devenu.

Ahmad Rezaï est trop jeune (vingt et un ans) pour occuper des fonctions officielles et n'est pas forcément au courant des décisions qui sont prises par les cercles les plus secrets du pouvoir. Sa défection n'en est pas moins un coup sévère pour la faction conservatrice du régime, au moment où elle est engagée dans une âpre lutte avec les modernistes. Sa fuite montre aussi que le mécontentement dans les rangs de la jeunesse n'épargne pas les enfants des dirigeants. C'est un paramètre avec lequel nul n'avait compté avant l'élection de M. Khatami à la présidence.

Mouna Naim

LE MONDE / MERCREDI 8 JUILLET 1998

COURRIER INTERNATIONAL N° 401

DU 9 AU 15 JUILLET 1998

## Les gigantesques barrages du GAP sont déjà un échec

Le grand système hydroélectrique sur le Tigre et l'Euphrate (dit GAP) devrait fonctionner à pleine puissance en 2005. Le projet fait la fierté des autorités et suscite la crainte des pays voisins. Il est surtout ruineux et dépassé, dénonce un journaliste turc. Point de vue rarissime dans la presse locale.

MILLIYET

Istanbul

Le Projet du Sud-Est anatolien, communément appelé GAP [projet de construction d'un ensemble de barrages géants sur le Tigre et l'Euphrate], a déjà avalé 25 milliards de dollars [150 milliards de FF]. Il en faudra autant pour le terminer. Il était programmé pour être achevé en 2005 et pour faire décoller la Tur-

quie. Mais le ministre chargé du GAP avoue des retards. Qu'attendions-nous de ce projet ? Des créations d'emplois pour 3,8 millions de personnes, une production d'énergie équivalant à 29 milliards de kWh par an, une agriculture irriguée sur 1,7 million d'hectares, et donc une multiplication par cinq de la production agricole...

Responsable d'une hausse de 20 % du taux d'inflation de la Turquie, le GAP est en réalité un exemple monumental du « vide de gestion

autour d'un projet". Il constitue un ensemble de mesures à courte vue et décousues autour des idées de "barrages", de "terres agricoles" et d'"installations et équipements" (*hardware*).

Tel qu'il est structuré, notre système aboutit actuellement à une perte (par défaut d'organisation) de 30 % de la production agricole. Comment fonctionnerait-il avec une production quintuplée ? Au lancement du projet, la stratégie économique globale accordait la priorité à la mécanisation du pays ; le GAP a été le fruit de cette vision. Mais les questions liées à la commercialisation du projet, à ses enjeux écologiques ou même à son inscription dans une stratégie plus globale n'ont jamais figuré dans les plans des concepteurs du GAP. Résultat : on en est aujourd'hui à un point où il n'est plus possible de mener à bien le projet, ni de s'en débarrasser.

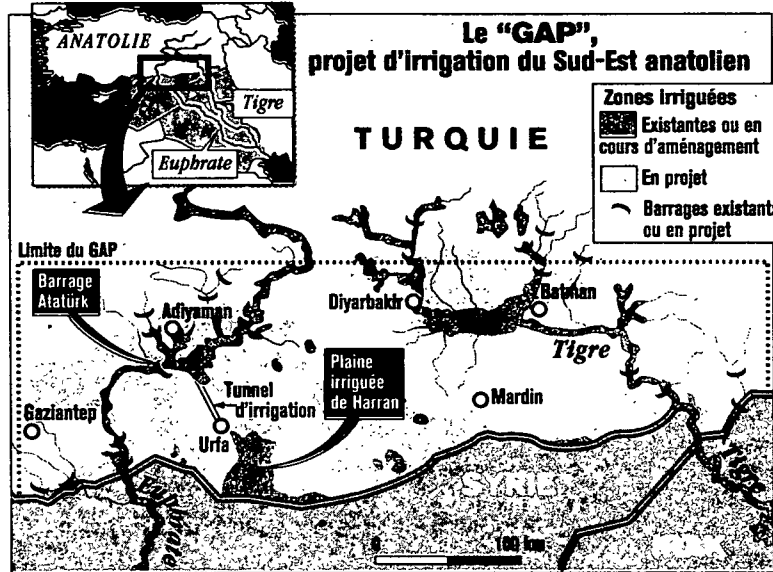
Chacun a une définition différente du GAP. Pour l'industriel, c'est une immense mer de terres agricoles qu'il faudrait se dépêcher de s'approprier à bas prix. Pour le politicien, c'est l'exemple le plus brillant d'un avenir radieux. Pour les gens qui sont

sur place, c'est l'obsession d'être bientôt "propriétaire terrien", et peu importe si la terre est irriguée ou désertique. Pour la presse, qu'elle se rende sur place ou non, c'est un

le débit du Tigre et de l'Euphrate et entraînera une pollution due à l'irrigation.] Pour ce qu'on a l'habitude de nommer "le monstre de l'inflation", c'est un pâturage gras et fertile.

Mais aucune de ces définitions ne reflète fidèlement la réalité. Il faudrait en fait définir le GAP comme "un espace agricole et culturel de haute technologie". Si, aux Etats-Unis, 2 % de la population arrive à nourrir le pays entier, et même le monde, on devrait pouvoir le faire nous aussi grâce au GAP. Toutefois, pour atteindre ce but, il faudrait une tout autre approche que les discours politiques et populistes qu'on entend. Le monde a bien changé depuis la création du projet. Les objectifs et les moyens ne sont plus les mêmes. Seuls nous-mêmes n'avons pas changé. Et le GAP s'est enlisé dans une voie sans issue. Il faudrait donc revoir les objectifs initiaux du projet et transformer

ce dévoreur de ressources de façon à en tirer un profit maximal, non seulement au niveau agricole, mais également sur les plans social et culturel. Sinon, nous resterons définitivement une société agricole. **Seref Oguz**



monument de fierté. Pour les finances publiques, c'est un gouffre sans fond. Pour nos voisins, c'est une perspective effrayante. [La Syrie et l'Irak ont protesté à de multiples reprises contre un projet qui réduira en amont

## L'agence Anatolie retire une information sur une opération contre le PKK

Ven 10 Jul 98 - 20h02 GMT

ANKARA, 10 juil (AFP) - L'agence semi-officielle turque Anatolie a retiré vendredi une information qu'elle avait diffusée auparavant et faisant état d'une participation des forces du chef kurde irakien Massoud Barzani aux côtés des troupes turques à une opération militaire contre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie).

Anatolie n'a donné aucune explication pour cette annulation et n'a présenté aucune autre version à la place de la copie annulée.

L'information retirée par l'agence turque affirmait que des peshmergas (combattants kurdes irakiens) du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Barzani participaient en territoire irakien et turc à cette opération lancée mercredi par l'armée d'Ankara contre les rebelles du PKK dans la région de Semdinli, à une dizaine de km de la frontière avec l'Irak et l'Iran.

Elle indiquait également que des peshmergas du PDK, basés dans la région d'Amadiyah en territoire irakien, avaient lancé une opération d'encercllement en territoire irakien contre des rebelles du PKK qui avaient traversé la frontière fuyant les troupes turques.

D'autres groupes de peshmergas, conduits à bord de camions dans la région de Semdinli, participaient aux côtés des troupes turques, à une opération similaire d'encercllement au nord.

Le PDK est l'allié d'Ankara dans la lutte contre le PKK dans le nord de l'Irak. Cette région est utilisée par le PKK comme base arrière pour ses attaques contre le territoire turc.

L'agence kurde DEM, proche du PKK, qui émet à Cologne et reçue à Ankara, a pour sa part indiqué que des peshmergas du PDK participaient à cette opération.

L'agence DEM a indiqué que plus de 400 peshmergas de M. Barzani étaient présents dans cette opération, sans autre précision.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 30.000 morts.

## Swedish police, Interpol seek missing Kurd children

By Paul de Bendern

STOCKHOLM, July 10 (Reuters) - As many as 17 Kurdish teenagers living in Stockholm may have been kidnapped from a summer camp in eastern Sweden, police authorities and domestic media said on Friday.

"We believe that there are 17 children missing but for the moment we only have seven reported," Stockholm rural region criminal police chief Leif Jennekvist told Reuters. "We believe they were taken by grown-ups, who organised it."

The daily newspaper Dagens Nyheter and the Swedish news agency TT said the children may have been taken by the Kurdistan Workers Party (PKK) to be trained as soldiers to fight Turkish forces.

The PKK are fighting for self-rule in the mainly Kurdish southeast of Turkey.

Kurdish families living in Stockholm reported early this week to police that seven of their children had not returned home from a week at summer camp in Varmland, eastern Sweden from June 22 to 29.

"What we know is that the children were supposed to go on a camping week at the end of June, but after that many of the parents have not heard anything from their children and have turned to us to report their children missing," Jennekvist said.

He said reports indicated that the camping week took place as advertised and that it was an event organised by a Kurdish organisation.

"But after that they didn't go home to Stockholm as they were supposed to but were taken somewhere else we don't know about," Jennekvist said.

"We are completely sure that the PKK was involved with organising the camp in Varmland," Stockholm rural region policeman Gsta Andersson told TT.

"There's information from both Save the Children (a Swedish charity) and from other Kurds saying these children may be put to fighting for Kurdistan and the PKK," Jennekvist said.

The police have issued an international warrant for them, have informed Interpol and have raised a nationwide alarm and hunt for the children and are checking border posts, but so far have found no trace of the missing teenagers.

The police say that as many as 40 children could have been at the summer camp but they have not been able to confirm this because only one child has so far returned from the camp to Stockholm.

They did not give details of to the interview with the one child.

The reported seven children missing are aged between 14-17 and mostly boys.

---

## Turkey troops, rebels clash in Iraq border area

TUNCELI, Turkey, July 10 (Reuters) - More than 5,000 Turkish troops backed by air power battled Kurdish rebels on Friday in clashes that spilled over into northern Iraq, security officials said on Friday.

Military sources in the eastern Turkish town of Tunceli said U.S.-made Cobra helicopters fired rockets at the Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas as part of the operation in the mountainous corner where Iran, Iraq and Turkey meet.

They said five rebels were killed in the fighting. No military casualties were mentioned.

Northern Iraq has been under the control of rival Kurdish groups since it broke from Baghdad following the 1991 Gulf War.

Turkey has often sent troops to the enclave to fight the PKK, which uses bases there in its campaign for self rule in southeastern Turkey.

An Iraqi Kurdish militia allied to Ankara joined forces with Turkish troops in the latest fighting, the state-run Anatolian news agency said.

It said a group of Kurdistan Democratic Party (KDP) militiamen were brought into southeastern Turkey from northern Iraq in army lorries to fight alongside Turkish forces.

Other KDP fighters have encircled fleeing rebels inside northern Iraq itself, the agency said.

More than 28,000 people have been killed in the 13 years of conflict between security forces and the PKK in Turkey.

# Pour l'autonomie linguistique de la Kabylie

par Salem Chaker

**L**ES derniers événements en Algérie ont brutalement remis les pendules à l'heure : la question berbère était et demeure un enjeu essentiel dans ce pays, même si le conflit entre les islamistes et le pouvoir lui a fait quitter le devant de la scène depuis le début des années 90. Ils ont aussi fait tomber les masques en confirmant la nature réelle du régime algérien : une dictature militaire fascisante, à références arabo-islamistes, dont les modes de gestion se résument à la manipulation, à la provocation et à la violence. Un cas banal, somme toute, dans ce qu'il est convenu d'appeler le « monde arabe ».

On en est encore à se demander par quelle confusion d'esprit et de valeurs des intellectuels et des hommes politiques algériens et occidentaux, intelligents et souvent cultivés, ont pu appeler à soutenir une junte militaire, présentée comme un rempart contre les islamistes. Alors que, à quelques nuances près, les idées et les objectifs des islamistes sont déjà au pouvoir en Algérie, et ce depuis belle lurette. Bonnet blanc ou blanc bonnet...

Pour les berbérophones, notamment les Kabyles, la question est simple et évidente : « *Etre ou ne pas être ?* » Depuis le « printemps berbère » de 1980, la Kabylie, notamment sa jeunesse, répond régulièrement à cette question de la même manière : « *Nous sommes algériens, mais nous ne sommes pas arabes ; nous sommes algériens, mais l'arabe n'est pas notre langue ! Le berbère est notre langue et nous voulons préserver notre culture et notre identité propres !* » Même si cette réponse n'a pas encore trouvé une formulation politique explicite, ni même des relais organiques stabilisés.

C'est parce que Matoub était de ceux qui portaient haut et fort ce message que la jeunesse kabyle est descendue en masse dans la rue.

Cette revendication est durable et profondément ancrée en Kabylie, bien que, depuis l'ouverture politique de 1989, les autorités algériennes aient habilement essayé d'y neutraliser la contestation ber-

bère, par une série de concessions bien contrôlées : autorisation des associations culturelles berbères en 1989 ; création des départements de berbère dans les deux universités de Kabylie, en 1990 et 1991 ; introduction (à dose homéopathique) du berbère à la télévision à partir de décembre 1991. Enfin, après un boycottage scolaire de plusieurs mois, création du Haut Commissariat à l'Amazighité, organe de la présidence de la République, en mai 1995, et, par voie de conséquence, introduction d'un enseignement facultatif de langue berbère dans les collèges et lycées.

Mais tout cela, bien sûr, pour ne rien céder sur l'essentiel. La Constitution de 1997 l'a durement

algérien tel qu'il s'est construit depuis 1962 ne veut pas de nous. Il faut donc changer le cadre et faire en sorte qu'il permette aux berbérophones d'exister en tant que tels.

Si l'on admet que le combat pour la survie d'une langue et d'une culture mérite d'être mené, la situation actuelle a des implications incontournables : défendre la langue et la culture berbères, vouloir assurer leur survie passe nécessairement par la reconnaissance des groupes berbérophones en tant qu'entités spécifiques, dont les droits culturels et linguistiques doivent être reconnus, assurés et protégés dans les faits. D'une façon ou d'une autre, l'autonomie linguistique et culturelle des ré-

gions berbérophones qui le soutiennent - et c'est à l'évidence le cas de la Kabylie - doit être assurée.

Même le mot d'ordre du mouvement culturel berbère, « *berbère, langue nationale* », repris par les partis politiques kabyles, paraît dangereux car aisément récupérable par l'Etat central, si son contenu n'est pas très précisément défini. Contrairement aux thèses officielles algériennes qui explicitent une stratégie évidente de dépossession et de neutralisation, le berbère est d'abord la langue des berbérophones : une langue - sauf s'il s'agit d'une langue morte - n'existe pas en dehors de ses vecteurs humains.

L'objectif, pour le mouvement berbère, ne peut être que la reconnaissance de la spécificité linguistique et culturelle de la Kabylie, dans le cadre d'une large autonomie de la région. L'expérience la plus intéressante, à ce point de vue, est certainement celle de la Catalogne : le statut qui

peut assurer concrètement la survie et le développement de la langue berbère est celui de langue propre des régions berbérophones. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas de revendiquer aussi le statut de langue nationale pour le berbère et le droit pour tout citoyen d'utiliser la langue berbère, dans toutes les circonstances de la vie publique, hors des régions berbérophones. Car la démocratie n'est pas seulement un discours sur la diversité et la tolérance : elle est d'abord l'inscription concrète dans le réel social des conditions qui permettent la coexistence de cette diversité. On oublie trop souvent une donnée décisive : la langue et la culture berbères sont désormais gravement menacées et leur survie est devenue problématique. Tous les paramètres traditionnels qui ont permis le maintien à travers les siècles de la langue berbère (isolement géographique, organisation sociale, autarcie économique relative...) ont irrémédiablement disparu. Les berbérophones sont désormais complètement intégrés dans le tissu national et international ; ils sont directement et massivement soumis à la scolarisation, à l'information qui emploient, diffusent et valorisent d'autres langues que la leur.

C'est ce constat qui me conduit à affirmer très sereinement que si les Berbères veulent continuer à exister, dans un environnement qui leur est radicalement défavorable, ils doivent s'assumer en tant que tels, y compris dans le champ du politique. Tout le reste n'est qu'illusion, paroles creuses ou escroquerie.

Le mouvement kabyle doit aussi impérativement rester fidèle à sa tradition de lutte pacifique et s'opposer fermement aux dérives et manipulations violentes qui pourraient plonger la région dans un bain de sang. Car manifestement le pouvoir algérien n'attend (ou ne cherche) que cela.

**Salem Chaker** est professeur de berbère à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco, Paris).

L'Etat-nation algérien tel qu'il s'est construit depuis 1962 ne veut pas de nous. Il faut donc changer le cadre et faire en sorte qu'il permette aux berbérophones d'exister en tant que tels

rappelé, qui réaffirme que l'arabe est la (seule) langue officielle et nationale du pays. Et la loi de généralisation de la langue arabe, frappant d'illégalité tout usage public d'une autre langue que l'arabe, est là pour attester qu'il ne s'agit pas d'une vague déclaration de principe, mais bien d'une option fondamentale que les autorités sont décidées à concrétiser dans la réalité quotidienne de la société ; aujourd'hui ou demain.

En fait, l'arabisation est le socle invariant de la politique algérienne depuis l'indépendance, tous gouvernements confondus : depuis 1962, on nous assène que nous sommes des Arabes, et que, si nous ne le sommes pas encore tout à fait - parce que berbérophones ou francophones -, nous devons le devenir au plus vite.

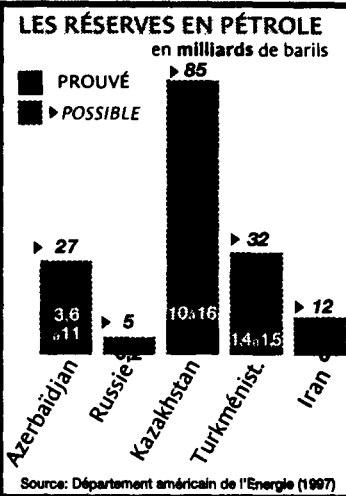
Après près de vingt ans de contestation ouverte, il est temps pour les Kabyles de briser le tabou. Il est temps de cesser de se voiler la face devant la réalité : l'Etat-nation

# La bataille pour le partage du pétrole de la Caspienne est ouverte

Le Monde  
11 JUILLET 1998

Les cinq pays qui se partagent les rives de la mer Caspienne

Azerbaïdjan	
▶ SUPERFICIE	86 600 km <sup>2</sup>
▶ POPULATION	7,6 millions d'hab.
▶ PNB	3,07 milliards de \$
▶ CROISSANCE ANN. (90-96)	1%
▶ DETTE EXTÉR.	321 millions de \$
▶ IMPORTATIONS	961 millions de \$
▶ EXPORTATIONS	631 millions de \$
Russie	
▶ SUPERFICIE	17 075 000 km <sup>2</sup>
▶ POPULATION	147 millions d'hab.
▶ PNB	113 milliards de \$
▶ CROISSANCE ANN. (90-96)	-0,2%
▶ DETTE EXTÉR.	120,5 milliards de \$
▶ IMPORTATIONS	24,5 milliards de \$
▶ EXPORTATIONS	21,3 milliards de \$
Kazakhstan	
▶ SUPERFICIE	2 717 000 km <sup>2</sup>
▶ POPULATION	16,4 millions d'hab.
▶ PNB	17 milliards de \$
▶ CROISSANCE ANN. (90-96)	0,1%
▶ DETTE EXTÉR.	3 712 millions de \$
▶ IMPORTATIONS	6 817 millions de \$
▶ EXPORTATIONS	5 421 millions de \$
Turkménistan	
▶ SUPERFICIE	488 000 km <sup>2</sup>
▶ POPULATION	4,6 millions d'hab.
▶ PNB	5,4 milliards de \$
▶ CROISSANCE ANN. (90-96)	0,3%
▶ DETTE EXTÉR.	363 millions de \$
▶ IMPORTATIONS	566 millions de \$
▶ EXPORTATIONS	1 047 millions de \$
Iran	
▶ SUPERFICIE	1 648 000 km <sup>2</sup>
▶ POPULATION	67,5 millions d'hab.
▶ PNB	113 milliards de \$
▶ CROISSANCE ANN. (90-96)	2,8%
▶ DETTE EXTÉR.	21,9 milliards de \$
▶ IMPORTATIONS	24,5 milliards de \$
▶ EXPORTATIONS	21,3 milliards de \$



C'EST, assurément, la nouvelle province pétrolière de la région, mais, une fois constatée cette réalité, reste à en cerner les contours juridico-politiques. Et les difficultés commencent. Car deux conceptions différentes opposent les cinq pays riverains de la mer Caspienne : s'agit-il d'une mer ou d'un lac ?

Pour l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, qui disposent des plus importantes réserves de pétrole, c'est une mer, réservant à chaque pays la totalité de sa production. Les trois autres Etats, l'Iran, la Russie et le Turkménistan, moins bien desservis, préféreraient le principe du lac, obligeant à partager toute la production en cinq. Cette absence de statut juridique de la plus grande mer fermée du monde était l'un des freins à son exploitation. Mais l'accord signé, lundi 6 juillet, entre la Russie et le Kazakhstan sur le partage des réserves est une étape importante dans le développement de cette nouvelle province pétrolière.

Après de longues négociations, les Russes et les Kazakhs sont parvenus à un compromis. Si la surface de la mer est à tous, l'accord prévoit une division des fonds marins par secteurs nationaux, selon le principe de l'équidistance.

## POTENTIEL CONSIDÉRABLE

Cet accord pourrait recevoir rapidement l'agrément des Azerbaïdjanais. Mais pas celui de l'Iran ni du

Turkménistan, qui, dans un communiqué commun publié mercredi 8 juillet, au terme d'une visite à Téhéran du président turkmène Saparmourad Niazov, soulignent « le caractère immuable du principe de consensus (...) pour toute prise de décision relative au statut légal de la Caspienne ». Ils demandent aussi le respect « du principe d'une part

égale pour chaque pays riverain et d'une exploitation équitable des ressources de la Caspienne ».

Dans les milieux pétroliers, l'accord russo-kazakh est accueilli très favorablement. Il devrait permettre de mener plus facilement des projets d'exploration. Ainsi, un gisement a été décelé récemment dans les eaux kazakhs, avec un prolongement en Russie. L'ambiguïté juridique étant levée, les deux pays pourraient s'associer dans une exploitation commune.

Après la mer du Nord, voici plus de vingt ans, les pétroliers ont découvert la Caspienne, dont le potentiel serait considérable. Toutefois, jusqu'au début de la décennie, personne n'avait pu déceler l'importance réelle des gisements en raison des difficultés techniques rencontrées par les Soviétiques lors des forages, dues aux fortes profondeurs et aux pressions élevées. L'exploitation était donc faible.

Les réserves de brut sont estimées par les Américains entre 90 et 200 milliards de barils, alors que,

prudemment, les Européens avancent des chiffres compris entre 50 et 100 milliards de barils, ce qui équivaldrait déjà aux réserves de pays du Golfe comme le Koweït ou l'Iran. Mais le pétrole n'est pas réparti équitablement, les eaux azérbaidjanaises et kazakhs étant les plus prometteuses.

Globalement, les experts estiment que, si les espoirs sont confirmés, la Caspienne pourrait exporter 5 à 6 millions de barils par jour d'ici dix ans, soit l'équivalent de la production en mer du Nord. L'investissement sur dix ans pour la prospection et la mise en exploitation oscillerait entre 50 et 75 milliards de dollars (300 à 450 milliards de francs).

L'absence de statut bien défini n'a pas empêché l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, deux pays au potentiel le plus prometteur, à se lancer dans la prospection. Depuis l'indépendance en 1991, les autorités de Bakou ont ouvert leurs portes aux compagnies pétrolières étrangères. A ce jour, dix-neuf entreprises représentant douze pays ont signé des accords pour exploiter les gisements. Les Américains sont arrivés en force (Amoco, Exxon, Unocal, Pennzoil...), avec les Britanniques (BP, Ramco), le norvégien Statoil, le russe Lukoil. Le français Elf est arrivé plus récemment, en 1996, suivi un an plus tard par Total pour prospecter le côté azérbaidjanais.

La partie kazakhe de la Caspienne a été pendant trois ans le théâtre de la plus grande campagne sismique du monde. Sept compagnies internationales - l'américaine Mobil, l'italienne Agip, les britanniques British Gas et BP associée au norvégien Statoil, l'anglo-néerlandais Shell, le français Total et la compagnie nationale kazakhe - ont sondé une grande partie des eaux territoriales. La campagne s'est achevée en mai 1996. Un an et demi plus tard, en novembre 1997, le consortium a été autorisé à se lancer dans le forage.

## LE PROBLÈME DU TRANSPORT

La mise en exploitation des premiers grands gisements de la Caspienne interviendra véritablement en 2004. Il faudra que soit résolu d'ici là un autre problème : l'évacuation du pétrole de cette zone enclavée. Les différents tracés évoqués, vers la mer Noire ou la Méditerranée, rencontrent des oppositions multiples, les zones traversées étant souvent politiquement troublées. S'ajoutant aux pays limitrophes, les Etats-Unis entendent imposer leur point de vue. Jusqu'à présent, ils refusent tout passage d'un oléoduc par l'Iran en raison de l'embargo. Il existe, en outre, un projet d'oléoduc chinois de 2 822 kilomètres, encore à l'étude, qui soulagerait notamment le Kazakhstan de sa dépendance envers la Russie.

Par ailleurs, les Etats-Unis viennent d'aider le Turkménistan dans son projet de construction d'un gazoduc vers la Turquie. Un ac-

cord signé au début du mois a permis la constitution, autour de la compagnie américaine Amoco, d'un consortium pour réaliser un pipe-

line de 1 200 kilomètres de long. Le coût du projet est estimé à 2,4 milliards de dollars. Il permettra l'éva-

luation du gaz vers l'Europe.

Dominique Gallois

## L'Iran insiste sur la nécessité d'un consensus entre riverains

### TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Ali Majedi, vice-ministre iranien du pétrole et du gaz chargé de la question de la Caspienne, ne se veut pas menaçant. « Nous faisons tout pour convaincre nos voisins de la mer Caspienne que l'exploration et l'exploitation des richesses de cette mer doivent être légalisées » en vertu d'un accord à cinq. « Mais si certains d'entre eux ne veulent pas s'asseoir pour en discuter, alors nous ferons comme les autres. Nous avons déjà commencé à étudier les potentialités de cette mer et nous entamons nous aussi l'exploration et la production » de pétrole, déclarait M. Majedi au Monde, à la veille de l'accord signé lundi 6 juillet entre la Russie et le Kazakhstan sur le partage des réserves pétrolières dans le nord de la Caspienne.

Téhéran estime que les Cinq sont liés par une déclaration commune approuvée en novembre 1996 par leurs ministres des affaires étrangères dans laquelle ils s'engagent à parvenir à un consensus sur le statut légal de cette mer. L'Iran, pour qui la Caspienne est un lac, en vertu d'accords conclus avec l'ex-Union soviétique en 1921 et 1940, préfère, pour ce qui le concerne, un « condominium », affirme M. Majedi.

« Mais nous sommes prêts à faire preuve de souplesse et à négocier, à la condition qu'un statut unique s'applique à tous les aspects de la question, c'est-à-dire aussi bien aux fonds marins qu'à la surface, à la navigation, à l'exploration et à l'exploitation du pétrole, à la pêche, à la protection de l'environnement et à la souveraineté », précise-t-il.

Or « certains Etats riverains plaident pour un partage de la surface et des fonds marins, d'autres veulent un condominium, d'autres parlent de partage des fonds et de l'instauration d'un condominium pour la surface », dit-il, admettant que, depuis novembre 1996, les pourparlers multilatéraux n'ont pas avancé. « Peut-être la Russie considère-t-elle que ces questions

sont d'une importance économique et politique telle qu'elles doivent être discutées au sommet. L'idée d'une rencontre entre les présidents des cinq Etats a été évoquée au cours de certaines réunions bilatérales mais, jusqu'à présent, rien n'a été définitivement décidé. »

### LE CHEMIN LE PLUS COURT

L'Iran est d'autant plus soucieux de parvenir à un accord avec ses voisins qu'il considère que son territoire est le chemin le plus court, le plus sûr et le moins onéreux pour acheminer le pétrole de la Caspienne jusqu'aux consommateurs et ce, explique M. Majedi, « grâce à notre situation géopolitique et parce que nous avons un programme global » en trois phases pour assurer un tel transfert.

La première phase prévoit l'amélioration des structures existantes, l'objectif étant d'assurer l'acheminement de 350 000 barils par jour (b/j) de la Caspienne vers les raffineries de Téhéran et de Tabriz, déjà reliées par un oléoduc. D'après le vice-ministre, l'Iran « a déjà construit des installations à Néka, sur la Caspienne, et va engager la construction d'un [nouvel] oléoduc entre cette ville et Téhéran », celui qui existe déjà ayant une capacité réduite de 40 000 b/j. « Certaines installations de stockage seront aménagées et des modifications seront apportées dans les raffineries de Tabriz et Téhéran », précise M. Majedi.

D'ores et déjà, l'Iran a conclu des accords de swap avec des producteurs, dont le Kazakhstan. Quarante mille barils de pétrole du Kazakhstan sont ainsi acheminés quotidiennement de Néka à la raffinerie de Téhéran, avant d'être à nouveau livrés aux Kazakhs dans le Golfe - d'où ils les revendent sur le marché international. La quantité de pétrole sera progressivement augmentée pour atteindre 130 000 b/j.

« La deuxième phase nous permettra d'alimenter les raffineries d'Ispahan et d'Arak, dont la capacité est de 450 000 b/j », dit M. Maje-

di. Il faudra pour cela apporter les aménagements nécessaires aux oléoducs qui relient Téhéran à Ispahan et Téhéran à Arak. La capacité totale de raffinage sera alors de 800 000 b/j.

« Les investissements pour les deux phases ne sont en rien comparables à ceux nécessaires pour les autres routes [actuellement envisagées] : Bakou (en Azerbaïdjan)-Supsa (en Géorgie) et Bakou-Ceyhan (en Turquie) », plaide M. Majedi, sans toutefois porter d'estimation précise de prix. Le coût de construction de 390 kilomètres d'oléoduc n'a rien à voir avec celui de 800 ou de 1 500 kilomètres. » Les travaux, dit-il, peuvent en outre être achevés en deux ans, alors que, pour l'oléoduc de 1 500 kilomètres par exemple, il en faut quatre à cinq.

Au cours de la troisième phase, un oléoduc d'une capacité de 800 000 b/j reliera directement la Caspienne au Golfe. « Ce qui signifie, souligne M. Majedi, que la capacité totale sera de 1 600 000 b/j au terme de la troisième phase. » Cela correspond approximativement à l'augmentation progressive de la production de la Caspienne.

L'Iran, plaide encore M. Majedi, est la voie la plus sûre comparée à d'autres « routes » qui traversent des territoires à problèmes, tels l'Arménie, la Tchétchénie ou le territoire kurde en Turquie. « Il est en outre beaucoup plus difficile de faire transiter le pétrole par deux ou trois pays que par un seul, et l'Iran est un seul pays », souligne-t-il.

Il reste néanmoins à savoir comment sera financée la construction de ces oléoducs, alors que toute société investissant en Iran pour plus de 40 millions de dollars dans le domaine des hydrocarbures est menacée de sanctions par les Etats-Unis.

Mouna Naïm

### Le paramètre des prix

L'évolution du prix du baril de brut « déterminera plus ou moins la production de la Caspienne », estime Ali Majedi, le vice-ministre iranien du pétrole et du gaz chargé de la mer Caspienne. Si le baril de brut atteint un prix « acceptable », plus de 16 dollars, alors, dit M. Majedi, certains producteurs seront encouragés à intensifier l'exploration et l'exploitation. Dans le cas contraire, « ils réduiront leurs activités ». Pour M. Majedi, la quantité de pétrole produite dans la Caspienne à l'horizon 2010, par exemple, représentera 3 à 4 % de la production internationale. « En soi, cette quantité n'est pas importante, mais elle influera sur la fixation du prix. » « Le pétrole de la Caspienne aura donc une fonction à l'avenir », mais les quantités ne seront en rien « comparables à celles déjà produites dans le golfe Persique », estime le vice-ministre.

Le Monde

SAMEDI 11 JUILLET 1998



## Des missiles américains pour la Turquie

Les États-Unis ont attendu trois ans pour livrer à la Turquie des missiles controversés, passant ainsi outre l'opposition des Républicains comme des Démocrates au Congrès, opposition qui s'était exprimée à travers deux résolutions. La controverse concernant ces missiles tactiques (ATACMS) avait éclaté en 1995, quand le Congrès avait pris connaissance de l'approbation de cette vente par le Département d'État alors même que la Turquie s'était illustrée par des incursions répétées dans les pays voisins, singulièrement le nord de l'Irak, et utilisait les armements déjà abondamment livrés par les États-Unis contre ses propres citoyens, à savoir les Kurdes. Le système de missiles en question est connu pour la haute précision avec laquelle il atteint sa cible, sa capacité de nuisance étant multipliée du fait même qu'il peut disperser des mini-bombes d'une taille d'une balle de base-ball sur une étendue de 300 kms.

La Turquie a passé contrat pour 72 missiles. La moitié d'entre eux ayant déjà été livrés en juin. Ce contrat, d'un montant de 54 millions de dollars, dotera la Turquie de ses premiers missiles sol-sol réellement efficaces.

Et ce n'est pas tout; le Congrès américain vient ainsi d'approuver la décision du Pentagone de livrer à la Turquie 11 navires de guerre; les bâtiments viennent s'ajouter à trois frégates dont le Congrès avait approuvé peu avant la livraison à la Turquie, qui a bataillé pendant deux ans pour les obtenir, même s'ils ne sont plus de toute première jeunesse. Selon des sources diplomatiques, la Commission du Congrès aurait décidé le 25 juin dernier, lors de sa séance sur le budget de la défense pour l'année 1999, de livrer 48 navires de guerre à différents pays. Cette approbation signifierait que le problème créé par certains sénateurs, opposés au transfert d'ar-

mements dans la zone de la Mer Égée, serait réglé. Ces bâtiments ont été "confiés" à la Turquie pour la somme de 140,5 millions de dollars. Le Pentagone fait remarquer qu'aucun de ces bâtiments n'est actuellement utilisé par la Navy; les plus vieux ont pris la mer en 1969, les derniers en 1974, et les systèmes de missiles dont ils sont équipés sont qualifiés d'"obsolètes".

Dans un tout autre registre, des voix s'élèvent au Canada pour suspendre les projets de vente de technologie nucléaire à la Turquie. Prenant argument de l'escalade nucléaire survenue le mois dernier dans le sous-continent indien, où l'Inde et le Pakistan ont procédé à des essais nucléaires, le leader du Parti nouvelle démocratie (gauche), Alexa McDonough, a mis en garde contre la vente de deux réacteurs nucléaires de type Candu à Ankara. Elle a fait remarquer que le Canada portait une lourde part de responsabilité dans la nucléarisation de ces deux pays, qui montre l'usage que l'on peut faire de la technologie nucléaire civile, a-t-elle indiqué.

dimanche 12 juillet 1998, 16h21 heure de Paris

### Italie-La police arrête 300 clandestins dans le sud du pays

LECCE (Italie), 12 juillet, Reuters - La police a déclaré dimanche qu'elle avait arrêté environ 300 immigrés clandestins ce week-end dans le sud de l'Italie et qu'elle redoutait des arrivées massives de clandestins en raison des conditions météorologiques favorables et du calme de la mer.

Un responsable de la police de Lecce a expliqué que 112 Kurdes et 42 Albanais avaient été arrêtés juste après que leurs canots pneumatiques aient accosté dans la région de Salento.

Une quarantaine de personnes du Bangladesh, d'Égypte, du Rwanda et du Pakistan ont également été interpellées, portant à 7.000 le nombre d'immigrés clandestins arrêtés dans la région de Salento depuis le mois de janvier.

Par ailleurs, les garde-côtes ont bloqué dimanche au large des îles de Lampedusa et Pantellaria, situées entre la Sicile et la Tunisie, deux bateaux qui transportaient 102 personnes originaires de plusieurs pays d'Afrique du Nord.

## **L'aviation turque s'est entraînée en Israël contre les missiles S-300, selon Hurriyet**

ANKARA, 13 juil (AFP) - Des pilotes de l'aviation turque ont reçu une formation dans un centre militaire en Israël pour s'entraîner contre les missiles S-300 que le gouvernement chypriote a achetés à la Russie, a affirmé lundi le quotidien turc Hurriyet.

Six avions F-16 turcs, des pilotes, experts militaires et officiers de maintenance ont récemment procédé à des exercices d'entraînement à la destruction des missiles S-300 dans la base de Shdema, dans la région du Néguev, dans le sud d'Israël, selon le journal.

L'achat à la Russie des missiles S-300 par le gouvernement chypriote-grec, reconnu par la communauté internationale, avait suscité la colère de la Turquie qui s'oppose catégoriquement à leur déploiement dans la partie grecque de l'île.

Ankara affirme que ces missiles peuvent être transformés en armes offensives et constituent une menace pour les Chypriotes-turcs et aussi pour son propre territoire. Nicosie et Moscou affirment qu'ils sont purement défensifs.

La Turquie avait averti qu'elle tenterait par tous les moyens possibles d'empêcher le déploiement de ces missiles à Chypre, y compris par d'éventuelles frappes aériennes contre ces engins.

Les F-16 turcs et leur personnel se sont également entraînés pour brouiller les radars des batteries de missiles S-300 et voler sans être détectés par leurs radars, selon Hurriyet.

Par ailleurs, Israël a achevé la livraison de missiles air-sol Popeye, d'une portée de 150 km, et le projet lancé conjointement entre la Turquie et Israël de missiles de défense aérienne Arrow-II a été accéléré, toujours selon la même source.

Cette semaine, une délégation militaire turque doit se rendre en Israël et une délégation israélienne similaire est attendue dans les semaines à venir en Turquie.

Des avions israéliens F-15, que l'armée turque désire acheter pour renforcer son aviation, arriveront prochainement en Turquie pour des entraînements dans le ciel turc.

Ce genre de vols est prévu dans un accord-cadre turco-israélien, signé en février 1996, qui prévoit l'échange de personnel et d'informations ainsi que l'autorisation pour les pilotes turcs et israéliens de s'entraîner dans leurs espaces aériens réciproques.

Cet accord avait déclenché la colère de pays arabes, notamment l'Égypte et la Syrie, ainsi que de l'Iran, qui y voient une menace dirigée contre eux, ce qui est rejeté par la Turquie et Israël.

La base de Shdema est un centre de formation destiné à s'entraîner contre les missiles sol-air comme les S-300, a affirmé Hurriyet.

L'aviation turque avait déjà simulé une attaque contre des batteries fictives de S-300, dans le nord de Chypre, en novembre dernier.

La livraison des S-300, initialement prévue pour août, a été renvoyée à la fin de l'automne par le parlement chypriote, avait indiqué début juillet l'ambassadeur de Russie à Ankara, Vadim Kouznetsov.

Chypre est divisée en deux secteurs, turc au nord et grec au sud, depuis l'intervention de l'armée turque en 1974, en réponse à un coup d'État des nationalistes chypriotes-grecs qui visait à rattacher l'île à la Grèce. Ankara maintient quelque 35.000 hommes dans le nord de Chypre.

### Illicit Iraqi Fuel Trade at Gates of U.S. Base

Reuters  
14-JUL-98  
By Jon Hemming

INCIRLIK, Turkey, July 14 (Reuters) - A trade in illicit Iraqi diesel is flourishing under the very noses of U.S. war planes that are stationed in Turkey to keep close tabs on Iraqi President Saddam Hussein, local drivers said on Tuesday.

Rough hand-painted signs advertising Cheap Diesel, a euphemism for contraband fuel from neighbouring Iraq, dot the roads around the joint U.S.-Turkish air base at Incirlik in southern Turkey.

We all use Iraqi diesel. Its cheaper. There is no receipt, no tax, a Turkish truck driver identifying himself as Hasan told Reuters in a cafe opposite the main gate to the base.

Even shuttle buses carrying Turkish auxiliary staff to the base are powered by the diesel fuel, brought into Turkey in a violation of U.N. sanctions on Iraq that is nevertheless tolerated by Washington.

Of course we use Iraqi diesel, what can we do? Everyone uses it because it is a lot cheaper, said bus driver Arif Ercin at his pick-up point outside the gates.

There was no sign of U.S. Air Force vehicles at the base consuming unregistered fuel. U.S. military officials did not respond to repeated questions on whether staff at Incirlik used black market Iraqi diesel for either official or private purposes.

The base houses a force of around 45 U.S. and British jets that fly almost daily over northern Iraq, patrolling a no-fly zone that protects the regions Kurdish population from any attack by Baghdad forces.

Thousands of metres below the jets, diesel produced in Iraqi oil fields around the city of Kirkuk is transported to Kurdish-held northern Iraq where a Kurdish faction organises its sale to waiting queues of Turkish truckers.

What was once an ad hoc trade has become increasingly professional, worrying oil multinationals.

Witnesses said the Turkish drivers, some of them at the wheels of 5,000-litre tankers, shuttled back and forth busily over the border on Tuesday, seemingly unconcerned by threats to the trade last month from Turkish Kurdish rebels.

The United States acknowledged in June that Iraq smuggles about \$100 million in oil a year through Turkey.

The New York Times reported in June that the trade is directly benefiting Saddams government and family and is run by his son, Uday. Iraqi opposition groups also criticise the fuel business as a crutch for the Baghdad government.

Western countries turn a blind eye in order to soften the damage to NATO ally Turkey's economy caused by the sanctions regime on Iraq, imposed in the wake of the 1991 Gulf War.

Turkish and foreign petrol companies complain about profits lost to the unregistered diesel. Around the Incirlik base, the Iraqi diesel is sold for around 90,000 lira (\$0.33) a litre, compared with 117,000 lira for fuel from Turkish refineries.

They sell it a lot cheaper than we can. Our business has suffered a great deal, said Nuri Ozguren at one of an Incirlik petrol stations that sells only registered fuel.

Down the highway, Ferhats station has begun to deal in Iraqi diesel.

We had to start, it is so much cheaper than the fuel from the refinery, he said. A man phones to ask if we want some cheap diesel. If we need it, they bring it.

Competition from the illicit trade was blamed for forcing The Shell Company of Turkey, a subsidiary of Royal Dutch Shell (SHEL.MZ), to announce the sell-off of its retail fuel business and its 27 percent stake in the only private refinery in Turkey.

Turkeys official diesel consumption fell to 2.485 million tonnes in the first five months of 1998 from 2.966 million tonnes in the same period of 1997.

Five-month consumption for 1996 was 3.058 million tonnes.

Turkeys annual non-military diesel consumption declined to 7.429 million tonnes in 1997 from 8.492 million tonnes in 1996.

The smuggled fuel is untaxed and unregistered. The Turkish government last month announced measures to tighten controls on the trade, an important income for the poor southeast region riven by a conflict with Kurdish rebels that has cost 28,000 lives in 13 years.

Distribution of the profits from the sanctions-busting operation has also been a major bone of contention between rival Iraqi Kurd groups opposed to Saddam who have fought regularly over shares in the trade.

---

## PRISONERS' FAMILIES SEND OUT SOS

Izmir - Turkish Daily News / Turkish Daily News / July 16, 1998

Both the families of prisoners and the Prison Commission of the Izmir section of the Human Rights Association (IHD) held a meeting on Tuesday to protest the health situation of inmates in front of Buca Prison. About a hundred families attended, calling on the prison administration to deal with the widespread health problems in prisons.

According to the prisoners' families, 140 inmates are suffering from various illnesses for which the prison administration has refused to grant them

their right to have access to hospital and medical treatment. The families also allege that the prison administration does not carry out any health check-ups and has even blocked the medical treatment of some prisoners.

As for the statistical breakdown: 22 prisoners are suffering from inflammation of the kidneys, 18 have eye problems, 15 have bronchitis, 22 prisoners have ulcers, four female prisoners have gynecological problems, seven are suffering from anaemia, five have tuberculosis and about 50 are suffering from other illnesses.

The families called on the prison administration to allow medical treatment for the inmates and said that they should immediately be given permission to go to hospital for medical treatment.

The situation in other prisons around the country is also reaching a critical stage: hunger strikes are continuing in the Erzurum, Elazig, Elbistan, Sivas, Giresun, Kirikkale, Umraniye and Malatya Prisons. The situation of the fasting prisoners is growing increasingly bleak as prison administrations are still refusing to acknowledge prisoners' rights.

The hunger strike at Elazig Prison, which began as a protest against the cell system, has entered its 47th day. The families added that another hunger strike is continuing in Sivas Prison with 120 female prisoners fasting. They began their strike on May 2 as a temporary measure but on May 27 it became indefinite. The strike was started to protest prison administration treatment, in particular sexual abuse suffered under the gendarmes, and being taken to hospital handcuffed with their feet shackled.

## US to speak to Syrians on Iraqi oil pipeline deal

REUTERS

15 July 1998

NEW YORK -- The United States, saying Iraq needed U.N. Security Council approval to ship oil through Syria, nevertheless will speak to officials in Damascus about the new crude export deal Baghdad is promoting, a U.S. official said on Tuesday.

Syria and Iraq on Tuesday signed a pact to reopen an oil pipeline, closed since 1982, that reaches the Syrian port of Baniyas, according to Iraqi Oil Minister Amir Muhammed Rasheed, currently in the Syrian capital of Damascus.

Rasheed said the agreement also called for construction of a second pipeline to the Mediterranean.

A U.S. State Department official, contacted in Washington, noted that United Nations Security Council resolutions do not allow any Iraqi oil to be shipped through Syria. But he said the Clinton administration has not taken a final decision on whether this might be possible in the future.

"At this point, we still need to have some face-to-face (talks) with the Syrians and find out more," he said, speaking on condition of anonymity. He said meetings are likely to take place in Damascus within a week.

A Security Council resolution, adopted in April 1995, on the so-called "oil-for-food" program calls for the bulk of Iraq's crude exports to be shipped through its pipeline to Turkey and the remainder through the Iraqi Gulf port of Mina al-Bakr.

The purpose was to reward Turkey for its losses due to the sanctions imposed on Iraq and to make it easier for U.N. monitors to oversee the oil flow.

The program, which began in December 1996, allows Iraq to sell \$5.25 billion of crude every six months to purchase food, medicine and other necessities for its people suffering under sanctions, imposed in August 1990 when Baghdad invaded Kuwait.

The United States in the past has protested to Syria about smuggling goods in violations of the sanctions.

Rasheed said that the pipeline, which was shut by Syria in 1982 because of its support for Iran in its war against Iraq, would be reopened within a "few months" and would run at an initial rate of 300,000 barrels per day.

---

## Kurd rebels kill 17 Turkish security force troops

ANKARA, July 15 (Reuters) - Kurdish separatist rebels have killed 17 members of the Turkish security forces in an ambush in southeastern Turkey, state-run Anatolian news agency said on Wednesday.

It said the men, two officers, eight soldiers and seven pro-state village guards, were killed by Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas near the borders with Iran and Iraq.

The attack ran contrary to claims by the Turkish military to have all but defeated the PKK, fighting for self-rule in the mainly Kurdish southeast.

The agency did not say when the attack took place. Despite near daily clashes between the security forces and the rebels, it is rare for the army to admit to such a large number of soldiers killed in one engagement.

Anatolian said a wide-ranging operation had been started to track down the guerrillas.

More than 28,000 people have been killed in the 13-year conflict.

# ALLEMAGNE "Un Turc, c'est très endurant", alors on peut l'expulser

*Considérant la Turquie comme un pays tiers sûr - en dépit de cas de torture avérés - , Bonn continue d'expulser des Kurdes réfugiés en Allemagne. Cette politique hypocrite porte ses fruits : depuis cinq ans, le nombre de demandeurs d'asile ne cesse de baisser.*

DER SPIEGEL  
Hambourg

Les agents de la force publique de Köllertal sont arrivés à 7 heures du matin. Naset, 9 ans, et Sükrü, 7 ans, les deux petites de la famille Karaoglan - une famille kurde -, se sont mises à pleurer. Un policier les a prises par la main ; leur frère, Müslüm, 18 ans, et leur père, Hasan, ont suivi, sans un mot. Leur demande d'asile politique avait été rejetée. Quelques heures plus tard, ils étaient tous les quatre dans un avion, expulsés vers la Turquie. Dans un premier temps, la mère a pu rester en Sarre avec son fils Ismail, 5 ans, et Abdullah, 11 ans, qui souffre d'une maladie des reins. Raisons humanitaires.

Au début du mois de juin, Neemeddin Aslan, 21 ans, a dû lui aussi se séparer de sa femme et de son fils âgé de 1 an, tous deux restés à Gummersbach. Depuis qu'il a été expulsé - après avoir vécu dix ans en Allemagne -, sa famille vit dans l'inquiétude : contrairement à ce qui était promis, il ne s'est plus manifesté.

Ce sont là deux cas d'expulsion comme il s'en passe tous les jours, car la mise en application de la politique de l'Allemagne concernant les étrangers et le droit d'asile est quotidienne. Certes, les tribunaux concèdent que les Kurdes qui militent politiquement en Allemagne contre la Turquie courent "de grands risques de subir de mauvais traitements" à leur retour au pays, mais on ne peut parler de "persécution d'un groupe ethnique, politique ou religieux".

Le cas de Mehmet Ali Akbas montre bien quelle est la pratique courante. Ce Kurde de 32 ans avait été expulsé vers la Turquie en janvier dernier et, à peine arrivé, torturé par la police. Contrairement à nombre de ses compatriotes qui se laissent intimider par les coups et les électrochocs, il a eu le courage de faire constater les traces de sévices (sur les jambes, les oreilles et les parties génitales) par un méde-

cin assermenté du consulat général d'Allemagne à Istanbul. Ce dernier a attesté que les blessures provenaient de "coups de matraques identiques à celles qu'utilise la police locale".

Akbas s'est caché - jusqu'à ce que Bonn le reconnaisse comme victime de la torture. C'est le premier Kurde refoulé qui ait eu le droit de revenir en Allemagne, légalement, le 12 mai dernier. Manfred Kanther, ministre de l'Intérieur, a réagi comme à son habitude : il s'agit, selon lui, "de toute évi-

Une attitude dont le degré d'hypocrisie devient évident au vu des discussions sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Selon le gouvernement allemand, celle-ci ne peut se concrétiser pour l'instant - en raison, entre autres, des entraves aux droits de l'homme en Turquie. De même, dans son dernier rapport, le gouvernement allemand dénonce "les pratiques douteuses sur le plan des droits de l'homme" qui ont cours en Turquie. Cependant, lors d'une confé-

rence des ministres compétents de l'UE qui s'est tenue à Bruxelles à la fin du mois de mai, il a plaidé pour qu'un camp de réfugiés soit ouvert - pour tous ceux qui viennent de la région qui s'étend entre Bagdad et Kaboul. Cela permettrait à la Turquie d'être de facto déclarée "pays tiers sûr".

Depuis de nombreuses années, les organisations de défense des droits de l'homme tentent vainement d'inciter Bonn à adopter une attitude plus dure envers les Turcs, afin de résoudre pacifiquement le problème des réfugiés kurdes. Malgré cela, les Kurdes n'ont guère de chances de bénéficier du droit d'asile. La justice utilise la notion de "possibilité de fuite à l'intérieur du pays", indiquant par là qu'il existe des endroits en Turquie où les Kurdes peuvent vivre en sécurité.

Dans les procédures de demande d'asile politique, les Kurdes ne jouissent pas d'une grande crédibilité auprès des tribunaux allemands, comme ont pu le constater Adem et Betül Cetin l'an dernier, en comparissant devant la 7<sup>e</sup> chambre du tribunal de Hanovre. Le juge a rapidement (et cyniquement) balayé leurs craintes d'être torturés en lançant pendant l'audience : "Un Turc, c'est très endurant !"

Que des dizaines de demandeurs d'asile se soient suicidés après avoir appris que leur demande avait été rejetée en dit long sur l'angoisse que font naître les expulsions et la perspective d'un retour en Turquie. ●



"Très bien, Ahmed ! Tu fais un gros effort de participation, aujourd'hui." Dessin de Barbara Henniger paru dans Eulenspiegel - BERLIN

dence, d'un cas particulier", tout danger collectif étant exclu pour les Kurdes expulsés.

Pour M. Kanther, le problème de la torture est résolu depuis que son homologue turc lui a adressé un courrier en date du 10 mars 1995, l'assurant que, "dans l'esprit de l'amitié et des liens traditionnels [qui unissent nos deux pays]", les ressortissants turcs expulsés sont "traités en citoyens d'un Etat de droit". De même, Helmut Kohl ne voit apparemment aucun problème. Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, lui a assuré, lors de sa visite d'Etat de septembre dernier, qu'il interviendrait "contre tout abus de la police".

DU 16 AU 22 JUILLET 1998

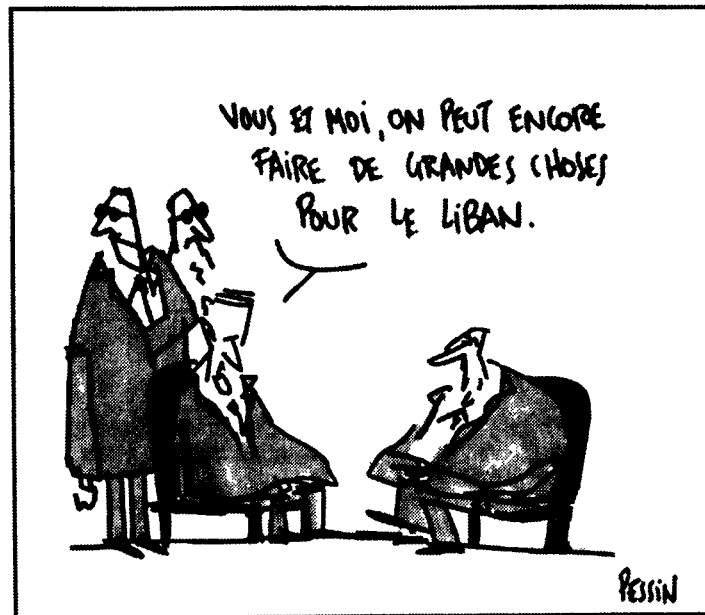
COURRIER INTERNATIONAL N° 402

# La Syrie prend la France pour tête de pont d'une offensive diplomatique

Le président Hafez El Assad, en visite d'Etat à Paris, rend hommage à une politique française « claire et nette » propice à une baisse des tensions au Proche-Orient. Damas souhaite trouver un contrepoids à l'influence américaine dans la région

## De très faibles échanges commerciaux

Le poids commercial de la France sur le marché syrien continue d'être faible, en dépit du règlement, intervenu en 1996, du contentieux portant sur les arriérés de paiements accumulés par la Syrie, qui empêchaient l'amélioration des relations économiques. La France n'occupe que la cinquième place des fournisseurs de la Syrie (derrière l'Allemagne, l'Italie, le Japon et la Corée du Sud), tout en étant son deuxième client. Depuis la visite du président Jacques Chirac à Damas en octobre 1996, les entreprises françaises ont décroché deux contrats : la commande de six Airbus A320 par Syrian Air, et la livraison de locomotives par GEC Alsthom pour quelque 60 millions de dollars. Les échanges commerciaux sont déficitaires au détriment de la France. Le solde négatif a même doublé en 1997 par rapport à 1996 : 1,75 milliard de francs contre 800 millions. Le pétrole brut a constitué l'an dernier 87 % des importations françaises en provenance de Syrie, contre environ 60 % un an plus tôt. - (AFP)



pondre à une invitation française à se rendre à Paris revêt une autre valeur emblématique. Sans se faire trop d'illusions, la Syrie cherche à trouver du côté des Européens, dont elle considère que Paris est à l'avant-garde en la matière, un contrepoids à l'omnipotence américaine, même si elle n'ignore pas que rien ne pourra se faire sans les Etats-Unis.

Damas refuse depuis le lancement du processus de paix israélo-arabe, le 30 octobre 1990, de participer aux pourparlers multilatéraux de paix qui, parallèlement aux négociations bilatérales traitent des questions régionales d'intérêt commun. Mais la Syrie a accepté - et à sa traîne son satellite, le Liban -, d'entrer dans ce qu'il est convenu d'appeler le « processus de Barcelone », c'est-à-dire la conférence euroméditerranéenne lancée en novembre 1995. Et ce alors même qu'Israël en est membre.

La redondance étant une manière de valorisation, Farouk El Chareh, le ministre syrien des affaires étrangères, à l'unisson de son homologue français Hubert Védrine, a dit que son pays souhaitait un « partenariat stratégique » avec la France.

## RÉÉQUILIBRAGE INTERNE

Il est désormais loin le temps - les années 80 - où le Liban était une pomme de discorde entre les deux pays, toute initiative française étant alors jugée comme une tentative d'ingérence de l'ancienne puissance mandataire au pays du Cèdre, que la Syrie n'avait pas encore achevé de tailler en pré carré. Désormais, le président El Assad est sûr de lui à Beyrouth, où il fait la pluie et le beau temps. Paris de son côté, tout en clamant son attachement à l'indépendance du Liban, estime que cela ne sert à rien de prendre Damas à rebrousse-poil.

D'ailleurs, sans que cela soit expressément destiné à faire plaisir aux Français, M. El Assad soigne son image de marque. Il a laissé se dérouler au Liban, sans ingérence, des élections municipales qui ont permis à l'opposition, chrétienne notamment, de réintégrer par la base l'échiquier politique dont elle s'était volontairement tenue à l'écart, pour protester précisément contre la toute-puissance syrienne.

Chez lui, M. El Assad, sans crier gare, a fait libérer au printemps quelque trois cents opposants politiques libanais et syriens, à la

grande surprise des organisations de défense des droits de l'homme qui veulent y voir un bon début. Puis, pratiquement pour la première fois, le président syrien a procédé au cours des dernières semaines à des remaniements à la tête de ses forces armées.

Il est vrai que ces changements de personnel peuvent correspondre à une volonté de rééquilibrage interne. Certains y voient néanmoins une volonté d'apporter du sang plus ou moins neuf dans une Syrie qui n'a pratiquement pas bougé depuis que M. El Assad a pris le pouvoir en novembre 1970.

Mouna Naim

**SES DÉPLACEMENTS** à l'étranger sont si rares qu'ils font figure de véritable événement. Le président syrien Hafez El Assad est attendu, jeudi 16 juillet à Paris, pour une visite d'Etat de deux jours, la première en France depuis vingt deux ans. De son point de vue, ce voyage est symbolique à plus d'un titre.

C'est d'abord un témoignage d'estime pour son homologue Jacques Chirac, dont il a déjà loué le mérite d'avoir donné à la France une politique « claire et nette sur le plan international » - c'était en octobre 1996, à l'occasion d'un séjour officiel de M. Chirac en Syrie. Cette visite traduit aussi une volonté de valoriser l'Union européenne dans la recherche d'une solution au conflit israélo-arabe - M. El Assad aurait l'intention de se rendre dans d'autres pays européens -, en même temps qu'elle témoigne d'un souci inédit de présenter la Syrie sous un jour meilleur à l'étranger.

M. El Assad, comme l'ensemble des pays arabes, sait gré au président français d'avoir, à défaut d'une capacité réelle de peser sur le cours des choses au Proche-Orient, osé dire le droit, non seulement en critiquant certains aspects de la politique israélienne, mais aussi en déployant des trésors de diplomatie pour éviter que les crises épisodiques entre l'Irak et les Nations unies ne dégénèrent en conflit armé entre Bagdad et Washington. La France

a par ailleurs montré qu'elle pouvait servir de courroie de transmission avec Israël, bien que celui-ci affirme refuser toute ingérence française ou européenne. Le récent échange de prisonniers et de corps entre le Liban et Israël, grâce à l'intercession de M. Chirac et à la demande expresse du premier ministre israélien, Benyamin Néanyahu, en a donné la preuve la plus récente.

## « PARTENARIAT STRATÉGIQUE »

Dans la situation actuelle de blocage du processus de paix, ré-

16 JUILLET 1998

Le Monde

## La FIDH déplore encore deux mille prisonniers d'opinion à Damas

AU MOINS deux mille citoyens syriens et « de très nombreux ressortissants libanais », selon la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), sont toujours détenus en Syrie « pour des raisons d'opinion et de conscience ». Parmi eux, il y a au moins sept journalistes, indique de son côté l'organisation Reporters sans frontières (RSF).

Dans un communiqué publié à l'occasion de la visite à Paris du président Hafez El Assad, auprès duquel elle a sollicité un entretien « pour lui faire part de (...) ses préoccupations et attentes », la FIDH « salue » la libération récente de 250 prisonniers politiques et d'opinion syriens – dont le secrétaire général du « Parti communiste-bureau politique », Riad Turk, qui était détenu depuis dix-sept ans (*Le Monde* du 2 juin) – et celle de 121 Libanais qui étaient « illégalement détenus » en Syrie (*Le Monde* du 6 juin). C'est un « premier pas attendu depuis de longues années », estime le président de

la FIDH Patrick Baudouin, pour qui toutefois « un long chemin reste à parcourir ». « La persistance de l'état d'urgence, depuis trente-cinq ans [en Syrie], est prétexte à y interdire toute forme de liberté d'expression et d'association », ajoute-t-il.

### MÉPRIS DES NORMES INTERNATIONALES

Dans leur rapport 1997, les Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme (CDF) en Syrie, qui sont affiliés à la FIDH, et dont des militants sont en prison, indiquaient que « le pays est sous la surveillance de quinze services de sécurité qui agissent la plupart du temps en dehors du cadre même de la loi de l'état d'urgence, c'est-à-dire en toute illégalité ».

La FIDH estime par ailleurs avoir « toutes les raisons de penser que le chiffre de trente-quatre Libanais que la Syrie a reconnu officiellement maintenir en détention début mars 1998, est très inférieur à la réalité », des centaines de familles dénonçant la

détention d'un proche, « souvent confirmée officieusement par les autorités syriennes ou libanaises auprès de ces familles ». La FIDH « déplore enfin les pressions exercées par des services de sécurité syriens au Liban, en vue d'empêcher toute initiative visant à éclaircir le sort des milliers de Libanais enlevés durant la guerre du fait de l'armée syrienne et des milices libanaises pro-syriennes ».

D'après Reporters sans frontières, les journalistes qui sont en prison en Syrie ont « tous été condamnés à de lourdes peines de prison pour des activités non violentes telles que l'appartenance présumée à des groupes politiques ou de défense des droits de l'homme interdites, à la suite de procès conduits au mépris des normes internationales ». RSF demande au président Jacques Chirac, au premier ministre Lionel Jospin et au ministre des affaires étrangères Hubert Védrine d'intervenir auprès du président Hafez El Assad pour obtenir leur libération.

# Les libérations de détenus politiques en Syrie pourraient augurer une modeste ouverture

Au premier jour de sa visite d'Etat en France, le président syrien Hafez El Assad devait s'entretenir, jeudi 16 juillet, avec Jacques Chirac avant un

dîner d'Etat à l'Elysée. Vendredi, il devait rencontrer le premier ministre Lionel Jospin et se rendre à l'Institut du monde arabe. L'un des

principaux opposants libanais, Michel Aoun, a demandé au président syrien d'annoncer, de Paris, le retrait de ses 35 000 soldats du Liban.

### DAMAS

de notre envoyé spécial

En son temps, la nouvelle n'a pas fait les grands titres de la presse syrienne. A la fin du mois de mai, deux cent cinquante prisonniers politiques syriens ont été libérés. Plus que le nombre, c'est la personnalité de certains de ces affranchis qui attire l'attention. Au premier chef, l'avocat Riad Turk, détenu depuis 1980 sans jugement en raison de son appartenance au Parti communiste-bureau politique, fraction interdite du Parti communiste syrien.

Parmi les personnes libérées, figurent aussi l'avocat Aktham Nouaisseh, condamné en 1991 à neuf ans de prison pour sa participation au Comité de défense des libertés démocratiques et des droits humains en Syrie (CDF), et Halil Brayaz, écrivain enlevé au Liban en 1970, et condamné à quinze ans de prison pour avoir mis en cause l'armée syrienne durant la défaite arabe de 1967 face à Israël.

### PROTOCOLES FINANCIERS

Contrairement aux baassistes Nouredine Atassi et Salah Jedid, gravement malades et libérés en 1992 et en 1993 à l'article de la mort, Riad Turk est relativement en bonne santé. Il avait été totalement coupé de l'extérieur pendant de très longues périodes. A la différence d'autres opposants, sa libération ne semble pas avoir été conditionnée par une allégeance au pouvoir. L'avocat reçoit

au vu et au su de tout le monde à son domicile, depuis son retour.

La remise en liberté de cent vingt et un Libanais a précédé, quant à elle, la visite de Jacques Chirac à Beyrouth, à la fin mai. Les vagues d'amnistie et de libération de prisonniers politiques ou d'opinion qui se succèdent depuis 1991 en Syrie témoignent tout autant d'une très légère décompression politique, que de la sensibilité du pouvoir à cette question, dès lors qu'elle peut servir ses intérêts. En l'occurrence, ces mesures servent la visite exceptionnelle du président syrien en France. En 1991 et en 1992, la libération de centaines de prisonniers et le soutien de la Syrie à la coalition occidentale engagée contre l'Irak, avait entraîné l'adoption par le Parlement européen des troisième et quatrième protocoles financiers bilatéraux, gelés depuis plusieurs années par les parlementaires, compte tenu de la situation des droits de l'homme en Syrie.

Damas avait, par ailleurs, accueilli en 1989 la première délégation d'Amnesty International, qui a été notamment suivie, depuis, par celle de la Commission internationale des juristes et de Middle East Watch, deux autres organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme; ainsi que par d'autres mouvements de défenseurs de ces mêmes droits.

Si les libérations constituent autant de bonnes nouvelles sa-

luées par les chancelleries à Damas, les effectifs des détenus d'opinion restent cependant importants. Le recensement est particulièrement difficile, compte tenu de la diversité des centres de détention qui relèvent de services de sécurité parfois concurrents.

### TRENTE ANS D'OPPOSITION

Selon la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), au moins deux mille prisonniers sont concernés (*Le Monde* du 16 juillet). Parmi eux, au moins quatre membres de la direction des CDF et le poète de Deir Zor, Faraj Birqdar, membre de la Ligue d'action communiste, qui fut particulièrement critique envers la politique syrienne au Liban.

A ces prisonniers politiques, qui résument près de trente ans d'opposition, des communistes dissidents aux militants des droits de l'homme, en passant par les Frères musulmans, s'ajoute le cas particulier des détenus libanais, dont le nombre peut être estimé à cent vingt environ.

Quelle que soit leur motivation, les libérations de prisonniers permettent de solder de vieux comptes politiques, liés à l'arrivée au pouvoir du président syrien et à la répression des troubles des années 80. A moins d'un an de la prochaine élection présidentielle de 1999, qui devrait reconduire Hafez El Assad dans ses fonctions, la question de sa succession est moins que jamais à l'ordre du

jour, même si chacun observe le parcours de son fils Bachar, un étudiant en ophtalmologie, versé en politique depuis la mort accidentelle de son frère, Bassel, en 1994.

Nommé lieutenant-colonel il y a un an, Bachar El Assad se consacre, par ailleurs, à la promotion de l'informatique en Syrie, ce qui renforce son image de jeune responsable soucieux de modernité. Les récentes libérations le servent également, en donnant de la Syrie un reflet moins défavorable au chapitre des droits de l'homme si sensible en Occident.

Après les ouvertures très timides aux candidats « indépendants » cooptés par le régime en 1990 et en 1994, les prochaines élections législatives de l'automne, pour un Parlement doté de bien faibles pouvoirs, devraient permettre de vérifier si l'ouverture mesurée des prisons syriennes s'inscrit dans celle, tout aussi modeste, du jeu politique syrien, figé depuis des décennies.

Gilles Paris

■ Le Comité pour le Liban libre, proche de l'opposant libanais en exil Michel Aoun, organise un sit-in, jeudi de 19 heures à 22 heures sur le Parvis des droits de l'homme au Trocadéro, « afin de recueillir les témoignages de tous ceux qui refusent que la France reçoive le président Assad sans lui demander de cesser son action néfaste au Liban ».

JEUDI 16 JUILLET 1998

Le Monde

17 JUILLET 1998



# TURQUIE Le tourisme en chute libre

*Les Israéliens ne dépensent pas assez, les Russes sont trop bruyants, les Turcs doivent punir les Allemands d'avoir empêché leur accès à l'UE... Hôteliers, professionnels du tourisme et autorités turques croyaient la poule aux œufs d'or increvable. Erreur !*

MILLİYET

Istanbul

Que se passe-t-il tout à coup avec le tourisme turc ? Les informations données par les journaux ne sont pas brillantes : les hôtels des régions touristiques sont en difficulté, les secteurs liés au tourisme sont en crise. Pourtant, tout allait bien depuis quatre ou cinq ans. Les hôtels étaient pleins. Le nombre des touristes venant d'Europe, des Etats-Unis ou des pays environnants ne cessait d'augmenter, ainsi que leurs dépenses sur place. Mais certains hôteliers ont commencé à faire la fine bouche devant les clients, en pensant que *"la demande était de toute façon très grande"*. Pendant les négociations [avec les voyageurs] avant le début de la saison, ils ont posé leurs conditions : *"Pas d'Israéliens - ils ne dépensent pas beaucoup d'argent -, pas de Russes - ils sont trop bruyants -, on veut des Allemands."* Et certains ministres ont pensé que la chose était désormais bien huilée et qu'il n'était pas nécessaire de faire beaucoup d'efforts. Lorsqu'on leur rappelait les innovations imaginées par les pays concurrents pour attirer davantage de touristes, ils répondaient : *"Nous n'avons pas besoin de tout cela."* Pourtant, la Grèce et l'Espagne ont consenti diverses réductions pour les touristes, y compris sur les taxes d'aéroport. Mais les responsables turcs écartaient ce genre de facilités en disant : *"Nous, on ne va pas les imiter !"* Ils n'accordaient plus autant d'importance aux campagnes de publicité et de promotion à l'étranger et ne croyaient pas utile de développer la participa-

tion de la Turquie aux foires internationales. Or il y avait quelques raisons de s'inquiéter.

1. Le tourisme est l'un des secteurs les plus sensibles des activités économiques. Les diagnostics pour décrire les gens susceptibles ou ceux qui s'enrichissent au moindre vent s'appliquent parfaitement au tourisme, aussi bien au sens physique (les conditions climatiques l'influencent particulièrement) qu'au sens figuré (le touriste est sensible aux conditions politiques du pays où il se rend - et même aux simples rumeurs). Pour cette raison, personne dans ce secteur ne devrait être sûr, même dans les périodes les plus "normales", que les affaires marcheront quoi qu'il arrive.

## **La fermeture des casinos turcs a détourné les Israéliens vers d'autres lieux**

2. Les derniers événements politiques concernant la Turquie auraient dû faire réfléchir. Il était très plausible que la dégradation des relations avec l'Union européenne influence négativement le potentiel touristique en provenance d'Europe, à commencer par l'Allemagne. Il ne faut pas oublier que, pendant la joute verbale entre le Premier ministre, Mesut Yilmaz, et Helmut Kohl [concernant la candidature de la Turquie à l'UE], après le sommet de l'UE à Luxembourg, et pendant que certains de nos ministres faisaient des déclarations du style : *"Nous allons arrêter les importations en provenance de l'Allemagne"* ou

encore : *"On ne laissera plus les Mercedes passer par nos douanes"*, la presse allemande publiait des lettres de lecteurs affirmant que, dans ce cas, ils n'iraient plus faire de tourisme en Turquie. Même s'il s'agissait là d'idées extrémistes surgies pendant des semaines de grande polémique, il se peut qu'elles aient eu un certain impact.

3. Il ne faut pas non plus oublier les informations sur les accidents de la route que nous lisons chaque jour dans la presse turque. Une partie de ces informations est reprise par les télévisions et les journaux des autres pays, surtout quand des compatriotes sont impliqués.

4. Il y a également des facteurs qui concernent seulement une certaine catégorie de touristes. La récente décision de fermer les casinos en est un. Les touristes qui venaient pour les jeux, à commencer par les Israéliens, allaient naturellement se tourner vers d'autres lieux. Pourtant, le nombre de ces visiteurs et l'argent qu'ils dépensaient n'étaient pas du tout négligeables.

On pourrait allonger la liste. Mais il est clair que les responsables du secteur touristique auraient dû tenir compte de ces quatre facteurs depuis l'an dernier et commencer à prendre quelques précautions. On nous dit à présent que les relevés des réservations pour la première période de la saison ont créé un effet de choc sur les responsables du secteur. Trop tard ! Espérons au moins que l'effet de ce choc perdure et qu'il contribue à mieux préparer les mesures pour l'avenir.

**Altan Öymen**

## PKK ambush a military patrol, killing 17

Ankara - Turkish Daily News

Terrorists of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) ambushed a military patrol last night in the southeastern province of Hakkari, killing 17 soldiers, the Anatolia news agency reported.

Regional sources told Anatolia that a military unit and village guards were patrolling an area 10 kilometers away from Hakkari's Yuksekova district when they were ambushed by the terrorists. Among those killed were two second lieutenants, eight privates and seven village guards.

Following the killings, security forces launched a large-scale operation in the area to pursue the terrorists, the sources added.

The PKK has been fighting against the Turkish authorities since 1984 to obtain a separate Kurdish homeland within Turkey's borders. Since then, more than 28,000 people have been killed.

---

## Former intelligence department chairman acquitted

Ankara - Turkish Daily News

A State Security Court (DGM) in Ankara acquitted Hanefi Avci, the former chairman of the Intelligence Department of the Security General Directorate, who was being tried for having obtained telephone numbers which were employed by the National Intelligence Organization (MIT) in multiple operations and revealing them to the public. The charge carried a sentence of 15 years, but the court decided that "the criteria for having committed a crime were not met and that Avci did not act with the intention of committing a crime," the Anatolia news agency reported.

The defendant's lawyers reminded the court delegation that the defendant was invited to testify in front of the parliamentary commission investigating the Susurluk Scandal. Avci told the commission about illegal connections of state employees, his lawyer explained, adding that while the MIT Undersecretary took offense at Avci's statements, it is essential that they be investigated.

Although the Prime Ministry Inspection Council Presidency itself established that the person, code-named 'Yesil,' had engaged in a multitude of illegal activities, a complaint is filed against our client, who gave information to the authorized commission about [Yesil]. Moreover, the telephone numbers supposedly revealed by Avci were not used in secret operations. These telephone numbers were being used for four years... My client is innocent, I demand his acquittal," said Suat Celebi, one of Avci's attorneys.

After a short break, Judge Mehmet Turgut Okyay decided in favor of Avci's acquittal.

---

### 17 membres des forces de sécurité tués par des rebelles du PKK

DIYARBAKIR (Turquie), 15 juil (AFP) - Dix-sept membres des forces de sécurité turques ont été tués dans une attaque des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans la nuit de mardi à mercredi dans la province de Hakkari (Sud-Est), a-t-on appris mercredi de source locale à Diyarbakir.

C'est le plus lourd bilan subi par les forces de sécurité face au PKK depuis plusieurs années, indique-t-on de même source.

Un groupe de maquisards kurdes a attaqué un poste de gendarmerie dans la zone de Kamisli près de Yuksekova (province de Hakkari), située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière iranienne.

Ce poste assure la sécurité d'un relais de radio-télévision proche.

Parmi les victimes, figurent sept "protecteurs de village", miliciens kurdes pro-gouvernementaux armés par l'Etat turc contre le PKK.

# In Rare Trip, Syria's Assad Visits France

Compiled by Our Staff From Dispatches

PARIS — President Hafez Assad of Syria arrived in France on Thursday for his first official Western visit in 22 years.

It is a trip that could mean a higher profile for Europe in the Middle East peace process and for Syria on the world stage.

Mr. Assad's visit aims to pull Syria out of its diplomatic and economic isolation.

The visit comes two months after Damascus began negotiations for an association accord with the European Union.

President Jacques Chirac met President Assad on his arrival Thursday afternoon at Orly Airport, where the two leaders marched down a red carpet to martial music.

Mr. Assad was due to meet Mr. Chirac again Friday. He will be honored with an official banquet at the Elysees Palace on Thursday. (AP, Reuters)

## ■ Netanyahu Hails Assad Visit

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel called President Assad "serious" on Thursday and hailed his visit to France, Reuters reported from Jerusalem.

"We think it's a good thing," he said.



Gerard bouet/Reuters

President Chirac welcoming President Assad to France on Thursday.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JULY 17, 1998

# Israeli Sold Out to Iran

## Businessman Sentenced for Selling Gas Matériel

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEL AVIV — An Israeli businessman was sentenced to 16 years in prison Thursday for selling poison gas equipment to Iran in a case of treason and intrigue that has gripped Israel.

The three-judge Tel Aviv District Court panel wrote in its sentence that the crime of Nahum Manbar, 52, was among the worst security offenses in the annals of Israeli criminal history.

The judges wrote, "How did the accused plunge to the lowest depths by selling raw materials for chemical warfare and the knowledge and equipment for the manufacture of nerve gas to a clear enemy state such as Iran?"

Judge Amnon Strashnov said the defendant, a former paratrooper, sacrificed Israeli security "on the altar of unfettered greed." He was convicted last month of aiding an enemy state, having supplied Iran with matériel for mustard

and nerve gas and equipment to build munitions plants for chemical warheads.

At the close of presentencing arguments Wednesday, Mr. Manbar presented himself as an Israeli patriot who had never intended to harm his country.

"Justice will come out," Mr. Manbar said before the sentencing. "It doesn't matter what happens today. Chemicals were not sold to Iran by me."

Prime Minister Benjamin Netanyahu praised the court's decision, saying:

"The court did the right thing. This was a very serious challenge to the national security. An Israeli citizen provided the matériel of death to an Iranian regime that is committed to our destruction."

Mrs. Francine Manbar, his wife, speaking to Israel Radio via telephone from her home in Switzerland, suggested that her husband was being used as a

scapegoat to cover up Israeli sales to Iran that violated a U.S. arms embargo.

"I ask myself why my husband was the only one accused," she told the radio. "Israel wasn't selling only humus and pita bread to Iran."

Mr. Manbar's lawyer, Amnon Zichroni, who has alleged that presiding Judge Strashnov was improperly influenced by Mr. Netanyahu, said the defense would appeal to the Supreme Court to declare a mistrial.

Yossi Melman, a journalist who covers the intelligence services for the Ha'aretz daily newspaper, said Mr. Manbar started out selling defensive equipment, such as gas masks and gas detectors, to Iran with the knowledge of the Israeli defense establishment in the early 1990s.

But at some point Mr. Manbar allegedly began selling chemicals that can be used both in agriculture and in making poison gas, Mr. Melman said. Mr. Manbar was warned by Israeli intelligence in late 1993 to stop those sales, Mr. Melman added. (Reuters, AP)

## **Mesut Yilmaz dépose devant une commission sur sa fortune personnelle**

ANKARA, 16 juil (AFP) - Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a déposé jeudi devant une commission d'enquête parlementaire formée dans le cadre d'une motion à son encontre sur l'origine de sa fortune personnelle.

"La commission poursuit un travail méticuleux sur ma fortune, je m'en réjouis (...) Je m'étais déjà déclaré prêt à répondre à toutes les questions à ce sujet", a déclaré M. Yilmaz à la presse, après avoir répondu aux questions sur l'origine de ses biens, qui, selon l'opposition, est inconnue.

Cette commission avait été mis en place après l'adoption d'une motion en ce sens à l'assemblée générale en mai.

M. Yilmaz fait déjà l'objet de deux autres enquêtes pour "abus de pouvoir" lors de l'appel d'offres public pour la construction d'un second aéroport à Istanbul et de corruption dans une affaire de vente de terrains publics à des promoteurs privés, dans les environs d'Istanbul.

Si reconnu coupable dans l'une ou l'autre de ces enquêtes, M. Yilmaz pourrait être traduit devant la Cour constitutionnelle.

Le Premier ministre fait par ailleurs l'objet d'une motion de censure, déposée par l'opposition, qui sera débattu lundi à l'assemblée nationale.

Cette motion ne menace pas, cependant, l'avenir du gouvernement de coalition tripartite dirigée par M. Yilmaz depuis juin 1997, selon les analystes politiques.

Son adoption nécessite les voix de 276 des 550 députés, soit la majorité absolue au parlement, et le nombre total des députés de l'opposition reste en dessous de ce chiffre décisif.

---

## **Une commission recommande la levée de l'immunité d'un ex-président du parlement**

Ven 17 Jui 98 - 10h24 GMT

ANKARA, 17 juil (AFP) - La commission parlementaire de la justice a recommandé vendredi la levée de l'immunité parlementaire d'un ancien président du parlement turc, Mustafa Kalemli, accusé de corruption pour la manière dont il avait mené la modernisation du siège de l'assemblée nationale.

Cette décision a été prise à la suite de la demande formulée en ce sens par un procureur pour pouvoir poursuivre la procédure judiciaire à l'encontre de M. Kalemli.

L'ancien président de l'assemblée turque (de janvier 1996 à octobre 1997) est passible de trois ans de prison dans le cadre de cette affaire. Il nie toutes les accusations portées contre lui.

13 fonctionnaires du parlement sont impliqués dans l'affaire, également soupçonnés de corruption.

La presse turque avait accusé M. Kalemli, député et ex-ministre du Parti de la Mère Patrie (Anap, droite) du Premier ministre Mesut Yilmaz, d'irrégularités lors de la modernisation du siège du parlement.

Deux sociétés chargées des constructions, notamment de l'installation de nouveaux sièges pour les députés, ont reçu des sommes "exorbitantes", sans rapport avec un coût normal pour ce genre de travail, de la présidence du parlement, avaient écrit les journaux turcs.

La décision de la commission parlementaire doit encore être approuvée en séance plénière de l'assemblée générale pour qu'elle soit effective, permettant ainsi de traduire M. Kalemli en justice.

## **Un procureur demande 23 ans de prison pour les agresseurs d'Akin Birdal**

ANKARA, 16 juil (AFP) - Un procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a requis jeudi des peines d'au moins 23 ans de prison pour les agresseurs d'Akin Birdal, président de l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD), blessé le 12 mai dernier dans une tentative d'assassinat, a-t-on appris de source judiciaire.

Unal Haney demande cette peine de prison contre les deux agresseurs d'Akin Birdal et leurs complices pour "tentative d'homicide à motif politique" et "appartenance à une organisation clandestine", selon cette source.

Le procès des accusés débutera en septembre, après les vacances judiciaires.

Akin Birdal, 50 ans, avait été grièvement blessé par balles par deux hommes dans son bureau au siège de l'IHD à Ankara. Les deux agresseurs, ainsi que quatre comparses dont un sergent de la gendarmerie, avaient été arrêtés quelques jours après, en possession de deux pistolets qui, selon le rapport balistique de la police, avaient été utilisés lors de l'attaque.

M. Birdal avait aisément identifié ses deux agresseurs qui avaient ensuite avoué leur crime. M. Birdal qui est sorti de l'hôpital une vingtaine de jours après l'attaque, est toujours en période de convalescence.

M. Haney indique par ailleurs dans son réquisitoire que les agresseurs sont membres d'une organisation d'extrême-droite illégale, la Brigade turque de la Vengeance (TIT) et ont reçu l'ordre de tuer M. Birdal par Mahmut Yildirim, alias "Yesil" (vert), un ancien militant ultra-nationaliste, considéré comme l'élément-clé d'un gang au sein de l'Etat dont l'existence avait été révélée par l'affaire dite "de Susurluk".

Celle-ci, un énorme scandale qui avait éclaté fortuitement en novembre 1996 à cause d'un accident de la route survenu près de la localité de Susurluk (ouest), avait révélé l'existence de liens occultes entre des éléments de la police, de la classe politique et d'une certaine pègre liée aux milieux d'extrême-droite. Ce scandale ne cesse d'occuper les médias depuis.

Recherché depuis plus d'un an, "Yesil" avait été un moment considéré comme mort.

---

## **Verdict cassé dans le procès d'un journaliste mort en détention**

Ven 17 Jul 98 - 07h11 GMT

ANKARA, 17 juil (AFP) - La Cour de cassation turque a cassé vendredi pour "vice de procédure" le verdict prononcé en mars dernier contre cinq policiers accusés du meurtre du journaliste turc, Metin Goktepe, alors qu'il était en garde à vue, a rapporté l'agence Anatolie.

La Cour de cassation a justifié sa décision par le "manque d'un approfondissement" de l'enquête et la "non-audition" de certains témoins réclamés par les avocats du journaliste, selon la même source.

Cinq policiers accusés du meurtre de Metin Goktepe avaient été condamnés le 19 mars dernier à sept ans et demi de prison par la Cour d'assises d'Afyon (ouest) pour homicide involontaire.

Six autres policiers également accusés dans la même affaire avaient été acquittés, pour insuffisance de preuves.

Journaliste de l'ex-quotidien de gauche Evrensel, Metin Goktepe, 27 ans, avait été battu à mort par un groupe de policiers, selon des témoins, après son arrestation le 8 janvier 1996 à Istanbul alors qu'il couvrait les obsèques de deux détenus, tués lors de la répression d'une mutinerie dans une prison de la ville.

---

(98/C 223/109)

**QUESTION ÉCRITE P-0024/98****posée par Mihail Papayannakis (GUE/NGL) à la Commission***(15 janvier 1998)***Objet:** Problème kurde et Union européenne

Devant l'exode massif des Kurdes dernièrement constaté en Europe, quelles orientations la Commission compte-t-elle donner à ses programmes afin d'offrir des garanties et une aide substantielle aux Kurdes qui se trouvent sur le territoire d'États membres de l'Union européenne, et notamment — compte tenu du fait qu'ils représentent une minorité culturelle et linguistique officiellement reconnue — à ceux qui ont le statut de réfugiés politiques?

**Réponse donnée par M<sup>me</sup> Gradin au nom de la Commission***(9 février 1998)*

Dans ses conclusions, le Conseil européen de Luxembourg a fait une référence à l'afflux massif d'immigrants, notamment en provenance de l'Irak (<sup>1</sup>). Le Conseil a été chargé d'élaborer un plan d'action qui abordera également les causes de l'afflux de personnes, dont l'aspect humanitaire et le respect des droits de l'homme fait partie intégrante. Le plan a établi les mesures à prendre dans le cadre des relations extérieures de l'Union et comportera également un volet «Justice et Affaires intérieures» abordant notamment les dimensions asile et immigration. La Commission, pour sa part, a participé activement à la préparation du plan d'action, ainsi qu'elle le fera pour son application.

Concernant les kurdes qui sont demandeurs d'asile, la Commission rappelle qu'en 1997 pour la première fois elle mis en œuvre une ligne budgétaire (B5-803) visant à l'amélioration des conditions d'accueil des demandeurs d'asile et des personnes déplacées qui se trouvent sur le territoire des États membres. En 1997, des projets ont déjà été financés qui, sans viser tout particulièrement l'une ou l'autre nationalité des demandeurs d'asile, sont d'utilité aussi dans le cas d'espèce. Cette ligne budgétaire a été confirmée dans le budget pour l'année 1998.

En ce qui concerne les kurdes ayant le statut de réfugiés, la Commission a mis en œuvre en 1997, pour la première fois, la ligne budgétaire B3-4113 visant l'intégration des réfugiés. Dans ce cadre, 62 projets ont reçu un co-financement dont la plupart vise l'ensemble des réfugiés se trouvant dans l'Union (projets au niveau européen), ou dans un état ou une région donnés (projets pilotes). Conformément aux orientations de mise en œuvre de la Commission, une certaine priorité a toutefois été donnée aux projets portant «une attention particulière à la situation des États membres qui ont accueilli un nombre proportionnellement élevé de réfugiés et/ou dont la population réfugiée connaît une augmentation proportionnellement élevée». C'est dans ce contexte général que certains projets retenus visent plus particulièrement l'intégration des réfugiés kurdes, y inclus un projet soumis par la communauté kurde en Allemagne. La ligne budgétaire en question a été confirmée dans le budget pour l'année 1998, et la Commission a l'intention de continuer à donner priorité aux projets visant l'intégration des réfugiés dans les États membres ou les régions où leur nombre s'est accru de manière significative.

(<sup>1</sup>) Point 64 des Conclusions du Conseil Européen.

(98/C 223/129)

**QUESTION ÉCRITE E-0071/98****posée par Alexandros Alavanos (GUE/NGL) au Conseil***(30 janvier 1998)***Objet:** Initiative internationale d'urgence concernant le problème kurde

Devant l'aggravation du phénomène de l'exode des Kurdes, au moins trois États membres de l'Union européenne (l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni) ont explicitement déclaré que la cause essentielle du problème résidait dans le non-respect des droits civiques, politiques et humains des Kurdes. Le fait que la France ait accepté la proposition italienne concernant une initiative internationale d'urgence pour résoudre le problème kurde en Turquie et dans le nord de l'Irak laisse espérer que les droits du peuple kurde seront désormais plus activement défendus.

Comment la présidence britannique compte-t-elle donner suite sans délai à la demande d'initiative internationale d'urgence? Prendra-t-on l'initiative d'envoyer des observateurs internationaux dans le nord-est de la Turquie et dans le nord de l'Irak, en veillant à ce que les journalistes puissent librement accéder à ces régions?

Réponse

(11 mai 1998)

Les raisons de l'afflux de migrants en provenance de la Turquie ou passant par ce pays sont complexes: une analyse plus approfondie s'impose donc. Pour ce qui est de l'Iraq, il semblerait que la migration soit provoquée par la conjonction de facteurs d'ordre politique et économique: la rivalité qui existe de longue date entre les deux principaux partis kurdes du nord de l'Iraq, les opérations transfrontières menées par les forces armées turques contre le PKK, la précarité économique et la politique répressive de Saddam Hussein. Dans le cas de l'immigration en provenance de Turquie, le conflit qui sévit depuis longtemps dans le sud-est de la Turquie entre les forces de sécurité turques et le PKK a entraîné le déplacement massif de populations rurales et a plongé l'économie régionale dans le marasme. Un nombre croissant de migrants en provenance de la Turquie ou passant par ce pays ne sont ni de nationalité turque ni de nationalité iraquienne, mais sont des ressortissants de pays tiers d'Asie ou d'Afrique.

Le Conseil est conscient que l'un des éléments clés de la solution au problème consiste dans l'instauration d'une coopération efficace avec le gouvernement turc. Une collaboration étroite avec le HCR est aussi essentielle. La présidence poursuit ces contacts activement.

Il convient de noter dans ce contexte que l'attitude de la Turquie à l'égard de la minorité kurde sera un élément déterminant de l'évolution future des relations entre l'UE et la Turquie.

Le Conseil «Affaires générales» du 30 mars a fait le point de la mise en œuvre générale du plan d'action en 46 points approuvé par le Conseil «Affaires générales» du 26 janvier 1998 pour faire face à ce problème et a conclu que, globalement, elle se poursuivait de manière satisfaisante. Le Conseil n'envisage pas d'envoyer des observateurs dans le sud-est de la Turquie ou dans le nord de l'Iraq, mais il dispose des renseignements recueillis lors de visites d'information effectuées par des représentants des États membres dans la région.



Friday July 17 1998

World: Europe

Call to recognise Turkish Kurds



There are around 10 million Kurds in Turkey

The leader of the opposition Islamist party in Turkey has called for the ethnic identity of the country's estimated 10 million Kurds to be officially recognised.

The semi-official Anatolia news agency quoted the leader of the Virtue party, Recai Kutan, as saying that ethnic identities enrich Turkey.

But Mr Kutan said his party - the largest in parliament - opposed Kurdish separatism.

His remarks came as fighting continued between Turkish security forces and a separatist Kurdish movement in southeast Turkey.

Turkey has frequently been criticised by its western allies for refusing to grant minority rights to the Kurds, and for some of its security operations against Kurdish separatist guerrillas.

More than 30,000 people have been killed since the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) launched its armed campaign in 1984 for a Kurdish homeland in an area bordering Iran, Iraq and Syria.

Discrimination denied

The Turkish Government denies that the Kurds are discriminated against.

Under the Lausanne Treaty of 1923, which set the basis of the modern Turkish republic, Kurds - among other Muslim groups - are not considered a minority.

The Kurdish language is spoken freely but radio and television broadcasts and education in Kurdish are banned under the constitution because Turkey's official language is Turkish.

Government officials say nearly one fifth of members of the Turkish parliament, including parliament speaker Hikmet Cetin, are of Kurdish origin throughout the North. This year's anniversary comes at a time when relations between Greek and Turkish Cypriots have frozen.

The Turkish Cypriot leader, Rauf Denktaş, made it clear on Sunday that this is not a time for healing. Bad memories, he said, will not be forgotten.

The Turkish Cypriots claimed that they faced comprehensive discrimination after Cyprus gained its independence in 1960, and that Greek Cypriot extremists seeking a union with Greece carried out a series of massacres.



Greek Cypriots' purchase of Russian missiles has raised tensions

The Greek Cypriots make similar claims about the Turkish military intervention in 1974, and the legacy of bitterness on both sides is strong.

The Turkish Cypriots now say they will not resume talks with the Greek Cypriots until there is an acknowledgement that two separate states exist on the island.

International attention has been focused on Cyprus again recently, because the Greek Cypriot Government is taking delivery of anti-aircraft missiles from Russia later this year. Turkey says the missiles pose an unacceptable threat to its security and has threatened retaliation.

The dispute has fueled tensions on the island and international mediators have made little headway in forging a compromise between the two sides.

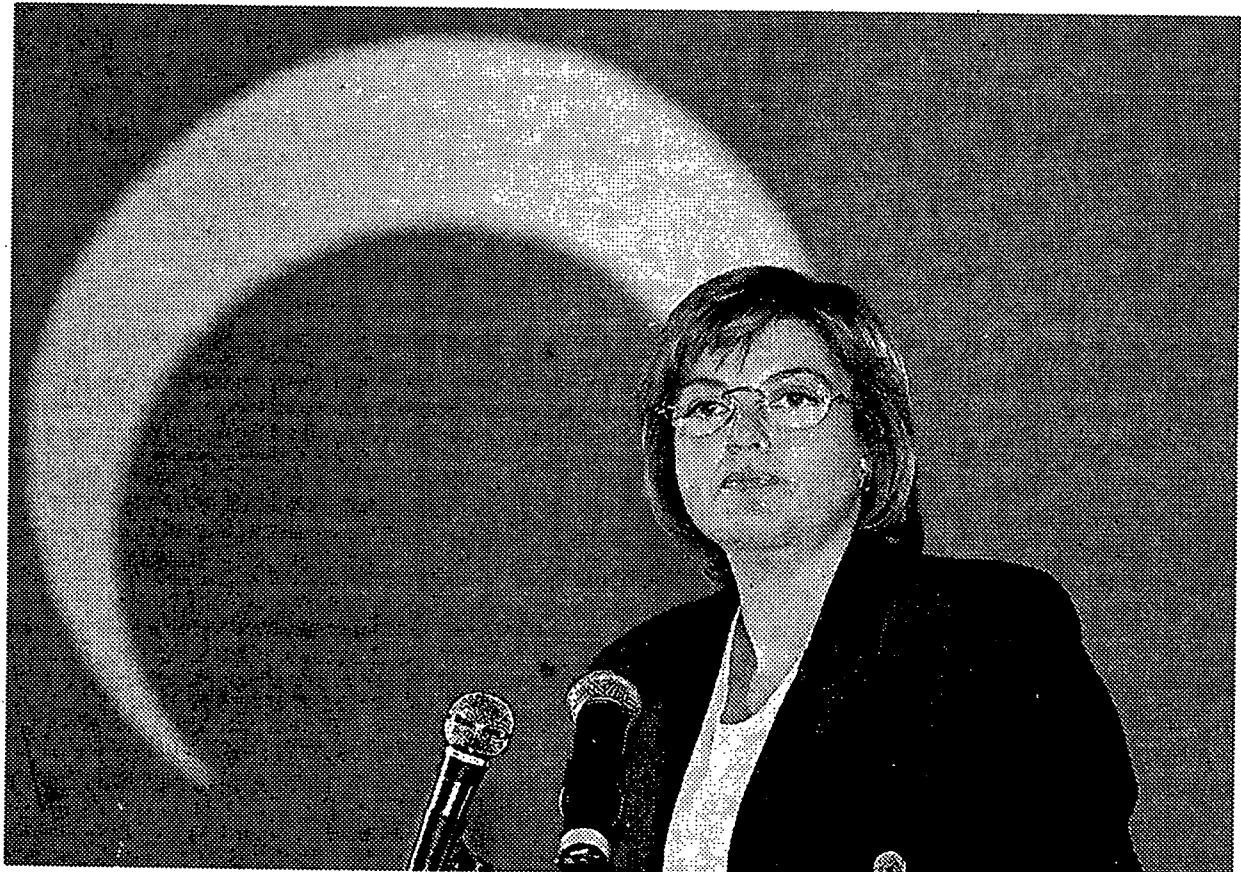
vendredi 17 juillet 1998, 13h07 heure de Paris

## Turquie: RSF veut un procès équitable pour les assassins du journaliste Metin Goektepe

PARIS (AP) -- L'Association Reporters sans frontières s'est félicitée de ce que la Cour de cassation turque ait cassé vendredi le verdict du procès des cinq policiers ayant tué le journaliste Metin Goektepe. Un nouveau procès doit avoir lieu et la cour a ordonné par ailleurs que la totalité des 11 policiers mis en cause soient rejugés.

Journaliste au quotidien d'extrême-gauche "Evrensel", Metin Goektepe a été battu à mort par la police le 9 janvier 1996 à Istanbul, alors qu'il couvrait les obsèques de deux détenus tués lors d'une mutinerie dans une prison stambouliote.

Le 19 mars dernier, cinq des onze policiers en cause étaient condamnés à sept ans et demi de prison pour homicide involontaire. Un verdict "inique et inacceptable" pour RSF, qui s'est félicité vendredi de la décision de la Cour de cassation et qui a réclamé un nouveau procès "juste et équitable".



Murad Sezer/The Associated Press

**UNDER FIRE** — Tansu Ciller, head of the True Path Party and a former Turkish prime minister, answering questions from the press Friday in Istanbul. The Finance Ministry has accused her of illegally transferring \$925,000 to the United States in 1993 and, since 1991, evading \$1.6 million in taxes.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JULY 18-19, 1998



# U.S. to Punish Russians For Missile Aid to Iran

## 9 Groups Face Sanctions as Moscow Opens Probe

By Steven Erlanger  
New York Times Service

WASHINGTON — The Clinton administration says it will impose trade sanctions on nine Russian companies and institutions that have been helping Iran with missile development program.

The action came as the Russian government announced an investigation into the nine enterprises for violating new export control laws worked out in cooperation with the United States.

The trade sanctions would be the first imposed by the United States on Russian companies helping Iran, though American assistance to seven of the nine companies had already been suspended.

The Russian assistance to Iran was largely in the form of research grants and scientific partnership programs originally designed to keep former Soviet scientists working after the collapse of the Soviet Union and to make sure they would not emigrate to help countries like Iran with weapons programs.

The Washington announcement was timed to head off a congressional effort to override President Bill Clinton's veto of a bill that would impose sanctions on any company believed — but not proven — to be aiding Iran's missile, nuclear or chemical weapons programs.

The House put off its vote on overriding the Clinton veto, which was scheduled for Wednesday. While the House is expected to vote to override, officials say they are working to sustain the veto in the Senate.

The bill, the Iran Missile-Proliferation Sanctions Act, was passed overwhelmingly by both houses and would affect Russian and Chinese companies the hardest. It was strongly supported by the pro-Israel lobby, the America Israel Public Affairs Committee.

Mr. Clinton vetoed the bill for numerous reasons, officials say. First, they feared it would create a nationalist backlash in Russia and make it harder to win Moscow's cooperation on halting these exports.

Second, the bill calls for sanctions on the basis of "credible evidence," a low threshold of proof, and allows the president to waive the sanctions only for reasons of national security, a high threshold for waiver.

James Rubin, the State Department spokesman, said: "The standard of evidence is far too low. We constantly see evidence that is credible but just turns out to be wrong. That's not a serious way to do business in the international community."

Another senior official said the main issue was the need for Russian and Chinese cooperation to stop dangerous exports.

"We can impose a few sanctions and show our outrage and feel better, but in reality, that's often symbolic," the official said. "The real way you get to the heart of the problem is through the creation and effective enforcement of Russian controls, and you put that at risk with a confrontational sanctions route."

Vice President Al Gore, who is about to travel to Moscow, praised the Russian decision to investigate the companies as an "encouraging step forward."

The vice president has been frustrated by the Russian help to Iran, because he has also had to be responsive to Israeli concerns about the danger posed by the Iranian nuclear, chemical and missile programs.

"We will continue to work closely with the Russian government at every level to close off exports of dangerous, destabilizing weapons technology," he said. "This includes imposing trade restrictions and suspending U.S. government programs or assistance to entities under investigation."

The restrictions will include bans on exports and imports and financial transactions, the officials said, which are more sweeping penalties than those called for under the vetoed bill.

The bill calls for a ban on the export to Russian companies helping Iran's missile program of specific commodities on the American munitions list or the Commerce Department's list of items that can have military use.

Targets of the investigation were identified by the White House as the INOR scientific center, the Grafit and Ployus research institutes, the Tikhomirov institute, Glavkosmos, the Kominern plant in Novosibirsk, the MOSO company, Baltic State Technical University and Europalace 2000.

## Ataturk Film Assailed

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

NEW YORK — Debate over the political legacy of Mustafa Kemal Ataturk, the founder of modern Turkey, has upset plans for a film about him that was to have starred Antonio Banderas.

After an intense letter-writing campaign led by Greek-Americans, Banderas withdrew from the project. His agent, Lisa Baum, said he wanted to devote his full energy to another project, "The Phantom of the Opera." Producers of the Ataturk film, however, say Banderas was reacting to pressure from Greek-Americans and others who consider Ataturk unworthy of favorable portrayal.

The figure behind the film is

Tarquin Olivier, 61, a son of Laurence Olivier. Olivier, a financier, hopes to begin a new phase of his career by producing the film, which he said would cost \$25 million exclusive of Banderas's salary.

Eager to keep Banderas in the film because much of the financing is contingent on his participation, Olivier plans to fly to Hollywood this week to meet with him.

"He has been very enthusiastic, but obviously he was very put off by these letters," Olivier said in an interview in New York. "Our contacts with people in the Greek community here tell us that this campaign only involves a small number of people. It's motivated by a feeling of hatred not only toward Ataturk but toward Turkey in

general. I'm very much hoping that we can make him see this, and that we don't get into a situation which undermines freedom of speech and freedom of the arts."

Notices of Banderas's intention to play Ataturk began appearing in Greek-American publications several weeks ago. One of them published a letter signed by "a member of the Greek community of N.Y." describing Ataturk as a "savage maniac" who was also "a child molester of both sexes, a mass murderer, a destroyer of Greek civilization and in general a disgrace to human civilization as we know it."

The announcements were accompanied by appeals to readers to send protest letters to Banderas and his wife, the actress Melanie Griffith. Olivier estimated that they might have received as many

as 1,000 letters.

The campaign has not been universally welcomed by Greek-Americans. An editorial in this week's edition of *The Greek American*, a weekly newspaper published on New York's Long Island, said it had caused many Greeks "to cringe in embarrassment."

"All-out demonization is not serious," the editorial

said. "The end result is to make us look like ethnic hysterics, with these groups' objections usually showing up our own chauvinism and narrow-mindedness more than anything else."

Efforts to make a film about Ataturk, an early 20th century military leader who won glory in battle and went on to forge a modern nation on the ruins of the Ottoman Empire, have a long history. Douglas Fairbanks Jr. and

Omar Sharif were among actors involved in such efforts at various times.

This time, however, the project is apparently falling victim to contemporary politics. Some Greek-Americans and Armenian-Americans fear that the film will be reverential, portraying Ataturk as a hero and ignoring what

---

**Antonio Banderas  
quit the project,  
reportedly after  
pressure from  
Greek-Americans.**

---

they consider his evil deeds. They fear that such a portrayal might lead to a warming of popular feeling toward Turkey, a historical rival of both Greece and Armenia.

Ataturk was responsible for pushing Greek forces from Anatolia after World War I, but then he pursued a peaceful policy toward Greece. His friendship with the Greek prime minister of the time, Eleftherios Venizelos, became so strong that Venizelos nominated him for the Nobel Peace Prize in 1934, praising him as "a great reformer" who made "a precious contribution to the cause of peace."

The script for the planned Ataturk film is by an American writer, Timothy Prager, and is based on a 1964 biography by Lord Kinross that is generally considered less than definitive but the best available. Bruce Beresford, whose films have included "Breaker Morant" and "Driving Miss Daisy," has agreed to direct.

Turkish government officials were wary of the idea for many years, fearing that any portrayal showing Ataturk as having human failings might undermine the veritable cult that has grown up around his memory. But Olivier and his Turkish-born wife, Zelfa, said they had won pledges of cooperation from President

Suleyman Demirel and Prime Minister Mesut Yilmaz. They said they had not shown the script to either one or to any other Turkish official.

As far as is known, the letter campaign was generated entirely within the United States. There is no indication of any involvement by government or private figures in either Greece or Armenia.

---

Jerusalem Post : 17 July 1998

## ENTANGLING ALLIANCES

Gerald M. Steinberg

For most of its fifty years, Israel has had an abundance of enemies, but few, if any, allies in the region. As a result of this isolation, it is hardly surprising that the relationship with Turkey is viewed as a major breakthrough. Since the early 1990s, many Israeli decision makers have embraced the links with Ankara with unencumbered enthusiasm. The joint military exercises, including Air Force training, arms sales, visits of high level officials, political consultations and cooperation are indications of the strength of this new alliance between two central non-Arab states in the region. Europe's rejection of Turkey's application for membership in the European Union, and the one-sided European policies with respect to Israel, provide another common factor in this alliance.

At first, Israeli officials involved in these activities gave them little publicity, in order to avoid political complications, particularly during a period of growing Islamic power in Turkey. Nevertheless, the details were gradually revealed by the Turks, and the high level visits of ministers and military officials were highlighted in the Turkish press. As a result, the alliance between Jerusalem and Ankara is out of the closet.

However, in international relations, as in economics, there are no free lunches or alliances. Over 200 years ago, in his farewell address to the American people, George Washington warned the new state against forming "entangling alliances" with the European powers. While such alliances provide important additional security and reduce isolation, they also involve states in the conflicts of their allies.

In addition to the areas of common concern, such as Syria and Iraq, Turkey is entangled in intense conflicts with Greece (particularly over Cyprus), and with Kurdish terrorist groups. Beyond the intense cooperation with Israel in other areas, some policy makers and political leaders in Turkey seem to expect Israeli assistance in these conflicts. More importantly, the Greeks and Greek Cypriots are quick to see Israeli involvement in all Turkish military actions.

The most blatant example of the complications of such alliance relations concerns the sale of Russian S-300 air defense missiles to the government of

Cyprus, which is supported by the Greek government. The planned sale (another example of Russian meddling in troubled waters) has exacerbated the tension between Greece and Turkey, and led to military exercises and a sense of crises. The two governments have clashed repeatedly over this divided island, most recently in 1974, when Turkey intervened militarily to prevent the forced union of Cyprus with Greece following a coup in Nicosia.

In this atmosphere, a prominent Turkish newspaper reported that Israel was helping Turkish F-16 pilots practice attacks and prepare to destroy the new anti-aircraft systems when they are delivered to Cyprus. Although this claim was immediately denied by the Israeli and Turkish governments, the Greeks (with Russian support) can be expected to repeat the charges and blame Israel if Turkey does attack these weapons. Thus, there is a potential that at least politically, Israel could be dragged into a conflict that is none of its business, and in which Israeli interests will be harmed, regardless of the outcome.

In some of the enthusiasm for increasing the intensity of the alliance with Turkey, simplistic and one-dimensional evaluations of this relationship do not serve Israeli interests. (Similarly, Turkish analysts and decision makers are aware of the costs of their relationship with Israel, in terms of relations with the Arab states.) This does not mean that this cooperative relationship is a mistake -- rather, it should be seen realistically as an alliance of interests and a sharing of resources. In addition to the common regional objectives, the two countries also face different threats and each has its own specific interests, and so caution should be exercised.

These conditions are not unique to the relationship between Israel and Turkey. The growing links between India and Israel, while generally a positive development for both, also present some complications and challenges. The nuances must be framed carefully, in both New Delhi and Jerusalem, particularly following India's recent decision to become an overt nuclear power. Some prominent Indian analysts have argued that Israel and India also share a common threat from radical Islam. However, just as India maintains its support for the Palestinians and strong links to the major Arab states, including Egypt, it is important that Israel avoid becoming entangled in the nationalist politics of the ruling BJP Party in India. In some areas, Israeli policies are very different from those of India, and Israel must maintain and promote its own national objectives, even when nurturing the relationship with a very important and powerful player in South Asia.

States do not have friends, but only interests. Wise statesmen are able to balance these interests, to avoid emotional responses and romantic approaches to international and regional relations. Alliances and cooperation are important to any state, and should be supported. At the same time, the limits and potential complications of such alliances should not be ignored. Israel still faces enough threats from its own neighbors and does not need to become entangled in the conflicts of its allies.

## **Saddam Suggests UN Sanctions Will 'Erode' Over Time**

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,  
JULY 18-19, 1998

By Barbara Crossette  
*New York Times Service*

UNITED NATIONS, New York — In the first public hint that Iraq's hopes for an early lifting of sanctions have been set back by discoveries of nerve gas in Iraqi warheads, President Saddam Hussein said in a speech Friday that

the embargo was more likely to crumble over time.

United Nations officials who meet regularly in Baghdad with Iraqis to discuss a range of issues from weapons to relief and reconstruction programs said this week that they had begun to get similar signals from the Iraqis.

The Baghdad govern-

ment's hopes for an end to the sanctions were set back when it was disclosed at the United Nations in June that traces of the lethal nerve gas VX had been found in Iraqi shell fragments unearthed by UN weapons inspectors.

"The blockade will not be lifted by unanimous Security Council resolution, as inten-

ded when it was first imposed," Mr. Saddam said in a televised address to the nation marking the 30th anniversary of the revolution that eventually brought him to power.

"Rather, it will erode." But he added that he hoped the erosion would be swift.

"This year, and in the time that follows, God willing,

will be the virtual erosion of the blockade," he said, in a speech considerably less bellicose than usual.

But officials at the United Nations do not rule out a renewed crisis with Iraq in October, when the Security Council will meet to make a formal decision on the future of Iraqi sanctions.

A new showdown with Iraq would be a blow to the UN secretary-general, Kofi Annan, who staked his reputation on a pact he concluded with Mr. Saddam in February in which the Iraqis agreed not to block

further weapons inspections, as they did last fall and winter.

On Friday, Mr. Saddam left open the possibility of new threatening measures, which he did not describe, if the embargo on oil sales was not removed. This spring, Iraq sent a letter to the Security Council warning of grave consequences if the embargo were not lifted then. The sanctions are reviewed every six months.

But since June, after Richard Butler, the executive chairman of the United Nations Special Commission,

which is charged with eliminating Iraq's weapons of mass destruction, told the Security Council about the findings of nerve gas, Mr. Saddam has not made any threats to defy inspectors.

Mr. Butler is due to return to Iraq in August for more talks with the Iraqis, who have been given a list of tasks to accomplish if they want to see a lifting of sanctions, imposed after the 1990 Iraqi invasion of Kuwait.

After a trip to Iraq in June, however, Mr. Butler was not very optimistic about making

fast progress on his "road map" to the end of the disarmament phase of his work and a shift to long-term monitoring. During those talks, Iraqi leaders refused to discuss VX gas and told him that he would get no more files on the Iraqi biological weapons program, which many experts consider a continuing danger.

Iraq, which first denied having biological weapons, now insists it destroyed them all, but refuses to provide needed evidence.

## Ciller says regrets Kurdish party ban

Istanbul - Reuters

True Path Party (DYP) chairwoman Tansu Ciller said on Friday she regretted a court ban on a Kurdish party and the jailing of Kurdish MPs which happened while she was in power. "This was a major deficiency, I now recognise," Ciller, an opposition leader, told reporters over breakfast. Ciller, Turkey's first woman prime minister, had campaigned for the outlawing of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) after she came to power in 1993. The Constitutional Court dissolved the party in 1994 and another court jailed six DEP deputies for separatism in a case that angered Turkey's human rights critics abroad. Four of the deputies, including this year's Nobel Peace Prize nominee Leyla Zana, are still serving 15-year prison terms. Ciller said she regretted that authorities had put what they regarded as the interests of the centralist Turkish state over individual rights in the DEP issue. "What should have been done is to have given priority to the rights of the individual," she said. Ciller, head of the opposition True Path Party (DYP), was in Istanbul to unveil a "Second Democracy" package, a framework for widescale economic and political liberalisation measures. "We have never had democracy in the proper sense of the word," she said, calling for a re-written constitution that would remove the army from Turkish politics. The generals last year forced from office an Islamist-led government in which Ciller was the junior coalition partner. She currently faces a parliamentary inquiry into corruption charges supported by Prime Minister Mesut Yilmaz, a bitter rival.



18 July, 1998, Copyright © Turkish Daily News

## Turkey not expected to sign UN criminal court document

SIBEL UTKU

Ankara- Turkey was not expected to sign a final draft statute of the proposed United Nations International Criminal Court (ICC), of which the area of jurisdiction has become the center of heated debate at a conference in Rome, scheduled to end on Saturday morning, Turkish diplomatic sources in Italy have said.

Intense discussions over the scope of authority of the planned ICC, which will try genocide, crimes against humanity and war crimes, led to sharp divisions between United Nations members. A group of 60 countries, dubbed "the like-minded," opposed a U.S. proposal which would allow states to exempt themselves from the jurisdiction of the Court.

Turkish diplomatic sources in Rome told the Turkish Daily News that Turkey was not among the 60

"like-minded" and its position on the issue was closer to that of the United States, who demand that a national should not be tried without the consent of his country.

"There is no clear prospect of consensus... Turkey has adopted a compromising stance but it will not sign any document here. Any draft to be endorsed will be submitted to the government before Turkey decides whether or not it will be signed," a high-level diplomat said.

He also noted that the Turkish delegation at the conference, headed by Mehmet Guney, lobbied hard to include terrorism in the war crimes classification but could not generate enough support. Turkey's move, an apparent attempt to lay the ground for international sanctions against the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), reportedly received the most support from India, who has similar concerns regarding Kashmir.

The source also indicated that Turkey would participate only in a symbolic signing ceremony on Saturday morning. This signing would include the minutes of the conference, though it would bear no relation to the countries' position on the draft statute of the ICC.

The Turkish Foreign Ministry was reluctant to comment on the issue before the final act of the conference is outlined. However, spokesman Sermet Atacanli asserted that Turkey was in favor of the Court's foundation. He noted that Turkey had been actively participating in the preliminary work on its establishment since 1990, when the first steps were taken to incorporate its principle.

## Le président syrien craint qu'Israël ne « brûle le processus de paix »

Hafez El Assad est demeuré évasif sur l'affaire Aloïs Brunner

Le processus de paix israélo-arabe a été au centre des entretiens que le président syrien Hafez El Assad a eus, jeudi 16 juillet à Paris, avec

Jacques Chirac. Le président syrien a rejeté sur Israël l'entière responsabilité de l'impasse du processus de paix et invité l'Europe à joindre ses

efforts à ceux des Etats-Unis pour y remédier. La possible présence en Syrie du criminel nazi Aloïs Brunner a été évoquée.

ISRAËL en a pris pour son grade, jeudi 16 juillet, dans les propos émis par le président syrien, Hafez El Assad, lors du dîner offert en son honneur par Jacques Chirac. « Le processus de paix est réduit à zéro », a déclaré M. El Assad, accusant le gouvernement de Benyamin Nétanyahou d'avoir renié les engagements de ses prédécesseurs travaillistes.

« C'est comme si les Etats négocient avec des individus et des parties dont les engagements partent avec eux », a dit le chef de l'Etat syrien, qui a toujours affirmé qu'il avait obtenu de l'ancien premier ministre israélien, Itzhak Rabin, l'engagement d'évacuer la totalité du Golan et qu'il ne restait plus qu'à en négocier les modalités. Le gouvernement actuel, a dit, jeudi, M. El Assad, « a refusé la référence juridique du processus de paix », lui a substitué le principe de « la sécurité pour Israël » seul, refuse d'évacuer le plateau du Golan et le Liban sud occupés, et continue de créer des colonies de peuplement, de judaïser Jérusalem. En bref, Israël adopte « une position qui pourrait brûler le processus de paix ».

« Vu le lien qui existe entre le Moyen-Orient et l'Europe et les inté-

rêts communs multiples », l'Europe a un rôle « important » à jouer pour aboutir à une « solution juste » du conflit israélo-arabe. « Je ne vois pas d'opposition entre le rôle européen et les efforts qu'ont déployés et déploient les Etats-Unis », a-t-il dit.

M. Chirac a déploré que, « malgré l'ardente nécessité d'avancer » vers la paix au Proche-Orient et « malgré les engagements pris » de part et d'autre, on en soit « à ce point où le chemin semble s'arrêter ». Il a rappelé - ce qui ne pouvait que contenter - que la paix devait être fondée sur « le principe de l'échange de la terre contre la paix ».

Mais le président français a aussi fait remarquer à son hôte que l'un des fondements de la paix était l'échange de « la terre contre la sécurité pleine et entière d'Israël, la terre en échange de frontières sûres et reconnues », une paix « qui garantisse à chacun ses droits [et] son existence ».

### RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Et, comme il n'est jamais bon de parler d'un passé, pourtant tout récent, qui fâche, les deux présidents ont appelé à la rescousse les

aspects les plus heureux de l'histoire. M. El Assad a rappelé que la Méditerranée a toujours « constitué un trait d'union » entre la France et la Syrie. M. Chirac a invoqué le général de Gaulle, qui « comptait, a-t-il dit, sur l'alliance de la Syrie et de la France ». Lors de l'entretien en tête-à-tête de deux heures trente qui a précédé le dîner, M. Chirac avait néanmoins évoqué avec son hôte le respect des droits de l'homme, saluant les récentes libérations de prisonniers politiques et l'encourageant à continuer sur cette voie. Il a aussi rappelé à son hôte combien il était attaché à un Liban « uni, libre et souverain sur tout son territoire ».

Evoquant le criminel nazi Aloïs Brunner, M. Chirac a également rappelé au chef de l'Etat syrien que la France attendait une réponse de son pays à la commission rogatoire émise par la justice française. Le président syrien n'a pas donné de « réponse précise », selon la porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna.

Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté dans le quartier de l'ambassade de Syrie pour dénoncer l'asile que Damas accorde, selon elles, à Aloïs Brunner. Des

membres de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, présidée par l'avocat Serge Klarsfeld, portaient des photos d'enfants juifs déportés sous l'Occupation. Pour M. Klarsfeld, Brunner a vécu et « vit probablement encore » en Syrie.

M. El Assad avait, vendredi, une nouvelle rencontre avec le président Chirac, avant un entretien, suivi d'un déjeuner de travail, avec le premier ministre, Lionel Jospin. A Washington, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a affirmé que les Etats-Unis souhaitent savoir si M. El Assad avait de « nouvelles vues » sur le processus de paix qui pourraient leur « être utiles ».

Mouna Naïm

LE MONDE

18 JUILLET 1998

# In Iran, an Evolution Amid Muted Applause

By Elaine Sciolino  
New York Times Service

TEHRAN — In early July, just as Iranian officials were about to set ablaze more than 100,000 pounds of seized drugs as part of a much publicized anti-drug spectacle, a small group in the audience began clapping and whistling when President Mohammed Khatami stepped up to the lectern.

In some quarters in Iran, clapping and whistling are considered un-Islamic behavior, an alien import from the West.

So a rival group tried to drown out the sounds with salutes to the prophet Mohammed and his descendants.

As the clapping and whistling and saluting grew louder, tempers grew shorter and fists started flying. And in full view of the president, visiting UN officials, the diplomatic corps and thousands of guests, security forces had to drag away the rowdiest participants.

This is the fledgling "civil society" of Iran where almost two decades after the 1979 Islamic revolution, religious strictures still dominate and repression can be swift but where competing voices increasingly are heard.

In August, it will be one year since Mr. Khatami assumed the presidency, rolling into office in an upset victory on a ticket that promised the rule of law, expanded freedoms and the creation of a social and political environment that would make people believe — as they did in the early years of the revolution — that they had a stake in their country's future.

Since then, Mr. Khatami has transformed the public debate over basic political issues, lifted restrictions on publishing, filmmaking and the news media, solidified relations with the Gulf Arabs and the Europeans and reached out — though only rhetorically — to the United States.

But Mr. Khatami, a cleric who proclaims fidelity to Iran's Islamic constitution, finds himself fighting battles with political and religious enemies to keep his programs alive and his allies in office.

Under the constitution, the spiritual leader of Iran, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, controls the armed forces, the security and intelligence services, radio and television and the judiciary.

Mr. Khatami is also struggling to satisfy a population whose per-capita income is about one-third of what it was two decades ago under the monarchy that preceded the Islamic Revolution. This comes at a time when the dramatic decline in the price of oil — which accounts for 85 percent of Iran's hard-currency earnings — and the paucity of foreign investment have blocked any meaningful economic expansion.

Even Mr. Khatami's closest aides openly acknowledge the problems.

"Many of the levers of power are not in the hands of the president and since his rivals had a bitter defeat when he was elected and are holding some of the most powerful positions, they're not giving him any help," Mohammed Ali Abtahi, Mr. Khatami's closest personal adviser, said in an interview.

"Compounding the problem is that many of the 20 million people who voted for him don't understand his limitations and are demanding speed and action. Some of them don't even believe in religion or the constitution. So we're caught between fascism and anarchy."

In contrast to earlier times when many political battles were fought in secret, tensions in the system now play out much more openly.

The recently completed court hearings in the graft trial of the mayor of Tehran, Gholam-Hossein Karbaschi, was televised in full — the first time a trial had been broadcast — and watched in restaurants, teahouses and airport lounges. Ordinary Iranians sat riveted to their television sets until 2 or 3 in the morning, exposed for the first time to a legal system in which the judge, who has yet to announce the verdict, is prosecutor and jury as well.

The parliamentary debate that ousted Interior Minister Abdullah Nouri in June was broadcast live on radio and later shown on television.

In this environment, social and political liberalization seems uneven.

Despite all the emphasis on the rule of law, Mohsen Saidzadeh, an outspoken midlevel cleric who has written and spoken extensively on the rights of women, was arrested at his home in early July.

In the preceding weeks, Mr. Saidzadeh had written articles opposing bills in the Parliament that would ban the publication of photos of unveiled women in the press and ban male doctors from treating female patients. Even more daring was an article he wrote declaring that laws that deprive women of their rights stem from incorrect interpretations of Islamic law. His wife was given no reason for his arrest.

The tension between the impulse to appear modern and the desire to remain faithful to ideals inherited from the revolution plays out in other ways.

Managers of Tehran's best hotels are industriously renovating for what they hope will be an invasion of American tourists. But certain rooms are still used occasionally for interrogating political prisoners.

Conservative clerics rail at the evils of "cultural invasion" from abroad. But even many religious families have bought satellite dishes (still officially

banned), a small Tehran hotel plays "Santa Claus Is Coming to Town" when callers are put on hold, and bootleg videos of "Titanic" sell for less than \$3 on the streets.

The political terrain is so transformed — at least on the surface — that some of the same people who took the most uncompromising stances during the early years of the revolution — confiscating private property and castigating politicians who preached tolerance — are now backing Mr. Khatami's line about the importance of the rule of law.

That metamorphosis from revolutionary purism to reform in the name of creating a civil society has been particularly dramatic for the founders of Jameah, the liveliest and boldest daily newspaper in Iran and one that is emblematic of the changes in intellectual life since the election of Mr. Khatami.

Mashallah Shams ol-Vaezin, the 40-year-old editor, served as the first editor of the rigidly Islamic daily Kayhan under the revolution. Mohsen Sazegara, the publisher, was a leading member of Iran's Revolutionary Guards.

Last February, after raising \$100,000 and taking out a bank loan, they began publishing Jameah in a white, California-style villa with an unused swimming pool and state-of-the-art computers.

The paper ran a three-part interview with Abbas Amir Entezam, a former official freed after serving 15 years in prison as an American spy, who talked about torture in the prison system and the need to separate religion from politics.

Jameah was the first to report a closed-door speech of the commander of the Revolutionary Guards in which he vowed to "cut the necks and tongues" of political opponents.

It regularly publishes front-page pictures — in color — that celebrate what it calls "the joy of life" — village women taking presents to neighbors, two women farmers smiling as they harvest wheat, a field of flowers in spring.

But in June a court revoked its license. What was particularly offensive to the authorities, Mr. Shams ol-Vaezin said, were photographs that were declared "immoral," a report that prisoners must pay four times the market price for eggs, a satirical column that made fun of various clerics and political figures, and the publication of the speech by the commander of the Revolutionary Guards.

The two men have appealed and have been allowed to continue publishing pending a final verdict. They have also been granted permits to publish under a different name.

"We are a test case of how much openness the government can tolerate," Mr. Shams ol-Vaezin said. "I call it a hot test of democracy."

But some avid readers of Jameah express disappointment that since the revocation of its license, the paper has taken fewer risks and lost its cutting edge — another illustration, they say, of the country's larger political battle with high stakes and an unpredictable ending.

## Rival Kurds Agree to Talks in U.S.

TAREK EL-TABLAZY *Associated Press Writer*

Monday July 20 8:02 PM EDT

CAIRO, Egypt (AP) - The leaders of two rival Kurdish factions have accepted invitations from an American envoy for talks in the United States, representatives of the factions said Monday.

Deputy Assistant Secretary of State David Welsh extended the invitations, they said. He has been in the region in the past week trying to broker a settlement between the two groups.

It was unclear, however, if joint talks were envisioned.

The Kurdistan Democratic Party, headed by Massoud Barzani, agreed to go "at the appropriate time," but gave no specific date, according to a KDP statement.

Jalal Talabani, leader of the rival Patriotic Union of Kurdistan, has accepted a similar invitation, a PUK official in Washington told The Associated Press on condition of anonymity.

The two groups, long trying to gain control of the Kurdish zone in northern Iraq, have maintained a cease-fire since May 1997.

They have been holding peace talks along the line that separates their forces in the zone, but negotiations have been hampered by differences over relations with the Iraqi government in Baghdad and over the sharing of revenue from "taxes" levied on goods smuggled into northern Iraq.

The Kurdish zone was set up in 1991 by Western allies after Iraqi forces crushed a Kurdish rebellion that broke out at the end of the Persian Gulf War. Iraq considers the zone a violation of its sovereignty.

---

### The Russian State Duma In Turkey

ANKARA, July 20 (Itar-Tass) - The Russian State Duma plans to consider the ratification of the agreement with Turkey on the avoidance of double taxation in the beginning of its autumn session, the speaker of the lower house of parliament, Gennady Seleznyov, said.

Itar-Tass  
20-JUL-98

Seleznyov, who is in Ankara on an official visit, told journalists on Monday that the adoption of a series of laws, including the law on foreign investments, the general part of the Tax Code and Budget Code, will create a "new favourable climate" for foreigners in Russia.

Asked about his attitude towards the Kurd issue, Seleznyov stressed that "neither Russia nor Turkey recognises separatism and will jointly fight terrorism."

Turkey has repeatedly said that there is no Kurd issue. There is only the issue of terrorism on the part of the banned Kurd Workers' Party which has been spent the last 14 years fighting for the creation of an independent state of Kurdistan in the southeast of Turkey.

Ankara has often criticised the work of the Duma Geopolitical Committee which raises the Kurd issue on a regular basis. In particular, the committee has accused Turkey of violating the rights of the Kurds and of carrying out aggressive actions in Northern Iraq.

Describing the results of Seleznyov's talks with Turkish authorities, parliament speaker Hikmet Cetin said the two sides agreed that they should cooperation in such fields as economy, trade, investment, finances, culture and science.

"We should cooperate more actively for the benefit of the region. For this we should exchange visits more often both at the highest and other levels," he said.

## 30.000 Kurdes ont été tués jusqu'ici, selon Akin Birdal

Lun 20 Jui 98 - 10h03 GMT

ATHENES 20 juil (AFP) - Akin Birdal, le président de l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD), grièvement blessé lors d'une récente tentative d'assassinat, affirme dans une interview lundi que "30.000 Kurdes ont été tués jusqu'ici" en Turquie.

"En outre, 3.000 villages ont été détruits et 3,5 millions de Kurdes contraints de fuir" de Turquie, ajoute-t-il dans cet entretien accordé à Ankara au quotidien grec Elefterotytia (indépendant).

M. Birdal a été blessé grièvement dans son bureau à Ankara, le 12 mai, dans une tentative d'assassinat qui avait sensibilisé l'opinion grecque. Le gouvernement grec avait vivement condamné l'action.

Le président de l'IHD, qui est photographié dans un fauteuil roulant, se demande ensuite pourquoi le problème kurde est "resté sans solution jusqu'ici" et s'interroge sur les raisons pour lesquelles une solution militaire est privilégiée plutôt "qu'une solution pacifique et démocratique".

"Il existe en ce moment en Turquie 152 lois, 11 décisions (de tribunal) et 703 articles dans le système judiciaire qui interdisent la liberté d'expression et la liberté de la presse", souligne ensuite M. Birdal qui qualifie de "noire" la situation des droits de l'Homme en Turquie.

Il reproche par ailleurs à la Turquie de ne pas reconnaître "l'existence des 39 minorités nationales et culturelles" qui vivent sur son sol et annonce que l'IHD "va organiser dans les semaines à venir en Turquie un congrès sur les minorités".

M. Birdal estime enfin que les "minorités, les travailleurs et les opprimés doivent être représentés au parlement turc afin que cessent les violations (des droits de l'Homme) et qu'un pouvoir démocratique dans le respect de la justice et des droits soit créé".

(Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le Sud-Est anatolien, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait plus de 30.000 morts).

---

## Conditional support to DSP's amnesty move

- FP, DYP and CHP are open to the offer on the condition that it is given serious consideration

---

Ankara - Turkish Daily News

A general amnesty proposal by the Democratic Left Party (DSP) within the framework of the 75th anniversary celebrations of the proclamation of the Turkish Republic received on Sunday conditional support from the major parties in Parliament.

The proposal, put forward at a meeting of the DSP party council by deputy party leader Rahsan Ecevit, offered to give amnesty to convicts and inmates serving time because of serious crimes and for thought crimes.

Evoking the amnesty announced in 1974, Rahsan Ecevit recalled how it had relieved society to a great extent. Now, 24 years later and to mark the 75th anniversary of the Republic, Ecevit stated that it would be suitable to again offer amnesty. Moreover, she stressed that prisoners sentenced for serious crimes often committed them because of economic and social problems. Given that the government is making efforts to improve Turkey's economic and social order, the circumstances called for an amnesty, she added.



Such a move would also ease many families' economic burdens, since most of the convicts and inmates have families. In addition, pardoning prisoners convicted of serious crimes would largely empty the prisons, which could ease efforts to improve their conditions, Ecevit continued.

The pardon should not include terrorist and separatist activities and those which aim to exploit religious beliefs because the public is very sensitive on that subject, she said.

The DSP will discuss the issue over the next few days. If an agreement is reached, the DSP will present the idea to Parliament.

DSP leader Bulent Ecevit welcomed the suggestion.

Some interpreted the pardon as a signal of an early election, which was denied by Bulent Ecevit. There are approximately 60,000 prisoners in Turkish prisons. Forty-two thousand of them are married.

The Anatolia news agency quoted Justice Ministry Oltan Sungurlu as saying, "I did not say anything either in favor or against this issue." He stressed that he would not know how the Motherland Party (ANAP) would approach the issue.

State Minister Hasan Gemici said on Sunday that he supports the offer, asserting that the prisoners' families are anticipating the pardon.

True Path Party (DYP) deputy leader Mehmet Golhan, commenting on the offer, said that he would personally favor the pardon, but that careful consideration as to who will be pardoned must be given. Republican People's Party (CHP) Deputy Secretary-General Haydar Oymak said that, in general, his party would support the offer. Oymak also said that it must be analyzed very carefully.

Deputy Chairman of the Virtue Party (FP) Parliamentary Group Salih Kapsuz also expressed his sympathy with the offer, but warned about the sensitivity of the issue. Kapsuz said this offer could create an expectancy among the people and therefore the government partners should discuss the issue. He referred to the offer as a sign of early elections. "The framework of the pardon is very important... While the state has the right to forgive someone who committed a crime against the state itself, does it have the right to condone the crimes related to individuals? All these things must be thoroughly deliberated," he said.

---

## Injustices create the need for an amnesty

- DSP's proposal for an amnesty should be a good start for easing tensions in the country

---

### Editorial by Ilnur Cevik

The Democratic Left Party (DSP) has proposed a wide ranging amnesty for ordinary criminals and for those who are serving prison sentences for expressing their views. The amnesty will not cover those convicted of "terrorist offenses."

The proposal made by DSP deputy chairperson Rahsan Ecevit, wife of party leader Bulent Ecevit, was adopted by the party assembly of the DSP and will now be drafted as a law. It has already started a debate which we feel is healthy for our democratic evolution.

Critics are split. Some say the amnesty is not far reaching and feel it is only a gimmick. Conservative critics feel the amnesty proposal may create new complications and thus should not even be considered.

We feel the DSP has done the right thing to "let the cat out of the bag" and create a debate which will at least allow everyone to discuss the issue extensively.



Today the laws are not applied to all Turkish citizens equally. There are some cases when people who commit the same crime are not punished in a similar fashion. There are those who are privileged who may not even land in prison while there are several others who are jailed for the same offense.

The fact that the judicial process is too slow and the courts are overburdened means that justice does not prevail in time and thus people may have to spend their time in jail for a crime they did not commit.

Then of course there are the deficiencies in our penal code where people expressing their views are treated as terrorists and thus are imprisoned. Whoever refuses to act with the mainstream in Turkey or talks about minority views are regarded as enemies of the system and thus a terrorist. The word terrorism is used in a very loose manner and thus the authorities can jail a person who they feel is a "terrorist" which is one of the main objections against Turkey in the West.

No body wants blood thirsty terrorists to be let loose on our streets. But we simply cannot declare everyone a terrorist who does not think like us either.

Freedom of conscious is also becoming a very serious problem in Turkey. Devout Muslims who have nothing to do with extremism are facing jail sentences on charges of Islamist activism. All these are the deficiencies of our system which have to be corrected with out without a general amnesty.

We need national unity and reconciliation and that could well be achieved through an amnesty on the 75th anniversary of the Republic. Unity and reconciliation cannot be achieved when so many people are treated as second class citizens.

But these cannot be achieved when we are running a witch hunt against so-called Islamic activists or other "enemies of the state."

We first have to overhaul the system which creates all these deficiencies. Then we can talk about a wideranging amnesty which will achieve internal peace and order. If the amnesty is only going to let loose a band of thieves, rapists and ordinary murderers at a time when the country is going through extreme economic hardships, we hate to think of the consequences.



## Analysts: 'Welch mission brought no real progress'

- Welch failed to bring the Iraqi Kurdish leaders together in northern Iraq but invited the two leaders to Washington

SAADET ORUC

Ankara - Turkish Daily News

The weekend's chain of contacts in northern Iraq, led by senior U.S. officials (which can also be defined as a "high mediatory mission"), vitalized the possibility of a peaceful settlement under the control of Washington in the area, according to written statements released by Iraqi Kurdish groups.

However, well-informed analysts argued that the visit had brought no real progress, while U.S. embassy officials were characterizing the mission as a fact-finding one.

U.S. Deputy Assistant Secretary of State David Welch met with Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Massoud Barzani and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to discuss the bilateral disputes between the two rival Kurdish groups.

Specialists on northern Iraq commented that Welch's mission had brought no real progress towards the solution of regional problems.

Asked to comment on the recent developments in the area, London-based daily Al-Hayat columnist Kamran Karadaghi told the Turkish Daily News that no solution was achieved during the talks between Welch and the Iraqi Kurds.

"Regarding the sharing of revenues, the KDP position continues. The KDP insists that any agreement must be based on the fact that the KDP won the 1992 elections. The deadlock over the status of Arbil still goes on. So nothing changed with the Welch's contacts," he said.

Karadaghi, who is a well-informed expert on the Middle East, said that Iraqi Kurds realize that they can get nothing from Baghdad. "Both the PUK and the KDP have seen that Baghdad offers less than the 1970 agreement. That's why we can say that the Kurds are not ready to cut their contacts with the United States and the West," he commented.

Meanwhile, a bilateral mechanism of dialogue between the KDP and the PUK, named the Shaqlawa-Koysinjak process, brought the representatives of the two parties together 19 times. The unification of the service ministries of each side has been broadly discussed. "But no concrete step for the formation of a local government is on the agenda," Karadaghi said. In an earlier interview with the TDN, the PUK's Adnan Moufti said that the two parties are close to the formation of a local unity government and elections.

Welch was reported to have tried to bring the two Kurdish leaders together but failed to do so. Safeen Dizayee of the KDP's Ankara office told the TDN on Monday that the U.S. initiatives are intended to revitalize the Ankara peace process -- the faltering efforts by the United States, Britain and Turkey for a settled peace in the area.

The PUK defined the visit as "an indication of a revitalized U.S. engagement with Iraqi Kurdistan," in a written statement released on Sunday.

A Turkish Foreign Ministry official accompanied Welch. No British diplomat took part in the delegation as was reported earlier, British officials in Ankara made clear. Welch briefed the Turkish Foreign Ministry on Monday soon after his contacts in northern Iraq.

### **Talabani to the United States**

Welch conveyed a letter to Talabani and Barzani from the U.S. administration inviting them to Washington. U.S. Embassy officials in Ankara said that Welch's contacts in northern Iraq were just part of a fact-finding mission.

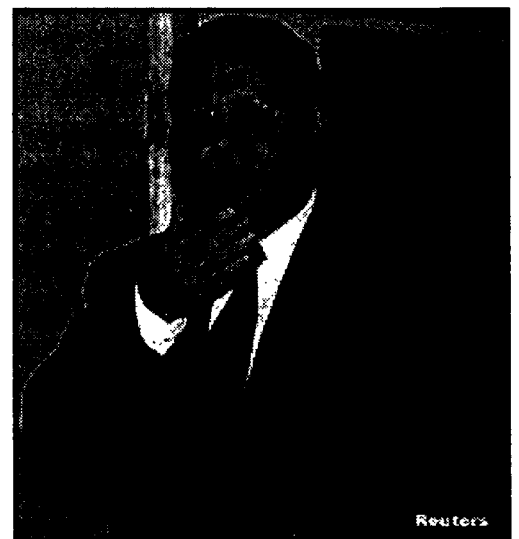
Despite the optimistic statements by the various parties, the situation in northern Iraq is getting worse and worse, observers say.

"The presence of the PKK in northern Iraq, which receives the support of Iraq and Iran, is worsening the situation in the area. Nobody knows what is going on in the operational area in northern Iraq. As is known, the KDP and the Turkish military do not let journalists get into the area," Karadaghi said.

### **Report: U.S. prefers weak Saddam**

In addition, a report presented to the U.S. Senate by U.S. Assistant Secretary of State responsible for the Middle East Martin Indyk said that allowing Iraqi leader Saddam Hussein to continue in power is better than him being toppled.

Indyk, in his report regarding "support for the Iraqi opposition," outlines the objective of bringing the Iraqi opposition leaders together, but not changing the leadership in Iraq, news reports said.



## **Grande purge de fonctionnaires pro-islamistes, selon un quotidien**

ANKARA, 21 juil (AFP) - Le gouvernement turc a lancé sa plus grande opération contre plus de 300 fonctionnaires impliqués dans des "activités fondamentalistes" en soumettant au président Suleyman Demirel un décret portant sur leur limogeage, a rapporté mardi le journal Hurriyet.

Selon une enquête effectuée depuis un an par des inspecteurs du ministère de l'Intérieur, au total 328 préfets-adjoint seront destitués de leur fonction dans le cadre de cette plus importante purge anti-islamiste au sein de l'Etat turc, selon le quotidien.

La coalition gouvernementale droite-gauche pro-laïque dirigée par Mesut Yilmaz, qui a remplacé en juin 1997 une coalition à dominante islamiste dirigée par Necmettin Erbakan de juin 1996 à juin 1997, s'est engagée dans une série de mesures légales de lutte contre le fondamentalisme musulman.

L'armée, qui se considère comme la gardienne de la laïcité de l'Etat, réclame depuis plusieurs mois une lutte plus efficace contre le fondamentalisme de la part de M. Yilmaz, ne cachant pas son mécontentement de la performance du gouvernement dans ce domaine, qu'elle juge trop molle.

Elle demande notamment le renforcement des mesures contre les activités des groupes islamistes et une étroite surveillance des sociétés et organisations soupçonnées de soutenir financièrement les activités fondamentalistes.

Le gouvernement de coalition de M. Yilmaz avait préparé en mars une dizaine de projets de loi en vue de renforcer la lutte contre le fondamentalisme religieux.

Ces mesures prévoient notamment la création d'un mécanisme de contrôle des activités des organisations, fondations, écoles et autres institutions soupçonnées de soutenir ou financer l'intégrisme musulman en Turquie.

L'armée avait joué un rôle central dans l'éviction du gouvernement de M. Erbakan sous une forte pression notamment des militaires et d'autres milieux politiques hostiles à la présence des islamistes au pouvoir.

Selon Hurriyet, le président Demirel signera sans tarder le décret, conformément à un accord en ce sens avec le Premier ministre Yilmaz.

M. Erbakan, chef du Parti de la Prospérité (Refah), ainsi que plusieurs de ses collaborateurs ont été interdits de politique pour cinq ans aux termes du verdict de la Cour constitutionnelle ordonnant de dissoudre le Refah en janvier dernier pour "activités contre le régime laïc".

---

## **Verdict cassé contre un ex-maire islamiste dans le procès du massacre de Sivas**

ANKARA, 21 juil (AFP) - La Cour de cassation turque a cassé mardi le verdict prononcé contre l'ancien maire islamiste de Sivas, qui avait été acquitté dans le cadre du procès du massacre de 37 personnes, brûlées vives dans un hôtel de la ville, a rapporté l'agence Anatolie.

Temel Karamollaoglu était maire de Sivas lors de l'incendie d'un hôtel, allumé par une foule encouragée par des intégristes musulmans, le 2 juillet 1993, où 37 personnes, en majorité des intellectuels, avaient péri brûlées vives.

M. Karamollaoglu, aujourd'hui député du Parti islamiste de la Vertu (Fazilet), avait été jugé dans le cadre du procès de Sivas et le procureur avait demandé contre lui une peine de prison allant d'un à trois ans pour "abus de pouvoir".

Il avait été accusé de n'avoir pas obéi au gouverneur de Sivas qui lui avait ordonné la dispersion de la foule rassemblée devant l'hôtel par le jet d'eau des sapeurs-pompiers. Il doit comparaître de nouveau devant la justice.

A l'issue d'un premier procès d'octobre 1993 à décembre 1994, 27 personnes avaient été

condamnées à 15 ans de prison pour homicide, 60 à trois ans de prison et 37 autres avaient été acquittées par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara.

Mais la Cour de cassation avait annulé en octobre 1996 le premier jugement. Qualifiant les incidents de "soulèvement intégriste contre l'ordre constitutionnel", la Cour avait exigé des sentences plus sévères allant jusqu'à la peine capitale.

En novembre 1997, la DGM, dans un nouveau procès, a condamné 33 d'entre eux à la peine de mort. Le dossier est actuellement de nouveau devant la Cour de cassation.

Le massacre de Sivas est le plus grave crime fondamentaliste commis en Turquie à l'époque récente. Bien que la peine capitale figure toujours dans le code pénal, personne n'a été exécuté depuis 1984.

## Des mécanismes qui entament le dogme de la non-ingérence

A QUOI ce tribunal servira-t-il concrètement quand il aura vu le jour ; qui menace-t-il ? Pas les Etats ni les personnes morales : il ne peut poursuivre que des individus ; le fait qu'ils aient agi sur ordre d'un supérieur ou d'un gouvernement ne les exonère pas, en principe, des poursuites.

La nature des actes que la Cour internationale sera chargée de réprimer est très précisément détaillée dans le traité. Il s'agit de ceux qui constituent les crimes les plus graves : le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, qu'ils soient commis dans des guerres mettant aux prises plusieurs Etats ou bien dans des conflits internes à un pays. Le vieux dogme onusien de la non-ingérence dans les affaires intérieures, déjà largement ébréché, saute ici complètement.

Toutefois, la cour ne sera pas en mesure, loin de là, d'intervenir contre tous les criminels de la planète. D'abord, elle n'a pas de compétence rétroactive : pas de procès Papon cinquante ans après ; elle n'aura à connaître que des faits survenus après sa mise sur pied. D'autre part, de multiples dispositions limitent son champ d'intervention. Un chef de guerre qui aurait mis en œuvre la destruction de villages, la déportation des populations civiles d'une région, des campagnes de viol des femmes, l'exécution d'hommes désarmés, ou l'un des nombreux autres actes énumérés par le traité, n'aura à redouter les poursuites du Tribunal international que si le pays où il a commis ces crimes, ou son propre pays, a adhéré au traité. Un Russe commandant des bombardements de cibles civiles à Grozny pourra être poursuivi puisque la Russie adhère au traité. En revanche, ni Saddam Hussein ni ses hommes ne pourraient l'être si leur prenaient l'envie de rééditer leurs exactions contre les Kurdes ou les chiïtes, puisque l'Irak n'est pas signataire.

Milosevic échapperait aussi aux poursuites pour ce qu'il fait au Kosovo (le TPI pour l'ex-Yougoslavie, en revanche, peut le poursuivre s'il a les preuves nécessaires).

L'article 12, qui limite ainsi l'intervention de la cour en fonction de l'adhésion au traité, a été contesté dans les négociations. L'Allemagne notamment aurait voulu que la compétence du tribunal soit universelle, qu'elle s'applique aux ressortissants de tous les Etats, où que les crimes aient été commis. Elle n'a pas eu gain de cause. Il n'est qu'un seul cas de figure dans lequel les Pol Pot ou les Saddam Hussein pourraient être poursuivis : celui où le Conseil de sécurité de l'ONU saisirait lui-même la cour à leur encontre. Au lieu de créer des tribunaux *ad hoc* comme il l'a fait pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, le Conseil devrait recourir à la Cour internationale quand il jugera nécessaire des poursuites judiciaires (on peut se demander toutefois quelle sera, le cas échéant, l'attitude des Etats-Unis et de la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité qui ont rejeté la juridiction internationale).

### LIMITATIONS

Faute d'universalité absolue, trop difficile à faire accepter, certains avaient imaginé un système plus large que celui qui a été retenu. Ils proposaient que la juridiction de la cour puisse s'exercer si l'un des quatre Etats suivants était partie au traité : celui où les crimes ont été commis, celui dont le criminel est un ressortissant, celui de la nationalité des victimes ou celui où se trouve le criminel. Les ONG insistaient beaucoup sur ce dernier critère comme étant le plus efficace : beaucoup de criminels, leurs forfaits accomplis et pour peu que le vent ait tourné pour eux, vont se réfugier à l'étranger. C'est ce qu'ont fait la plupart des responsables du génocide commis au

Rwanda en 1994 ; tous les inculpés actuellement entre les mains du Tribunal international pour le Rwanda (TPIR) lui ont été livrés par des Etats africains où ils s'étaient réfugiés.

Les Etats-Unis n'ont pas manqué de remarquer que, malgré cette faiblesse de la cour, et bien qu'ils n'aient pas signé le traité, leurs ressortissants à l'étranger ne sont pas à l'abri des poursuites internationales. Si des militaires ou des mercenaires américains se livraient à des exactions dans n'importe quel pays adhérent au traité, ils s'exposeraient à ces poursuites.

### NOUVELLES NORMES

Mais par quel mécanisme la cour sera-t-elle saisie ? Elle peut l'être de trois manières : soit par n'importe quel Etat partie au traité, soit par le Conseil de sécurité, soit sur l'initiative du procureur qui, ayant reçu informations et témoignages en provenance d'ONG ou de toute autre source, estime justifiée l'ouverture d'une enquête. Mais à cette faculté inhérente de la cour le traité impose encore des garde-fous et des limitations. D'abord, une chambre de juges doit donner son avis au procureur et trancher si la légitimité des poursuites est contestée. C'est elle qui aurait tranché par exemple si un procureur avait tenté de poursuivre pour des motifs contestables un officier français pour son action en ex-Yougoslavie (ce que le TPI de La Haye n'a jamais envisagé de faire).

En deuxième lieu, même si le soldat français s'était vraiment rendu coupable d'actes criminels en Bosnie ou au Rwanda, la justice française aurait la primauté sur la justice internationale. Il faudrait, pour qu'elle ne l'ait pas, que la chambre des juges estime que la justice ne peut pas s'exercer correctement en France, ce qui n'est guère imaginable. Cela le serait en revanche pour d'autres pays.

En troisième lieu, le Conseil de

sécurité peut demander à la cour de suspendre ses poursuites, pour une durée de douze mois renouvelable sans limitation, s'il s'est saisi d'un conflit en vertu des pouvoirs que lui confère la Charte de l'ONU en matière de maintien de la paix. Il l'aurait fait par exemple avant la signature des accords de Dayton si la cour avait existé à ce moment-là et tenté de poursuivre Milosevic ou même Karadzic. Le traité stipule que pendant cette suspension, les preuves doivent pouvoir être préservées (les charniers exhumés, par exemple), une garantie qui paraît toutefois assez théorique.

Enfin, et c'est ce qui est le plus contesté, les pays signataires ont la faculté pendant sept ans de ne pas reconnaître la compétence de la cour pour les crimes de guerre, ce qui en réduit considérablement la portée.

Quoi qu'on en pense pourtant, le fait que la Russie entende adhérer au traité, qu'elle s'exonère ou non pour les crimes de guerre comme le fera la France, rend déjà un petit peu moins probable la réédition de bombardements massifs de civils, à Grozny ou ailleurs. Le fait que l'Indonésie ait milité en faveur du traité rend un peu moins imaginables les images de soldats tirant dans la foule à Timor. De même pour les nombreux Etats africains, y compris de la région des Grands Lacs, qui se sont révélés partisans de cette Cour internationale. C'est le début de la diffusion de nouvelles normes et c'est le principal intérêt du traité. C'est sur ce mouvement aussi qu'il faut compter - celui de l'acceptation volontaire par les Etats de l'obligation de coopérer avec la cour, plutôt que sur l'éventualité d'arrestations décrétées par le Conseil de sécurité et exécutées par des forces de l'ONU, pour répondre à la grande interrogation qui demeure : qui ira arrêter les criminels ?

C. T.

## Feature - Hidden mines haunt Kurdistan

By Dominic Evans

MAHMOOD QAJAR, Iraq, July 20 (Reuters) - It's a ghost town that keeps claiming more ghosts.

Abandoned almost a quarter of a century ago, the Kurdish village of Mahmood Qajar has wreaked death or disfigurement on dozens of former residents with its hidden legacy -- landmines.

Drawn by nostalgia or driven by poverty to scavenge for valuable scrap metal from the shells and mines, people risk their lives setting foot in the village, barely 300 metres (yards) from Iraq's border with Iran.

The mines, sown like crops in tidy rows, have killed 16 people and maimed 40 in Mahmood Qajar in the last six years.

Casualties there are perhaps some of the highest of any of Iraq's three northern Kurdish provinces, one of the most heavily mined regions in the world where 2,500 people have been reported killed by landmines in six years.

Still, the villagers kept coming back to Mahmood Qajar.

"The problem is the land. Kurdish people have a very strong feeling for their land," said Salah Adham, a former peshmerga fighter. "That's why they lost their lives."

### MINES IN THEIR MILLIONS

Experts say five million mines may have been laid in 3,500 minefields uncovered so far in northern Iraq, a battleground in the last two decades for the armies of Iraq, Iran, Turkey and rival Kurdish factions.

Some estimates range up to 20 million.

Since 1991, when Iraqi Kurds established a fragile autonomy from Baghdad, international aid groups and local volunteers have marked out hundreds of minefields in the north and, despite minimal resources, dug out some of the deadly fields themselves.

Now the United Nations, funded by receipts from Iraqi government oil sales, has launched an \$11 million project to support their work.

"This is the last major mined area in the world to get assistance of the United Nations," said Phil Lewis, project director for U.N. mines actions in northern Iraq.

U.N. experts have set up teams to survey the minefields, train an army of hundreds of local Kurdish de-miners and help the 3,500 survivors waiting for artificial limbs and treatment.

Based in the border regions near Turkey and Iran, they have joined the painstaking work of de-mining Kurdistan.

There is no quick solution. U.N. officials estimate that if they maintain their current pace it would take 800 years to clear all three provinces of mines.

Ongoing conflict in the Kurdish areas hampers progress. A training base was overrun in June during fighting between the Kurdistan Democratic Party and Turkey's rebel Kurdistan Workers Party, pushed into Iraq by successive Turkish offensives.

The Iraqi government, which laid many of the mines during its eight-year conflict with Iran, has shown little enthusiasm for the de-mining in its northern provinces. No operations are taking place in the provinces under its direct control.

And even as the de-mining work continues, U.N. guard contingents in northern Iraq report newly mined areas.

"It's frustrating," said Lewis. "But the real achievement is not taking a few mines out but training the local population to deal with the problem after we have gone."

"The amount of resources we have been given means we can't make much of an impact on what is in the ground. But in the long term, we'll be leaving behind 600 to 800 trained people."

### PICKING PRIORITIES

Minefields have to be swept inch by inch, often more than once. So priority sites including villages like Mahmood Qajar are chosen where every bit of land cleared makes a difference.

The village was evacuated in 1975 when its Kurdish inhabitants were replaced with an Arab population whose loyalty in a strategic border region with Iran was less questionable.

Five years later Mahmood Qajar became part of the frontline in Iraq's 1980-88 war its neighbour. It was heavily mined, changed hands more than once and was rendered uninhabitable.

But the 300 families, moved to a "new" Mahmood Qajar a few miles (km) away or resettled further afield, kept returning, persuading U.N. experts to start de-mining work in the village.

They say the villagers have a simple answer for the suicidal risks they took before clearance work started.

"Why do you keep going back?" I asked a father who lost both his legs, and whose son had lost one leg," said Dan Kelly, sector manager in Suleimaniyah province for the United Nations Office for Project Services (UNOPS).

"Because it is our village", he said."

The 40-strong U.N.-led Kurdish team working in Mahmood Qajar sets out every day from its base in a former Iraqi army fortress shortly after dawn. They finish just after midday to avoid the worst of the summer heat but temperatures still approach 50 Celsius (122 Fahrenheit) as they do their painstaking and dangerous work.

Another summer is likely to come and go before the village is safe to live in again. But Adham, the peshmerga fighter who now heads the local team of de-miners, says they will see the job through.

"We're working for the villagers, he said. They want to get back tomorrow."

## Sikorsky nears \$700 million Turkish accord

- If concluded, the deal will mean a blow for French-German Eurocopter that seeks to expand Cougar sales to Turkey

Ankara - Turkish Daily News

ILNUR CEVIK

The U.S. Sikorsky Aircraft is close to reaching a final accord with Turkey to sell up to 50 S-70 Black Hawk utility helicopters and eight CH-53E Super Stallion heavy-lift platforms, a deal altogether worth some \$700 million, government sources said.

If concluded, the deal would mark a major blow on Franco-German consortium Eurocopter, which had planned to extend a current agreement with Turkey to sell 30 AS-532 Cougar utility and search-and-rescue helicopters for \$500 million, to provide the Turkish Armed Forces with more platforms.

Also, the expected sale of the CH-53E would mark a victory for Sikorsky against another U.S. firm, Boeing Co, that had sought to sell its rival CH-47 Chinook to the Turkish army for years.

"The Turkish government and Sikorsky are close to an agreement for the utility and heavy-lift helicopter transfers, although modalities of the possible deal are still under discussion," one government source said.

"Recently there has been a need for urgent acquisition of utility helicopters that would be met through the Black Hawk deal," the source said.

Ankara's CH-53E deal would be a direct purchase while part of the S-70s would be sold directly and the rest would be jointly manufactured at a plant of Turkey's TAI that coproduces F-16 fighters, industry officials said.

"Favorable loan conditions are making the Sikorsky deal possible," one official said. Sikorsky in June launched an effort to revitalize a dormant U.S. Export-Import Bank financing plan to back the sale of the Black Hawk and the Super Stallion.

Under the plan, the estimated \$700 million deal can be financed through unused U.S. loan guarantees issued to the company in 1990 to support a \$420 million S-70 sale to Turkey finalized in 1992.

The Sikorsky-Eurocopter rivalry in the Turkish helicopter market dates back to 1998 when Ankara scrapped a second deal with the U.S. company to produce 50 Black hawks in addition to the completed accord of 1992 for the direct sale of 45 S-70s.

## Turks Threaten Peace, Nicosia Says

The Associated Press

NICOSIA — The Greek Cypriot government accused Turkey on Sunday of "threatening peace" by sending six warships and an aerobatics squadron to the Turkish-occupied north of the island.

The air and naval units were dispatched to participate in weeklong Turkish Cypriot

celebrations beginning Monday to mark the 24th anniversary of Turkey's invasion of the island.

The Turks invaded with the explanation that they had to protect the Turkish Cypriot minority after an abortive coup by Greek Cypriot supporters of union with Greece.

A breakaway Turkish Cypriot state established in the north is recognized only by Ankara, which maintains 35,000 troops there.

The Greek Cypriot defense minister, Yiannakis Omirou, criticized the arrival of the Turkish warplanes and ships, saying:

"The international community must realize after this latest Turkish display who is threatening peace and who is

the troublemaker in the region."

The anniversary is getting more attention this year because of increased tension between Greece and Turkey over the Greek Cypriots' decision to buy S-300 anti-aircraft missiles from Russia.

INTERNATIONAL HERALD  
TRIBUNE.

JULY 20, 1998

## Turkish police escort rights leader to court

ANKARA, July 22 (Reuters) - Turkish police escorted the country's top human rights campaigner to court on Wednesday to face trial, two months after he was wounded in a gun attack.

Plain-clothed policemen accompanied the head of Turkey's Human Rights Association to the Ankara state security court to answer charges of inciting hatred in two separate speeches he made in 1996 calling for a peaceful solution to the country's Kurdish problem.

"I am obeying a court ruling ordering my presence at the trial," Akin Birdal, who is temporarily confined to a wheelchair following the shooting in May by suspected rightists, told Reuters ahead of Wednesday's hearing.

"The main theme of my speeches was peace," Birdal told the court in asking for his acquittal. The trial was adjourned to a later date, but it was not clear whether Birdal would attend the next hearing.

The court had previously agreed to take a statement from Birdal at his home because of his injuries. It later ordered police to ensure he attends the hearing after he was photographed recently eating dinner at a local restaurant.

"The picture gave a wrong impression to the court. I was out at the restaurant just next to my home on the advise of my doctor," Birdal said.

Earlier Birdal was carried out of his apartment in his wheelchair by colleagues and a police bodyguard and taken by car to the courtroom. He is unable to use his right arm and his left leg is in plaster.

The court was hearing two separate cases after the appeals court overthrew two earlier verdicts, sentencing him to a total two years in prison for provoking hatred.

Two men pumped six bullets into Birdal's chest and legs in his office on May 12. Police arrested seven suspected far-rightists accused of organising and carrying out the attack.

The shooting followed leaks to the press of allegations by a captured Kurdish rebel commander that the activist was linked to the guerrillas.

Birdal's group denies any links to the rebels, fighting for self-rule in southeast Turkey in a conflict that has killed more than 28,000 people. He has vowed to maintain his outspoken criticism of Turkey's poor human rights record, cited as a major obstacle to its bid for European Union membership.

## Le parlement turc décide de lever l'immunité de sept députés

ANKARA, 21 juil (AFP) - L'assemblée nationale turque a voté mardi en faveur de la levée de l'immunité parlementaire de sept députés, dans le cadre d'enquêtes parlementaires menées à leur rencontre sur des accusations de "corruption" et d'"abus de pouvoir", a-t-on appris de source parlementaire.

Les députés qui ont vu leur immunité levée sont Omer Bilgin, Mustafa Kemal Aykurt et Mehmet Agar du Parti de la Juste Voie (DYP, droite) de Mme. Tansu Ciller, Murat Karayalcin du Parti républicain du Peuple (CHP, social-démocrate) de Deniz Baykal, Kahraman Emmioglu et Mustafa Bayram du Parti islamiste de la Vertu (Fazilet) de Recai Kutan, et Mme. Sema Piskinsut du Parti de la Gauche démocratique (DSP, gauche nationale) de Bulent Ecevit.



Plusieurs commissions du Parlement enquêtant sur ces élus, la levée de leur immunité, qui permettra leur traduction en justice, n'est pas une surprise.

L'assemblée nationale votera par ailleurs mercredi une motion de censure contre le Premier ministre Mesut Yilmaz déposée par des députés du Parti de la Vertu, la principale formation d'opposition.

Cette motion de censure ne menace cependant pas l'avenir du gouvernement de coalition tripartite dirigée par M. Yilmaz, puisque son adoption nécessite 276 voix sur 550, soit la majorité parlementaire absolue, et le nombre total des députés de l'opposition reste en dessous de ce chiffre décisif.

La motion accuse M. Yilmaz d'"abus de pouvoir" lors du transfert d'un terrain appartenant à une entreprise étatique dans la région de Kocaeli (nord-ouest) au groupe industriel privé le plus important du pays, Koc Holding, pour un investissement dans l'industrie automobile.

---

### **Greenpeace manifeste contre un projet franco-allemand: 9 arrestations**

ISTANBUL, 22 juil (AFP) - La police turque a arrêté mercredi à Istanbul neuf militants de l'organisation écologiste Greenpeace qui venaient de manifester contre un consortium franco-allemand candidat à la construction d'une centrale nucléaire sur la côte sud de la Turquie, ont indiqué des témoins.

Deux des militants ont été arrêtés alors qu'ils déployaient une banderole protestant contre ce projet au moment où se tenait une conférence de presse donnée par la société Nuclear Power International (NPI) dans un hôtel d'Istanbul. Les manifestants, dont plusieurs s'étaient enchaînés dans le hall de l'hôtel, ont été dispersés par le personnel de sécurité de l'établissement. Sept autres militants de Greenpeace ont été arrêtés lorsqu'ils se sont présentés au poste de police pour exiger que leurs camarades soient relâchés, a indiqué l'organisation.

La société NPI, constituée par le constructeur français de réacteurs nucléaires Framatome et l'Allemand Siemens, est le principal candidat à un projet de construction de la première usine nucléaire turque prévue à Akkuyu (côte méditerranéenne).

NPI a l'intention de déposer une offre avant la date limite, qui a été reportée au 5 septembre, selon Framatome.

Deux autres consortiums, avec à leur tête l'américain Westinghouse Electric Corporation et le canadien Atomic Energy of Canada, sont également sur les rangs pour la réalisation de ce projet d'un coût de plusieurs milliards de dollars.

---

## **Akin Birdal comparait dans un fauteuil roulant**

**22 juillet 1998**

ANKARA, 22 juil (AFP) - Akin Birdal, le président de l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD), a comparu mercredi dans un fauteuil roulant devant la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara pour répondre de l'accusation d'incitation à la haine raciale, a rapporté l'Agence Anatolie.

La DGM avait condamné M. Birdal à un an de prison pour un discours prononcé lors d'une réunion en 1996. Elle réexamine aujourd'hui l'affaire après que le précédent jugement eut été cassé.

M. Birdal, qui a été le 12 mai dernier la victime d'une tentative d'assassinat, s'est présenté sur une chaise roulante poussée par son avocat.

Le président de la Cour lui a souhaité un prompt rétablissement avant l'ouverture du procès.

Akin Birdal, 50 ans, avait été grièvement blessé par balles par deux hommes dans son bureau de l'IHD à Ankara. Les deux agresseurs,

ainsi que quatre comparses dont un sergent de la gendarmerie, avaient été arrêtés quelques jours après, en possession de deux pistolets

qui, selon le rapport balistique de la police, avaient été utilisés lors de l'attaque.

---

At the time, Turkey instead struck a \$253 million rival deal with Eurocopter and bought 20 Cougars. "Now is revenge time for Sikorsky," the industry official said.

Sikorsky's critical offer came in early June, shortly after the French Parliament's lower house May 29 adopted a bill officially recognizing an alleged Armenian genocide under the Turkish Ottoman Empire during World War I.

Turkey has condemned the move and warned its defense relations with Paris, Ankara's largest arms supplier after the United States, would suffer if the French Senate ratified the bill in the fall.

Since then, Turkish officials have been continuing arms-related talks with France. But analysts suggest that unless the bill is either rejected or buried by the Senate, any large-scale French sales to Turkey, military or civilian, would be highly unlikely.

Regarding the heavy-lift deal, the Turkish Defense Ministry in 1996 asked for bids for a planned direct purchase of four helicopters. The competitors included Sikorsky, Boeing and Russia's state-run arms exporter, Rosvoorouzhenie, authorized to sell the Mi-26 Halo.

The ministry last summer short-listed Boeing's candidate and Mi-26, but toward the end of the year cancelled the procurement.

---

## Turkey urges Switzerland to reconsider its stance on Lausanne celebrations

- Swiss authorities expected to give their ultimate decision next week

---

Ankara - Turkish Daily News

Turkish Ambassador to Switzerland Taner Baytok has once again called on Swiss authorities to reconsider their refusal to permit celebrations for the 75th anniversary of the foundation of the Turkish Republic to take place in the palace where the historical Lausanne Treaty, marking the birth of modern Turkey, was signed on July 24, 1923.

"We expect that Switzerland will correct this mistake... By opening Rumine Palace for the celebrations, Switzerland will show that it attributes importance to the Lausanne Treaty and friendly relations with Turkey," Ambassador Baytok told reporters in Montreaux on Tuesday, according to the Anatolia news agency.

The administration in the Swiss canton of Vaud has refused to issue the necessary permission on grounds that the celebrations could draw the anger of Kurdish and Armenian groups and lead to unwanted turbulence in the city. Having come under diplomatic pressure from Turkey, the Vaud canton is expected to give its final decision on the issue next week.

Ambassador Baytok played down suggestions by the Swiss government that it did not have the authority to influence the decisions of the cantons.

He also drew attention to the fact that while refusing to fulfill Turkey's demands, Swiss authorities had issued permission for the convention of a so-called Kurdish Legal Conference on July 24 and 25 in Lausanne. July 24 marks the 75th anniversary of the signing of the Lausanne Treaty, which eradicated the 1920 Sevres Treaty. Signed in the wake of the Ottoman defeat in World War I, the Sevres Treaty envisaged the hand over of large Turkish territories to Armenians and Kurds.

## **L'Iran a testé un missile pouvant toucher Israël**

**jeudi 23 juillet 1998, 16h09 heure de Paris**

WASHINGTON (AP) -- L'Iran a testé cette semaine un missile d'une portée de près de 1.300km, suffisante pour frapper Israël ou l'Arabie saoudite, ont annoncé jeudi des responsables américains. Mais ils n'ont pas précisé si l'essai avait été concluant, affirmant que le missile avait explosé en vol.

``C'est un sujet d'inquiétude pour nous de savoir qu'ils font des tests de cette nature'', a souligné le porte-parole présidentiel Mike McCurry.

Les services de renseignements américains ont détecté mercredi matin le lancement et la trajectoire suivie par un missile de moyenne portée Shahab-3, ont précisé des responsables américains, confirmant les informations publiées par le ``New York Times'' et le ``Washington Times''. Selon un responsable, un missile du même type a été testé par la Corée du Nord en 1993.

On ignore le lieu du lancement et l'endroit où le missile est retombé, même s'ils sont situés en Iran.

``Cette arme pourrait permettre à l'Iran de toucher l'ensemble du territoire israélien, l'ensemble du territoire saoudien, une grande partie de la Turquie et une partie de la Russie'', a expliqué un responsable américain cité par le ``New York Times''.

Les experts des services de renseignement qui ont suivi ce test estiment que l'Iran a pu acheter ce missile à la Corée du Nord, qui a fait savoir à plusieurs reprises qu'elle vendrait des armes à tout pays capable de payer.

Selon le ``Washington Times'', l'Iran préparerait une autre version de ce missile, qui devrait avoir une portée allant jusqu'à 2.000km, suffisante pour atteindre l'Europe centrale.

Les responsables américains pensent que l'Iran n'a pas l'intention d'attaquer ses ennemis mais veut émerger comme une puissance régionale au Moyen-Orient. Même s'il ne fait pas partie des puissances nucléaires officielles, Israël serait le seul pays de la région à disposer d'armes nucléaires.

Ce tir expérimental a été accueilli avec sérénité par Israël. ``La menace potentielle pour l'Irak, l'Arabie saoudite, les Etats du Golfe et les intérêts occidentaux, particulièrement ceux des Etats-Unis, est aussi importante que celle qui pèse sur Israël, si ce n'est plus importante'', a estimé le porte-parole du gouvernement israélien Moshe Fogel.

Ce test intervient un mois après l'esquisse d'un rapprochement entre l'Iran et les Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat Madeleine Albright avait rendu hommage au président Mohammed Khatami, un religieux modéré entré en fonction l'été dernier.

---

## **M. Yilmaz met en garde la Syrie sur des visées territoriales**

ANKARA, 23 juil (AFP) - Le Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, a sévèrement mis en garde jeudi la Syrie concernant des visées territoriales sur sa province de Hatay (sud), turque depuis 1939, à l'occasion du 59<sup>e</sup> anniversaire du rattachement de cette province au territoire turc, a rapporté l'agence Anatolie.

``Ceux qui ont les yeux rivés sur le territoire turc sont voués à l'aveuglement (...) Pas même un centimètre carré de cette patrie (la Turquie) ne pourra en être dissocié'', a dit M. Yilmaz lors des cérémonies organisées à Hatay.

Il s'agit de la plus sévère mise en garde turque à la Syrie de ces dernières années

Ankara accuse Damas d'avoir des visées sur Hatay, des documents et cartes syriens la montrant comme faisant partie du territoire syrien. Cette province est turque depuis 1939, suite à une consultation de ses habitants.

``Ceux qui impriment des cartes montrant Hatay comme faisant partie de leur territoire ne doivent pas oublier les réalités historiques'', a précisé M. Yilmaz.

Les relations turco-syriennes, envenimées par plusieurs sujets de différends, sont au point mort depuis 1995.

"Nous savons que ceux qui ne veulent pas une Turquie puissante et prospère dans la région apportent leur soutien à des organisations séparatistes", a-t-il ajouté en référence au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

La Turquie considère le PKK comme une organisation terroriste et accuse la Syrie d'abriter ses membres et son chef Abdullah Ocalan sur son territoire. La Syrie dément.

M. Yilmaz a toutefois déclaré que la Turquie désirait entretenir des relations d'amitié avec ses voisins. "Nous n'avons aucun sentiment d'animosité contre aucun de nos voisins", a-t-il notamment ajouté.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Ankara et Damas ont d'autres sujets de litige. Damas reproche à Ankara de lui rationner l'eau en construisant des barrages sur l'Euphrate, qui arrose également la Syrie, dans le cadre d'un vaste projet turc d'irrigation et de production énergétique, le projet du sud-est Anatolien (GAP).

La Turquie répond qu'elle laisse passer des quantités d'eau suffisantes pour les besoins de la Syrie.

"Ce projet (GAP) fait peur à nos ennemis qui font tout pour le saboter (... ) Il n'est pas question de rationner les eaux du Tigre et de l'Euphrate" a dit M. Yilmaz.

La Syrie, à l'instar d'autres pays arabes et de l'Iran, s'oppose à la coopération militaire entre la Turquie et Israël, depuis que ces deux pays ont signé un accord-cadre en 1996, y voyant une menace dirigée contre elle. La Turquie et Israël démentent.

Début juin, Ankara et Damas avaient échoué dans leurs efforts visant à normaliser leurs relations lors d'une visite à Ankara du sous-secrétaire d'Etat syrien aux Affaires étrangères, Adnan Omran.

Le chef de la diplomatie turque, Ismail Cem, avait alors exclu une prochaine visite à Damas, à l'invitation de son homologue syrien Farouk El Chareh, indiquant que "l'atmosphère pour un tel déplacement n'a pas encore été constituée".

---

## **Ankara veut se doter d'armes nucléaires, selon le ministre grec de la Défense**

Jeu 23 Jui 98 - 18h50 GMT

ATHENES, 23 juil (AFP) - Le ministre grec de la Défense, Akis Tsohatzopoulos, a accusé jeudi la Turquie de chercher à se doter de l'arme nucléaire, selon l'agence de presse grecque semi-officielle ANA.

La Turquie "se trouve sur une voie erronée de nucléarisation de son armement", a déclaré le ministre, lors d'une rencontre avec des représentants de la diaspora grecque, selon l'ANA.

M. Tsohatzopoulos a lancé cette accusation en référence au projet turc de construction d'une centrale nucléaire d'ici 2006 à Akkuyu, sur les côtes méditerranéennes (sud).

Affirmant qu'Ankara retenait actuellement une technologie canadienne pour la construction de cette centrale, il a souligné que "tous les pays ayant adopté la même technologie ont construit des armes nucléaires" et a cité notamment l'Inde.

La Grèce a déjà exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation face au projet turc d'Akkuyu, mais au nom des risques écologiques pour la région.

L'institut grec de technologie nucléaire doit par ailleurs entamer prochainement son premier programme de mesures de la radioactivité en Egée orientale, dans la perspective de la construction de la centrale turque, qui doit commencer en 1999.

---

# Iran Reformer's Ally Gets Interior Post

Reuters

TEHRAN — The Iranian Parliament voted Wednesday to support President Mohammed Khatami's choice for the key post of interior minister.

This came after the majority conservatives chose not to oppose the nomination, preferring instead to promote political peace.

By a vote of 177 to 67 with 22 abstentions, the Parliament confirmed a trusted presidential aide, Abdolvahed Mousavi-Lari, to a post that is vital to implementing Mr. Khatami's social and political reforms.

As minister, Mr. Mousavi-Lari will now have the power to appoint provincial administrators, oversee elections and approve political rallies.

"Today, we must accept that people do have rights and we must pave the way for the materialization of these rights," Mr. Khatami, a moderate Muslim cleric elected in a May 1997 landslide, told deputies before the secret ballot.

"In this regard, the interior minister holds a very sensitive position," he said.

The confirmation vote had been widely seen as a test of strength between President Khatami, elected on a platform of broad social and political change, and the conservative forces that dominate the Parliament and other key levers of power.

However, a second hurdle awaits Mr.

Khatami on Thursday, when Tehran's suspended mayor, a powerful political and organizational ally of the president, receives the verdict in his trial on

charges of corruption. Mr. Mousavi-Lari has vowed to carry on the government's progressive policies, including greater political pluralism and expanded social rights for women.

But he also signaled a change in the abrasive style of his predecessor, holding last-minute consultations with the rival camp and promising to work within the letter of the law.

"I had two meetings yesterday with the factions in the Majlis, but I have not accepted any conditions," the 44-year-old cleric told the Parliament in a soft-spoken, low-key address.

"My only condition is observing the law and my style is dialogue and mutual understanding."

His candidacy received a big boost from an influential conservative who told the chamber the majority rightist faction would not oppose the nomination, hoping thereby to cool rising political and social tensions.

Mohammed Reza Bahonar, a leader of the traditionalist majority in the Majlis, told his fellow legislators that his faction was prepared to set aside their doubts and back the president's candidate.

Analysts say the conservative move reflected widespread uncertainty about the ultimate power of Mr. Khatami, who

won 70 percent of the popular vote against a conservative rival but controls few of the traditional levers of state power.

The decision by deputies in June to oust Mr. Mousavi-Lari's predecessor, Abdullah Nouri, drew cries of outrage from Iran's biggest student group, as well as liberal newspapers and left-wing Islamist government officials.

Some have even demanded new Parliament elections to reflect the mood of the country under the populist Mr. Khatami.

## ■ Iran May Answer U.S.

The Iranian foreign minister, Kamal Kharrazi, said Wednesday that his country might still provide a "thorough" answer to an overture last month from Secretary of State Madeleine Albright to work toward resuming ties, Agence France-Presse reported from Tehran.

"When the situation calls for it, we will give a more thorough response," the foreign minister said at a news conference. "This still stands. If necessary, we will answer."

Mrs. Albright offered last month to discuss a "road map to normalization" following repeated requests for an official dialogue with the Islamic republic. Iran immediately welcomed the "change of tone" from the Americans, but said that it should be followed by concrete forms of action before Tehran considered the U.S. request.



Atta Kenare/Agence France-Presse

Iran's new interior minister, Abdolvahed Mousavi-Lari, seated left, conferring with an aide while Vice President Hassan Habibi, center, and President Mohammed Khatami wait for the vote on the nomination.

## Iran sides with PKK against KDP

Ankara - Turkish Daily News

A mission from the Iranian intelligence organization, SAVAMA, is reported to have met with members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to lay the groundwork for joint operations against the Massoud Barzani-led Iraqi Kurdish group, the Kurdistan Democratic Party (KDP).

During the meeting which took place in a PKK camp in Piran Sharh in northern Iraq on July 7, SAVAMA officials decided on a PKK attack against the KDP, which would force KDP forces to withdraw to the Iranian border. A subsequent Iranian attack on the KDP was also planned, according to information presented by Turkish intelligence sources.

Intelligence officials remarked that Iranian support for the PKK was increasing. Taking into account that because of its own Kurds, Iran is against the establishment of a Kurdish state, the officials speculated that the Islamic republic is trying to cause problems for Turkey. They commented that Iran was backing the PKK in order to prevent the transportation of Caspian oil via Turkey.

### PKK against Kurds

Moreover, Turkish intelligence officials noted that Iran was using the PKK as a tool against its own and Syria's Kurds.

It was reported that the Iranian KDP was preparing to organize demonstrations in Europe in protest against the PKK and Iran. In the area controlled by the Massoud Barzani-led KDP forces, as well, demonstrations against the PKK were said to have been organized.

According to intelligence reports, some PKK and pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) circles are against the policy pitting the PKK against Syrian and Iranian Kurds.

---

## A new start to the N.Iraqi chess game

● U.S. official accuses Iraq: 'There are increasing signs of cooperation between Baghdad and the PKK'  
SAADET ORUC

Ankara - Turkish Daily News

Chess is a game played by two parties, but the players of the political chessboard in Northern Iraq have always been more than two. Such a multi-party game always presents a complex picture wherein it is difficult to understand the basic facts.

The recent chain of events in the region raised hopes of a reconciliation between the rival Iraqi Kurdish factions, while the activities of the PKK in the area keep the fears of regional instability alive.

In the midst of the continuing cease-fire between the rival Iraqi Kurdish factions, parties interested in the region have initiated their involvement in the regional developments.

Talks between the U.S. delegation, led by U.S. Deputy Assistant Secretary of State David Welch, and the heads of the two leading Iraqi Kurdish factions resulted in a successful demonstration of the continuing U.S. engagement in northern Iraq within the context of their partnership with the British and the Turkish governments, a U.S. official speaking in Ankara on Wednesday said.

"We will continue to help them to reconcile. But the actual reconciliation is up to them," the official informed a small group of reporters, speaking about the recent U.S. visit to the area.

He expressed the United States' respect for the unity and territorial integrity of Iraq, while criticizing the Saddam Hussein regime harshly and stressing the U.S. desire for a post-Saddam regime.

The increase in activities being carried out by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) within the context of the cooperation between Iraq and the terrorist organization is being carefully noted by Washington with great concern, the same official continued.

"The United States, Britain, Turkey, Kurds, Turkmens, Assyrians, Yezidis and all the parties related to northern Iraq are concerned with the PKK's presence in the area. The Iraqi Kurdish parties do recognize the PKK as a threat. Their main concern is the Iraqi support for the PKK. According to U.N. Security Council resolution 687, Iraq should end its support for terrorism," said the U.S. diplomat, who emphasized that they evaluate this issue as a violation of the resolution.

"The PKK was on the list for both sides. We offered support for Turkey's right to defend itself. There are increasing signs of cooperation between Iraq and the PKK," he said, without elaborating.

"We are talking about the activities of the PKK in the Iraqi-controlled areas. So we don't have much information. But we know that Saddam Hussein exploits the situation in his country. For example, in his Sunday speech, he was talking about the 'starving children in Iraq.' But the U.N. reports were completely contrary to his claims," he said.

### **Border trade**

Asked to comment on the ongoing diesel trade along the Turkish-Iraqi border, the official said that Washington is aware that Turkey has suffered a lot from the U.N. embargo on Iraq, working with the United States, meetings with the Iraqi Kurdish groups and hosting the Operation Provide Comfort (OPC).

Questioned as to whether the United States ignores the above mentioned trade, the official said that they are speaking with Turkish officials regularly on the issue.

### **PUK to mend ties with Ankara**

Meanwhile, the Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is trying to mend its ties with Turkey. Following a meeting in London between Talabani and Turkey's Ambassador to London Ozdem Sanberk, PUK's representative to Paris Muhammed Sabir came to Ankara to meet with Turkish officials two weeks ago, the Turkish Daily News was told.

The PUK and Ankara have been at odds because of reports which indicate ties between the PUK and the PKK.

### **Realpolitik**

Defining the region as a chessboard, an Iraqi Kurdish figure commented to the TDN on Tuesday that a wide group of parties are interested in the area stretching from Israel to Iran.

When questioned over the fact that the Iraqi Kurds are in contact with all related parties from Iraq to the United States, he said that they don't expect a solution to the Kurdish problem from Baghdad. "And it's realpolitik," he said summing up their policy.

---

### **Article 19 dénonce le manque de liberté d'expression en Turquie**

LONDRES, 23 juil (AFP) - L'organisation internationale de lutte contre la censure Article 19 a dénoncé jeudi dans un communiqué publié à Londres la répression exercée selon elle par l'Etat turc contre les journalistes, les partis politiques et les minorités culturelles et religieuses.

Le communiqué condamne notamment l'emprisonnement de 67 journalistes et affirme que la Turquie ne peut prétendre devenir membre de l'Union Européenne (UE) dans ces conditions.

"Les autorités turques considèrent les journalistes comme une menace, et refusent volontairement de distinguer les journalistes des sujets ou des personnes qu'ils traitent", affirme le communiqué d'Article 19.

La population kurde représente 10 millions de personnes dans une Turquie forte de 63 millions d'habitants, mais "quiconque aborde la question kurde est accusé de soutenir le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan, en rébellion armée contre Ankara depuis 1984)", poursuit le communiqué.

Selon l'organisation, la répression de la liberté d'expression a déjà été étendue au réseau Internet et à la télévision par satellite.

L'emploi de la langue kurde est autorisé à titre privé mais ni la radio, ni la télévision ne peuvent émettre dans cette langue et l'enseignement en kurde est banni, le turc étant la seule langue officielle selon la constitution.

Article 19 condamne également les "persécutions" exercées, selon l'organisation, par l'Etat laïc turc contre toute "identité islamique". "Il est ironique que la Turquie se plaignent d'être tenue à l'écart de l'UE à cause de sa population musulmane quand le même Etat persécute quiconque tente d'exprimer une identité islamique dans le pays", note la directrice de l'organisation, Frances D'Souza.

---

### **95 membres présumés du Hizbullah kurde devant la Cour de sûreté de l'Etat**

DIYARBAKIR (Turquie), 23 juil (AFP) - 95 membres présumés de l'organisation clandestine intégriste kurde "Hizbullah", ont comparu jeudi devant la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Diyarbakir (sud-est) sous l'accusation de "tenter d'instaurer un Etat islamique" en Turquie, a-t-on appris de source locale.

Les 95 personnes, interpellés en mai dernier lors de vastes opérations de la police à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, sont passibles de peines variant entre trois ans et la peine capitale, selon cette source.

Le verdict sera connu au terme d'une série d'audiences qui auront lieu dans cette ville.

Le Hizbullah, actif notamment dans les villes de Batman (sud-est) et de Diyarbakir, est connu pour son opposition armée au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes). Plusieurs centaines de militants avaient été tués dans un conflit sanglant entre les deux formations de 1990 à la mi-1993. Celles-ci avaient ensuite annoncé une trêve.

Depuis l'année dernière, les forces de sécurité turques ont porté un coup sévère à cette organisation en interpellant plusieurs dizaines de ses militants.

---

### **L'état d'urgence prolongé pour quatre mois dans six provinces du sud-est**

Jeu 23 Jui 98 - 16h06 GMT

ANKARA, 23 juil (AFP) - Le parlement turc a reconduit jeudi pour quatre mois à partir du 30 juillet l'état d'urgence en vigueur dans le sud-est anatolien, théâtre principal de la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a-t-on annoncé de source officielle.

Le régime d'exception est en vigueur depuis juillet 1987 dans des régions administratives du sud-est à majorité kurde, où le PKK mène une rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat indépendant kurde.

La reconduction de l'état d'urgence concerne les provinces de Diyarbakir, Hakkari, Siirt, Sirnak, Tunceli et Van, selon la même source.

L'état d'urgence avait été initialement décrété dans 15 provinces de l'Est et du Sud-Est. Il a été progressivement aboli par le parlement dans neuf de ces provinces.

Les violences liées à la rébellion du PKK dans le Sud-Est anatolien, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, ont fait plus de 30.000 morts, selon un bilan généralement accepté.

---



# Iran Tests New Missile That Could Reach Israel

## Clinton Sees Threat of Mideast Instability

By Tim Weiner  
New York Times Service

WASHINGTON — Iran has successfully tested a medium-range missile, the White House confirmed on Thursday.

The weapon, with a range of about 800 miles (1,300 kilometers), is capable of hitting Israel and Saudi Arabia and of altering the political and military balance of power in the Middle East, a senior administration official said.

"This weapon would allow Iran to strike all of Israel, all of Saudi Arabia, most of Turkey and a tip of Russia," said the official, who spoke on condition of anonymity.

President Bill Clinton warned that the test could destabilize the region.

"Obviously if they were to develop an intermediate-range missile, it could change the regional stability dynamics in the Middle East," Mr. Clinton said.

Michael McCurry, presidential spokesman, added, "It is a source of concern to us that they are pursuing a program of this nature."

Other officials said that a U.S. spy satellite had detected the test Wednesday morning and that intelligence experts were still poring over data from the launching of the medium-range missile, which they believe Iran had bought from North Korea.

The officials could not provide immediate information on the location of the launching site or the area where it landed, except to say both were inside Iran's borders.

A former intelligence official familiar with the spread of such weapons said: "The major reaction to this is going to be from Israel, and we have to worry what action the Israelis will take, because the Israelis clearly view the Iranians as their main threat in the Middle East."

Israel is the only nuclear power in the region, and its missiles are believed to be capable of striking any nation in the Middle East.

Iran is working on developing a nuclear warhead but is believed to be years away from building and testing such a weapon. The United States is not certain of the size or sophistication of its programs to develop weapons of mass destruction.

The test Wednesday comes as the United States and Iran have been making cautious overtures toward improving relations, after a long chill. Just last month, Secretary of State Madeleine Albright praised President Mohammed Khatami, a moderate who took office last summer and who has confronted considerable resistance from religious and other conservatives.

But Mrs. Albright, in a speech devoted to steps for improving relations, also called on Iran to show evidence that it was not trying to develop weapons of mass destruction.

The missile test tells the world about Iran's abilities but not its intentions, officials said.

"This is a demonstration of Iran's perceived need to have the capability to threaten targets" outside the immediate Gulf area, one official said. "It's now clear that they have the political commitment to seek that kind of capability."

Present and former intelligence officials said the missile came from North Korea, which has vowed to continue selling its weapons to any nation that can provide that cash-starved country with hard currency.

The official North Korean news agency issued a statement last month saying that "our missile export is aimed at obtaining foreign money we need at present." U.S. intelligence officials say millions of dollars that Iran has paid North Korea is invested in more missile production rather than in civilian needs.

Iran has long sought to launch a medium-range missile, and it has bought technology from Russia and China as well as North Korea.

Tehran's foremost goal, a senior administration official said, is not to strike its enemies but to be seen as a political and military force to be reckoned with in the Middle East.

"There is some prestige element here," he said. "We have long thought that the Iranians believe that such a weapon would give them a reach inside the region and that they believe that it serves their interests in terms of being a strong power in the Middle East."

U.S. intelligence agencies have worked for years to track the development of Iran's weapons programs.

The former intelligence official said that government experts had expected a test by Iran, although the launch was not expected so soon.

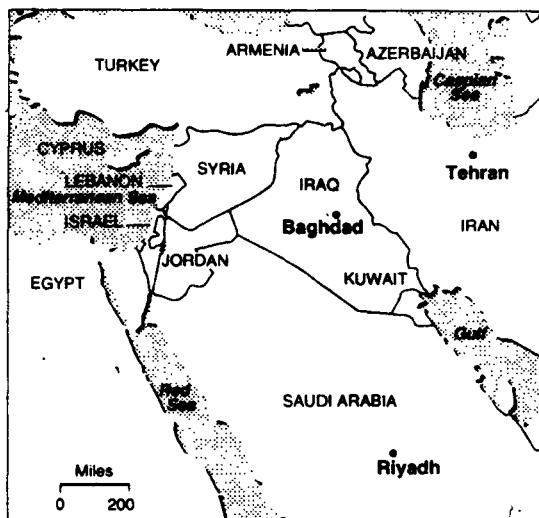
He also said that the test held political significance as well as military meaning.

"My guess is they purchased a very small number of these missiles, and that this is as much a political statement as anything, and that the statement is to Israel, and that statement is: 'You are now vulnerable. You have to take us seriously.'"

But he said he doubted that the Iranians meant to be belligerent toward the Saudis, saying, "They want to co-opt the Saudis, not threaten them."

### ■ Israel Sees Threat

The Israeli defense minister, Yitzhak Mordechai, on Thursday described reports of an Iranian missile test as a "grave threat to the Middle East and, in particular, to Israel," Agence France-Presse reported from Jerusalem. He said Israel will have to obtain the resources "necessary to defend our country."



INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

JULY 24, 1998

## Bonn soutiendra à terme l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

ANKARA, 24 juil (AFP) - L'Allemagne soutiendra la candidature turque à l'entrée dans l'Union européenne dans la mesure où Ankara répondra aux critères requis pour l'admission, a déclaré vendredi à Ankara Rita Suessmuth, la présidente du Bundestag.

"Dans l'avenir, nous considérons que la Turquie est appelée à devenir membre de l'Union européenne," a-t-elle dit à l'AFP à la fin d'une visite de deux jours en Turquie.

"La Turquie fait partie de l'Europe et y joue un rôle important. Mais elle a encore un long chemin à parcourir avant de s'y intégrer totalement", a expliqué Mme Suessmuth, précisant qu'elle avait fait passer ce message aux dirigeants turcs qu'elle a rencontrés.

Ces paroles favorables à une intégration à terme de la Turquie sont les premières d'un responsable allemand depuis la fin de l'année dernière qui avait vu les relations germano-turques se détériorer.

La visite de Mme Suessmuth devait rouvrir la voie d'un dialogue constructif avant que Klaus Kinkel, le ministre allemand des Affaires étrangères, ne se rende à son tour en Turquie dans les semaines à venir, note-t-on à Ankara.

Il s'agit pour les deux pays de mettre un terme aux frictions consécutives au sommet européen de Luxembourg en décembre qui avait exclu la Turquie des plans d'élargissement de l'UE.

Ankara avait alors tenu Bonn pour principale responsable de son exclusion par l'UE.

En mars, le Premier ministre turc Mesut Yilmaz avait accusé l'Allemagne, avec sa politique européenne actuelle, d'avoir la stratégie du "Lebensraum", référence à la politique de conquête d'"espace vital" d'Hitler.

M. Kinkel avait riposté en qualifiant cette déclaration d'"accès de démence".

"Il est faux de penser qu'il y ait eu un effondrement de nos relations tel que nous soyons obligés de prendre un nouveau départ", a cependant affirmé Mme Suessmuth.

Mme Suessmuth n'a pu rencontrer M. Yilmaz comme prévu, mais ils se sont entretenus par téléphone, d'après la présidente du Bundestag.

Comme signe d'une reprise de leurs relations, le ministère turc de la Défense a signé mercredi avec la firme allemande de construction navale militaire HDW un contrat de 575 millions de dollars portant sur la fabrication conjointe de quatre sous-marins pour la marine turque.

Celui-ci représente le plus gros contrat de défense signé par la Turquie en 1998.

"Il est maintenant nécessaire de développer une stratégie européenne et de voir comment appliquer les décisions du sommet de Cardiff" en ce qui concerne l'intégration de la Turquie, a rappelé Mme Suessmuth. En réponse au sommet européen de Luxembourg, la Turquie avait décidé de rompre le dialogue politique avec les Quinze. Le sommet européen de Cardiff en juin avait développé une stratégie européenne sur la Turquie. Les dirigeants turcs y voient un progrès mais le qualifient d'"insuffisant".

"La Turquie doit être jugée selon les mêmes critères que les autres pays candidats", a affirmé Rita Suessmuth. "La Turquie, en tant que candidate, doit s'appliquer à remplir les critères nécessaires à l'intégration, a-t-elle ajouté, c'est à dire les critères relatifs à l'économie, aux droits de l'homme et à la démocratie".

Les violations des droits de l'homme en Turquie ont été vivement critiquées par les Quinze qui les considèrent comme un obstacle à de meilleures relations.

Mme Suessmuth est un cadre de la CDU du chancelier Helmut Kohl que M. Yilmaz avait tenu pour principal responsable du refus européen opposé à la candidature de la Turquie.

### 3.000 Kurdes ont manifesté pour le 75ème anniversaire du Traité de Lausanne

LAUSANNE (Suisse), 25 juil (AFP) - Trois mille Kurdes ont manifesté samedi après-midi à Lausanne à l'occasion du 75ème anniversaire du Traité de Lausanne qui a posé les frontières de la Turquie moderne, a indiqué la police.

Signé le 24 juillet 1923, ce traité qui a donné naissance à l'Etat turc moderne priva la minorité kurde d'un Etat indépendant. Il accordait le statut de minorité aux Juifs, aux Arméniens et aux Grecs, mais pas aux Kurdes, parce qu'ils étaient musulmans, à l'instar des Turcs, et vivaient dispersés à travers le pays, en grande majorité intégrés à la société turque.

Organisée sous haute surveillance policière par crainte d'incidents, cette manifestation de protestation, qui regroupait surtout des Kurdes domiciliés en Suisse, s'est déroulée dans le calme. Elle a ainsi soigneusement évité les abords du Palais de Rumine, où fut signé le Traité, qui était pour l'occasion fermé au public.

En 1990, une manifestation kurde à Lausanne avait dégénéré en raison des débordements de manifestants "autonomes".

Ce défilé clôturait le séminaire kurde consacré aux conséquences du Traité de Lausanne qui a vu une centaine de personnes débattre deux jours durant de la question kurde et de la violation des droits de l'Homme en Turquie.

#### TURQUIE

### LA QUESTION KURDE À L'ORDRE DU JOUR DES LEADERS DE L'ANCIENNE COALITION AU POUVOIR: UN MÉACULPA QUI SONNE FAUX



Mme Zana

Par ailleurs, Mme Tansu Çiller, ancien Premier ministre et leader du parti de la Juste Voie (DYP), a déclaré, vendredi 17 juillet, qu'elle regrettait l'interdiction du parti kurde de la Démocratie (DEP)

et l'emprisonnement des parlementaires kurdes, décidé pendant qu'elle était au pouvoir. *"Ça été une erreur majeure, je le reconnais aujourd'hui ( ) ce qui aurait du être fait est de donner la priorité aux droits individuels ( ). Nous n'avons jamais eu de démocratie au sens propre du terme"* a-t-elle déclaré. Il semble que Mme Çiller s'inquiète de plus en plus des accusations de corruption qui

pèsent sur elle et sa famille, elle qui n'arrive pas à expliquer son enrichissement personnel si soudain et si rapide à la commission d'enquête parlementaire formée dans le but d'étudier l'origine de sa fortune.

Cependant, les quatre parlementaires kurdes, dont Leyla Zana sont toujours incarcérés à la Prison centrale d'Ankara. La candidature de Mme Zana, considérée "prisonnière de conscience" par l'Amnesty International, au prix Nobel de la Paix 1998 est soutenue par de nombreuses organisations et personnalités. Dernièrement, M. Benjamin A. Gilman, président de la commission des relations internationales du Congrès américain, a, dans une lettre datée du 14 juillet 1998, exprimé son soutien à la candidature de Mme Zana.

### Les relations de la Turquie avec l'UE vont changer, estime M. Yilmaz

BONN, 25 juil (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a prédit un changement dans les relations entre Ankara et l'Union européenne (UE), après le refus par cette dernière d'intégrer la Turquie, dans un entretien à paraître dans l'édition dominicale du quotidien Die Welt.

"Nous ne pouvons faire autrement que rééquilibrer nos relations internationales" et désormais, l'Europe "ne sera plus la seule au centre des préoccupations" de la politique étrangère de la Turquie, a expliqué M. Yilmaz.

La Turquie entretient désormais "des relations intensives avec sa voisine la Russie, avec les Etats-Unis et aussi le Japon".

L'UE nous a montré par son refus "que nous ne pouvons pas compter que sur l'Europe", a poursuivi le Premier ministre.

## Le gouvernement décide des élections anticipées en avril 1999

ISTANBUL, 25 juil (AFP) - Le gouvernement de coalition au pouvoir en Turquie s'est mis d'accord pour convoquer des élections législatives anticipées le 25 avril 1999, a annoncé samedi à Istanbul le Premier ministre Mesut Yilmaz.

"Nous avons réglé tous les différends (à ce sujet) dans le gouvernement et nous appellerons à des élections anticipées pour le 25 avril de l'année prochaine", a dit M. Yilmaz devant la presse après une rencontre avec les dirigeants du Parti pour une Turquie démocrate (DTP, droite) et du Parti de la Gauche Démocratique (DSP).

Ces deux partis sont membres de la coalition gouvernementale, aux côtés du Parti de la Mère patrie (Anap, conservateur) de M. Yilmaz, qui dirige cette coalition droite-gauche depuis juin 1997.

Elle avait remplacé la coalition à dominante islamiste conduite par Necmettin Erbakan, celle-ci ayant dû démissionner sous une forte pression des militaires et d'autres milieux hostiles à la présence des islamistes au pouvoir.

Les dernières législatives remontent à décembre 1995 et les prochaines devaient normalement être organisées à la fin de l'an 2000.

"Nous appellerons le parlement à approuver la date de ces élections la semaine prochaine, avant que les vacances parlementaires ne débutent", le premier week-end d'août, a poursuivi M. Yilmaz, précisant que ce scrutin se déroulerait le même jour que les élections municipales.

Selon les observateurs, le parlement devrait donner son accord à la date du 25 avril.

"Nous espérons qu'avec cette mesure nous serons capables d'éliminer les incertitudes politiques" actuelles, a déclaré M. Yilmaz.

L'annonce du Premier ministre intervient, en effet, à l'issue de trois semaines de conflits au sein du gouvernement et alors que ce dernier sort fragilisé d'une crise sur la question de l'augmentation des traitements des fonctionnaires.

Le Parti pour une Turquie démocrate avait, à cet égard, appelé mercredi à la formation d'un nouveau gouvernement pour remplacer l'actuel qui ne peut plus "correctement travailler."

Quant au vice-Premier ministre Bulent Ecevit, du Parti de la Gauche Démocratique, il avait lui-même prôné la convocation d'élections législatives anticipées pour novembre 1998.

Et les partis de l'opposition avaient accueilli favorablement le principe d'un tel scrutin.

M. Yilmaz avait annoncé le 3 juin qu'il démissionnerait à la fin de cette année pour permettre l'organisation de législatives anticipées en avril 1999 et qu'il laisserait la place à un "gouvernement de transition".

Le principal parti d'opposition islamiste turc, le Parti de la Vertu, qui détient le plus grand nombre de sièges au parlement, arriverait à nouveau en tête aux élections, d'après des sondages publiés il y a peu dans la presse turque. Il serait talonné, selon les mêmes enquêtes, par le Parti de la Mère patrie de M. Yilmaz.

## A Near-Term Iranian Missile

### Tehran Could Deploy Within 1 or 2 Years, U.S. Says

By Walter Pincus  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — Iran will be capable of deploying a Shahab-3 medium-range ballistic missile within one or two years, depending on whether Tehran decides to buy the completed missile system from North Korea or build its own version of that country's 800-mile-range Shahab-3 late Tuesday, U.S. officials said. They said they had not determined whether the missile, whose range is 1,300 kilometers, was imported Rodong painted with Iranian colors or

an Iranian version of the North Korean missile.

One government expert described it as "a flight test for technical purposes" in which the dummy warhead explodes before hitting the ground "well down" the test range.

Neither the test nor the prospect of Iran deploying its Shahab-3 in the near future has come as a surprise to the administration. George Tenet, director of central intelligence, told Congress in January to expect a test of an Iranian medium-range missile this year and more recently told administration officials and the congressional intelligence oversight committees that a first test was imminent.

Representative Curt Weldon of Pennsylvania, chairman of the National Security Subcommittee on Military Research and Development, criticized the administration for what he called "a consistent pattern of denial" about potentially

threatening missile programs.

For example, he said that despite warnings the White House was taken by surprise last summer by cooperation between Russia and Iran.

Although U.S. intelligence today has a high level of confidence that it is able to keep track of ballistic missile programs in Iran, Iraq and North Korea, there is concern about the future, sources said.

At a closed-door hearing of the House intelligence committee Wednesday, lawmakers were told that the ability to monitor programs with satellite espionage "was rapidly eroding," according to intelligence sources.

A bipartisan panel assessing the missile threat to the United States, led by a former defense secretary, Donald Rumsfeld, pointed out last week that potentially hostile countries have employed unusual patterns in missile development.

It cited North Korea's own deployment of the Rodong "after what is believed to be a single successful test flight" instead of the long series of shots that the United States and the Soviet Union employed during the Cold War.

U.S. diplomats have attempted to halt North Korean missile sales to Iran, Pakistan and other potential clients as part of a 1995 agreement. North Korea, however, has made clear that missile sales are the country's biggest source of hard currency and that they will continue as long as U.S. economic sanctions remain in place.

In addition, U.S. officials are trying to persuade the Russian and Chinese governments to stop elements within their countries from helping Iran with guidance systems, engineering know-how and materials such as the specialty steels and graphite needed in missile production.

One official said that if supply sources in

China and Russia are cut off, the Iranians may purchase and deploy several Rodong missiles while working on their own version.

Another administration official noted that Israel bought a French medium-range missile in the 1960s and from it developed its own nuclear-capable Jericho missile.

Iraq, another potential enemy of the Iranians, has developed its Scud missiles, although in the wake of the Gulf War they have had to hide them.

In 1988, Saudi Arabia bought a Chinese missile, the CSS-2, that can reach Iran.

**INTERNATIONAL HERALD  
TRIBUNE,  
JULY 25-26, 1998**

## Turkish-Iranian ties moving ahead despite military reservations

- While Iran simply cannot convince the Turkish military that it is not backing the PKK, Turkish officials seem to be fighting a losing battle in convincing Tehran that Turkey's close ties with Israel do not target any third country

ILNUR CEVIK

Ankara - After a chilly 13-month period, Turkey's relations with neighboring Iran have been progressing positively for the past four months through silent efforts, according to both Iranian and Turkish sources.

Relations took a negative turn when the Iranian ambassador was involved in an incident near Ankara during a Jerusalem Day function organized by a local pro-Islamic municipality and was later asked to leave the country for interfering in internal politics. Teheran retaliated by asking the Turkish ambassador to leave Iran.

The incident coincided with the start of a military-led campaign against the government of pro-Islamic Prime Minister Necmettin Erbakan, which eventually led to his downfall.

Iranians felt they were being targeted as a scapegoat in the anti-Islamist campaign.

After more than a year of cool ties the two countries decided on reconciliation and exchanged ambassadors. Ever since then ties have started picking up on all fronts.

Economic relations have started growing since State Minister Rifat Serdaroglu attended a meeting of the Joint Economic Commission between Turkey and Iran in Tehran. Diplomatic sources said the meeting created the infrastructure for further developing economic ties.

Diplomatic sources say the Iranian transportation minister will be visiting Turkey to take up the current land transportation problems between the two countries. Iran is complaining about serious transportation problems faced by Iranian trucks carrying freight through Turkey. Turkish transport companies, meanwhile, assert that their vehicles face long delays and have to pay huge charges even when they are transiting Iran on their way to the Central Asian republics.

Officials from both sides will also meet in the border area to iron out some customs problems faced by the truckers on each side.

Sources report that the construction of a gas pipeline which will bring Iranian natural gas to eastern Turkey is progressing in a satisfactory manner. The Turkish Daily News was told if all goes well, Iranian natural gas will arrive in Turkey in the second half of 1999. Industry sources said the construction of the pipeline in the Iranian sector is advancing quickly, while on the Turkish side the construction is relatively slower. Iranians say if the construction work on the Turkish side were to be stepped up, natural gas could flow as soon as the first half of next year.

The Iranians are concerned that the growing relations in the energy field with Turkey may be clouded if in the future Caspian oil flows to the Persian Gulf route through Iran rather than the Baku-Ceyhan route through Turkey, which the United States supports. The Iranians say the decision against the Persian Gulf route is purely political and may change as Iran improves its ties with the West and especially with Washington. They say their route is much more viable in economic terms, and the fact that the pipeline would only transit one country would be more attractive.

Turkish experts counter that the West does not want all the oil routes to lead to the Persian Gulf, thus placing the strategic needs of the West in one basket. "They want to diversify their routes and thus always have options. So the Baku-Ceyhan route will always present a secure and viable alternative," a Turkish official told the TDN.

On the security side Turkish and Iranian officials have set up a Supreme Security Commission under the joint leadership of the undersecretaries of the interior. The commission has set up a joint body which will meet in two months to review security issues. Three sub-commissions have been set up in the Turkish areas near the border in Agri, Van and Hakkari and three on the Iranian side. They will meet regularly to review border security, and a meeting has already been held in Van, the TDN was told.

Despite all this the Turkish military remains skeptical about normalizing relations with Iran, which they say continues to support the Kurdish separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) group, which has been fighting a terrorist campaign in eastern and southeastern Turkey since 1984.

In recent weeks military sources have reported PKK activity in the Iranian border areas. They feel Iranians have either been turning a blind eye to the PKK militants in their area or have actually given them open backing. The Iranians deny this and say the fact that they are cooperating along the border through the sub-commissions shows they have nothing to do with the PKK.

Turkish military sources are also saying Iran has been using the PKK against its own Kurds. The PKK allegedly killed several Iranian Kurdish Democracy Party (KDP) members recently with the blessings of Iran.

At a briefing for the foreign military attaches in Ankara, the Turkish military said it was deeply concerned that Iran was supporting PKK activity along Turkey's borders, that it was developing a nuclear bomb and had acquired other weapons of mass destruction. An Iranian military attache who was at the briefing denied the Turkish concerns, but that hardly impressed the Turkish officials, the TDN learned.

According to analysts Turkey has charged several times in the past that Iran was backing the PKK, but this was the first time Turkey has directly linked Iran with weapons of mass destruction.

The Iranians say they suffered a great deal from weapons of mass destruction when Iraq used chemical weapons against their troops. "We would never deploy these weapons, especially after our terrible experiences in the past," an Iranian diplomatic source told the TDN. He asked not to be named.

While Iran simply cannot convince the Turkish military that it is not backing the PKK, Turkish officials seem to be fighting a losing battle in convincing Tehran that Turkey's close ties with Israel do not target any third country.

The Iranians say, "The infrastructure exists for our concerns about Turkish-Israeli ties" and are suspicious that even sensational reports that Ankara is building an airfield for Israeli jets in eastern Turkey may have an element of truth.

They say that Israel has been active in neighboring countries like Azerbaijan and Turkmenistan and that this could be a policy of encroachment. They also say Israel has backed Taleban in Afghanistan, which has

further angered Tehran. Thus they feel the ties between Turkey and the Jewish state are aimed at containing Iran. Turks deny this but Iran seems to be in no mood to listen.

The Turkish military says Iran's links with the PKK are clouding our relations with Tehran. Tehran says Turkey's connections with Israel hurt ties. Meanwhile, the Turkish government, which is caught in the middle, is playing a tightrope act between Tehran and the military to keep the relationship at a workable level.

---

## **Outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) Requests a National Conference**

**Mustafa Erdogan / Turkish Probe / Jul 26, 1998**

Ankara - The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has recently started a movement to establish a mechanism that is eligible to make decisions on behalf of all Kurds. The PKK, which has an organizational network established in many countries throughout the world, has called on all separate Kurdish organizations such as the National Front for the Liberation of Kurdistan (ERNK), the so-called Kurdish Parliament in exile, MED TV and Kurdish committees, etc. for national unity. In an effort to hold a National Congress, Abdullah Ocalan, the leader of the outlawed PKK terrorist organization wishes to initiate a Kurdish Conference. During a recent meeting at MED TV, Ocalan displayed contradictory behaviour, inviting all Kurdish leaders to merge under the same framework, yet expelling Hemres Reso, the leader of the Democrat Party of Turkish Kurdistan (TKDP) from the studio.

Tense environment during unity discussions

During the past week, MED TV invited all the leaders of the separate Kurdish organizations to their studios and asked them to defend their views pertaining to the Kurdish problem. Representatives of many Kurdish organizations, namely the Kurdistan Communist Party (KKP), the Kurdistan Islamic Party (PIK), the Kurdistan Socialist Party (PSK), the TKDP, the People's Democracy Party (HADEP), the Democracy and Peace Party (DBP) and the Hevgirtin (Cooperation) Organization attended the meeting. Most of the Kurdish leaders indicated their desire for a democratic Turkish-Kurdish federation and evaluated the necessary conditions and procedures to follow for bringing this idea to fruition.

The leader of the outlawed PKK participated in the meeting by telephone, proposing that a national Kurdish conference be arranged in the near future. Comments made by the leader caused tension at the meeting. Ocalan indicated that many Kurdish organizations are involved in politics in the United

States, Europe and Turkey on behalf of the Kurds. "Why can't Kurds hold a Kurdish conference?

Many Kurdish organizations are involved in activities either openly or secretly," he said, criticizing the activities carried out by many Kurdish organizations. He also indicated that some Kurdish organizations manufacture excuses such as, "We have differences of opinion with the PKK" and claimed that the entire Kurdish population is suffering great pain which represents a problem for all Kurds. "The PKK is in the middle of all these problems" said Ocalan. "The PKK is not my property. The people that die under this structure are your brothers, sisters and friends. We should not allow others to build political careers upon their blood," he said.

Getting progressively aggressive, Ocalan claimed that the Iraqi Kurdistan Democratic Party (IKDP) exhibits hostility in Northern Iraq. Ocalan referred to IKDP as the "Traitors in the South" [Northern Iraq is considered to be southern Kurdistan by the PKK] and referred to some organizations [primarily the TKPD] as the "Northern extensions of the southern traitors," naming

southeastern

Anatolia as the northern Kurdistan. "These extensions continuously seek a solution without the PKK. They are conducting policies upon bloodshed by PKK members and furthermore they are criticizing the PKK," claimed Ocalan. Once it was understood that the derogatory remarks made were being aimed at the TKDP, party representative Hemres Reso requested to speak in defence of the TKPD and asked Ocalan about what PKK was doing in Northern Iraq and why they are fighting against other Kurdish organizations. This question infuriated Ocalan and upon a heated argument, Ocalan stated, "Either you listen to what I say or get lost." Reso subsequently left the studio and the meeting was recessed for 25 minutes.

The second part of the meeting was inaugurated by the PSK representative who indicated that conducting policies about Kurds that live in other countries is interfering with their internal affairs, and emphasized that only the Kurdish organizations established in Northern Iraq should be able to comment on their own political affairs. The meeting concluded with the proposal for a Kurdish conference being unanimously accepted.

Unity with Turks

While attempting to establish a treaty with other Kurdish organizations, the PKK is also maintaining contact with illegal leftist organizations in Turkey. The Revolutionary Forces Platform (DBGP), a recently established leftist movement embracing both the PKK and the members of existing illegal organizations, has commenced illegal activities primarily in the western Black Sea area. It is also known that most of these illegal organizations (The Turkish Communist Party Marxist-Leninist [TKP-ML], the Marxist-Leninist Communist Party [MLKP], the Revolutionary People's Party [DHP] and the Turkish Revolution Party [TDP]) are organizing their activities in the Black Sea area together with the PKK and are receiving logistic support from Turkish Workers' and Peasants' Liberation Army (TIKKO), another communist organization. The TDP was also recently established to initiate a movement together with illegal Turkish organizations, disguising its true identity of an extension of the PKK. It has also been noted, however, that the illegal Revolutionary People's Liberation Army-Front (DHKP-C), which continues its activities in the districts of Sivas and Tunceli, was not included in this treacherous cooperation. The PKK refers to the DHKP-C as an untrustworthy and unreliable organization.

Diplomatic cooperation with England

John Austin, head of Kurdish affairs in the British parliament met with Ocalan in an unidentified Middle East country to discuss the issues regarding the PKK-KDP clashes taking place in Northern Iraq; the developments pertaining to the ongoing battle in the district and the cease-fire situation. Austin, who obtained information about Ocalan's approach on a possible cease-fire, indicated that the British government would initiate more effective measures to resume peace in the district. "I will submit Ocalan's peace proposals to the government. I am hoping that the British government would in turn implement the necessary initiatives to start a peace process," Austin said. It is expected that both Lord Eric Avebury and John McDonnell, deputy chief of the Human Rights Group of the British parliament will attend the meeting to be held by the Kurdish Affairs Group. It was reported that another parliamentary team is scheduled to have discussions with Ocalan in the near future.

Kurds in pursuit of peace

The Kurdish problem is now entering a new era following these political initiatives. A problem that was previously a candidate for expansion into worldwide dilemma, was recently referred to by a PSK member as "now waiting for peace to be discussed." It is now believed that a cease-fire must be implemented so that voices other than that of the PKK can be heard. Both the PSK and the TKDP, which have been criticizing the PKK since the outlawed group commenced their armed assault in 1984, have now changed their tune in



an effort to achieve peace. Rather than being the architects of internal clashes within Kurdish organizations, they are now prepared to have direct or indirect cooperation with the PKK to achieve a political solution. The Kurdish problem seems to be evolving into a warmer phase where the opposition on both sides is keeping quiet.

The Independent / July 28, 1998

## Turks defiant as Syria covertly 'stolen' territory

By Robert Fisk in Beirut

"Those who have their eyes fixed on Turkish territory are suffering from blindness," the Turkish prime minister, Mesut Yilmaz, thundered the other day. "Not even a square centimetre of this country will be taken from it."

You might think Mr Yilmaz was talking about the Kurdish demand for an independent state in present-day Turkey - or even Armenia's irredentist claim to the lands from which its people were driven by the Turks in the century's first holocaust. But no, Mr Yilmaz was showing proof of Turkey's fear of Syria.

The story goes back to the eve of the Second World War, when France, in a desperate but equally pathetic attempt to bring Ankara in on the Allied side against Germany in the war, handed the north-western Syrian city of Alexandretta and its surrounding governorate to the Turks.

Preoccupied with the coming catastrophe, Europe gave little thought to the effect on the Arabs of this grovelling territorial compromise in 1939, just as it cared little about the consequences for the Arabs of the foundation of Israel nine years later. But of course the Syrians did not forget.

They have never officially given up their claim to the land of Alexandretta, named Iskenderun by the Turks, nor its ancient Biblical city of Antioch. Every evening on Syrian television, the local weather programme shows a city in the north-west of the country called Alexandretta, inside the frontiers of Syria.

Locally produced maps, printed in association with Oxford University Press, also show Alexandretta, Antioch and the town of Suweidiyah firmly inside Syria, a mere dotted line representing the real border that cuts Syria off from its former possessions.

Almost two decades ago, the then Syrian foreign minister, Abdul-Halim Khaddam (now a vice-president), let it be known that Syria would not forget its "other" lost territory, now the Turkish province of Hatay, once the Israeli-occupied Golan Heights had been recovered.

Mr Yilmaz made his remarks in a ceremony to mark the French handover of Alexandretta to the Turks 59 years ago - France was then the League of Nations mandate power in the Levant - but his anger was caused by more recent events. Turkey is convinced that Syria continues to support the Communist Kurdish Workers Party (PKK) guerrillas, with whom it is fighting a cruel civil war

in south-eastern Turkey, burning villages and torturing and executing suspects without any form of trial.

Syria believes Turkey's new alliance with Israel has allowed Israeli fighter aircraft to fly along Syria's northern border - and to the north-east of Syria, along Turkey's new "security zone" in northern Iraq.

Turkey regards Syria's claim to Alexandretta as mischief-making. From Syria's perspective, it is just one more piece of land which has been stolen from it since 1920. In the aftermath of the 1914-18 war, France separated Lebanon from Syria. In 1939, it gave Alexandretta to Turkey. Then in 1967, Israel occupied - and subsequently annexed - the Golan Heights. France carved off Lebanon to satisfy its Lebanese Christian Maronite allies. Israel captured Golan in a war. But France's "gift" of north-western Syria to Turkey was handed over to the Turks without the slightest thought for the Syrians, or for the city's indigenous population.

In 1921, there were only 87,000 Turks amid a population of 220,000. But after a referendum in which Turkish peasants were trucked into the city, a 63 per cent Turkish population was announced in 1938, its fate sealed in a subsequent Franco-Turkish Treaty of Friendship. Arabs had boycotted the elections.

All foreign Christian institutions in the new Iskenderun were closed down; the Turks bought the French missionary hospital; and about 14,000 Armenians, many of them survivors of the Turkish genocide against their people 24 years earlier, fled to Lebanon, where they created an entirely new city at Aanjar, in the Bekaa Valley, complete with Armenian churches and Armenian-language schools.

As for Mr Yilmaz, he says Turkey knows that "those neighbours who don't want a strong and prosperous Turkey in the region give their support to separatist organisations", a less than subtle reference to Syria's relations with the Kurds.

From the French, now Syria's principal allies in Europe, there comes no comment. After all, they tried to buy Turkey in 1939 and failed. Turkey did, of course, join the Allied cause against Nazi Germany - but only when Hitler's Reich was in ashes in 1945.

# La presse turque et ses chiens de garde

Face à des médias de plus en plus puissants, les intellectuels turcs ont le choix : soit ils jouent le jeu et ne dérangent pas, soit ils sont exclus des colonnes des journaux.

CUMHURIYET  
Istanbul

**P**arallèlement à l'accroissement du poids économique, politique et social des médias, ainsi qu'à l'élargissement de leur diffusion, une nouvelle forme d'organisation s'est créée entre eux et les intellectuels, tant du point de vue qualitatif que quantitatif, transformant les penseurs en "pièces" du système médiatique. La position du penseur, par définition, n'est pas celle de quelqu'un qui est "conduit", mais, bien au contraire, celle d'une personne qui "ouvre de nouvelles voies". Car il doit pouvoir aller au-delà des petits calculs et des querelles quotidiennes pour conduire la société de l'avant, en se servant de l'art, des sciences, des recherches, et de ses réflexions sur les événements sociaux. Il y en a qui restent enfermés dans leur coin tandis que d'autres cherchent à diffuser leurs réflexions par l'intermédiaire de journaux, de livres, de la télévision et de la radio. Toutefois, certains intellectuels n'ont pas accès à ces moyens. Parfois le hasard, parfois les conditions politiques ou économiques ne leur permettent pas de se servir de ces outils de communication.

Qu'en est-il aujourd'hui pour les intellectuels turcs ? Les médias leur sont-ils ouverts ? Sont-ils indépendants dans ce système ? En général, ils ont plus facilement accès à des moyens comme les livres ou les conférences pour exprimer leur opinion. En revanche, les journaux, la télévision et la radio constituent un terrain où les intellectuels ont un droit de parole plus limité. Il ne s'agit pas de limitations liées à la forme et à la qualité d'écriture ou encore à des interventions obéissant à des critères techniques propres à chacun de ces supports ; la question est ailleurs, là où d'autres critères relatifs à la pensée entrent en jeu.

Compte tenu de l'importance des médias dans la "mise sur le marché" d'un intellectuel, leur système de "filtrage" prend une importance beaucoup

plus grande. On fait appel au penseur dans la mesure où il défend certaines idées ou lorsqu'il accepte de rester dans certaines limites. L'intellectuel sait que les médias sont étroitement contrôlés. Il ne s'agit pas seulement du respect obligé de la législation, mais des principes que les médias ont instaurés eux-mêmes. Les journaux, les chaînes de télévision et les stations de radio sont détenus par une poignée de groupes, ou plutôt d'individus : 85 % d'entre eux appartiennent à trois ou quatre personnes (ou "groupes", comme elles se qualifient). Pour que l'intellectuel puisse pénétrer dans leur

système clos, il faut qu'il se soumette à une "épreuve d'entrée". Les sujets qu'il traite ou les points de vue qu'il exprime ne doivent pas contrarier ces "groupes". Cette épreuve détermine également les "limites de sa pensée". La mainmise d'un cercle économique étroit sur les médias a également ses répercussions sur les problèmes intérieurs, ainsi que sur les relations extérieures de la Turquie. Plus ces médias ont pris de l'importance, plus leur influence sur la politique et sur le partage intérieur (des richesses) a grandi. Ils ont travaillé dans un sens conforme aux intérêts de certains groupes. Quelques multinationales et certains milieux étrangers ont su facilement profiter de cette spécificité des médias turcs pour défendre leurs intérêts.

On peut alors se demander si le poids de plus en plus important des médias est vraiment bénéfique à la Turquie ou si cela impose des contraintes d'une autre nature. Aujourd'hui, la réponse n'est pas très claire. Il est vrai que l'accroissement de leur influence a permis d'aborder plusieurs problèmes qui n'étaient pas traités autrefois avec suffisamment d'insistance. Cela a également contribué à leur résolution. C'est vrai pour des affaires de corruption chez les politiciens ou de pillage par des bureaucrates... C'est un point positif. En revanche, lorsque les médias sont utilisés pour des profits politiques ou économiques, leur poids peut contribuer à maintenir le pays dans un blocage total. L'exemple le plus flagrant de ce blocage est la tentative avortée du Parlement de limiter cette influence en réduisant les subventions dont bénéficient les grands groupes de presse.

Dans ces conditions, l'intellectuel turc a une marge de manœuvre très limitée. Il a deux options : soit il accepte de rester dans ces limites et se

contente de se remplir les poches, perdant ainsi sa qualité de penseur ; soit il les transgresse et risque l'exclusion. Ceux qui acceptent de jouer le jeu se voient gratifier d'espaces dans les grands journaux ou sur les écrans de télévision et obtiennent non pas seulement l'estime du public turc, mais également du prestige à l'étranger, car ce qu'ils expriment est souvent en harmonie avec la "demande" extérieure. Le penseur turc n'est donc pas indépendant dans ses relations avec les médias. Il est obligé soit de faire partie du système dominant, soit de se résigner à l'exclusion.

Et, en écrivant tout de même ces lignes dans les colonnes qui me sont réservées dans *Cumhuriyet*, je ne peux pas m'empêcher de penser que les exceptions ne modifient pas la règle.

Erol Manisali

## Haluk Gerger, journaliste libre et emprisonné

Dans le cadre de l'association Reporters sans frontières, *Courrier International* a décidé de "parrainer" le journaliste turc Haluk Gerger, incarcéré depuis le 26 janvier dernier, condamné à vingt mois de prison pour avoir publié le 30 juin 1995 dans le quotidien *Evrinsel* un article sur "l'état d'urgence dans le Sud-Est anatolien" (c'est-à-dire au Kurdistan turc) et pour y avoir "incité le public à l'immixtion personnelle, à la discrimination régionale et raciale" (art. 312 du Code pénal turc). Il avait déjà été condamné en raison du même article par la Cour de sûreté de l'Etat turque. Depuis, il fait l'objet de deux nouvelles procédures pour "propagande susceptible de porter atteinte à l'intégrité de l'Etat" et pour "insultes aux institutions de l'Etat" pour un autre article et une déclaration publique.

Diplômé de l'université John Hopkins (Etats-Unis) et du Hertford College d'Oxford, Haluk Gerger est membre fondateur de l'Association turque de défense des droits de l'homme. Il a été rédacteur en chef d'*Özgür Gündem* ("L'actualité libre"), éditeur-éditeur au quotidien *Aydinlik* ("La lumière"), et a collaboré au magazine prokurde *Özgür Üike* ("Le pays libre").

# La Turquie tente une reprise du dialogue avec l'Union européenne

ISTANBUL

de notre correspondant

Un léger dégel semble s'être amorcé entre la Turquie et l'Union européenne, après une longue période de froid. En décembre 1997, les Européens, au sommet de Luxembourg, avaient décidé d'engager une procédure d'adhésion avec onze pays, y compris Chypre, mais ils n'avaient pas inclus la Turquie, candidate depuis 1963. Ankara n'avait pas décliné depuis et les autorités turques avaient même déclaré envisager de renoncer à toute candidature d'adhésion à l'Union.

L'atmosphère n'est pas encore au beau fixe. Loin de là. Mais la Turquie a soumis il y a quelques jours au gouvernement autrichien, qui préside actuellement l'UE, un rapport comportant des suggestions pour relancer et développer les relations. Ce rapport, qui est en fait une réponse à un document des Européens sur leur politique à l'égard d'Ankara, pourrait fournir une base pour la reprise d'un dialogue constructif. Dans son rapport, la Turquie pose deux conditions importantes pour remettre les relations turco-européennes sur les rails : d'abord, Ankara attend de l'Union que soient finalement payés les fonds promis dans le

cadre de l'accord d'union douanière. Plus de 400 millions de dollars demeurent bloqués par un veto grec. Les Européens sont conscients de leur dette à l'égard de la Turquie et le paiement de ces fonds est mentionné dans leur rapport, mais, jusqu'à présent, aucun moyen n'a été trouvé pour surmonter l'opposition d'Athènes. Les Turcs demandent également un meilleur fonctionnement du Conseil d'association, une institution qui se veut un forum de dialogue mais n'a jamais travaillé avec l'efficacité et la régularité nécessaires. Parmi les points soulevés par Ankara figurent des détails techniques liés à l'application de l'union douanière. Les Turcs souhaitent aussi avoir accès à certains programmes d'assistance financière dans des domaines aussi divers que le tourisme, l'environnement ou l'énergie. Une partie du rapport est consacrée aux droits des Turcs dans les pays européens et à la libre circulation des travailleurs.

La publication de ce nouveau document n'est pas la seule indication d'une légère amélioration du climat. Récemment, le ministre des affaires étrangères, Ismail Cem, a convié les ambassadeurs européens

à un repas, le premier depuis Luxembourg. « Depuis le dernier sommet des Quinze à Cardiff, l'atmosphère est plus détendue », affirme un ambassadeur européen. Ce sommet n'avait débouché sur aucun résultat concret en faveur de la Turquie, mais le premier ministre britannique, Tony Blair, y avait exprimé la volonté des Européens d'approfondir leurs relations avec ce pays.

## ECHANGES ACERBES

Ces derniers jours, deux invités européens étaient de passage en Turquie. Le premier ministre espagnol, José Aznar, a notamment souligné que les critères d'admission applicables à la Turquie doivent être les mêmes que ceux des autres pays candidats. Toujours plus à l'aise avec les Méditerranéens qu'avec les Nordiques, la Turquie est particulièrement sensible à l'appui de l'Espagne, qui, lorsqu'elle était devenue membre du club européen, émergeait elle-même d'une période sombre de son histoire.

L'autre visiteur était la présidente du Bundestag, Rita Süßmuth. Aux yeux des Turcs, l'Allemagne est, avec la Grèce, la principale responsable du rejet

cuisant que la Turquie a subi à Luxembourg. D'après la presse turque, quelques échanges acerbes ont d'ailleurs eu lieu entre Mme Süßmuth et plusieurs députés, à qui elle avait posé des questions sur l'état de la démocratie et des droits de l'homme.

L'amertume ressentie par les Turcs est en effet toujours vive. Pour l'opinion publique turque, Luxembourg a marqué la fin d'un rêve européen, un réveil brutal, dû à la fois à la maladresse diplomatique des Quinze et aux déclarations peu réalistes des politiciens turcs. Ce rejet à Luxembourg avait particulièrement offensé les Turcs occidentalisés, qui défendaient avec le plus de vigueur une intégration à l'Europe, et dont la rancœur est encore perceptible.

La Turquie surmonte lentement ses émotions et reprend le contact. Le rapport récemment publié indique que le cap est toujours fixé sur l'UE. Mais alors que, par le passé, la Turquie avait une notion quelque peu romantique de ses relations avec l'Europe, elle semble désormais s'être résignée à un mariage de raison.

Nicole Pope

## Des élections anticipées le 25 avril 1999

Le gouvernement de coalition au pouvoir en Turquie s'est mis d'accord pour convoquer des élections législatives anticipées le 25 avril 1999, a annoncé, samedi 25 juillet, le premier ministre, Mesut Yılmaz. « Nous avons réglé tous les différends à ce sujet dans le gouvernement et nous appellerons à des élections anticipées pour le 25 avril de l'année prochaine », a dit M. Yılmaz, qui dirige une coalition gouver-

nementale tripartite droite-gauche depuis juin 1997. « Nous appelons le Parlement à approuver la date de ces élections la semaine prochaine », a-t-il poursuivi. « Nous espérons qu'avec cette mesure nous serons capables d'éliminer les incertitudes politiques » actuelles, a déclaré M. Yılmaz. Les deux partenaires du parti de M. Yılmaz avaient appelé l'un à des élections d'ici à la fin de l'année, l'autre à la formation d'un nouveau gouvernement, pour remplacer l'actuel, qui ne peut plus « correctement travailler ».

## Manifestation kurde à Lausanne: les critiques d'Ankara "infondées" selon Berne

GENEVE, 27 juil (AFP) - Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) juge "infondées" les critiques adressées lundi par Ankara à la Suisse pour avoir autorisé une manifestation et une réunion de Kurdes contre la Turquie à l'occasion du 75ème anniversaire du traité de Lausanne. Interrogé lundi soir par l'Agence télégraphique suisse (ATS), le DFAE a rappelé que la réunion kurde qui a eu lieu samedi à Lausanne avait un caractère privé et n'était donc à ce titre pas soumise à autorisation.

Le DFAE a encore précisé que la manifestation kurde était pour sa part du ressort de la ville de Lausanne, alors que l'utilisation du Palais de Rumine dépendait de la compétence du canton de Vaud.

Une polémique avait en effet surgi à la suite du refus de la Suisse de mettre à disposition de la Turquie, aux fins de célébration, le Palais de Rumine à Lausanne, où avait été signé en 1923 le traité marquant l'avènement de la Turquie moderne.

La Suisse est toutefois "consciente de l'importance du Traité de Lausanne" et "reconnait pleinement l'intégrité du territoire turc, principe fondamental de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)", a indiqué le porte-parole du DFAE.

Le traité de Lausanne a remplacé le traité de Sèvres (1920) qui accordait le statut de minorité aux Juifs, aux Arméniens et aux Grecs, mais pas aux Kurdes, parce qu'ils étaient musulmans, à l'instar des Turcs, et vivaient dispersés à travers le pays, en grande majorité intégrés à la société turque.

**IMMIGRATION**

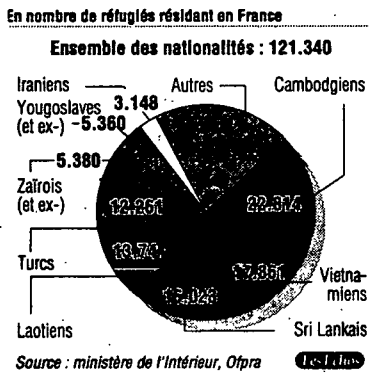
Plus de 120.000 réfugiés vivaient en France fin 1997. Après la décreue du début des années 90, le nombre de demandes est reparti à la hausse l'an dernier.

# La France a accueilli 4.112 réfugiés politiques l'année dernière

**P**atrie des droits de l'homme, la France a accordé, l'an dernier, à 4.112 personnes le statut de réfugié politique aux termes de la convention de Genève. Selon les statistiques de l'Insee, le nombre de réfugiés vivant sur le territoire national était, à la fin de l'année dernière, de 121.340 personnes qui sont âgées, pour les trois quarts d'entre elles, de moins de quarante ans. Par nationalités, ce sont les Cambodgiens qui constituent la population la plus importante avec près de 23.000 personnes (soit 18,8 % du total), devant les Vietnamiens (17.800 réfugiés) et les Sri Lankais (16.000 personnes). Avec deux tiers de réfugiés originaires du continent asiatique, la composition de cette population est la fidèle traduction de la politique adoptée par le gouvernement français à la fin des années 70 lorsqu'il organisa l'arrivée de Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens. A l'époque, ils bénéficièrent quasi automatiquement du statut de réfugié. A l'inverse, seulement 11 % des réfugiés actuellement présents sur le sol français sont originaires d'Afrique.

La volonté de maîtriser les flux migratoires a conduit le gouvernement français, depuis de nombreuses années, à interpréter de façon restrictive les critères de la convention de Genève.

**Répartition des réfugiés statutaires résidant en France en 1997**



**De plus en plus de restrictions**

Ainsi, le taux de reconnaissance du statut de réfugié politique, qui était de 90 % dans les années 70, n'a cessé de régresser et se situe, depuis 1995, sous la barre des 20 %. Le nombre annuel de reconnaissances est ainsi passé de 15.400 en 1991 à un peu plus de 4.000 l'an dernier. Une année qui ne marque pas d'inflexion à cette tendance même si, pour la première fois depuis 1989, le nombre de demandes est de nouveau à la hausse avec la constitution de 21.400 dossiers, contre 17.400 en 1996. « La restriction touche d'une part les personnes pour lesquelles misère écono-

mique et persécution sont fortement mêlées et, d'autre part, les personnes invoquant une menace n'émanant pas de leur Etat d'origine, en particulier les ressortissants d'Algérie », observe l'Insee. L'an dernier, les demandes d'asile politique formulées par des ressortissants algériens ont progressé de 26 %.

Enfin, l'institut de la statistique souligne que la réduction sensible du nombre de personnes obtenant le statut de réfugié politique s'explique aussi par la volonté des gouvernements, tant en France qu'en Europe, de substituer à cette qualité des statuts offrant une protection temporaire. « Ces nouveaux statuts, qualifiés parfois de séjours humanitaires, peuvent varier de trois mois à dix ans et revêtent des formes très diverses selon les législations », indique l'Insee, qui ajoute qu'à fin 1996 sur les 23 millions de personnes qui, dans le monde, relevaient de la compétence du Haut-Commissariat pour les réfugiés, seulement 13 millions étaient comptabilisés comme réfugiés.

P. H.

Les Echos  
Mardi 28 juillet 1998

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JULY 28, 1998

## Italy to Provide \$1.2 Billion Trade Credit to Iran

The Associated Press

TEHRAN — Italy will provide Iran with \$1.2 billion in credit for trade between the two countries, the Italian minister of foreign trade, Augusto Fantozzi, said in Tehran on Monday.

The credit line is the largest that any European country has supplied to Iran since the Islamic revolution in 1979.

Speaking after a meeting with the Iranian minister of mines and metals, Eshaq Jahangiri, Mr. Fantozzi said the Italian bank Mediobanca would provide the credit to six Iranian state-controlled banks.

Mr. Jahangiri said the agreement provided for cooperation between the two

countries in oil, gas, petrochemicals, industry, and the development of power stations, communications and transportation.

He said Italy was pleased to be the first European country to expand economic cooperation with Iran after the resumption of high-level talks between Tehran and the European Union. Relations between the EU and Iran were damaged last year after a German court implicated the Tehran government in the assassination of four Iranian dissidents in Berlin in 1992.

Ties also have been strained by the *fatwa*, or religious edict, issued by Ayatollah Ruhollah Khomeini that says Muslims should seek to kill the British writer Salmon

Rushdie for alleged blasphemy against Islam. Iran says the edict is a purely religious matter independent of the state. Mr. Khomeini issued the edict shortly before his death in 1989 after Mr. Rushdie published his novel "The Satanic Verses."

Earlier this month, an EU delegation revived the high-level dialogue with the Iranian government during a visit to Tehran.

Iran's trade with Italy reached \$2.3 billion last year, making Italy its fourth-biggest trading partner. Oil constitutes the bulk of Iranian exports to Italy. Iran hopes to raise the volume of its non-oil trade with Italy and to use the country as a platform to increase its non-oil exports to other EU countries.

## A L'OMBRE DES GÉNÉRAUX, TUEURS À GAGES ET NARCOTRAFIQUANTS

# La Turquie, plaque tournante du trafic de drogue

**A**U mois d'août prochain, le mandat du général Isamil Hakki Karadayi à la tête de l'état-major de l'armée turque arrivera à son terme. Ces cinq années d'exercice ont été marquées par l'accroissement du rôle des officiers dans tous les aspects de la vie politique, de la « question kurde » aux relations avec la Grèce, en passant par la lutte contre le « péril islamique ». Sous l'impulsion de l'État, on a aussi assisté à l'accroissement des activités mafieuses, liées au trafic de drogue, et à de nombreuses éliminations d'opposants et de défenseurs des droits humains.

Par KENDAL NEZAN \*

L'attentat perpétré le 12 mai dernier à Ankara contre M. Akin Birdal, le président de l'Association turque des droits humains, a relancé le débat sur les agissements des réseaux criminels qui prospèrent à l'ombre du pouvoir. « Alors qu'en Espagne les 28 meurtres commis par les GAL sont devenus une grave affaire d'Etat, en Turquie, qui se dit un Etat de droit et frappe à la porte de l'Union européenne, aucun des auteurs de plus de 4 500 meurtres politiques non élucidés, les tristement célèbres "faili meçhul", perpétrés depuis 1991, n'a encore été arrêté ; dans mon pays, les assassins courent les rues, les intellectuels sont derrière les barreaux », déclarait avec indignation M. Akin Birdal, dans une intervention devant un auditoire de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), dont il est le vice-président, quelques semaines avant la tentative d'assassinat à laquelle il a échappé miraculeusement. Pourtant, les faits sont connus et, dans une large mesure, officiellement reconnus.

Dans son rapport publié le 28 janvier 1997, l'inspecteur en chef du gouvernement turc, M. Kutlu Savas, décrit comment, dans le no man's land juridique du Sud-Est kurde, les hommes de la guerre spéciale, ne se contentant point de tuer qui bon leur semble, se sont livrés au racket des commerçants, au chantage, au viol, au trafic de drogue (1).

Il explique aussi comment l'Etat a délégué la sécurité d'un vaste district – autour des villes de Siverek et Hilvan – à l'armée privée d'un chef de tribu, M. Sedat Bucak, un député proche de M<sup>me</sup> Tansu Ciller et qui a droit de vie et

de mort sur ses habitants. Ce député seigneur de la guerre est par ailleurs le seul survivant de l'accident de circulation de novembre 1996 sur la route allant d'Izmir à Istanbul, près de la localité de Susurluk (2). Il s'y trouvait aux côtés d'un chef de police et d'un célèbre chef de la mafia d'extrême droite, Abdullah Çatli, impliqué dans l'attentat contre le pape, recherché par Interpol pour trafic de drogue et par la justice turque pour le meurtre de sept militants de gauche !

Depuis, pour les Turcs, Susurluk est devenu synonyme de la dérive mafieuse de l'Etat. C'est pourquoi la population ne cesse de réclamer une opération « mains propres ». Ni la création d'une commission d'enquête parlementaire ni la longue intervention télévisée du premier ministre Mesut Yilmaz, le 23 jan-

vier 1997, commentant le rapport d'inspection qui venait de lui être remis, n'ont pu satisfaire l'opinion, qui y voit des tentatives visant à dissimuler l'étendue de la gangrène qui ravage le cœur même de l'Etat. D'autant que les responsables politiques et policiers désignés sont toujours en liberté et qu'ils affirment avoir agi sur des ordres provenant du sommet de l'Etat (3).

L'inspecteur en chef du gouvernement constate avec amertume qu'un personnage comme Yesil, dit « le Terminator », est responsable d'au moins dix-neuf assassinats, dont celui d'un député, Mehmet Sincar. Il l'accuse également de l'enlèvement, à la porte de la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir, de deux jeunes filles, Sükran Mizgin et Zeynep Baka, qu'il a violées et torturées sauvagement avant de les tuer.

Le rapport précise que le Terminator, « au vu et au su de la police et de la MIT (Organisation nationale du renseignement), dont il appelait l'un des chefs "papa", a pu disposer à Ankara d'un compte bancaire où transitaient des sommes énormes provenant des rackets et du trafic de drogue ». Porteur de cartes du bureau de renseignement du premier ministre, le criminel quitte le pays le 23 octobre 1996 à destination de Beyrouth, en compagnie de deux agents de la MIT portant des passeports diplomatiques – et ce en passant par le salon d'honneur, réservé au premier ministre, de l'aéroport d'Istanbul.

\* Président de l'Institut kurde de Paris.

## Liberté pour Ragip Duran

**L**A Turquie demeure, pour les journalistes, l'un des pays les plus dangereux du monde. Soixante-sept d'entre eux sont actuellement sous les verrous, condamnés pour délit d'opinion. A ceux-là est venu s'ajouter, le 15 juin dernier, Ragip Duran, avec une peine de dix mois de prison pour avoir publié un article, en avril 1994, dans le quotidien pro-kurde *Ozgur Ulke*.

Comme d'autres journalistes et intellectuels turcs, Ragip Duran lutte depuis des années pour la démocratisation des institutions de son pays et pour la reconnaissance du fait kurde. Longtemps collaborateur de la BBC et de l'AFP, correspondant (sous le pseudonyme Musa Akdemir) du quotidien parisien *Libération*, Ragip Duran a reçu l'an dernier le prix Hellman-Hammet de la liberté d'expression écrite, décerné par l'organisation Human Rights Watch. En emprisonnant des personnalités comme Ragip Duran, le régime turc montre une fois encore le mépris dans lequel il tient la liberté d'expression. En le libérant sans condition et sur le champ, il s'honorerait.

I. R.

Comment, dans ces conditions, parler de « dérive » et d'« errements » ?

Un autre policier tueur en série, M. Ayhan Çarkin, interrogé le 28 août 1996 par la MIT, raconte : « On m'a imputé 91 meurtres commis dans l'Est et le Sud-Est. "Nous savons tout cela et personne n'a rien à y redire", m'ont confié mes interrogateurs. Mais pourquoi avez-vous enlevé Omer Luftu Topal [le roi des casinos] ? Pour votre compte ? Savez-vous que vous servez une force politique ? Celle du premier ministre Tansu Ciller et de Mehmet Agar, directeur général de la sûreté. »

La déclaration tonitruante de M<sup>me</sup> Tansu Ciller, le 4 octobre 1993, est souvent citée : « Nous connaissons la liste des hommes d'affaires et des artistes rackettés par le PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan), nous leur demanderons des comptes. » A partir du 14 janvier 1994, près d'une centaine d'entre eux seront enlevés, un à un, par des commandos vêtus d'uniformes et à bord de véhicules de police. Après quoi, ils seront abattus quelque part sur la route entre Ankara et Istanbul, dans le « triangle satanique » de Kocaeli, fief de la mafia d'extrême droite et plaque tournante du trafic d'héroïne vers l'Europe.

Chef de la principale unité d'exécution du bureau des opérations spéciales et impliqué dans ces assassinats, Abdullah Çatli était un proche de M<sup>me</sup> Tansu Ciller - qui lui rendit un vibrant hommage après à sa mort dans l'accident de Susurluk. Considéré comme l'un des exécutants majeurs des basses œuvres de la branche turque de l'organisation Gladio (4), Çatli avait déjà joué un rôle de premier plan dans les événements sanglants des années 1976 à 1980, lesquels avaient préparé les conditions du coup d'Etat militaire

de septembre 1980. Jeune chef des milices d'extrême droite, les Loups gris, il fut accusé, entre autres crimes, de l'assassinat de sept étudiants de gauche.

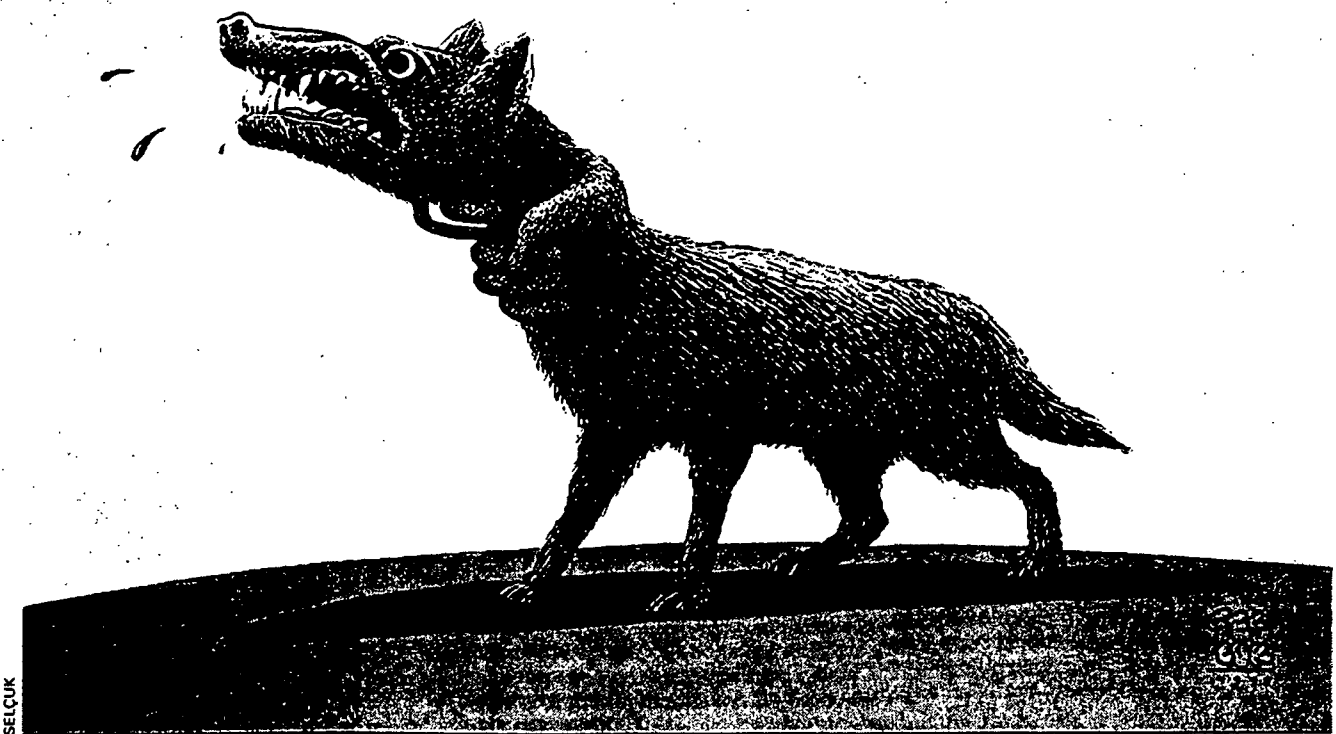
## Un « grand patriote »

ON reproche aussi à Abdullah Çatli d'avoir organisé l'évasion de prison et la fuite en Europe de Mehmet Ali Ağca, reconnu coupable de l'assassinat du directeur du quotidien libéral *Mil-liyet*. Ce serait lui qui, à la demande du chef mafieux turc Bekir Celenk, aurait organisé l'attentat contre le pape en échange d'une somme de 3 millions de marks pour son mouvement. On le voit également en compagnie de Stephano Della Chiaie, de la branche italienne de Gladio, au cours d'un périple en Amérique latine, et à Miami en septembre 1982. Réfugié en France, sous le nom de Hasan Kurtoglu, il reprend du service pour l'Etat turc, qui le charge d'une série d'attentats contre les intérêts arméniens et contre l'Asala - dont le plastilage du monument arménien d'Alfortville, le 3 mai 1984, et l'attentat contre l'activiste Ara Toronian. La MIT le rémunérant en héroïne, c'est pour trafic de stupéfiants qu'il est arrêté, le 24 octobre 1984, à Paris. Condamné à sept ans de prison, il est remis, en 1988, à la Suisse, qui voulait également le juger pour trafic d'héroïne. Malgré une nouvelle peine de sept ans de prison, il parvient à s'évader en mars 1990, grâce à de mystérieuses complicités. De retour en Turquie, il est recruté par la police pour des « missions spéciales » - à l'époque, il est officiellement toujours recherché par la justice turque pour meurtres et passible de la peine de mort (5).

Salué comme « un grand patriote » par M<sup>me</sup> Ciller, Abdullah Çatli était un personnage redoutable aux procédés diaboliques. Ainsi faisait-il d'abord payer les personnes figurant sur la

« liste de Ciller » : il leur promettait d'effacer leur nom, encaissait l'argent, mais ensuite les faisait néanmoins enlever et exécuter, non sans les avoir préalablement torturées. L'une de ses victimes, Behçet Canturk, versera 10 millions de dollars, auxquels le « roi des casinos », Omer Luftu Topal, ajoutera 17 millions de dollars. Cette double rançon n'empêchera pas Canturk d'être enlevé, le 28 juillet 1996, par des policiers dirigés par Çatli. Lesquels, reconnus et signalés par un témoin à la sûreté d'Istanbul, le 25 août, seront brièvement gardés à vue à Istanbul, le 27 août, avant d'être transférés dans la nuit même à Ankara sur l'ordre personnel du ministre de l'intérieur. Pour les mettre à l'abri, ce dernier les affectera à la protection rapprochée du député Bucak, pilier de l'organisation spéciale de M<sup>me</sup> Ciller. Quant au témoin téméraire, il sera abattu dès le 28 août...

La guerre spéciale coûte cher. Dès 1993, une dotation de 70 millions de dollars est mise en place, puisée dans les fonds secrets du premier ministre. Cette somme, selon le rapport de M. Savas, est pour l'essentiel consacrée à l'achat en Israël des armes et équipements antiterroristes et à des opérations extérieures. A l'intérieur, le racket et les fonds secrets permettent notamment de rémunérer tueurs à gages et « indics ». Toutefois, l'entretien de véritables armées privées comme celle de M. Bucak (20 000 hommes) et des 64 000 protecteurs de village (miliciens kurdes progouvernementaux), nécessite plus d'argent. Aussi les banques d'Etat



sont-elles mobilisées pour accorder des crédits généreux à certains soutiens locaux du gouvernement. Mais l'essentiel du financement provient d'un gigantesque trafic d'héroïne.

La Turquie joue, depuis les années 50, un rôle important dans le transit vers l'Europe et l'Amérique de l'héroïne produite dans le Croissant d'or : Afghanistan-Pakistan-Iran. Ce sont des groupes mafieux, étroitement contrôlés par la MIT, qui s'en chargent. L'un de leurs responsables raconte en ces termes cette coopération avec la police : « Nos hommes passent quand ils veulent sans aucun contrôle les douanes de Yesilköy (l'aéroport d'Istanbul) avec des valises contenant 3 à 5 millions de marks. Parfois, ils font tamponner leur passeport, parfois ils ne le font pas. Notre chef dispose de toutes sortes de faux passeports, de tampons, etc. (6). »

Inci Baba, un « baba » (parrain), se targuait, à la télévision et dans les colonnes du *Turkish Daily News* du 7 décembre 1993, d'être un proche ami du président Süleyman Demirel, qu'il aurait « protégé et aidé » pendant sa traversée du désert. Il l'aurait même accompagné pour une visite officielle à Washington...

Après la guerre du Golfe de 1991, la Turquie, privée de l'important marché irakien et dépourvue de gisements pétroliers significatifs, décide de compenser son manque à gagner par un recours plus massif à la drogue. Le trafic s'accélère brusquement à partir de l'arrivée au pouvoir des faucons à la suite de la mort suspecte du président Turgut Ozal, en avril 1993. Il faut dire qu'en 1994, à en croire le ministre de l'intérieur lui-même, la guerre du Kurdistan coûte 12,5 milliards de dollars au budget turc (7). Or, selon *Hürriyet*, le trafic d'héroïne rapporte de son côté 25 milliards de dollars en 1995 et 37,5 milliards de dollars l'année suivante (8).

Seuls des réseaux travaillant en étroite coopération avec les services de la police et de l'armée peuvent organiser un trafic sur une telle échelle. Des barons de la drogue, comme Huseyin Baybasin, ont déclaré à plusieurs télévisions occidentales et turques travailler sous la protection de l'Etat et à son profit (9). Les trafiquants voyagent avec des passeports diplomatiques. La drogue serait même transportée par des hélicoptères militaires à partir de la frontière iranienne, ont assuré des témoins déposant devant la Commission parlementaire enquêtant sur l'accident de Susurluk. Le président de cette dernière, le député Mehmet Erkatmis, a d'ailleurs protesté contre la censure de ces témoignages accablants dans le rapport officiel de la commission...

Dans un document explosif que le directeur de l'hebdomadaire *Aydinlik* a rendu public au cours d'une conférence de presse tenue le 21 septembre 1996 à Istanbul, la MIT elle-même accuse sa rivale, la direction générale de la sûreté, de « fournir des cartes de police et des

*passeports diplomatiques à des membres d'un groupe qui, sous couvert d'activités antiterroristes, se rendent en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, en Hongrie et en Azerbaïdjan et s'y livrent au trafic de drogue* ». Elle donne une liste nominative de certains de ces trafiquants protégés de la sûreté (10). Celle-ci, par la voix de l'un de ses chefs, M. Hanefi Avci, lui retournera le compliment et livrera, à son tour, une liste de noms de trafiquants au service de la MIT. La guerre des polices pour le contrôle de ce trafic juteux aura d'ailleurs coûté la vie à une quinzaine d'agents de la MIT, selon le rapport officiel de M. Kutlu Savas.

L'Europe occidentale est la principale destination de ce vaste trafic. Pourtant, la plupart de ses gouvernements préfèrent garder un silence embarrassé sur les agissements d'Ankara, tout comme ils s'abstiennent de critiquer ouvertement la destruction de 3 428 villages kurdes et le déplacement de plus de 3 millions de Kurdes par leurs alliés turcs (11). Le 22 janvier 1997, toutefois, le juge allemand Ralf Schwalbe mettait publiquement en cause le gouvernement turc en général et M<sup>me</sup> Tansu Ciller en particulier. A son tour, le 26 janvier, dans une déclaration au *Sunday Times*, M. Tom Sackville, vice-ministre britannique de l'intérieur, affirme que 80 % de l'héroïne saisie en Grande-Bretagne provient de la Turquie et que son gouvernement est « inquiet des rapports troublants affirmant que des membres de la police et même des membres du gouvernement turc sont impliqués dans

le trafic de drogue ». Tant et si bien que, le 17 juin 1997, M. Fernando Carpentier, directeur de la "Financial Task Force" de l'OCDE, lance une mise en demeure solennelle : « La Turquie est le seul membre de l'OCDE à ne pas appliquer les mesures décidées par celle-ci pour empêcher le blanchiment de l'argent sale (...). Cette situation ne peut durer longtemps encore. Nous accordons aux autorités turques jusqu'au mois de septembre pour promulguer la législation nécessaire, sinon ce pays pourrait faire face à la réaction potentiellement destructrice de la communauté bancaire mondiale. »

Même Washington, fidèle allié d'Ankara, commence à rompre le silence. Le très officiel International Narcotics Control Strategy Report (INCSR) du département d'Etat américain, rendu public fin février 1998, relève que « environ 75 % de l'héroïne saisie en Europe est fabriquée ou provient de Turquie », que « 4 à 6 tonnes d'héroïne y transitent chaque mois à destination de l'Europe de l'Ouest », et que « de nombreux laboratoires de purification de l'opium utilisés pour transformer la base morphine en héroïne sont installés sur le sol turc ». Le rapport souligne que la Turquie est l'un des pays le plus touchés par le blanchiment de l'argent pratiqué notamment par « le commerce de valise » avec les pays ex-soviétiques, dans les casinos ou dans les industries de construction et du tourisme.

(1) « Dans la région d'état d'urgence [il s'agit des provinces kurdes], le pouvoir de décider de la mise à mort est descendu jusqu'aux échelons des sergents-chefs, des adjoints des commissaires, bien plus grave encore, jusqu'aux repentis, qui sont des terroristes d'hier et des criminels potentiels de demain (...). Lorsque des personnes remises d'un service de l'Etat à un autre pour une affaire déferée aux tribunaux sont trouvées mortes sous un pont, il est évident qu'on ne peut pas parler de meurtres par des auteurs inconnus », écrit l'inspecteur Savas dans son rapport, dont le texte purgé a été publié sous forme de supplément par le quotidien turc *Radikal*, 4 février 1998.

(2) Lire « Les liaisons dangereuses de la police turque », *Le Monde diplomatique*, mars 1997.

(3) Selon le quotidien turc *Hürriyet* du 6 juin 1998, 43 responsables policiers impliqués dans ces opérations viennent d'être promus.

(4) Gladio est un réseau de résistance anti-communiste mis en place par l'OTAN en Europe de l'Ouest au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il a fonctionné pendant quarante ans.

(5) Deux journalistes turcs, Soner Yalçın et Dogan Yurdakul, ont publié en octobre 1977 un ouvrage très documenté sur Abdullah Catli, intitulé *Ries, Gladio'nun Türk Tetikçisi* (« Le Raïs, tueur turc du Gladio »), Oteki Yayinlari, Istanbul.

(6) Soner Yalçın et Dogan Yurdakul, *op. cit.*

(7) Cité par le *Turkish Daily News*, 29 janvier 1995.

(8) *Hürriyet*, respectivement 26 décembre 1996 et 5 juin 1997.

(9) Certaines de ces déclarations ont été reprises par les quotidiens *Hürriyet*, 27 décembre 1996, et *Ozgur Politika*, 2 janvier 1997.

(10) MIT Raporu, publié *in extenso* par l'hebdomadaire *Aydinlik* du 21 septembre 1996 et sous forme d'extraits par des journaux turcs du lendemain.

(11) Chiffre officiel donné par la Commission de migrations du Parlement turc cité par *Turkish Probe* du 7 juin 1998.

LE MONDE DIPLOMATIQUE - July 1998

# LE MONDE diplomatique

## IN THE SHADOW OF GENERALS, HIRED KILLERS AND DRUG TRAFFICKERS TURKEY'S PIVOTAL ROLE IN THE INTERNATIONAL DRUG TRADE

*In August 1998 General Ismail Hakki Karadayi comes to the end of his term as chief of staff of Turkey's armed forces. His five years in this post have been marked by the increasing role played by military officers in all aspects of Turkey's political life, from the Kurdish question to relations with Greece and the ongoing struggle against the Islamists. There has also been a state-sponsored growth of mafia activities related to the drugs trade and many murders of opposition politicians and civil rights campaigners.*

by KENDAL NEZAN \*

The attempted murder on 12 May this year of Akin Birdal, president of the Turkish Human Rights Association, has reopened the debate on the activities of the criminal networks which have flourished under the protection of the Turkish authorities. The attempt took place in Ankara a few weeks after a speech he made before a hearing of the International Federation of Human Rights (FIDH), of which he is vice-president, drawing wide public attention to what is going on in Turkey. Mr Birdal had protested that "In Spain, the 28 murders committed by the GAL have become a matter of concern at the highest government level, whereas in Turkey, which likes to present itself as a law-abiding state and which is seeking admission to the European Union, not one single perpetrator of more than 4,500 unsolved murders carried out since 1991 - the so-called 'faili mesul cinayetleri' - has thus far been arrested. In my country, the murderers are on the streets and the intellectuals are behind bars."

In a report published on 28 January 1997, the Turkish government's chief inspector described how, in the juridical no-man's land of Kurdish south-eastern Turkey, the army's "special war" units were not just killing with impunity, but had also become involved in protection rackets, black-

mail, rape and drug trafficking (1). The report also describes how the Turkish government handed over the security of a huge area - around the towns of Siverek and Hilvan - to the private army of tribal chief Sedat Bucak, a member of parliament close to the former prime minister, Tansu Çiller, who thus acquired the power of life and death over the area's inhabitants.

This warlord politician was, incidentally, the sole survivor of a road accident in November 1996 near Susurluk on the road from Izmir to Istanbul (2). He had been travelling together with a chief of police and a well-known far-right Turkish mafia boss, Abdullah Çatli, who had been implicated in the attempted assassination of the Pope, was sought by Interpol for drug trafficking, and was wanted by the Turkish state for the murder of seven left-wing militants.

For the people of Turkey, Susurluk has become synonymous with the Turkish state's slide into mafia activities. It has prompted repeated calls for a "clean-up" in the upper echelons of the state. The public outcry has not been satisfied by the setting up of a parliamentary commission, nor by Prime Minister Mesut Yilmaz's long TV appearance on 23 January 1997, in which he commented on the report which had just been submitted to him. These are seen just as attempts to cover up



the extent of the gangrene eating at the very heart of the state - particularly because the political and police figures under suspicion are still very much at large, and are claiming that they acted on orders from high-up in the state apparatus (3).

The government's chief inspector accuses a man by name of Yesil, known as "the Terminator", of having been responsible for at least nineteen killings, including that of a member of parliament, Mehmet Sincar. He also accuses him of having kidnapped - from the entrance to the State Security Court in Diyarbakir - two young women, Sükran Mizgin and Zeynep Baka, whom he raped and savagely tortured before killing them.

The report states that the Terminator "acting in the full knowledge of the MIT [National Intelligence Organisation], one of whose chiefs he called 'baba' [father], was able to run a bank account in Ankara, through which passed huge sums of money deriving from protection rackets and drug trafficking". Carrying papers supplied by the prime minister's intelligence office, this criminal left Turkey on 23 October 1996 and headed for Beirut, in the company of two MIT agents travelling on diplomatic passports - and, in the process, was received in the VIP lounge at Istanbul airport normally reserved for the prime minister. In such a situation, it is not possible just to talk of "events beyond our control" or "policy errors".

Another police serial-killer, Ayhan Çarkin, was interrogated by the MIT on 28 August 1998. He said: "I have been charged with being involved in 91 murders in eastern and south-eastern Turkey. My interrogators have told me 'We know about that, and nobody is holding that against you. But why did you kidnap Omer Luftu Topal [the casino king]? On your own account? Do you know that you are serving a political master? Namely Prime Minister Tansu Çiller and Mehmet Agar, director-general of the national police.'"

Mrs Çiller's blustering statement on 4 October 1993 has often been cited: "We know the list of businessmen and artists subjected to racketeering by the PKK [Kurdistan Workers' Party] and we shall be bringing their members to account." Beginning on 14 January 1994, almost a hundred people were individually picked up by commandos wearing uniforms and travelling in police vehicles. They were then killed somewhere along the road from Ankara to Istanbul, in the "satanic triangle" of Kocaeli, a fiefdom of the far-right

mafia and a focal point for the trafficking of heroin into Europe.

The operative head of the special operations bureau, who has been directly implicated in these killings, was Abdullah Çatli, who was close to the former prime minister - she paid him fulsome tribute after his death in the Susurluk accident. He is reckoned to have been one of the main perpetrators of underground operations carried out by the Turkish branch of the Gladio (4) organisation and had played a key role in the bloody events of the period 1976-80 which paved the way for the military coup d'état of September 1980. As the young head of the far-right Grey Wolves militia, he had been accused, among other things, of the murder of seven left-wing students.

#### A "GREAT PATRIOT"

Abdullah Çatli is accused of having organised the escape from prison and flight to Europe of Mehmet Ali Ağca, the man held responsible for the murder of the editor of the liberal daily paper Milliyet. He was also reportedly the person who, at the request of Turkish mafia chief Bekir Celenk, organised the assassination attempt on the Pope, in exchange for the sum of 3 million marks for his gang. He was also seen in the company of Stefano Della Chiaie, of the Italian branch of Gladio, while touring Latin America and on a visit to Miami in September 1982. He took refuge in France and there, under the assumed name of Hasan Kurtoglu, he resumed his services for the Turkish state, which put him in charge of a series of attacks on Armenian interests and on Asala, the Armenian liberation movement. These included the blowing up of the Armenian monument at Alfortville on 3 May 1984 and the attempted murder of activist Ara Toronian.

The MIT paid him in heroin, and it was for drug trafficking that he was eventually arrested in Paris on 24 October 1984. He was sentenced to seven years imprisonment and in 1988 he was handed over to Switzerland, where he was also wanted on charges of drug dealing. Despite a fresh seven-year sentence, he contrived to escape in March 1990 with the assistance of mysterious accomplices. He returned to Turkey, and was then recruited by the police for "special missions". This at a time when he was officially being sought by the Turkish authorities for murder and faced a possible death penalty (5).

Çatli, hailed by Mrs Çiller as a "great patriot",

was a terrible man with a dreadful record of atrocities to his name. For example, he went and demanded money from people who were on "Çiller's list", promising to get their names removed. Having pocketed the money, he then went on to have them kidnapped and killed, and sometimes tortured beforehand. One of his victims, Behçet Canturk, was to pay ten million dollars, to which Casino King Omer Luftu Topal added a further seventeen million. This double ransom did not stop Canturk from being kidnapped on 28 July 1996 by police officers under the orders of Çatli. The officers were recognised by a witness and reported to the Istanbul police on 25 August 1996. They were arrested and briefly held in Istanbul on 27 August, then promptly transferred by night to Ankara on the personal orders of the minister of interior. In order to cover for them, the minister placed them under the close protection of deputy Bucak - a key figure in Tansu Çiller's "special organisation". The witness who rashly reported the proceedings was eliminated on 28 August...

The costs of the "special war" have been high. In 1993 a sum of \$70m was allocated from the prime minister's secret funds. According to Mr Savas, this sum was used mainly for buying weapons and anti-terrorist equipment from Israel and for external operations. On the home front, racketeering and secret funding made it possible to maintain an array of hired killers and informers. However, the expense of maintaining private armies such as that of Mr Bucak (20,000 men) and the 64,000 "village guards" (pro-government Kurdish militias) made it necessary to acquire more funding from somewhere. Thus Turkey's state-owned banks have been mobilised to provide generous credit facilities for government supporters in the regions. However, the main source of funding has been the trafficking of heroin on a massive scale.

Since the 1950s, Turkey has played a key role in channelling into Europe and the United States the heroin produced in the "Golden Triangle" comprised by Afghanistan, Pakistan and Iran. The operation is run by mafia groups closely controlled by the MIT. One of their personnel described their relations with the police in the following terms: "Our people are able to pass through Yesilköy (Istanbul) airport whenever they wish, without being controlled by customs, with briefcases containing 3-5 million marks. Sometimes they stamp their passports, sometimes they don't.

Our boss has all kinds of false passports, stamps etc. (6)."

Inci Baba, a known Turkish "godfather", claimed on television and in the columns of the Turkish Daily News on 7 December 1993, to have been a close friend of President Süleyman Demirel and to have "protected and helped" him during his years in the wilderness. He even accompanied him on an official visit to Washington.

After the Gulf War in 1991, Turkey found itself deprived of the all-important Iraqi market and, since it lacked significant oil reserves of its own, it decided to make up for the loss by turning more massively to drugs. The trafficking increased in intensity with the arrival of the "hawks" in power, after the death in suspicious circumstances of President Turgut Özal in April 1993. According to the minister of interior, the war in Kurdistan had cost the Turkish exchequer upwards of \$12.5 billion (7). Whereas, according to the daily *Hürriyet*, Turkey's heroin trafficking brought in \$25 billion in 1995 and \$37.5 billion in 1996 (8).

Only criminal networks working in close cooperation with the police and the army could possibly organise trafficking on such a scale. Drug barons such as Huseyin Baybasin have stated publicly, on Turkish television and in the West, that they have been working under the protection of the Turkish government and to its financial benefit (9). The traffickers themselves travel on diplomatic passports. According to witnesses at the Parliamentary Commission inquiring into the Susurluk accident, the drugs are even transported by military helicopter from the Iranian border. The president of the commission himself, deputy Mehmet Erkatmis, has protested against the fact that these damning allegations have been censured out of the commission's official report...

In an explosive document made public by the editor of the weekly *Aydinlik* at a press conference in Istanbul on 21 September 1996, the MIT itself accuses its rival organisation, Turkey's national police, of having "provided police identity cards and diplomatic passports to members of a group which, in the guise of anti-terrorist activities, travelled to Germany, the Netherlands, Belgium, Hungary and Azerbaijan to engage in drug trafficking". It provided a list of names of some of the traffickers operating under the protection of the police (10). The police, for their part,

via police chief Hanefi Avci, returned the compliment and handed over a list of named drug traffickers employed by the MIT. According to the official report drawn up by Kutlu Savas, the intra-police war for control of this lucrative trade has thus far cost the lives of fifteen MIT officers.

Western Europe is the principal target of this massive trafficking operation. However, most European governments prefer to maintain an embarrassed silence on Ankara's dealings, in the same way that they have refrained from open criticism of the destruction of 3,428 Kurdish villages and the displacement of more than three million Kurds by their Turkish allies (11). However, on 22 January 1997 a German judge, Ralf Schwalbe, launched public accusations against the Turkish government in general and Tansu Çiller in particular. These were taken up on by Tom Sackville, minister of state at the British Home Office, who stated in the Sunday Times on 26 January 1997 that 80% of the heroin seized in Britain came from Turkey, and that his government was concerned at reports that members of the Turkish police, and even of the Turkish government, were involved in drug trafficking.

Prompted by these disclosures, on 17 June 1997 the head of the OECD's "Financial Task Force", Fernando Carpentieri, issued a solemn warning that Turkey was "the only member of the OECD not applying the measures decided by the OECD to prevent money laundering... The situation cannot be allowed to continue for much longer. We are giving the Turkish authorities until September to pass the necessary legislation. Otherwise the country could face a potentially destructive reaction from the world banking community."

Even Washington, Turkey's faithful ally, has begun to break its silence. The highly official International Narcotics Control Strategy Report (INCSR) of the US State Department, published in February 1998, revealed that "about 75% of the heroin seized in Europe is either produced in, or derives from, Turkey", that "4 to 6 tons of heroin arrive from there every month, heading for Western Europe" and that "a number of laboratories for the purification of the opium used in transforming the basic morphine into heroin are located on Turkish soil". The report stresses that Turkey is one of the countries most affected by money-laundering, which takes place particular-

ly via the countries of the ex-Soviet Union, through the medium of casinos, the construction industry and tourism.

\* President of the Institut kurde in Paris

(1) "In the region under State of Emergency [the Kurdish provinces], the authority to apply the death sentence has been brought down to the level of low-ranking officers and, even more seriously, to repentant prisoners, who were the terrorists of yesterday and are the potential criminals of tomorrow ... When persons have been handed over from one state service to another, after a case has been adjourned in the courts, and are found dead under a bridge, it is obvious that one cannot speak of murders by unknown perpetrators." So writes Government Inspector Savas in his report, the expurgated text of which was published as a supplement by the Turkish daily Radikal on 4 February 1998.

(2) See "Les liaisons dangereuses de la police turque", *Le Monde diplomatique*, March 1997, available in English as "The dubious connections of the Turkish police".

(3) According to the Turkish daily *Hürriyet*, 6 June 1998, 43 police officers accused of involvement in these operations have been promoted.

(4) Gladio is an anti-communist resistance network set up by NATO in Western Europe after the second world war. It has been operating for 40 years.

(5) In October 1997 two Turkish journalists, Soner Yalçın and Dogan Yurdakul, published a well-documented report on Abdullah Çatli, entitled *Ries, Gladio'nun Türk Tetikçisi* ("The Rais: Gladio's Turkish Killer"), *Oteki Yayınları*, Istanbul.

(6) Soner Yalçın and Dogan Yurdakul, *op. cit.*

(7) Cited in the Turkish Daily News, 29 January 1995.

(8) *Hürriyet*, on 26 December 1996 and 5 June 1997 respectively.

(9) Some of these statements were printed in the dailies *Hürriyet*, 27 December 1996, and *Ozgur Politika*, 2 January 1997.

(10) MIT Raporu, published in detail in the weekly *Aydinlik*, 21 September 1996 and extracted in other Turkish newspapers the following day.

(11) Official figure provided by the Migration Commission of the Turkish parliament and quoted in *Turkish Probe*, 7 June 1998.

ALL RIGHTS RESERVED © 1998 *Le Monde diplomatique*

TÜRKEI - DREHSCHLEIBE DES DROGENHANDELS

## Verbrecher mit Diplomatenpaß

**I**M August geht für General Isamil Hakki Karadayi die Amtszeit als Chef des Generalstabs der türkischen Armee zu Ende. Während seines fünfjährigen Mandats wuchs der Einfluß der Offiziere in allen Bereiche des politischen Lebens, angefangen von der Kurdenfrage über den Kampf gegen die islamistische Gefahr bis hin zur Haltung gegenüber Griechenland. Zudem haben sich die mafiösen Aktivitäten im Umfeld des Drogenhandels auf Betreiben des Staates verstärkt, und zahlreiche Oppositionelle sowie Aktivisten aus Menschenrechtsgruppen wurden aus dem Weg geräumt.

Von KENDAL NEZAN \*

Mit dem Attentat vom 12. Mai gegen Akin Birdal, den Vorsitzenden des türkischen Menschenrechtsvereins (IHD), erhielt die Diskussion über die Machenschaften der Verbrechernetze, die sich allenthalben in der Türkei unter dem Schutz offizieller Stellen ausbreiten, neuen Zündstoff. „Während sich in Spanien die 28 Morde der GAL-Todesschwadronen [Grupos Antiterroristas de Liberación] zu einer Staatsaffäre ausweiteten, ist in der Türkei, die sich immerhin als Rechtsstaat begreift und an die Tür der Europäischen Gemeinschaft klopft, dergleichen nicht zu erwarten. Bislang ist noch keiner der Verantwortlichen für die mehr als 4500 unaufgeklärten politischen Morde, die seit 1991 unter der Bezeichnung *faili meçhul* traurige Berühmtheit erlangten, verhaftet worden. In meinem Land laufen die Mörder frei auf der Straße herum, während die Intellektuellen hinter Gittern sitzen.“ Soweit die empörten Äußerungen Akin Birdals wenige Wochen vor dem Anschlag, bei dem er wie durch ein Wunder mit dem Leben davonkam. Er sprach damals bei einer Veranstaltung der Internationalen Menschenrechtsvereinigung (FIDH), deren Vizepräsident er ist. Die von ihm benannten Zustände sind im übrigen allseits bekannt, ja sogar von offiziellen Stellen weitgehend anerkannt.

In seinem am 28. Januar 1998 veröffentlichten Bericht beschrieb Kutlu Savas, ein hoher Beamter der türkischen Regierung, wie im rechtlichen Niemandsland des kurdischen Südostens die Spezialeinheiten der Armee nicht nur jeden umbringen, der ihnen nicht paßt, sondern auch Schutzgelderpressungen gegen Geschäftsleute sowie andere Erpressungen, Vergewaltigungen und Drogenhandel praktizieren.<sup>1</sup>

Er erläuterte weiter, daß der Staat in einem weiträumigen Distrikt um die Städte Siverek und Hilvan die Aufrechterhaltung sicherer Verhältnisse einer Privatarmee

des Clanchefs Sedat Bucak, einem Tansu Çiller nahestehenden Abgeordneten, überantwortet hat, der somit über Leben und Tod der Bewohner richtet. Dieser abgeordnete Kriegsherr ist im übrigen der einzige Überlebende eines Verkehrsunfalls, der sich im November 1996 auf der Straße von Izmir nach Istanbul in der Nähe der Ortschaft Susurluk ereignete.<sup>2</sup> Bucak befand sich damals in Begleitung eines Polizeioffiziers sowie des berüchtigten rechtsradikalen Mafiabosses Abdullah Çatli, der von Interpol wegen Drogenhandels und von der türkischen Justiz wegen mehrerer Morde gesucht worden war. Von ihm wird weiter unten noch die Rede sein.

Seither ist „Susurluk“ für die Türken zum Synonym für die Verstrickungen von Politik, Polizei und Mafia geworden, und die Bevölkerung fordert unablässig eine Operation „saubere Hände“. Weder die Einrichtung einer parlamentarischen Untersuchungskommission noch die lange Fernsehansprache von Premierminister Mesut Yılmaz vom 23. Januar 1998, in der er zu dem gerade übergebenen offiziellen Untersuchungsbericht Stellung nahm, konnte die öffentliche Meinung zufriedenstellen. Sie sah darin nur einen weiteren Versuch, das Ausmaß des mafiösen Krebsgeschwürs, das sich in der Schaltzentrale des Staates eingenistet hat, zu verschleiern. Dies um so mehr, als sich die beschuldigten politisch Verantwortlichen und die Polizeioffiziere noch immer in Freiheit befanden und erklärten, auf Befehl der Staatsspitze gehandelt zu haben.<sup>3</sup>

Kutlu Savas wies in seinem Bericht außerdem darauf hin, daß ein Mann wie Yecil, genannt der Terminator, für mindestens neunzehn Morde, unter anderem an dem Abgeordneten Mehmet Sincar, verantwortlich sei. Er beschuldigt ihn auch, die beiden Mädchen Sükran Mizgin und Zeynep Baka vor den Toren des Verfas-

\* Vorsitzender des Kurdischen Instituts in Paris.

sungsgerichts in Diyarbakır entführt, vergewaltigt, grausam gefoltert und schließlich getötet zu haben. In dem Bericht heißt es weiter, daß der Terminator mit vollem Wissen der Polizei und des nationalen Geheimdienstes MIT, wo einer der Chefs von ihm mit „Papa“ angesprochen wird, in Ankara über ein Bankkonto verfüge, über das enorme Summen an Schutzgeldern und Erlöse aus dem Drogenhandel geleitet würden. Versehen mit Ausweispapieren des Nachrichtenbüros des Premierministers habe der Kriminelle am 23. Oktober 1996 in Begleitung zweier MIT-Agenten, die mit Diplomatenpässen ausgestattet waren, das Land in Richtung Beirut verlassen, nachdem er sich zuvor in der dem Premierminister vorbehaltenen Ehren-Lounge des istanbuler Flughafens aufgehalten habe. Kann man in solchen Fällen noch von Ausrutschern oder Irrtümern sprechen?

Ayhan Çarkin, ein anderer Serienkiller der Polizei, der am 28. August 1996 vom MIT verhört wurde, berichtete folgendes: „Man hat mich beschuldigt, 91 Morde im Osten und Südosten des Landes begangen zu haben. ‚Wir wissen das alles und haben nichts dagegen einzuwenden‘, erklärte man mir im Verhör. ‚Warum aber haben Sie Omer Luftu Topal [den Casinokönig] entführt? Etwa auf eigene Rechnung? Wissen Sie nicht, daß Sie einer politischen Macht dienen, nämlich der von Premierministerin Tansu Çiller und des Generaldirektors der Staatssicherheit, Mehmet Agar?“

Tansu Çiller hatte am 4. Oktober 1993 eine aufsehenerregende Erklärung abgegeben, die immer wieder zitiert wird: „Wir kennen die Liste mit den Geschäftsleuten und Künstlern, die von der PKK [Kurdische Arbeiterpartei] erpreßt werden, wir werden die Leute zur Rechenschaft ziehen.“ Vom 14. Januar 1994 an wurden fast hundert von ihnen nacheinander von uniformierten Kommandos in Polizeifahrzeugen entführt. Irgendwo auf der Strecke zwischen Ankara und Istanbul, im „teufelischen Dreieck“ von Kocaeli, der Hochburg der rechtsradikalen Mafia und Drehscheibe des Drogenhandels in Richtung Europa, wurden sie liquidiert.

## Ein türkischer „Patriot“

AUCH in diese Morde war Abdullah Çatli verwickelt. Er war Chef der wichtigsten Eingreiftruppe der Behörde für Sondereinsätze und ein enger Vertrauter von Tansu Çiller, die nach dem Unfall von Susurluk eine bewegende Trauerrede auf ihn hielt. Çatli galt beim türkischen Arm der Organisation Gladio<sup>4</sup> als einer der wichtigsten Männer fürs Grobe. Auch bei den blutigen Ereignissen der Jahre 1976 bis 1980, die die Bedingungen für den Militärputsch vom September 1980 schufen, spielte er eine führende Rolle. Der junge Chef der rechtsradikalen Miliz „Graue Wölfe“ war unter anderem des Mordes an sieben linksgerichteten Stu-

denten angeklagt und wurde deswegen von der Justiz gesucht.

Ihm wurde außerdem vorgeworfen, Mehmet Ali Ağças Befreiung aus dem Gefängnis und seine Flucht nach Europa organisiert zu haben. Dieser war des Mordes an dem Direktor der liberalen Tageszeitung *Milliyet* für schuldig befunden worden. Weiter soll Çatli auf Verlangen des türkischen Mafiabosses Bekir Celenk das Attentat gegen den Papst 1981 organisiert und als Gegenleistung dafür drei Millionen Mark für seine Bewegung erhalten haben. Auf einer Rundreise in Lateinamerika und im September 1982 in Miami wurde er in der Begleitung von Stephano Della Chiaie vom italienischen Arm der Gladio gesichtet. Schließlich landete er in Frankreich, wo er unter dem Namen Hasan Kurtoglu seine Dienste für den türkischen Staat wieder aufnahm. Dieser beauftragte ihn mit einer Reihe von Attentaten gegen armenische Einrichtungen und gegen die dortige militante Organisation „Asala“, so mit einem Anschlag auf das armenische Denkmal in Alfortville am 3. Mai 1984 und mit dem Attentat auf den Aktivist Ara Toronian. Entlohnt wurde er vom MIT mit Heroin, und so wurde er am 24. Oktober 1984 in Paris wegen Rauschgifthandels verhaftet. Zu sieben Jahren Gefängnis verurteilt, wurde er 1988 in die Schweiz überführt, wo er ebenfalls wegen Drogenhandels vor Gericht gestellt wurde. Das Urteil lautete erneut auf sieben Jahre Haft, doch auf ungeklärte Weise verhalfen ihm Komplizen im März 1990 zur Flucht. Zurückgekehrt in die Türkei, heuerte ihn die damalige Polizei für Sonderaufträge an, obgleich er offiziell nach wie vor von der türkischen Justiz wegen Mordes gesucht wurde und ihm die Todesstrafe drohte. Bei seinem Unfalltod 1996 trug er einen vom damaligen Innenminister Mehmet Agar unterzeichneten Ausweis bei sich, der ihn als Polizeiexperten auswies.<sup>5</sup>

Abdullah Çatli, den Frau Çiller als „großen Patriot“ würdigte, war ein furchtbarer Mensch, der geradezu diabolisch vorging. Die Personen, die auf Tansu Çillers Liste standen, ließ er zunächst einmal zahlen und versprach ihnen, ihre Namen von der Liste zu streichen; er kassierte das Geld, ließ sie dann aber dennoch entführen und umbringen, nachdem er sie zuvor hatte foltern lassen. Eines seiner Opfer, Behçet Canturk, zahlte zehn Millionen Dollar Lösegeld, die der Casinokönig Omer Luftu Topal um weitere 17 Millionen aufstockte. Doch auch dieses doppelte Pfand konnte ihn nicht davor bewahren, am 28. Juli 1996 von Polizisten, die unter Çatlis Befehl standen, verschleppt zu werden. Die Entführer wurden am 25. August von einem Zeugen in Istanbul erkannt und bei der Staatssicherheit angezeigt. Am 27. August nahm man sie vorübergehend in Polizeigewahrsam, bevor sie auf persönliche Anordnung des Innenministers noch in derselben Nacht nach Ankara gebracht wurden. Um sie aus der

Schublina zu nehmen, wies er sie dem persönlichen Schutz des Abgeordneten Bucak zu, einer der führenden Kräfte der Sonderorganisation von Frau Çiller. Der mutige Zeuge jedoch sollte schon am 28. August umkommen ...

Schon 1993 wurden für diesen „Geheimkrieg“ 70 Millionen Dollar zur Verfügung gestellt, die aus geheimen Fonds des Premierministers stammten. Die Gelder werden laut Bericht von Savas vor allem für den Kauf von Waffen und antiterroristischer Ausrüstung in Israel sowie für Operationen im Ausland verwendet. Im Inland werden die Berufskiller und Spitzel überwiegend mit Mitteln aus Schutzgeld-erpressungen und geheimen Fonds entlohnt. Allerdings benötigt man für die Unterhaltung echter Privatarmeen wie die 20000 Mann starke Truppe von Bucak und die 64000 „Dorfwächter“ (regierungsfreundliche kurdische Milizen) weitaus mehr Geld. So sind die Staatsbanken aufgerufen, bestimmten lokalen regierungsfreundlichen Organisationen großzügige Kredite zu gewähren. Zum größten Teil aber stammt die Finanzierung aus dem ausgedehnten Heroinhandel.

Seit den fünfziger Jahren spielte die Türkei eine wichtige Rolle als Transitland für Heroin, das in den Ländern des Goldenen Halbmonds Afghanistan-Pakistan-Iran produziert und nach Europa und Amerika weitertransportiert wird. Händler dieser Geschäfte sind mafiöse Gruppen, die unter strenger Kontrolle des MIT stehen. Einer der Verantwortlichen beschreibt die Zusammenarbeit mit der Polizei wie folgt: „Unsere Männer können nach Belieben den Zoll von Yesilkoy auf dem Istanbuler Flughafen ohne jegliche Kontrolle passieren, mit Aktenkoffern, deren Inhalt drei bis fünf Millionen Mark wert ist. Manchmal lassen sie ihren Paß abstempeln, manchmal nicht. Unser Chef besitzt jede Menge falscher Pässe und Stempel.“<sup>6</sup> İnci Baba, ein „Pate“, brüstete sich im Fernsehen sowie in den Spalten der *Turkish Daily News* vom 7. Dezember 1993, ein guter Freund von Präsident Süleyman Demirel zu sein, den er während seiner politischen Durststrecke beschützt und unterstützt habe. Abgeblich hat er ihn sogar zu einem offiziellen Besuch nach Washington begleitet.

Mit dem Golfkrieg von 1991 ging der Türkei der wichtige irakische Markt verloren. Da sie über keine bedeutenden Erdölvorkommen verfügt, beschloß sie, den entstandenen Verdienstaustausch durch ein stärkeres Engagement im Drogenhandel auszugleichen. Als nach dem überraschenden Tod von Präsident Turgut Özal im April 1993 die Falken an die Macht kamen, nahm der Drogenhandel plötzlich schwinghaft zu. Wie der Innenminister selbst erklärte, kostete 1994 der Krieg in Kurdistan den türkischen Staat 12,5 Milliarden Dollar.<sup>7</sup> Dafür wurden laut *Hürriyet* im Jahre 1995 mit dem Heroinhandel 25 Milliarden Dollar und im darauffolgenden Jahr 37,5 Milliarden Dollar erzielt.<sup>8</sup>

Ein Schwarzhandel dieser Dimension kann nur von Netzen organisiert werden, die eng mit Polizeibehörden und Armee zusammenarbeiten. Drogenbarone wie Huseyin Baybasin haben gegenüber verschiedenen westlichen und türkischen Fernsehsendern erklärt, unter Schutz und für Gewinn des Staates zu arbeiten.<sup>9</sup> Die Dealer reisen mit Diplomatenpässen. Laut Zeugenaussagen vor dem parlamentarischen Untersuchungsausschuß, der den Unfall von Susurluk aufklären soll, wird das Rauschgift sogar von Militärhubschraubern an der iranischen Grenze in Empfang genommen. Der Vorsitzende des Ausschusses, Mehmet Erkatmis, hat im übrigen dagegen protestiert, daß die belastenden Angaben der Zeugen im offiziellen Bericht der Kommission zensiert wurden.

In einem hochbrisanten Dokument, das der Direktor der Tageszeitung *Aydinlik* während einer Pressekonferenz am 21. September 1996 in Istanbul veröffentlichte, hat selbst der MIT seine Konkurrenzorganisation, die Generaldirektion der Staatssicherheit, beschuldigt, „bestimmte Leute mit Polizeiausweisen und Diplomatenpässen ausgestattet zu haben, die unter dem Deckmantel antiterroristischer Aktivitäten nach Deutschland, in die Niederlande, nach Belgien, Ungarn und Aserbaidschan reisen und dort mit Rauschgift handeln. Er gab sogar eine Namensliste bekannt, auf der einige der Dealer figurieren, die unter dem Schutz der Staatssicherheit stehen.“<sup>10</sup> Hanefi Avci, einer der Chefs der beschuldigten Behörde, reagierte postwendend und veröffentlichte seinerseits eine Liste der Rauschgifthändler, die in Diensten des MIT arbeiten. Dieser Krieg der Polizisten um die Kontrolle des so lukrativen Drogendeals soll laut offiziellem Bericht von Kutlu Savas mindestens 15 MIT-Agenten das Leben gekostet haben.

## Geldwäsche im großen Stil

WESTEUROPA ist der wichtigste Bestimmungsort in diesem weitverzweigten Handel. Und doch wahren die meisten westlichen Regierungen ein verlegenes Schweigen über die Machenschaften in Ankara, genauso wie sie davor zurückschrecken, die Zerstörung von 3428 kurdischen Dörfern und die Vertreibung von mehr als drei Millionen Kurden durch ihre türkischen Alliierten offen zu kritisieren.<sup>11</sup> Immerhin hat am 22. Januar 1997 der deutsche Richter Ralf Schwalbe öffentlich die türkische Regierung allgemein und Tansu Çiller persönlich beschuldigt. Am 26. Januar gab der stellvertretende britische Innenminister Tom Sackville in einer Erklärung gegenüber der *Sunday Times* bekannt, daß 80 Prozent des in Großbritannien beschlagnahmten Heroins aus der Türkei stamme; seine Regierung sei „beunruhigt über die Berichte, die

## Freiheit für Ragip Duran!

**D**IE Türkei ist für Journalisten weiterhin eines der gefährlichsten Länder der Welt. 67 Vertreter dieses Berufsstandes befinden sich zur Zeit wegen „Meinungsdelikten“ hinter Gittern. Zu ihnen gesellt sich nun seit dem 15. Juni Ragip Duran, der wegen eines Artikels, den er im April 1994 in der prokurdischen Tageszeitung *Özgür Ülke* veröffentlicht hat, zu zehn Monaten Gefängnis verurteilt worden ist.

Wie andere türkische Journalisten und Intellektuelle kämpft Ragip Duran seit Jahren für die Demokratisierung der Institutionen seines Landes und für die Anerkennung der kurdischen Realität. Duran, lange Zeit Mitarbeiter der BBC und der Agence France Presse sowie (unter dem Pseudonym Musa Akdemir) Korrespondent der französischen Tageszeitung *Libération*, erhielt im letzten Jahr den Hellman-Hammet-Preis für freie Meinungsäußerung in Printmedien, den die Menschenrechtsorganisation Human Rights Watch vergibt. Mit der Verurteilung von Persönlichkeiten wie Ragip Duran beweist das türkische Regime einmal mehr, welche Verachtung es für die Freiheit der Meinungsäußerung übrig hat. Ragip Duran sofort und ohne Bedingungen freizulassen, wäre nur recht und billig.

I. R.

belegen, daß selbst Mitglieder der Polizei und der türkischen Regierung in den Drogenhandel verwickelt sind“. Dies führte schließlich so weit, daß Fernando Carpentieri, Direktor der Financial Task Force der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (OECD), eine förmliche Ermahnung an die Adresse der Türkei richtete: „Die Türkei ist das einzige Mitgliedsland der OECD, das die gemeinsam vereinbarten Maßnahmen zur Verhinderung der Geldwäsche nicht einhält (...). Diese Situation darf nicht mehr lange anhalten. Wir gewähren den türkischen Behörden eine Frist bis kommenden September, um die erforderlichen Gesetze zu verabschieden, ansonsten muß sich das Land auf eine möglicherweise verheerende Reaktion seitens der weltweiten Bankengemeinschaft einstellen.“

Selbst Washington, bisher ein treuer Verbündeter Ankaras, bricht allmählich das Schweigen. Aus dem hochoffiziellen International Narcotics Control Strategy Report (INCSR) des amerikanischen Außenministeriums, der Ende Februar 1998 veröffentlicht wurde, geht hervor, daß „rund 75 Prozent des in Europa sichergestellten Heroins in der Türkei produziert oder von dort eingeführt wurde, daß jeden

Monat vier bis sechs Tonnen Heroin durch das Land in Richtung Westeuropa geleitet werden und daß auf türkischem Boden zahlreiche Labors tätig sind, in denen das Opium gereinigt und das gewonnene Morphin zu Heroin verarbeitet wird“. Der Bericht unterstreicht, daß die Türkei zu den Ländern zählt, in denen im größten Umfang Geld gewaschen wird, und zwar vor allem über Kofferträger aus Ländern der ehemaligen Sowjetunion, über Spielcasinos, mittels Geschäften in der Bauindustrie und im Tourismus.

dt. Erika Mursa

<sup>1</sup> „In einer Region, in der der Ausnahmezustand herrscht (gemeint sind die kurdischen Provinzen), haben inzwischen sogar die niedrigen Dienstgrade eines Oberfeldwebels, eines stellvertretenden Polizeikommissars und, was noch weitaus schlimmer ist, sogar die ‚Bekehrten‘, also ehemalige Terroristen und potentielle Kriminelle von morgen, die Erlaubnis zum Töten erhalten. (...) Wenn jemand, der von einer Behörde einer anderen überstellt wird, weil er den Gerichten übergeben werden soll, schließlich tot unter einer Brücke gefunden wird, dann ist es doch offensichtlich, daß man nicht von einem Mord von unbekannter Hand sprechen kann“, schreibt Kutlu Savas in seinem Bericht, der in zensierter Fassung am 4. Februar 1998 als Beilage der türkischen Tageszeitung *Radikal* erschienen ist.

<sup>2</sup> Vgl. hierzu „Der lange Atem der Grauen Wölfe“, *Le Monde diplomatique*, März 1997.

<sup>3</sup> Laut Angaben der türkischen Tageszeitung *Hürriyet* vom 6. Juni 1998 sind vor kurzem 43 Polizisten befördert worden, die in diese Vorgänge verwickelt waren.

<sup>4</sup> Gladio ist ein Netzwerk des antikomunistischen Widerstands, das die Nato nach dem Zweiten Weltkrieg in Westeuropa errichtete und das vierzig Jahre lang bestand.

<sup>5</sup> Die beiden türkischen Journalisten Soner Yalçın und Dogan Yurdakul haben im Oktober 1997 eine sehr detaillierte Dokumentation über Abdullah Çatli veröffentlicht, die den Titel trägt: „Ries, Gladio‘nun Türk Teğkçisi“ (Der Rais, türkischer Gladio-Killer), erschienen bei Oteki Yayınları, Istanbul.

<sup>6</sup> Soner Yalçın und Dogan Yurdakul, a. a. O.

<sup>7</sup> Zitiert von *Turkish Daily News*, 29. Januar 1995.

<sup>8</sup> *Hürriyet*, 26. Dezember 1996 und 5. Juni 1997.

<sup>9</sup> Einige solcher Erklärungen wurden in den Tageszeitungen *Hürriyet* am 27. Dezember 1996 und in *Özgür Politika* am 2. Januar 1997 abgedruckt.

<sup>10</sup> MIT Raporu wurde in voller Länge am 21. September 1996 von der Tageszeitung *Aydinlik* und auszugsweise am folgenden Tag von verschiedenen türkischen Zeitungen veröffentlicht.

<sup>11</sup> Offizielle Zahl des Ausschusses für Migration beim türkischen Parlament, nach *Turkish Probe* vom 7. Juni 1998.

## No Magic for Iraq

Awash with money from Congress for covertly promoting Iraqi opposition to Saddam Hussein, the Clinton administration is once again dreaming about engineering his ouster. The only problem is that no one in Washington has figured out how to do so. Instead, the administration is preparing to renew its courtship of Massoud Barzani, a Kurdish factional leader who betrayed Washington and other opposition groups by forming a temporary military alliance with Baghdad in 1996.

There are no magic strategies for managing Saddam, parrying his threats against neighboring countries and blocking his efforts to develop weapons of mass destruction. That will take patient diplomatic containment

and occasional shows of U.S. military force. Washington should also overtly encourage credible opposition forces that could one day rescue Iraq from the international isolation, internal terror and blighted development hopes of the Saddam Hussein era.

The appeal of covert operations is that they are relatively cheap, do not require U.S. troops and can proceed without Washington's skeptical Gulf War allies. In recent months, Congress has pressed the administration to step up covert activity against Baghdad. But Iraq's opposition groups are even more divided and discredited now than in 1996, when Mr. Barzani invited Iraqi troops into the Kurdish region to thwart a rival leader, Jalal Talabani. The soldiers smashed the

CIA's operations center and executed opposition activists. Yet for want of a better alternative, Washington has invited Mr. Barzani, along with Mr. Talabani, to new planning talks.

The most serious internal opposition to Saddam comes from Iranian-backed Shiite groups in southern Iraq, from which the United States keeps a healthy distance. The Iraqi National Congress, which Washington once hoped would create a broad-based opposition, has little remaining support. Iraqi military officers, meanwhile, are understandably reluctant to plot against Saddam without clearer promise of U.S. military backing than Washington is prepared to offer.

The United States should learn from past mistakes and steer clear of covert operations in Iraq.

—THE NEW YORK TIMES.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,  
WEDNESDAY, JULY 29, 1998

## Iran Readies Economic Recovery Plan

Agence France-Presse

TEHRAN — President Mohammed Khatami is ready to announce his answer to the sharp decline in Iranian living standards caused by soaring inflation and unemployment, officials said here Wednesday.

The sweeping economic recovery plan "is ready and has just been approved by the supreme leader" of the Islamic republic, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, Culture Minister Ayatollah Mohajerani said.

Details of the plan have not been released but officials said it would focus on "measures to combat waste."

They said the plan would

be published "by next Monday," when the government celebrates the anniversary of its formation on Aug. 3, 1997.

The plan is crucial for the government as the mounting economic crisis is the biggest threat to its popularity.

The sharp decline in the price of oil, which provides the government with 85 percent of its hard currency receipts and nearly half of its budget income, threatens to create a shortfall of as much as \$6 billion, officials say.

The decline in oil receipts is also making it difficult for the government to service Iran's foreign debt, estimated at as much as \$13 billion.

Servicing the debt is expected to cost \$5 billion this year, or 50 percent of the most optimistic forecast for oil revenue.

The economic crisis is already having a serious impact on living standards, particularly those of the poor.

Throughout Mr. Khatami's first year in office, prices have been rising sharply without any corresponding rise in incomes.

Official figures put the inflation rate at 20 percent, but economists say it reaches as high as 40 percent in certain sectors.

Unemployment is also rising, particularly among the young.

"The government must create around 900,000 jobs a year to deal with unemployment," Mohammed-Ali Najafi, director of the state Planning and Budget Organization, acknowledged in Tehran newspapers Wednesday.

Official figures put unemployment at 11 percent.

"Our economy is sick," Mr. Khatami acknowledged in a recent speech setting out the need for action.

But the president risks hurting the poor if he cuts back on Iran's system of state subsidies for staple goods.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE  
JULY 30, 1998

## Kurdish cartoonist jailed for insulting Turkey

ISTANBUL, Aug 4 (Reuters) - A Turkish court has imprisoned a pro-Kurdish newspaper cartoonist for more than three years for insulting the state in drawings published in two now defunct dailies, journalists said on Tuesday.

They said cartoonist Dogan Guzel had been jailed on Monday for "insulting and degrading" the Turkish republic.

The Ulkede Gundem paper said courts had objected to Guzel's frequent use of a slang swear word in a cartoon strip he drew for two Kurdish papers, which closed several years ago under pressure from legal authorities.

Human rights activists say Turkey has one of the world's worst records for imprisoning journalists under its wide-ranging "anti-terror" laws aimed at quashing dissent on the country's Kurdish conflict.

More than 28,000 people have been killed in 13 years of fighting between Turkish security forces and Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas, campaigning for self-rule in the mainly Kurdish southeast.

# U.S. Aims To Unify Foes of Saddam

## War Crimes Case Is Considered

By THOMAS W. LIPPMAN  
*Washington Post Staff Writer*

Directed by Congress to pursue more vigorous efforts to bring down Iraqi President Saddam Hussein, the Clinton administration has responded with a detailed, 27-page plan to rebuild Iraq's shattered political opposition and prepare a case for a possible war crimes indictment of Iraqi leaders.

The plan calls for spending \$5 million, which Congress has already made available, to train opposition groups in organizing and recruitment techniques, to fund a center for exile activities in London and translate and index millions of captured Iraqi documents for possible use as evidence in a war crimes prosecution.

An additional \$5 million has been used to establish an anti-Saddam Hussein "Radio Free Iraq," run by Radio Free Europe/Radio Liberty and housed in Prague.

Senior officials also hinted that a parallel and possibly more ambitious covert effort to subvert the regime in Baghdad is under development. They said they have no illusions that their plan will put an early end to Saddam Hussein's regime, but said they want to support and unify the Iraqi opposition in hopes of fostering an orderly transition to democracy should Saddam Hussein unexpectedly fall.

To help implement the program, the administration has invited the two leaders of rival Kurdish factions in Northern Iraq—Masud Barzani of the Kurdish Democratic Party and Jalal Talabani of the Popular Union of Kurdistan—to visit Washington later this year.

Both are damaged goods politi-

cally: Barzani because he allied his forces with Saddam Hussein's army during his 1996 conflict with Talabani in an operation that led to the destruction of a CIA-backed opposition movement inside Iraq; and Talabani because he accepted support from Iran in that conflict. But administration officials said they have no choice but to deal with the Kurdish leaders.

"As long as they are prepared to oppose Saddam Hussein, we are prepared to work with them," Assistant Secretary of State Martin S. Indyk told reporters last week. "We do it with our eyes open and with a realistic understanding of the way in which in that part of the world, alliances can shift."

President Clinton, in a report to Congress on June 24, said both Kurdish leaders "have made positive, forward-looking statements on political reconciliation."

But Kurdish leaders also have reason to be mistrustful of the United States, a senior administration official said, because of their sense that Washington encouraged them to rebel against Baghdad after the 1991 Persian Gulf War and then failed to help them.

Whether Barzani will come to Washington and embrace the plan is unclear. His nephew, Farid Barzani, who represents the KDP in Washington, said, "We don't mind joining the [Iraqi Arab] opposition, but only on condition that the Americans would support the Kurdish people against any regional power," meaning against Tehran as well as Baghdad.

Farid Barzani described the plan itself as "a good start," a view not shared by key GOP staff aides in Congress, who said Congress may order changes as a condition of putting up any money beyond the \$5 million.

Two staff members of House International Relations Committee Chairman Benjamin A. Gilman (R-N.Y.) assessed it as a "baby step" that might "lead to a slightly higher profile for the Iraqi opposition abroad but [be of] little help in Iraq."

In a report they said the administration's list of 73 Iraqi opposition groups with which it intends to work is "absurd [because] many of the groups listed number only one person and several are not even Iraqi."

They also objected to locating Radio Free Iraq in Prague because "it will be jammed and will have to overcome credibility problems" because of its association with other U.S.-sponsored surrogate radio sta-

tions. They said the administration should enforce a "no-drive zone" comparable to the "no-fly zone" in Northern Iraq and base the radio there.

A Republican Senate aide who has analyzed the plan called it "fatally flawed," and said some of the 73 listed opposition groups are "penetrated by Baghdad."

He said GOP lawmakers asked Indyk at a testy meeting to redirect some of the \$5 million to a London-based group called Indict, which is promoting war crimes prosecution of the Iraqi leadership. When Indyk raised legal objections to funding the group, the senators reminded him that the bill appropriating the money contained the phrase, "notwithstanding any other provision of law."

This source said GOP senators are also unhappy because they want most of the money to go to the Iraqi National Congress, a London-based umbrella group that until shattered by Barzani's ploy in 1996 was recognized by Washington as the legitimate voice of the Iraqi opposition.

In the administration's view, however, the INC is "an opposition group, not the opposition group," as one senior official put it.

The plan is built around promoting the religious and ethnic pluralism of Iraq and marshaling the case for indictment of Saddam Hussein and his associates. It provides \$125,000 for "coordination" of the activities of groups pursuing the war crimes issue and \$375,000 for document translation.

But much of the plan reads like an organizational manual for grass-roots activists: "Group leaders will be invited to a series of seminars conducted by organizational management consultants. . . . Training sessions will be held for working-level members on office administration, fund-raising, grant proposal writing, accounting, data processing, intra- and inter-group communications, desktop publishing, Web/Internet usage, media relations and related topics."

Under the supervision of a senior U.S. diplomat, funds are to be provided for "any of the activities associated with building a political movement, such as conducting local rallies, printing fliers and posters, mass mailings, telephone canvassing" TV and radio advertising and radio broadcasts.

THE WASHINGTON POST

AUGUST 2, 1998



# Foreign Minister Wins New Respect for Turkey

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — A messenger recently visited the ambassadors of Latin American countries in Ankara and handed all of them something they had never seen before: an invitation to meet with the foreign minister and discuss ways to improve relations between Turkey and Latin America.

Soon afterward, the foreign minister, Ismail Cem, summoned Turkey's ambassadors in Africa home to lay plans for a new diplomatic offensive on that continent.

These sessions had to be wedged between Mr. Cem's frenetic foreign travels, which have taken him to more than 30 countries in his first year in office. He has visited the United States and almost every European country and is planning trips to lands from Argentina and Canada to India and Iran.

One measure of his success is the stream of foreign dignitaries visiting Turkey. The prime ministers of Spain and Italy have been here in recent days, and President Hosni Mubarak of Egypt is expected soon.

For most of this decade Turkish foreign policy has been weak and vacillating, reflecting the instability of Turkish governments and Turkey's inability to find a new role to replace its Cold War position as a NATO state on the front line against the Soviet Union. Foreign ministers have changed so often that some have barely had time to furnish their offices, much less develop cogent strategies. Mr. Cem's immediate predecessor, Tansu Ciller, was so uninterested in the job that she often went weeks at a time without even appearing at the Foreign Ministry.

Against this background, Mr. Cem's energy and sweeping new vision have come as an unexpected but welcome dose of adrenaline.

"I am trying to change the scope of our foreign policy," Mr. Cem said in an interview, speaking idiomatic English as smoke curled from his pipe. "We no longer perceive ourselves as a country on the outer periphery of Europe. Of course we are part of Europe. But now we see ourselves as a pivotal country in the emerging geography of Eurasia."

"Enormous amounts of oil and gas are beginning to flow out of the Caspian basin. China is emerging as an economic giant. Goods will soon be moving in huge volumes around this region. You have only to look at a map, and to understand the size of the Turkish economy, to realize that we are in a very new and very important position."

In December, Turkey suffered a humiliating setback when the European Union refused to consider its application for membership. But while some Turks reacted with anger and frustration, Mr. Cem calmly asserted that Turkey had many other places to turn.

Some of his initiatives have required delicate balancing acts.

Turkey has cemented strong ties with Israel, for example, but has also made new overtures to Iran, Syria and Iraq.

In other areas, notably in relations with Greece and Cyprus, he has not been able to make any substantial progress.

When traveling in what he calls "the new Eurasian geography," Mr. Cem uses an approach that was anathema to his predecessors. He portrays himself as the representative not only of a 75-year-old republic, but also of the long Ottoman political tradition.

"Turkey has for years had a foreign policy in which the historical factor did not exist," he said. "We are bringing that factor back into play, and when I go to places like Macedonia, Albania, Bosnia, Azerbaijan and central Asia, I see that it brings a very positive response."

"Even in Jerusalem, I was told very proudly that the walls of the old city were built by a Turkish sultan. People are aware of the history they share with us."

Mr. Cem is 58. He is a member of the Democratic Left party, led by the deputy prime minister, Bulent Ecevit. Mr. Cem studied political science in Switzerland and spent much of his career as a journalist, including a spell as director of the state-run Turkish television network. Photography is his private passion.

"He's the most intellectually interesting and thoughtful foreign minister Turkey has had in some time," a European ambassador said. "When you talk to him you see his eyebrow curl, and you have the feeling that he's really thinking things through. Unfortunately, he runs into a wall in some countries because of Turkey's human rights problems. I also have the feeling that he has to take a tough line on Greece and Cyprus in order to have the freedom to shape policy in other areas."

## Radar Parts Arrive, Turkish Cypriot Says

Agence France-Presse

ANKARA — Parts of the radar system for controversial surface-to-air missiles ordered from Russia by the Cypriot government have arrived in the south of the divided island, a Turkish-Cypriot official said.

"Some of the radar system for the S-300 missiles has arrived in the south, but not the missiles themselves," the Turkish news agency Anatolia quoted Dervish Eroglu, the prime minister of the self-declared Turkish Republic of Northern Cyprus, as saying late Friday.

"The Greek Cypriots' decision to buy these missiles was a mistake. The purchase has sparked a controversy even within their own government," Mr. Eroglu added without elaboration.

Turkey has threatened to use any means at its disposal, including air strikes, to prevent deployment of the missile system. It also has said it will deploy its own missiles in the north if the S-300s are deployed in the south.

Cyprus has been divided since 1974, when the Turkish Army occupied its northern third after a failed coup by Greek nationalists attempting to unite the island with Greece.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, AUGUST 3, 1998

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, AUGUST 4, 1998

# A Place for Turkey in EU?

## Schroeder, Kohl's Rival, Outlines Terms for Entry

By John Schmid  
International Herald Tribune

HANNOVER, Germany — Gerhard Schroeder, the candidate favored to beat Chancellor Helmut Kohl in elections next month, said he supported an effort to include Turkey in the European Union.

Mr. Kohl has opposed such a policy.

But admission of Turkey, Mr. Schroeder stressed, would mean that Brussels must first develop a common EU immigration and asylum policy regulating the settlement of foreigners.

If he prevails in September, Mr. Schroeder vowed that the creation of a "restrictive" EU immigration policy would be an important issue for Germany.

Mr. Schroeder said his position on Turkish relations was closer to U.S. policy — which is aimed at tying Turkey into Europe's political and military alliances for security reasons — than it was to the position of Mr. Kohl.

Chancellor Kohl has created an impression that Turkey, with a largely Muslim population, is left on the outside because of "borders of faith," he said.

"It makes sense to make clear that the door to the EU must remain open and that the EU should not become a community against other beliefs," Mr.

Schroeder said to foreign journalists.

Guenter Verheugen, a foreign policy adviser who appeared with Mr. Schroeder at a briefing, said Germany should help Turkey to meet the political, social and human rights preconditions for EU membership.

The flow of refugees from Turkey, a nation of 62 million, has been a hot political issue in Germany.

Last December, Mr. Kohl said that "dramatic" increase in the number of Turks in Germany would "not be tolerable to German public opinion."

Mr. Schroeder also made a direct link between EU and German immigration policy and the difficulties of admitting Turkey to the European Union. Germany accepts 60 percent of all immigrants into the EU, a trend that Mr. Schroeder said was "unjust."

"Turkish politicians must understand," he said, "that as long as there is no European-wide immigration policy, the position of the German government regarding traveling freedom is correct."

"There must be a common immigration policy and until there is, the difficulties with German-Turkish ties will be linked to this issue," Mr. Schroeder added.

"We must be certain that we take only a certain number," he concluded.

# Suède: les étranges vacances du PKK

## Dix-sept jeunes Kurdes conduits en Allemagne pour «entraînement».

Stockholm de notre correspondant

La disparition de plusieurs jeunes Kurdes d'un camp d'été en Suède n'en finit pas de provoquer des remous. Selon la police suédoise, ce camp situé dans le Värmland, aurait en fait été organisé par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) afin de recruter de nouvelles forces pour son combat contre les autorités turques. Dix-sept jeunes, parmi lesquels certains mineurs de 14 ou 15 ans, ont ainsi été conduits discrètement hors de Suède il y a plusieurs semaines, sans que les parents soient au courant. Fait rare, c'est suite aux plaintes déposées par les parents de trois d'entre eux auprès de la police que l'affaire a été lancée. Il a fallu plusieurs jours et la mobilisation d'Interpol pour que leur trace soit

retrouvée en Allemagne, dans un camp du PKK où se poursuit toujours une formation idéologique de huit semaines. Trois des plus jeunes sont maintenant revenus en Suède, demandant pardon à leurs parents pour cette «escapade», mais assurent ne rien avoir à faire avec le PKK. «Nous n'avons fait que rencontrer d'autres jeunes Kurdes», a raconté l'un d'eux à son retour.

La situation des autres jeunes paraît plus incertaine. La mère de l'un d'entre eux aurait reçu il y a quelques jours un appel téléphonique d'un membre du PKK lui disant qu'elle ne devait pas compter revoir sa fille. Les jeunes sociales-démocrates suédoises (SSU), coorganisatrices du camp, ont fait leur mea-culpa, affirmant ignorer que le PKK était partie prenante

dans l'affaire. Elles ont démarré un processus d'exclusion de huit de leurs adhérents, membres de la section kurde des SSU, dont la plupart avaient participé au camp fin juin.

«Bien sûr nous avons besoin d'hommes et d'armes», s'exclame un militant dans le local stockholmois de l'ERNK, la branche politique du PKK. «Personne n'a forcé ces jeunes, déclare Mehmet Yigit, sympathisant du PKK et père d'une fille de 18 ans participant au camp en Allemagne. Que des parents soient inquiets, je peux le comprendre, vu la situation au Kurdistan. Mais si ma fille prend les armes pour aider à la libération du Kurdistan, je n'ai rien contre. D'ailleurs, la guerre au Kurdistan va s'europaniser de plus en plus, avec les dizaines de milliers de jeunes Kurdes vi-

vant en Europe qui sont beaucoup plus informés.»

Toutefois, le fait que des familles aient osé porter plainte a des allures de véritable révolution. «La peur du PKK et de ses représailles commence à disparaître, commente Kurdo Baksi, rédacteur en chef du journal Kurdistan à Stockholm. Huit plaintes sont maintenant déposées, souvent sous la pression des mères. Comme il y a de nombreux mouvements kurdes en Suède, elles sentent qu'elles peuvent recevoir un soutien d'autres Kurdes qui ne sont pas liés au PKK.» Selon Baksi, le PKK a commencé à recruter des jeunes Kurdes en Europe en 1991. La France aurait ainsi accueilli de tels camps depuis plusieurs années. Et, selon lui, pas seulement pour le maniement des idées ●

OLIVIER TRUC

LIBERATION

4 AOUT 1998

# U.S. Plan Seeks To Bolster Iraqi Opposition and Topple Saddam

By Thomas W. Lippman  
*Washington Post Service*

WASHINGTON — Directed by Congress to pursue more vigorous efforts to bring down President Saddam Hussein of Iraq, the Clinton administration has responded with a detailed, 27-page plan to rebuild Iraq's shattered political opposition and prepare a case for a possible war crimes indictment of Iraqi leaders.

The plan calls for spending \$5 million, which Congress has already made available, to train opposition groups in organizing and recruitment techniques, to fund a center for exile activities in London and to translate and index millions of captured Iraqi documents for possible use as evidence in a war crimes prosecution.

An additional \$5 million has been used to establish an anti-Saddam "Radio Free Iraq," run by Radio Free Europe/Radio Liberty and housed in Prague.

Senior officials also hinted that a parallel and possibly more ambitious covert effort to subvert the government in Baghdad is under development. They said that they have no illusions that their plan will put an early end to Mr. Saddam's rule, but that they want to support and unify the Iraqi opposition in hopes of fostering an orderly transition to democracy should Mr. Saddam unexpectedly fall.

To help implement the program, the administration has invited the two leaders of rival Kurdish factions in northern Iraq — Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan — to visit Washington this year.

Both are damaged goods politically: Mr. Barzani because he allied his forces with Mr. Saddam's army during his 1996 conflict with Mr. Talabani in an operation that led to the destruction of a CIA-backed opposition movement inside Iraq, and Mr. Talabani because he accepted support from Iran in that conflict. But administration officials said they have no choice but to deal with the Kurdish leaders.

"As long as they are prepared to oppose Saddam Hussein, we are prepared to work with them," the assistant secretary of state, Martin Indyk, said last week. "We do it with our eyes open and with a realistic understanding of the way in which, in that part of the world, alliances can shift."

President Bill Clinton, in a June 24 report to Congress, said both Kurdish leaders "have made positive, forward-looking statements on political reconciliation."

But Kurdish leaders also have reason to be mistrustful of the United States, a senior administration official said, because of their sense that Washington encouraged them to rebel against Baghdad after the Gulf War of 1991 and then failed to help them.

Whether Mr. Barzani will come to Washington and embrace the plan is unclear. His nephew, Farid Barzani, who

represents the Kurdistan Democratic Party in Washington, said, "We don't mind joining the opposition, but only on condition that the Americans would support the Kurdish people against any regional power," meaning against Tehran as well as Baghdad.

Farid Barzani described the plan itself as "a good start," a view not shared by key Republican staff aides in Congress, who said Congress may order changes as a condition of putting up any money beyond the \$5 million. Two staff members of Benjamin Gilman, Republican of New York and chairman of the House International Relations Committee, assessed it as a "baby step" that might

"lead to a slightly higher profile for the Iraqi opposition abroad but little help in Iraq."

In a report they said the administration's list of 73 Iraqi opposition groups with which it intends to work is "absurd" because "many of the groups listed number only one person and several are not even Iraqi." They also objected to locating Radio Free Iraq in Prague because "it will be jammed and will have to overcome credibility problems" because of its association with other U.S.-sponsored surrogate radio stations. They said the administration should enforce a "no-drive zone" comparable to the "no-fly zone" in northern Iraq and base the radio there.

A Republican Senate aide who has analyzed the plan called it "fatally flawed," and said some of the 73 listed opposition groups are "penetrated by Baghdad." This source said Republican senators are also unhappy because they want most of the money to go to the Iraqi National Congress, a London-based umbrella group that until shattered by Mr. Barzani's ploy in 1996 was recognized

by Washington as the legitimate voice of the Iraqi opposition. In the administration's view, however, the Iraqi National Congress is "an opposition group, not the opposition group," as one senior official put it.

The plan is built around promoting the religious and ethnic pluralism of Iraq and marshaling the case for indictment of Mr. Saddam and his associates. It provides \$125,000 for "coordination" of the activities of groups pursuing the war crimes issue and \$375,000 for document translation.

Under the supervision of a senior U.S. diplomat, funds are to be provided for "conducting local rallies, printing fliers and posters, mass mailings, telephone canvassing," TV and radio advertising and radio broadcasts.

## ■ UN Arms Inspector Arrives

The chief United Nations weapons inspector, Richard Butler, arrived in Baghdad on Sunday with a team of experts to renew investigations of Iraq's disarmament efforts. The Associated Press reported from Baghdad.

MONDAY, AUGUST 3, 1998

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

### **Un caricaturiste emprisonné pour "atteinte à l'Etat"**

ANKARA, 4 août (AFP) - Un caricaturiste de deux anciens quotidiens pro-kurdes qui ont cessé de paraître a été emprisonné lundi à Istanbul pour "insulte et atteinte à l'Etat" turc, a écrit mardi le quotidien pro-kurde Ulkede Gundem.

Le caricaturiste, Dogan Guzel, a été mis en détention dans une prison d'Istanbul, après avoir été interpellé vendredi dernier par la police, selon la même source.

Le caricaturiste avait été condamné à 40 mois de prison aux termes de l'article 159 du code pénal turc pour avoir écrit "la lâche république de Turquie" dans quatre caricatures, chacune lui ayant valu une peine de 10 mois de prison.

Ces caricatures avaient été publiées dans les quotidiens pro-kurdes Ozgur Ulke et Ozgur Gundem, qui avaient déjà été accusés par les autorités turques de faire de la propagande en faveur du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), qui mène une rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

L'emprisonnement du caricaturiste constitue une "intolérance humoristique", a déclaré son avocat, Osman Ergin.

---

### **165 rebelles du PKK tués en cinq jours dans l'est et le sud-est**

DIYARBAKIR (Turquie), 5 août (AFP) - 165 rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations de l'armée ces cinq derniers jours dans l'est et le sud-est de la Turquie, a-t-on annoncé mercredi de source officielle à Diyarbakir.

Au total 165 rebelles ont été tués et sept autres capturés par les forces de sécurité, selon la super-préfecture de Diyarbakir, chef-lieu du Sud-Est à majorité kurde, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

C'est le plus lourd bilan subi par le PKK face à l'armée depuis le début de l'année.

---

### **280 travailleurs kurdes empêchés d'accéder à une province turque (presse)**

ANKARA, 6 août (AFP) - Quelque 280 travailleurs saisonniers originaires des provinces turques du sud-est anatolien à majorité kurde, ont été empêchés d'accéder à la province de Giresun (nord, sur la mer Noire) par les autorités de cette province, a écrit jeudi le quotidien pro-kurde Ulkede Gundem.

Selon ce journal, la raison officiellement invoquée était que, parmi ceux-ci, pourraient figurer des membres présumés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie).

Des milliers de personnes originaires du sud-est de la Turquie travaillent pendant la saison estivale dans la cueillette du thé ou des noisettes, dont la culture est très répandue dans les provinces situées sur la mer Noire.

Depuis l'été 1997, le PKK, largement immobilisé dans le sud-est anatolien, tente de propager ses actes de violence hors de cette région, notamment dans les zones montagneuses le long du littoral de la mer Noire.

Une dizaine de villageois ont été tués depuis la mi-juillet par des militants du PKK dans cette région, où n'existent presque pas de communautés d'origine kurde.

Le PKK mène une rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans le sud-est anatolien, situé à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, pour créer un Etat kurde indépendant. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

---

### **Un maire d'une localité dans l'Est enlevé par le PKK**

ANKARA, 6 août (AFP) - Le maire de la localité de Bahcesaray située dans la province de Van (est) ainsi que trois autres personnes ont été enlevés dans la nuit de mercredi à jeudi par des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a rapporté jeudi l'agence Anatolie.

Le maire, Naci Orhan, est membre du Parti de la Mère Patrie (Anap, conservateur) du Premier ministre Mesut Yilmaz, a indiqué Anatolie.

Il se rendait à Van lorsqu'un groupe de rebelles du PKK ont arrêté sa voiture de fonction sur la route dans la zone située entre le village de Narlica et la passe de Karabet, selon la même source.

---

### **Mini-purge dans les rangs de l'armée turque**

ANKARA, 6 août (AFP) - Le Conseil militaire suprême de Turquie a décidé d'expulser des rangs de l'armée 25 officiers et sous-officiers suspects de sympathies fondamentalistes, a-t-on appris jeudi de source gouvernementale.

Réuni depuis lundi sous la présidence du Premier ministre, Mesut Yilmaz, le Conseil, plus haut organe exécutif militaire turc qui se réunit deux fois par an, procède lors de chaque réunion à ce genre de mesures.

"Le Conseil a pris les mesures nécessaires à l'encontre d'un certain nombre de personnes", a indiqué l'état-major général dans une déclaration, sans préciser de chiffre.

Ces militaires sont implicitement accusés d'avoir des liens avec des groupes extrémistes religieux.

Plus de 160 officiers et sous-officiers avaient été radiés lors de la dernière réunion du Conseil en juin dernier. L'armée, qui se considère comme la garante du caractère laïc de l'Etat, est très sensible à toute tentative d'infiltrer ses rangs par les islamistes.

Le Conseil a décidé, par ailleurs, de nommer chef d'état-major des armées turques le général Huseyin Kivrikoglu, l'ex-commandant en chef de l'armée de terre, remplaçant le général Ismail Hakki Karadayi, qui part en retraite. Plusieurs autres généraux ont également été affectés à d'autres postes.

---

### **Un opposant kurde iranien assassiné dans le nord de l'Irak (opposition)**

Jeu 06 Aoû 98 - 15h34 GMT

NICOSIE, 6 août (AFP) - Un opposant kurde iranien a été assassiné fin juillet par des agents du gouvernement de Téhéran dans une base du parti dans le nord de l'Irak, a affirmé jeudi le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI).

Dans un communiqué reçu à Nicosie, le CNRI, principal mouvement de l'opposition iranienne en exil, a indiqué que Mohammed Heidari, membre du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, avait été blessé par balles le 31 juillet et a succombé à ses blessures le lendemain.

Selon le CNRI, cet assassinat porte à 28 le nombre d'opposants iraniens tués à l'étranger par les agents du gouvernement de Téhéran depuis l'arrivée au pouvoir du président Mohammad Khatami en août 1997.

Le mouvement a appelé la communauté internationale à "condamner cet acte terroriste" et à s'élever contre "la liberté d'action dont dispose les agents des Mollahs (dirigeants iraniens) et les membres de leurs services de renseignement à l'étranger".

---

# Le mouton noir d'Anatolie

*Avec ses héros redresseurs de torts et ses prises de position en faveur des Kurdes, Yachar Kemal irrite les autorités d'Ankara. Mais quel talent !*

**A** 3 ans, il fut éborgné par son oncle. A 4 ans, il vit son père se faire poignarder dans une mosquée et devint bègue. A 12 ans, il cavala dans les montagnes, à la poursuite des bandits barbouillés de sang. A 17 ans, il fut jeté en prison, à cause de ses idées libertaires. Aujourd'hui, il est un mythe, un titan dont la statue de bronze se dresse comme un sémaphore sur le port d'Istanbul. Yachar Kemal ? C'est Homère, Robin des bois et Zorro. Un mirobolant fakir dont l'œuvre déferle à grand fracas, mêlant épopée et légende, fureur et rébellion. A la Turquie il a offert un héros qui est devenu un emblème national : le farouche Mèmed, l'ennemi des despotes féodaux, le forban à la tête de pierre et au cœur d'ange.

Depuis un demi-siècle, Yachar Kemal veille aux portes du Levant, édifiant une prodigieuse chanson de geste qui prend sa source au pied de l'Ararat biblique, en pays kurde. C'est là qu'est né l'auteur de *La Légende des mille taureaux*, dans un village anatolien où les conteurs ambulants, jadis, faisaient trembler les montagnes. Leurs voix hiératiques ne se sont pas éteintes : le romancier les ressuscite de livre en livre, avec un souffle de stentor. Wes-



Le mont Ararat, en pays kurde, où se déroule le conte de Kemal.

G. SOEUVRINO

tern ? Ethnographie ? Symphonie écologique ? Opéra tellurique ? Eloge de la Turquie nomade et des cultures minoritaires ? Tout à la fois. Et parce qu'il a du sang kurde dans les veines, Kemal y ajoute une brûlante apologie de la révolte populaire.

C'est pourquoi il reste un mouton noir, un résistant que la gloire n'a jamais fait taire. Ses démêlés avec le pouvoir forment une véritable saga... Dernier épisode : en janvier 1995, la Cour de sûreté d'Istanbul l'a inculpé pour « propagande séparatiste », à cause d'un libelle virulent, paru dans le *Spiegel*, où il dénonçait « la domination honteuse de la Turquie sur le peuple kurde ». Condamné à vingt mois de pri-

son avec sursis, Kemal dut se réfugier provisoirement en Suède, avant de recevoir le très symbolique prix de la Paix, décerné par les libraires allemands. « Que puis-je encore faire en Turquie ? se demandait alors le romancier. Si je franchis un pas de plus, ils me renvoient aussitôt en prison. Un pas de plus, ils me tuent. »

*La Légende du mont Ararat* est un conte signé par un frère anatolien de Giono. Nous sommes, de nouveau, dans les rudes contrées qui servent de décor à l'œuvre de Kemal : le merveilleux y a rendez-vous avec l'exotisme, et le surnaturel y côtoie les drames d'une Turquie soumise au joug ottoman. Ahmet, le héros, est un irréductible, un çouan qui



Yachar Kemal à Istanbul. Un mirobolant fakir dont l'œuvre déferle à grand fracas.

niche sur les flancs cuivrés du mont Ararat. Et qui osera défier le tout-puissant pacha de la région, Mahmout Khan le sanguinaire. David contre Goliath... Avec tous les ingrédients des récits féeriques chers à la tradition orientale : un cheval magique, un forgeron aux pouvoirs miraculeux, des derviches qui dansent sur les flammes, une Schéhérazade en quête de sortilèges, un rhapsode dont la mélodie saura réveiller la fureur du légendaire Ararat...

C'est parfaitement naïf, mais on marche, tandis que Yachar Kemal fait revivre le théâtre enchanté de sa terre natale. Du haut de son tapis volant, avec sa douce voix de troubadour, il continue à nous inviter au voyage. Pour que ses rêves d'enfant sauvage soient aussi les nôtres. ●

**André Clavel**

*La Légende du mont Ararat*, par Yachar Kemal. Trad. par Munevver Andac. Gallimard, 144 p., 85 F.

The Economist - August 1-7, 1998

# Turkeys Kurds Down but far from out

Ankara and Brussels

The Turkish army may be containing the Kurdish guerrillas in the countrys ravaged south-east, but it is losing the diplomatic war

WHEN Abdullah Ocalan, a Kurd from a cotton-rich corner of south-eastern Turkey, helped to set up the Kurdish Workers Party better known by its Kurdish initials, PKK some 20 years ago, his aims seemed unattainable. For a start, his insistence that an independent Kurdistan should be created out of contiguous bits of Turkey, Iraq, Syria and Iran seemed wildly over-ambitious. None of those countries had, or has, the slightest intention of letting chunks of its land be chopped off to form another, rival, country. Secondly, though most of Mr Ocalans would-be followers were devout Muslims, the country he proposed inventing would be strictly secular, indeed Marxist. Thirdly, Mr Ocalans main adversary, the Turkish state, also happened to have the largest army in NATO after Americas. And fourthly, Mr Ocalan hardly seemed to have the qualities necessary in a leader. He can be quite a tyrant: of the original band of 16 people with whom he set up the outfit, almost every one has since been denounced by him. Some have been killed.

So it is hardly surprising that Apo, as the PKK leaders supporters call him, has not fulfilled his ambitions. But that does not mean he has altogether flopped. For a start, despite recent buffetings, his guerrillas have managed to survive in the battlefield. And Mr Ocalan has made notable strides on the worlds diplomatic stage. The PKK and the idea of some kind of Kurdish entity is unlikely to go away.

How come? In the diplomatic arena, mighty America has yet to smile on Mr Ocalan or his Kurdish friends. Turkeys armed forces are free to pursue the PKK into the slab of northern Iraq that America and its allies have reserved for Iraqi Kurds: one of the Iraqi factions even co-operates with the Turks against the PKK in return for help against its local rivals. For the Americans, Turkey, with its 62m people, is still a necessary ally in a combustible part of the world and if that means turning a blind eye to the suppression of those among Turkeys 15m Kurds (the figure is vague) who wish to assert their identity, too bad. There is no sign that President Bill Clinton will soon be clasping the hand of Mr Ocalan, as he did that of Gerry Adams, leader of Sinn Fein, the political arm of the Irish Republican Army. The Americans still have the PKK on their blacklist of terrorist groups.

And with some reason. Kurds in Turkeys south-east who are deemed to collaborate with the authorities, including teachers who do not obey the PKKs orders to close down their schools, are liable to be killed. Whether in Turkey or abroad, Kurds who refuse to pay taxes to the PKK may be beaten up or worse. Earlier this year, a German court convicted Kani Yilmaz, Mr Ocalans representative in Europe, of extortion and attempted murder. Mr Ocalan, too, is careless about civilian lifewitness two recent PKK bombs in Istanbul.

On the battlefield, the Turks are now managing to contain the Kurds fairly well, even though the PKK has killed at least 50 Turkish soldiers and village guards and 16 civilians since June. Turkish forces lost a lot of ground in the early 1990s, when PKK guerrillas managed to spread their activities to nearly a third of Turkeys provinces (starting in the most south-easterly ones, near Diyarbakir). But in the past year or so the armys ruthless policy of corralling villagers in fortified hamlets and then clearing much of the surrounding land of people has paid dividends. Since the war began in 1984, some 30,000 people most of them PKK guerrillas and Kurdish civilians have been killed. Today, however, the guerrillas are no

longer advancing territorially. And the number of victims, both of guerrillas and soldiers, has dipped, despite this summers brutal spasm.

Indeed, the guerrillas may be at their weakest for some years. At the start of the 1990s, they were confident enough to try taking over a number of provincial capitals Sirnak, for instance. Although they did not succeed, they made Turkey's generals very nervous. Local Turkish army commanders sometimes negotiated unofficial ceasefire agreements with their PKK counterparts. Nowadays, the regions town centres are safer, if not pleasant, places to stroll through, and Mr Ocalan's guerrillas, probably down to around 4,000 inside Turkey and 3,500 outside, operate in smaller groups than before.

This success is due partly to the eviction, between 1992 and 1995, of Kurdish inhabitants from more than 3,000 villages. It is also due to the army's smart weaponry, such as heat-seeking cameras that can pick out nocturnal raiding parties.

As a result, Mr Ocalan's demands seem to be shrinking. He has quietly renounced claims to the bit of Anatolia, in the Turkish heartland, that he wistfully calls northern Kurdistan. He seems ready to settle for political and cultural rights rather than outright Kurdish statehood. He may wish to model himself on the Palestinians Yasser Arafat, and try a more peaceful approach. If so, that would be a significant change.

Yet the Turks' claims of imminent victory, which became even more strident earlier this spring when they captured Semdin Sakik, the PKK's erstwhile second-in-command, still sound unconvincing. Whatever its setbacks, the PKK still keeps the Turkish army on its toes. You don't need 50,000 men to fight an organisation that has already been marginalised, observes Murat Karayilan, a PKK commander whom the Turks tried to kill or capture during their military operation in the passes between Diyarbakir and Kulp in May.

Nor, if the PKK were almost defeated, would Turkey need to use more than 10% of all public spending to deal with it. Cross-border operations of the sort the Turks launched on May 20th may cost as much as \$300m a go. Tot up the bills for joint operations with friendly Kurds in northern Iraq, not to mention year-round bombing raids on suspected PKK camps, and it is clear why Turkey's generals need \$8 billion a year for counter-insurgency.

The PKK owes some of its durability to people and governments in at least four countries Syria, Iraq, Iran and Greece that intermittently give it succour. When some 50,000 Turkish troops bulldozed their way into northern Iraq in May 1997, most of the guerrillas simply slipped across the border into Syria, where many of them had been trained and where Mr Ocalan has been living since 1989.

Iraq's leader, Saddam Hussein, has also been helping though this depends on the shifting state of play between Turkey, Iraq and the feuding Iraqi Kurdish chiefs (whom America is, once again, trying to unite against the Baghdad regime). Since May, when 10,000 or so Turkish soldiers penetrated 30km (18 miles) into northern Iraq, Mr Hussein has let thousands of Kurds of Turkish origin move south. Iran, fighting its own Kurdish dissidents, has often helped the Turks' Kurdish enemies. The Greeks are said to turn a blind eye to Kurds quietly training as guerrillas.

So long as foreigners go on providing bolt-holes, it will probably be impossible to defeat the PKK outright. Even if the guerrillas have become militarily weaker and the Americans still spurn them, their diplomacy has become more effective in Europe.

Witness the rally that took place on June 6th in the German city of Dortmund. Never mind that many of the 80,000 expatriate Kurds who turned up



to chant in praise of Apo were invited not by the PKK (which is banned in most European countries as a terrorist group) but by fronts. These operate in such countries as Germany, France and the Netherlands, which play host to most of Europe's 500,000-plus Kurds, and in Scandinavia, where Kurdish nationalism is popular. It was clear in Dortmund that the PKK still strikes a strong chord in many an expatriate Kurdish heart. The crowd was addressed by, among others, a former Danish prime minister and a former Greek minister. And many German Greens have a soft spot for the PKK. It was they who let the rally go ahead, since they help run the state of North Rhine-Westphalia, where Dortmund lies.

The PKK has grown more sophisticated in its self-promotion. Mr Ocalan has learned a lesson since 1993, when the PKK kidnapped two dozen foreign tourists in Turkey's south-east, made about 100 attacks on Turkish-run businesses in Western Europe, and blocked German motorways to air the Kurdish cause. Such actions got the PKK banned in Germany and seem to have finally persuaded Mr Ocalan to desist from, or at least reduce, violence across Europe. The conviction of Mr Yilmaz was an embarrassment which the PKK does not want repeated. So instead of lobbing Molotov cocktails at Turkish consulates, it prefers to receive friendly European politicians in the secretariat of its parliament-in-exile in Brussels. The softer line has yielded results. Germany's chief prosecutor earlier this year ruled that the PKK, despite the Yilmaz verdict, were not terrorists after all.

The PKK also gets help from Med-TV, a television channel managed in Belgium which broadcasts from London. Since it started transmissions (in all three Kurdish dialects, as well as Turkish and English) in 1995, Kurds in more than 40 countries, including Turkey and Iraq, have been able to learn how splendidly the PKK's latest campaign is going and to hear Mr Ocalan's reasoned calls for dialogue. Neither Belgium's police, which raided Med's old offices two years ago, nor Britain's government, which wishes the channel's fierce anti-Turkish polemic were broadcast from somewhere other than London, have been able to back Turkish claims that the channel is run by the PKK and financed by dirty money.

It is clear that the PKK has quite enough money, dirty or not, to keep going. For a start, the Kurdish diaspora is generous. London's 25,000 Kurds have been collecting more than £500,000 (\$820,000) a year. German-based campaigners say they raised about five times that amount last year, much of it from Kurdish-owned building and transport firms. Another source of cash is the trafficking of illegal immigrants into the West. One Hamburg-based Kurd explains that when, in 1992, he and his fellow villagers in the troubled Turkish province of Bingöl were forcibly dispersed after refusing to become Turkish-armed vigilantes, some 60 of them were smuggled into Germany through the Balkans at a price of DM5,000 (\$2,787) a head: the money landed up in PKK coffers.

An even bigger source of income is drugs. Interpol says that South-East Asian heroin, processed in Turkey, supplies four-fifths of Europe's market. The PKK has its own laboratories and controls routes to the West through Romania and the Balkans. It may seem odd that the Turkish government does not draw more attention to this aspect of the PKK. One reason, some say, is that pro-government Kurds and many Turks are heavily involved in the trade too.

Still, the PKK's most effective recruiter remains the Turkish army itself, closely followed by Turkey's politicians. The generals (and the judges) view even moderate Kurdish demands for political and cultural autonomy, for example as criminal. And they reject any suggestion that the Turkish government should, as Mr Ocalan repeatedly urges, sit down and negotiate. General Çevik Bir, the most obviously political of the country's top soldiers, would dismiss such ideas out of hand, even though most of the generals reckon that outright military victory is impossible and that the PKK can still count on a continuing flow of recruits.

If the Turkish government did sit down with Kurdish nationalists and not just with Mr Ocalan's group to talk about some degree of autonomy, it might be easier for moderate Kurdish leaders to emerge. As it is, Mr Ocalan's lot may be militarily weak but they have done what all guerrilla groups need to do: they have survived on the battlefield while gaining ground in diplomacy. To many Kurds, Mr Ocalan is a romantic hero. His cause, and his guerrillas, are not going to fade away.

---

## Turk region bans seasonal workers, fears Kurd rebels

ISTANBUL, Aug 6 (Reuters) - Truckloads of mainly Kurdish seasonal workers were turned away on Thursday from a Turkish province for fear they could have links to the Kurdistan Workers Party rebel group, a regional official said.

"The governor has banned all outside labourers because of concern that some workers could be members of the separatist organisation," the official in the Black Sea province of Ordu said. "This may be somewhat discriminatory."

Local hazelnut growers depend on seasonal labourers from the poor southeast, which is mainly Kurdish, to harvest the prime crop in late August.

"Security troops are sending away truckloads of these workers at the (provinces) border," the official said.

Ordu Governor Kemal Yazicioglu, who ordered the ban, is a nationalist known for his close ties to Prime Minister Mesut Yilmaz, and is widely tipped by the Turkish press to be the country's next security chief.

Small groups of guerrillas have killed security and civilian officials in the Black Sea region in the past two years in an effort to draw the security forces away from the southeast.

More than 28,000 people have died in almost 14 years of fighting between security forces and the rebels, who demand self rule in southeastern Turkey.

---

### Soixante-cinq familles kurdes ont regagné le nord de l'Irak

Sam 08 Aoû 98 - 08h44 GMT

TEHERAN, 8 août (AFP) - Un nouveau groupe de 65 familles kurdes irakiennes, réfugiées en Iran depuis 1996, a regagné vendredi le Kurdistan irakien, dans le nord de l'Irak, a rapporté samedi l'agence officielle IRNA.

Ces familles, au total 359 personnes, ont regagné le nord de l'Irak depuis le point frontalier de Piranchahr (nord) sous la supervision de représentants du haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) et de l'UNICEF, a ajouté IRNA.

"Grâce au calme et à la paix qui règnent dans le nord de l'Irak, les réfugiés kurdes irakiens sont plus encouragés à regagner leur patrie", a ajouté IRNA.

Depuis cinq mois, plus de 7.000 Kurdes irakiens ont regagné le Kurdistan d'Irak, selon IRNA.

Près de 65.000 Kurdes irakiens s'étaient réfugiés en Iran à la suite des combats en 1996 entre les deux principales factions kurdes dans le nord de l'Irak, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Les deux groupes contrôlent la majeure partie du nord de l'Irak, qui échappe à l'autorité du président irakien Saddam Hussein depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

---

# La Turquie entre en campagne électorale sur fond d'islamisme conquérant

## Le premier ministre Mesut Yilmaz donne des gages à l'électorat conservateur et religieux

Une campagne électorale de longue haleine attend la Turquie jusqu'au 18 avril 1999. Le chef du gouvernement, Mesut Yilmaz, l'a abordée en

flattant les électeurs conservateurs et religieux au risque d'accroître le mécontentement des militaires, décidés pour leur part à éradiquer l'is-

lam politique. Les élections législatives et municipales risquent de ne pas donner naissance au gouvernement fort et propre attendu.

### ISTANBUL

de notre correspondante

Avec la démission des ministres de l'intérieur, de la justice et des transports, au début de la semaine, la Turquie entame officiellement sa campagne électorale. Une campagne qui s'annonce longue et mouvementée puisque les élections « anticipées », décidées par le Parlement jeudi 30 juillet, n'auront lieu que le 18 avril 1999. Selon la Constitution, qui n'avait apparemment pas prévu une période préélectorale aussi longue, ces trois ministères doivent être aux mains de personnalités non partisans durant la période précédant le vote. Le premier ministre, Mesut Yilmaz, a déjà annoncé qu'il démissionnerait également à la fin de l'année pour laisser les rênes du pouvoir à un gouvernement indépendant jusqu'à l'issue du scrutin.

Avec l'approbation du président Suleyman Demirel, le premier ministre a nommé le préfet d'Istanbul, Kutlu Aktas, au poste de ministre de l'intérieur. Deux parlementaires indépendants, Hasan Denizkurdu et Arif Ahmet Denizolgun, ont été nommés aux ministères de la justice et des transports. La nomination de M. Denizolgun ne manquera pas d'irriter les généraux, le nouveau ministre étant perçu comme proche de la confrérie religieuse des Suleymanci. Ce choix apparaît comme un clin d'œil électoral du

premier ministre Mesut Yilmaz aux électeurs conservateurs et religieux.

Sous la pression des militaires, son gouvernement a adopté, après une session turbulente qui a duré jusqu'à 5 heures du matin, deux mesures anti-islamistes supplémentaires qui risquent de faire

interdire le port de vêtements apparentés à des uniformes lors de manifestations. La construction de nouvelles mosquées sera désormais sujette à une permission spéciale. Lundi, un acteur et dramaturge islamiste accusé d'avoir insulté les forces armées avec une pièce intitulée *Un ennemi*

l'état-major, prend sa retraite et est remplacé à la tête des forces armées par le général Kivrikoglu. Son numéro deux, le général Cevik Bir, le plus politique et le plus polémique des généraux, quitte apparemment l'état-major pour prendre le commandement de la 1<sup>re</sup> armée, basée à Istanbul.

L'atmosphère électorale affecte déjà les cercles politiques, qui jaugent les candidats potentiels et préparent leur stratégie. Mais ni les généraux, qui ne voient pas le scrutin d'un bon œil dans les circonstances actuelles, ni même l'électorat, de plus en plus désillusionné face à un système politique essoufflé et corrompu, ne sont convaincus que les élections législatives, qui se tiendront en même temps que les municipales, apporteront à la Turquie la stabilité qu'elle attend.

Si les partis ne parviennent pas à électorales de façon radicale, il est probable que les islamistes du Parti de la vertu obtiendront de bons résultats. Malgré des accusations de corruption et une enquête sur les sources de sa fortune menée actuellement, Tansu Ciller, du Parti de la juste voie, semble également regagner du terrain. Le fractionnement de la scène politique pourrait dès lors, une fois de plus, rendre impossible la formation d'un gouvernement fort et stable.

Nicole Pope

## 165 séparatistes kurdes tués dans l'Est et le Sud-Est

Cent soixante-cinq séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lors d'opérations de l'armée ces cinq derniers jours dans l'est et le sud-est de la Turquie, a-t-on annoncé mercredi 5 août, de source officielle. Sept autres ont été capturés par les forces de sécurité, selon la super-préfecture de Diyarbakir, chef-lieu du Sud-Est à majorité kurde, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK. Ce sont les plus lourdes pertes subies par le PKK face à l'armée depuis le début de l'année. Le bilan officiel fait état de treize morts dans les rangs de l'armée lors d'accrochages.

Les quotidiens *Hurriyet* et *Cumhuriyet* ont, pour leur part, rapporté que quinze soldats avaient été tués et de nombreux autres blessés dans une attaque du PKK contre un poste de gendarmerie dans la nuit de lundi à mardi dans la province de Sirnak (Sud-Est), à une cinquantaine de kilomètres de la frontière irakienne. Le PKK multiplie depuis quelques semaines ses attaques dans le Sud-Est anatolien, lieu traditionnel de sa rébellion armée, et sur les rives de la mer Noire. - (AFP)

perdre à son Parti de la mère patrie (ANAP) le soutien traditionnel des électeurs pieux : et l'Assemblée nationale a adopté, vendredi, juste avant de partir en vacances, de nouvelles lois qui, d'une part, placent toutes les mosquées indépendantes sous le contrôle du directeur pour les affaires religieuses et, d'autre part,

de Dieu a été condamné à vingt-quatre ans d'emprisonnement, et quatre de ses acteurs ont pour leur part écopé de peines de seize ans de prison.

Les militaires demeurent donc déterminés à écraser l'islam politique. Ils se dotent actuellement d'un commandement nouveau. Ismail Hakki Karadayi, chef de

## L'Irak refuse de coopérer avec les inspecteurs de l'ONU

L'IRAK fait front à nouveau. Au lendemain du départ précipité de Bagdad de son chef, Richard Butler, Bagdad a décidé mercredi 5 août de ne plus coopérer avec la Commission spéciale des Nations unies (Unscop) chargée du désarmement. Même si les inspecteurs de l'ONU ont pu continuer leurs opérations de surveillance, jeudi matin, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui avait dénoué en février une énième crise entre les experts en désarmement et l'Irak, a décidé de repousser un

voyage au Portugal pour assister à la réunion du Conseil de sécurité prévue le même jour et qui devait se saisir du dossier.

### DOCUMENT SOUS SCELLÉS

Trois événements peuvent permettre de comprendre les tensions actuelles. En juin, l'Unscop a assuré que l'Irak avait réussi par le passé à armer des têtes de missiles de gaz innervant VX. Une contre-expertise demandée par Bagdad est en cours. Quelques semaines plus tard, les enquêteurs ont mis la

main sur un document qui pourrait contenir, selon eux, des informations sur le programme chimique irakien, mais la pièce a été placée sous scellés et le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz a affirmé lundi, selon M. Butler, qu'elle ne serait jamais remise aux experts. Enfin, le Conseil de sécurité s'est refusé le 29 juillet à réexaminer de présent le dossier de l'armement nucléaire de l'Irak, jugeant insuffisants les résultats du dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Les pays hostiles à l'Irak tirent argument des plus récentes révélations des experts pour justifier le maintien d'une ligne dure contre Bagdad, accusé de duplicité. L'Irak, de son côté, estime que la dernière

décision du Conseil de sécurité prouve qu'il n'a rien à attendre de l'ONU, suspectée de faire le jeu des Etats-Unis.

La décision irakienne est potentiellement lourde de tensions. Le feu vert de l'Unscop est la condition *sine qua non* pour la levée de l'embargo pétrolier. Début octobre, l'Unscop doit rendre un nouveau rapport sur l'état du désarmement irakien. En cas de blocage prolongé avec les équipes de l'ONU et donc en l'absence de nouveaux progrès, la poursuite de *statu quo* pourrait déclencher une nouvelle crise entre l'Irak et les Nations unies.

Gilles Paris

## **USA : maintien de l'embargo et pas de normalisation, selon un chef kurde**

ANKARA, 7 août (AFP) - L'embargo imposé par les Nations unies à l'Irak se poursuivra et il n'y aura pas une normalisation des relations entre les Etats-Unis et l'Irak, a indiqué le chef kurde irakien Massoud Barzani, dans une interview publiée vendredi par le quotidien turc Turkish Daily News.

"La délégation américaine conduite par M. Davis Welsh nous a indiqué que les sanctions ne seraient pas levées, que les relations entre les Etats-Unis et l'Irak ne seraient pas normalisées et qu'il n'y aurait pas une réconciliation", a dit M. Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) irakien, dans cette interview recueillie à Seri Raj, en Irak du nord.

M. Welsh, responsable des Affaires proche-orientales au département d'Etat, à la tête d'une délégation, s'était rendu en juillet dans le nord de l'Irak et avait rencontré M. Barzani et l'autre chef kurde irakien, Jalal Talabani, chef de la formation rivale, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK).

"Ils (M. Welsh et la délégation américaine) nous l'ont dit très clairement et franchement, et ce n'était pas comme ça avant (...) Mais tout est possible dans la politique", a ajouté M. Barzani.

"Je n'imagine pas que la situation soit (dans l'avenir) la même que la période avant la crise du Golfe en Irak. Nous ne sommes pour une division ou du partage de l'Irak. Nous ne l'avons jamais réclamé", a-t-il précisé.

M. Barzani a indiqué que la lutte contre le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes de Turquie) se poursuivrait dans le nord de l'Irak.

"Nous l'avons déjà ouvertement dit: nous poursuivrons notre lutte contre le PKK tant qu'il sera dans notre pays et s'ingérera dans nos affaires intérieures (...) Nous ne permettrons pas que le PKK ait une influence dans notre région", a poursuivi le chef du PDK.

Le PDK est l'allié d'Ankara depuis mai 1997 dans le nord de l'Irak dans sa lutte contre le PKK qui utilise cette région comme base arrière depuis la fin de la guerre du Golfe pour lancer des attaques contre le territoire turc.

"Nous sommes heureux et satisfaits de la coopération avec les forces militaires turques, et cette coopération se poursuivra tant que le PKK est là (le nord de l'Irak) et lutte contre nous", a indiqué, en réponse à une question sur la coopération entre le PDK et l'armée turque.

Le processus de paix entre sa formation et l'UPK continue, selon M. Barzani. "Il y a eu récemment la 20ème reunion entre le PDK et l'UPK, et ce qui se passe doit être considéré dans le cadre du processus de paix d'Ankara", a-t-il dit.

Le PDK et l'UPK, qui contrôlent le nord de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, observent entre eux un cessez-le-feu précaire depuis octobre 1996, à l'issue de combats sporadiques pour le contrôle du nord de l'Irak qui ont fait au moins 2.500 morts dans leurs rangs.

Cette trêve, qui est respectée généralement, avait été obtenue grâce à plusieurs réunions inter-kurdes à Ankara sous le patronage des Etats-Unis, de la Turquie et de la Grande-Bretagne.

---

### **Essai de missiles iraniens: Ankara convoque l'ambassadeur d'Iran**

ANKARA, 7 août (AFP) - L'ambassadeur d'Iran à Ankara a été convoqué jeudi au ministère turc des Affaires étrangères au sujet des récents essais de missiles iraniens, a annoncé vendredi la chaîne de télévision turque NTV.

L'ambassadeur iranien a été convoqué au ministère pour lui faire part de l'inquiétude de la Turquie face à ces tests de missiles à moyenne portée.

Selon cette chaîne d'information en continu. Le ministère s'est refusé à infirmer ou confirmer la nouvelle.

L'Iran a testé fin juillet un missile sol-sol de fabrication iranienne, Shahab-3. Israël, mais aussi l'Arabie Saoudite, ainsi que certaines portions du territoire russe et de la Turquie pourraient être menacés par une telle arme, si elle devenait opérationnelle

Une réunion a eu lieu vendredi par ailleurs, selon NTV, au ministère des Affaires étrangères pour "évaluer la situation" concernant les tests iraniens, ainsi que la vente par les Etats-Unis de 1.322 missiles air-sol portables Stinger à la Grèce voisine.

L'agence Anatolie citant un haut responsable de la diplomatie turque a indiqué que la Turquie s'oppose à cette vente annoncée par le Pentagone et a entrepris des démarches auprès du Congrès pour qu'il n'approuve pas cette fourniture. Ankara craint que certains missiles tombent entre les mains du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), en rébellion armée contre Ankara.

Le Pentagone estime que cette vente "ne brisera pas l'équilibre des forces dans la région.

## America and Iran Need to Get Together Patiently

By Flora Lewis

PARIS — Despite vague expressions of interest in improving relations, a Paris encounter between an American and an Iranian last week showed that there is still a very long way to go, and a very different view on each side of the history that led to rupture and hostility between the two countries.

The American, Barry Rosen, had been held as a hostage in the U.S. Embassy in Tehran for 444 days, which he remembered with obviously great distress. The Iranian, Abbas Abdi, was one of the students who directed the seizure of the embassy in 1979. They had not met since, and they managed to shake hands after a couple of hours of public debate, although Mr. Abdi refused to express any regrets for the forced imprisonment, saying, "Our whole nation was held hostage for 25 years."

The meeting was arranged by the Cyprus-based organization Centre for World Dialogue, one of the many non-governmental groups springing up around the world with the aim of finding ways to enable people to talk out their grievances when their governments can't. It revealed, in a subtle way, what must be a raging argument in Iran about opening up the country and making up with the United States.

Although he castigated the media for failing to report what was going on in his country before the revolution, Mr. Abdi refused to say anything about what is happening now. He would not even say why he was imprisoned for eight months in 1993 and since 1996 has been banned from publishing or editing the newspaper with which he is still associated.

But he listed both punishments at the end of a long résumé otherwise full of his exploits on behalf of the Khomeini revolution.

Evidently, the pressures for relaxation have not gone far enough to make it safe to talk about them publicly abroad. But he did come, and, an ironic detail, he was the only member of the three-man panel who did not sport a traditional Islamic beard. The American panelist and the French mediator both did.

The exchange showed how much each side still misconstrued the history of their confrontation. Mr. Abdi said the students who invaded the embassy thought they would keep the hostages for a week at most, and that they would find support from American public opinion, which had forced the United States out of Vietnam.

It is clear that the prime motive for the seizure was not to challenge the United States but to force the resig-

nation of the Iranian prime minister and foreign minister, who, the Khomeini revolutionaries feared, might make a deal with the United States to overthrow them.

The mullahs had gained considerable power through the Mossadegh revolution in 1951, but they were ousted by a U.S.-backed coup which restored the shah's power in 1953. The memory still burns. Mr. Abdi said that if relations were resumed with the United States, it should be on the "pre-1953 basis."

Just before the hostages were taken, the then U.S. national security adviser, Zbigniew Brzezinski, had met the Iranian prime minister and foreign minister at a big anniversary celebration in Algiers. He told them, and repeated publicly, that the United States "has nothing against religion and Iran," so they could get along. Immediately on their return, the embassy crisis led to their overthrow.

But the United States took it as a direct assault. President Jimmy Carter

said he would not go out of the White House Rose Garden to campaign until he had secured the hostages' release. Americans everywhere displayed yellow ribbons to show their sympathy with the diplomats. The Tehran students discovered to their surprise that they had a much bigger political

weapon than they had imagined, so they clung to it.

Meanwhile, Iraq's invasion of Iran mobilized national feeling and helped the Khomeini regime to consolidate. Iranians claim that the United States aided Iraq, which was not the case until late in the eight-year war when Iran seemed on the way to victory. There is every reason to believe that the push for modernization and moderation now delicately but visibly stirring in Iran would have begun a decade earlier but for Saddam Hussein's attack.

It is clearly a push from below, particularly from the young in support of President Mohammad Khatami, who first suggested starting cultural exchanges to warm up relations with America. But Mr. Abdi, who obviously agrees, showed by his reticence that too warm a response by Americans might hurt more than help his cause in the conflict with hard-line fundamentalists.

It is time for the United States and Iran to find a way to reconciliation. But grave past misreading of each other's intentions and expectations remains a barrier, and the cloudy situation in Iran makes assumptions of how best to go about it unwise at this point.

Goodwill is not enough when historic wounds still ache. Ignorance is a serious handicap.

Flora Lewis.

## IHD launches a campaign for a general amnesty

- Without discriminating between crimes of conscience and felonies, but excluding crimes against humanity, state gangs and torture, those in prison should be forgiven

Ankara - Turkish Daily News

On August 6, the Human Rights Association (IHD), calling on all its branches across Turkey, launched a campaign to obtain a general amnesty, the IHD secretary-general declared on Friday in a written statement.

Secretary-General Nazmi Gur stressed that the IHD's aim is a general amnesty without discriminating between crimes of conscience and felonies. Gur said the IHD considered launching the campaign on May 15, 1998, but the assassination attempt on IHD Chairman Akin Birdal prevented this.

"However, because of its principles, the IHD thinks that those who have formed gangs within the state, tortured, been involved in unsolved killings or kidnappings as well as those who have committed crimes against humanity should not be included in the general amnesty," stated Gur.

The campaign initiated by the IHD will consist of requesting people to sign a form letter which presents the reasons for a general amnesty and then sending the collected letters to Parliament as a call to action.

IHD's letter cites Turkey's existing socioeconomic order and the justice system's deficiencies as the causes of the large number of people crowding the prisons. "For the creation of a free and dynamic social environment by ending imprisonment for crimes of conscience, which is a concrete form of oppression; for peace, for freedom and for democracy we want a general amnesty," the letter reads.

The 50-year-old activist Akin Birdal, who was shot six times on May 12, helped found the IHD in 1986. He is a persevering and outspoken critic of Turkey's shaky human rights record, having accused the state of conducting a "dirty war" in its fight against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

---

## Swedish press reports PKK child-kidnapping

- The authorities in Sweden suspect that the PKK was planning to provide the kidnapped children with armed training in order to send them to southeastern Turkey to fight against the Turkish army

Ankara - Turkish Daily News

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been weakened by a series of operations carried out by the Turkish military in eastern Turkey and in northern Iraq, has begun involving itself in new activities in other countries, such as abducting children in Sweden.

A Foreign Ministry statement quoted various Swedish newspapers who had reported the child kidnapping incidents. According to an issue of the Dagens Nyheter newspaper from last month, several Kurdish families living in Sweden had contacted the authorities claiming that their children, aged between 14 and 17, had been sent to youth camps in Varmland but had not returned.

The Turkish Embassy officials in Stockholm who investigated the matter found that a youth camp in Varmland hosted 35 Kurdish children and exposed them to intensive PKK propaganda. The officials also discovered that teenagers had been sent to the Netherlands by the PKK. However, some of them had returned to Sweden after their families contacted the Swedish authorities.

Swedish officials have reportedly been investigating the matter and are questioning the children who attended the camp.

The Swedish press also issued various reports saying that the children were taken to other countries and that Yado Roz, the Stockholm representative of PKK's political wing, the National Front for the Liberation of Kurdistan (ERNK), had flown to Brussels as the reports of child kidnapping were appearing in newspapers.

The authorities in Sweden suspect that the PKK was planning to provide the children with armed training in order to send them to southeastern Turkey to fight against the Turkish authorities. The PKK has been fighting against Turkey in order to establish an independent Kurdish homeland. More than 28,000 people have been killed since the conflict began in 1984.

The statement by the Foreign Ministry said that youth branches of the Swedish Social Democratic Party had denied financing the youth camp. The party representatives called the PKK a violent terrorist organization. The Swedish press reports that were quoted in the same statement said that the PKK had also abducted children in the past. According to these reports, the PKK had sent five Kurdish youths to "war" from the abovementioned camp in 1991, and 16 other teenagers went missing from another camp in the Bollnas region in 1995.

The Swedish press reports said that the child kidnapping issue was also mentioned in a previous United Nations report and claimed that the PKK had around "3,000 kid soldiers."

---

## CHP debates reports on democratization, southeast reform

Istanbul - Turkish Daily News

Members of the Republican People's Party (CHP) spent most of Friday debating the contents of two reports -- "Democratization and Human Rights" and "Reform in the East and Southeast" at Lutfi Kirdar Congress Center. Participating in the debate were party officials, academicians and representatives of nongovernmental organizations. CHP Central Executive Committee member and Istanbul parliamentarian Algan Hacaloglu called for a renewal of democratization in Turkey. He stressed that policies based on regional and local politics would not help solve the country's problems and he suggested that it was people working together with shared ideas who would provide solutions. Hacaloglu further pointed out that in a modern democracy there could be no place for crimes of thought. "We need fundamental democratization in every sphere," Hacaloglu declared. "If the problem of democracy is solved, all other problems can be solved." CHP deputy leader Bulent Tanla said the report had been sent to 2,000 local CHP offices and was open to debate.

---

### La remise en liberté d'un maire enlevé la semaine dernière par le PKK

Mar 11 Aoû 98 - 06h28 GMT

ANKARA, 11 août (AFP) - Le maire de la localité de Bahcesaray située dans la province de Van (est) qui avait été enlevé la semaine dernière par des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a été relâché lundi soir, a-t-on appris mardi auprès de la mairie de cette localité.

"Le maire a été relâché lundi soir dans la région de Gurpinar" également dans la province de Van, a indiqué un responsable de la mairie de Bahcesaray, interrogé par téléphone depuis Ankara par l'AFP.

La localité de Gurpinar est située à une cinquantaine de km plus à l'est de l'endroit où le maire avait été kidnappé jeudi dernier par un groupe de rebelles du PKK, selon ce responsable.

Selon lui, le maire, Naci Orhan, a été conduit à Van au quartier général de la gendarmerie locale.

Portrait

SAMEDI 8 AOÛT 1998 LA CROIX

Fatma,  
femme, kurde  
et militante

Lorsque Fatma Kayhan et ses amies ont créé une association de femmes kurdes, à Istanbul, les hommes leur ont lancé : « Vous parlez de recettes de gâteaux et de couture dans vos réunions ? » « Non, de politique », leur a rétorqué un brin de femme d'à peine 1,60m, aux boucles brunes un peu folles : Fatma.

Sourde aux railleries, cette journaliste de 37 ans a réalisé son projet : publier une revue écrite entièrement par des femmes kurdes. *Roza* (Naissance du soleil, en français) a donc vu le jour en avril 1996. Depuis, le magazine en est à son treizième numéro, chacun tiré à 3 000 exemplaires. Et les hommes commencent à vouloir discuter politique avec elle. Une revanche pour celle qui ne « veut

pas avoir la vie que nos mères ont eue ». Elle porte des jupes courtes et vit, divorcée, dans une société où les mariages sont bien souvent arrangés. « Elle a répudié son mari », plaisante un de ses proches.

Fatma veut surtout s'exprimer. Venue présenter sa revue à Paris, elle explique avec force gestes ses errances dans les mouvements politiques qui l'ont laissée insatisfaite. « Les nationalistes kurdes nous disaient : on parlera des droits des femmes une fois que le Kurdistan sera libéré. » Les associations de féministes turques, elles, lui demandent d'oublier son identité kurde : « J'ai senti un grand racisme », avoue-t-elle.

À travers *Roza*, Fatma conjugue ses deux identités. Certains articles parlent de la condition des femmes — mariages forcés, châtiments corporels — et dénoncent les viols et les tortures. D'autres relatent la répression

**FATMA KAYHAN**  
Avec sa revue, elle se bat pour dénoncer à la fois l'oppression des femmes au Proche et Moyen-Orient, et la répression menée par l'État turc contre les Kurdes.

menée par l'Etat turc contre les Kurdes, en Anatolie du Sud-Est où, depuis dix ans, plus de 30 000 personnes ont été tuées.

Ces prises de position donnent lieu à des menaces. Fatma a été convoquée par la Haute Cour de sécurité turque, une instance compétente en matière de terrorisme. Elle est finalement sortie libre : le procureur ne voulait pas croire qu'un journal féminin puisse parler de politique.

La censure existe pourtant. Quatre numéros ont été saisis dès leur parution, une vendeuse emprisonnée. Militante dans l'âme, Fatma se bat de plus en plus. Elle arpente l'Europe pour sensibiliser la diaspora et recueillir des fonds. Étudie encore et toujours l'histoire des femmes dans les pays du Sud. Et jongle entre toutes les contraintes matérielles : elle ne dispose que de 2 100 F pour réaliser chaque numéro de *Roza*. Un marchand de la ville de Diyarbakir (Anatolie) offre le papier et des bénévoles en assurent la diffusion. Fatma s'arrête un temps puis confie : « Notre action paraît peut-être dérisoire. Mais faire ce journal nous demande autant de force que labourer la terre avec les doigts. »

Isabelle WESSELINGH

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, AUGUST 13, 1998

Giving Up on Iraq

These first days of August have brought a disquieting retreat by the Clinton administration on Iraq. Without saying as much, the White House seems on the verge of altering seven years of U.S. policy by letting Saddam Hussein slip free of the international effort to prevent him from developing a new arsenal of biological and chemical weapons. That would be a grave mistake.

The change of tone and direction has been striking in the week since Saddam ended Iraqi cooperation with United Nations weapons inspectors, breaking the agreement he reached earlier this year with UN Secretary-General Kofi Annan. Instead of warning Saddam that his resistance was no more acceptable now than it was before, and would be met with military force if necessary, the administration has deliberately downplayed the defiance.

Mr. Annan, for his part, has urged the Security Council to review the inspection system and accompanying economic sanctions that have been in place since the end of the Gulf War in 1991.

This is just the kind of equivocating performance that Saddam has been hoping to provoke. A relaxation of sanctions and reliance on less intrusive inspections might be in order if Iraq had complied with the Security Council requirement that it dismantle all weapons of mass destruction and make no effort to rebuild them. But Iraq has resisted inspection at every turn, leav-

ing inspectors convinced that it retains the ambition and means to develop biological and chemical weapons.

Saddam has repeatedly demonstrated his willingness to attack his neighbors, even his countrymen. Allowing him to replenish his stockpile of biological and chemical weapons would threaten the Gulf region and its oil fields, as well as Israel. Few developments would so directly endanger U.S. security interests.

There should be no illusions in Washington about the difficulty of keeping Saddam in check. The Security Council is wobbly, with Russia and France eager to ease inspections and sanctions. Mr. Annan's resolve seems in doubt. Many Americans question the need to maintain pressure on Baghdad and would oppose the use of force.

But the threat is too great to give ground to Saddam. The cost to the world and to America of dealing with a belligerent Iraq armed with biological weapons would be far greater than the cost of preventing it from rearming.

Without a clear and consistent message from Washington that it is prepared to enforce the inspection system, Iraq's weapons programs cannot be reliably contained. Unless Mr. Annan insists that Baghdad fully honor its agreement with him, increasingly bold Iraqi challenges to UN authority are certain to come.

— THE NEW YORK TIMES.



# Pas de solution en vue dans le conflit entre Turcs et Kurdes

## Les escarmouches ont gagné la mer Noire

ISTANBUL

de notre correspondante

Le conflit, parfois oublié, qui déchire le Sud-Est anatolien entre dans sa quinzisième année ce 15 août, mais, malgré les déclarations optimistes des autorités turques, civiles et militaires, qui annoncent à intervalles réguliers l'anéantissement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les affrontements qui opposent les rebelles nationalistes kurdes aux forces gouvernementales continuent de faire des victimes.

Dans les centres urbains, un degré de sécurité a été effectivement restauré. Diyarbakir, qui, il y a quelques années, se transformait en ville fantôme dès la tombée du jour, est aujourd'hui suffisamment calme pour que les habitants, profitant de la fraîcheur relative des soirées estivales, s'installent dans les jardins publics et les cafés de

plein air. Mais, dans la campagne, la réalité de la situation demeure difficile à évaluer, en l'absence de sources d'information indépendantes et compte tenu des restrictions d'accès à certaines zones.

Les listes des affrontements et du nombre de victimes publiées officiellement suffisent pour dresser un tableau peu encourageant de la situation. Le 14 juillet, les forces gouvernementales ont subi les pertes les plus élevées de ces dernières années - 22 hommes - au cours d'affrontements qui ont duré plusieurs heures. Le 5 août, la préfecture de la région - soumise à l'état d'urgence - annonçait que 165 combattants kurdes avaient été tués au cours d'une vaste offensive qui avait débordé au-delà de la frontière irakienne, lancée après une attaque à la roquette du PKK sur des positions turques. De

nombreuses autres escarmouches, toutes meurtrières, ont eu lieu tout au long de la frontière turco-irakienne et dans la région où Irak, Turquie et Iran se rencontrent.

D'autres types d'incidents ont également été signalés ailleurs. Selon les autorités, cinq civils ont été tués le mois dernier par la guérilla kurde dans la province d'Erzurum, à l'est du pays. Dans la province de Van, également à l'est, le maire de Bahcesaray a été relâché le 11 août, six jours après avoir été enlevé par le PKK à un barrage routier. Trois autres personnes kidnappées en même temps n'ont pas encore été retrouvées. Dans la même région, un autre maire, tué lors d'une attaque le 10 août, a en revanche été moins chanceux.

### EN CHAISE ROULANTE

Les autorités turques ont également attribué aux combattants kurdes un raid, le 10 août, contre un hôtel de montagne à Uzungöl, une région touristique de la mer Noire, dont le propriétaire a été tué alors qu'il tentait d'empêcher les assaillants de mettre le feu à son établissement. Ces informations confirmeraient que, bien que les militants kurdes semblent avoir perdu une partie de leur force militaire et du soutien de la population du Sud-Est, le PKK,

avec l'appui de groupuscules d'extrême gauche, est désormais actif au nord du pays, dans une région très éloignée de la zone à majorité kurde.

Bien que le conflit ait jusqu'à présent fait au moins 28 000 victimes, aucune issue n'est en vue, et la possibilité d'une solution pacifique est à peine discutée. Au cours des derniers mois, les autorités semblent plutôt avoir resserré la vis : récemment, le militant des droits de l'homme Akin Birdal, dans une chaise roulante moins de trois mois après une tentative d'assassinat, a été condamné à un an de prison pour un discours réclamant une paix négociée. Dans la presse, les commentateurs politiques s'aventurent de plus en plus rarement à soulever ce sujet délicat.

Le manque de stabilité continue d'empêcher le développement économique de la région ; la pauvreté, à son tour, favorise le développement d'un terrain favorable aux rébellions en tout genre pour une génération de jeunes, aigris et sans espoir. La Turquie ne semble pas prête à se libérer de ce cercle vicieux, malgré son coût matériel et humain très élevé.

Nicole Pope

# From Defector, an Inside Look at Iraqi Drive to Get Nuclear Bomb

By Judith Miller and James Risen

New York Times Service

NEW YORK — An Iraqi scientist who defected to the United States has publicly described for the first time the inner workings of Iraq's three-decade effort to build a nuclear bomb.

The scientist, Khidhir Abdul Abas Hamza, said that before he fled Iraq in 1994 he helped train a cadre of young scientists who, working with more senior scientists involved in other projects, would be capable of quickly resuming Iraq's atomic weapons program if the United Nations cuts back on its inspections and, ultimately, lifts economic sanctions.

Mr. Hamza is the highest-ranking scientist ever to defect from Baghdad, and his comments, in nearly 10 hours of interviews, come as a new confrontation is building over whether Baghdad has dismantled its chemical, nuclear and biological programs. Iraq has in recent days refused to cooperate further with UN weapons inspectors.

In the interviews, Mr. Hamza, 59, whose defection was an important intelligence coup for the United States that nearly slipped through American fingers because of the CIA's inattention, drew a chilling picture of life as an Iraqi scientist. He said his colleagues were lavishly rewarded for their successes and tortured by the secret police when they failed to deliver.

He said Iraq's nuclear weapons program was personally directed by Saddam Hussein, Iraq's leader, since its inception 27 years ago. It was abetted, he

said, by a host of Western companies, which sold Iraq sophisticated equipment as they "winked and laughed" at patently false cover stories.

On the eve of the Gulf War in 1991, Mr. Hamza said, Iraq had completed all the research and testing needed for an atomic weapon and was feverishly trying to make at least one crude bomb using uranium from civilian reactors. This effort, Mr. Hamza said, could have produced a bomb in a few months, but it was disrupted by the allied bombing campaign.

Only after the war did U.S. intelligence officials learn that they had grossly underestimated Iraq's nuclear program, which they had believed to be 10 years from producing a nuclear bomb. But Mr. Hamza's defection to the United States and his subsequent debriefing by the CIA brought fresh details to light, including these:

- Iraq's peaceful nuclear power program, begun 30 years ago, was quickly turned into a cover for the secret bomb program, which went ahead even as Baghdad opened up its research reactors to Western inspection.

- Israel's intensive campaign in the 1970s and '80s to stop Iraq from acquiring a bomb accomplished little. The 1981 Israeli bombing raid that destroyed Iraq's French-built Osirak nuclear reactor prompted Mr. Saddam to drop the pretense of a peaceful atomic effort and to go "full steam" on a covert program to build a bomb.

• Iraq took advantage of America's open access to valuable scientific information. Mr. Hamza said that as a senior member of Iraq's nuclear program, he spent time at American university libraries studying the latest scientific journals and technical accounts of America's nuclear efforts.

Mr. Hamza said he was speaking out now because he was frustrated that Mr. Saddam is still obstructing international inspections and deceiving the West. U.S. officials said they did not authorize or encourage Mr. Hamza to speak publicly, but they have confirmed many elements of his account.

Until now, Mr. Hamza's defection has been a closely guarded secret. A 1995 article in *The Sunday Times* of London and a 1997 book by Andrew and Leslie Cockburn included detailed accounts of his alleged kidnapping and assassination by Iraqi secret agents.

In fact, his escape from Iraq is a remarkable spy yarn that almost went awry. According to former and current intelligence officials, the CIA initially rebuffed Mr. Hamza's appeals to defect to the United States.

He spent a year in Libya before the agency realized its mistake and agreed to resettle him and rescue his family from their home in central Baghdad.

Years before Iraq's 1990 invasion of Kuwait turned the country into an international pariah, many of its nuclear-related purchases were made with the blessing of the International Atomic Energy Agency. The UN agency assumed that Iraq was amassing the technical know-how for a peaceful power program and did little to investigate. The

inspectors, Mr. Hamza said, never asked even basic questions, "like why an oil-rich country like ours wanted nuclear power?"

Hans Meyer, the spokesman for the monitoring agency, denied that it had ignored warning signs that Iraq was trying to build a bomb. "Our inspections were very tough," he said "but under the rules of the Nuclear Nonproliferation Treaty, we were only permitted to inspect the facilities that Iraq had declared."

Despite such easy purchases, Mr. Hamza said, the program was beset by almost constant setbacks — the mysterious killings of senior Iraqi nuclear scientists traveling in Europe, corruption, technical blunders and vicious bureaucratic feuds among Iraqi scientists seeking to generate bomb-grade enriched uranium. But Mr. Saddam had an uncanny knack for turning such crises into opportunities, he said.

After Israel bombed Iraq's reactor in 1981, the Iraqi leader created the first completely independent, clandestine weapons program, most of which remained hidden from Western inspectors for nearly a decade. Liberated from having to march in lock step with its peaceful cover, the nuclear weapons program staff grew from 400 to 7,000, Mr. Hamza said. And its budget soared.

At a time when Iraq's bloody war with Iran was draining the country's resources, nuclear scientists were insulated from the economic ravages.

The weapons program was allotted as

much as \$150 million a month, Mr. Hamza said.

The scientists were expected to produce results, and in one crucial aspect of the program, they had little to show. Despite years of effort, they had failed to produce the enriched uranium that is an essential component in an atomic weapon.

When Hussein Kamel, Mr. Saddam's ambitious son-in-law, took over the nuclear program in 1987, Mr. Hamza said he helped him unmask a team of scientists who were falsely claiming success in enriching uranium.

Mr. Hamza was immediately named Iraq's director of weapons programs.

"I went to the palace" he said, and "emerged with a new car and the title of a director-general."

He said Mr. Kamel had ordered him to find a nuclear bomb trigger while other scientists pursued at least five different methods of separating uranium to make bomb-grade fuel. Mr. Hamza said that he had purchased a trigger in Poland, which did not work well, but that other Iraqi scientists developed a workable trigger in Iraq.

U.S. intelligence officials knew little of the Iraqi effort, in part because the enrichment program relied on a technique abandoned by the United States after the World War II Manhattan Project some 40 years earlier.

"They never put two and two together," Mr. Hamza said.

## 3 Turkish Generals Lose Political Roles

By Stephen Kinzer  
*New York Times Service*

ISTANBUL — Three Turkish generals who led the military's campaign against what it sees as the rising influence of Islamic fundamentalism have retired or been transferred to provincial posts, where they will presumably have little to do with politics.

The transfers, part of a normal military rotation, have nonetheless led some Turks to wonder whether the military will take a lower profile in its battle against religious fundamentalism.

After a four-day meeting earlier this month, military spokesmen announced: the retirement of the army's chief of staff, General Ismail Hakki Karadayi, who had served the prescribed four years but whose friends had sought to prolong his active service; the transfer of General Cevik Bir, the second-ranking commander, to a field command near Istanbul, and the appointment of General Erol Ozkasnak, secretary to the

general staff, as chief of a cavalry school.

All three were major figures in the military-led campaign that forced the resignation of Prime Minister Necmettin Erbakan in June last year. They accused him of plotting to undermine Turkish secularism.

The generals then approved the new prime minister, Mesut Yilmaz, and have continued to denounce what they describe as growing fundamentalist influence in Turkish society.

The military's own political influence has risen sharply in recent years. Rivalries among civilian political factions have weakened successive Turkish governments, and, partly as a result, the military has taken on a larger role in key policy decisions. It is principally responsible for policy toward Israel, Greece and nearby countries. It also directs the war against Kurdish insurgents and helps set the limits on political dissent.

Because criticism of the military can

be judged criminal, debate over the legacy of the outgoing generals cannot be conducted freely. Some Turks, however, believe the officers did what was necessary to preserve secularism. Others feel they brought the military too deeply into politics.

"You'd make your judgment according to what side of the division in Turkish society you're on," said Ilter Turan, a professor of political science at Koc University in Istanbul.

"Secularists will tend to evaluate this as a great service to the nation and enhancement of democracy. The more religious camp sees it as an unsolicited intervention on the part of state elites."

Military commanders have publicly rejected speculation in the press that the incoming team might take a softer line toward politicized Islam.

The outgoing commander, General Karadayi, asserted that such reports "encourage reactionary circles and lay the groundwork for fundamentalism."

## **Maintien en détention d'un parrain turc présumé réclamé par Ankara**

NICE (France), 19 août (AFP) - Un homme présenté comme l'un des parrains du milieu turc, dont Ankara réclame l'extradition, a été maintenu en détention mercredi par le tribunal de Nice (sud-est), ville où il avait été interpellé 48 heures plus tôt dans un hôtel avec sa compagne et un garde du corps armé.

Alaattin Cakici, 45 ans, qui a "pénétré sur le sol français sans les documents exigés par la loi", est poursuivi pour falsification d'un passeport diplomatique et d'une carte d'identité. "C'était pour circuler tranquillement", a-t-il affirmé.

"Quelqu'un se présentant comme un conseiller en tourisme d'une ambassade ne vit pas en clandestinité", a répliqué le substitut, Yves Courrieu. Estimant qu'Alaattin Cakici était "en situation irrégulière et sans garantie de représentation", le magistrat a réclamé son maintien en détention.

Le garde du corps, Muradi Guler, 37 ans, qui comparait pour les mêmes motifs, devra en outre justifier la détention d'une arme de 4ème catégorie, un pistolet automatique 7.65 de marque Beretta. Les deux hommes, qui avaient réclamé un délai pour préparer leur défense, devront comparaître à nouveau le 24 septembre.

La compagne du parrain présumé, Tatos Asli Ural, 27 ans, trouvée en possession des faux documents, a demandé à être jugée. "Je n'ai rien à voir avec ces histoires", a affirmé la jeune femme en pleurs. "Ces documents ont été glissés dans son sac à son insu alors qu'elle réglait la facture de l'hôtel", a insisté son avocate, Me Elise Vandeghinste.

Le tribunal l'a condamnée à six mois de prison avec sursis, sans placement sous contrôle judiciaire. La jeune femme, fille d'un chanteur populaire célèbre et d'une styliste turque renommée, a quitté la maison d'arrêt de Nice en milieu d'après-midi.

Les policiers, qui avaient agi dans le cadre de deux mandats d'arrêt internationaux transmis par la Turquie, via Interpol, avaient interpellé lundi le parrain présumé, recherché dans son pays pour tentative de meurtre et complicité de coups et blessures avec arme à feu pour des faits commis entre 1991 et 1994 à l'encontre d'un directeur de banque et d'un journaliste.

Outre le jugement qui sera rendu par le tribunal de Nice, la demande d'extradition d'Alaattin Cakici, en cavale depuis plusieurs années, devra être examinée dans un délai de 21 jours.

---

## **La CSU condamne une "ingérence stupide" de M. Yilmaz avant les élections**

BONN, 19 août (AFP) - L'Union chrétienne-sociale (CSU), branche bavaroise des Unions conservatrices du chancelier Helmut Kohl, a condamné mercredi "l'ingérence stupide" du Premier ministre turc Mesut Yilmaz qui a indirectement appelé à voter contre M. Kohl aux élections de septembre.

"L'ingérence maladroite de M. Yilmaz dans la campagne électorale allemande est stupide, et indigne d'un homme politique qui veut faire partie des démocrates européens", a estimé le porte-parole du groupe parlementaire de la CSU aux affaires étrangères, Christian Schmidt.

Dans un entretien au quotidien turc Milliyet paru mardi, M. Yilmaz a demandé aux Allemands d'origine turque de "se souvenir de Luxembourg" au moment du vote, en allusion au sommet européen qui a exclu la Turquie des candidats à l'adhésion. Ankara tient le chancelier pour principal responsable de ce barrage.

"Avec sa polémique primaire M. Yilmaz empoisonne l'atmosphère nécessaire à une cohabitation pacifique entre étrangers et Allemands", a ajouté M. Schmidt dans un communiqué. Il y voit une confirmation de la justesse de la ligne de son parti, qui est contre l'accord de la double nationalité aux enfants d'immigrés, estimant qu'elle créera "un conflit de loyauté".

Quelque 150.000 Turcs naturalisés allemands auront le droit de voter en septembre en Allemagne, où vit une communauté de 2 millions de Turcs.

# Piscine et sauna privés pour les vedettes de la presse turque

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

Né en 1920, avant l'avènement de la République, *Cumhuriyet* (73 939 exemplaires), qui fut dans

## REPORTAGE

**Malgré l'apparente liberté de ton, les médias turcs sont sous contrôle**

les années 70 le journal de référence de la gauche libérale, est le plus vieux quotidien de Turquie. Un de ses éditorialistes, Aydın Engin, dit être « un bon exemple du pouvoir de l'autocensure ». « Quand je suis rentré de mon asile politique en Allemagne en 1992, j'ai fait un sixième de la peine à laquelle j'avais été condamné en 1980. Je viens, récemment, d'être condamné à 18 mois dans le cadre d'une autre affaire, mais toujours pour opinions. Si la procédure d'appel est rejetée, je devrai purger, en plus des 18 mois, les cinq sixièmes restants. Et mon cas est loin d'être unique ! » A ce pouvoir de l'autocensure s'ajoute, explique-t-il, « la censure de facto » qui s'applique dès que sont abordés, en dehors de la ligne officielle, les sujets tabous : les opérations de l'armée dans les régions du Sud-Est à majorité kurde, l'islam politique, les minorités...

Le poids de la censure économique n'est pas négligeable : le papier est un monopole d'Etat, et les aides du gouvernement vont systématiquement aux deux grands groupes de presse - Dogan (groupe *Hürriyet / Milliyet*) et Bilgin (groupe *Sabah*) - qui concentrent 76 % des titres et détiennent le monopole de la distribution (98 %). « Être journaliste aujourd'hui, c'est être du côté du pouvoir, ce n'est pas forcément négatif », affirme Gürsel Gönçü, jeune rédacteur en chef du quotidien *Yeni Yüzyıl* (groupe *Sabah*).

### APPEL AU MEURTRE

Contrastant avec l'immeuble vétuste du centre-ville qui abrite *Cumhuriyet* depuis des lustres, les empires *Sabah* et *Hürriyet / Milliyet* se sont installés, il y a cinq ans, non loin de l'aéroport, à 25 kilomètres d'Istanbul. Le territoire occupé par *Sabah* dans la nouvelle zone industrielle comprend une piste pour des hélicoptères et des immeubles modernes, de métal de verre et de béton, qui abritent les rédactions des 8 quotidiens, des 5 magazines et la chaîne de télévision du groupe.

Des rotatives flambant neuves tournent au fond d'un puits de lumière, sans que le bruit, amorti par

la paroi de verre, ne trouble le travail des rédactions disposées autour. Dans les étages, coursiers, garçons de café, photographes et journalistes s'affairent. Au sous-sol une piscine et un sauna sont réservés aux rédacteurs en chef et aux grandes plumes du groupe, tout comme la climatisation et le droit

de fumer à l'intérieur des locaux. N'entre pas ici qui veut : des portillons électroniques distillent les arrivants, et une plaisanterie dit qu'un journaliste peut se considérer congédié le jour où son passe magnétique est rejeté par la machine...

Ce n'est pas tout à fait ce qui est arrivé à Mehmet Ali Birand, cinquante-huit ans, chroniqueur vedette du quotidien *Sabah* (« *Matin* », tirage : 500 822 exemplaires), mais presque. Vedette des médias, Mehmet Ali Birand avait fait jadis des reportages peu au goût des militaires. Dans le collimateur de ces derniers - en mars, il fut interdit d'accès aux casernes pour avoir spéculé sur les futures rotations dans l'armée -, il semblait pourtant intouchable. Car les grandes « divas » de ce journalisme dit « d'opinion », courtisées par l'institution - l'armée, le gouvernement, la classe politique - sont générale-

ment à l'abri des turpitudes - procès à répétition, fréquents stages en prison - que connaissent la plupart de leurs collègues (67 journalistes en prison en mars 1998, selon la Fédération internationale des droits de l'homme).

Début avril, les hommes du Parti démocratique du Kurdistan (PKK

de Massoud Barzani, qui contrôle le nord de l'Irak) ont « vendu » à l'armée turque un cadre du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste, en guerre contre l'armée régulière depuis 1984), Semdin Sakik, lâché par les siens. Quelques jours après le transfert de ce dernier aux mains

de la sécurité militaire turque, les quotidiens *Sabah* et *Hürriyet* publiaient ses « confessions », où figuraient les noms de personnalités connues, présentées comme « payées par le PKK ». Parmi les noms reproduits à la « une » de *Sabah*, figuraient ceux de deux des collaborateurs du journal : Mehmet Ali Birand et Cengiz Candar ! Figurait aussi le nom du militant des droits de l'homme Akin Birdal, victime, peu après cette publication - véritable appel au meurtre - d'un attentat qui faillit lui coûter la vie.

Le jour de la publication des « confessions », Mehmet Ali Birand fut remercié, tandis que Cengiz Candar était invité à prendre un congé. Réalisateur, depuis quatorze ans, d'une des émissions les plus populaires de Turquie (*Le 32<sup>e</sup> jour*, sur la chaîne Show TV), Mehmet Ali Birand perdit son temps d'antenne et ne dut son retour à la scène télévisuelle qu'à une intervention de diplomates étrangers auprès de l'état-major de l'armée. Pourtant, une dizaine de jours après le scandale, le quotidien *Radikal* (groupe Dogan) publia ce qu'il présenta comme les « vrais » procès-verbaux des interrogatoires de Semdin Sakik, où aucun des noms cités précédemment n'était mentionné.

Depuis, la presse fait silence : « Tout le monde a compris d'où le coup était parti. C'était un avertissement des généraux à la presse : "Ne volez pas de vos propres ailes !" », explique un journaliste peu enclin à décliner son identité.

Marie Jégo

## De l'« exercice difficile » du métier de journaliste

« Être journaliste en Turquie a toujours été un exercice difficile » : Aydın Engin, la cinquantaine, qui écrit pour *Cumhuriyet*, en sait quelque chose. En 1980, avant le coup d'Etat, rédacteur en chef du quotidien *Politika*, il a été emprisonné pour ses prises de position. Libéré, le 8 septembre 1980, à la faveur d'une « méprise bureaucratique », il va directement à l'aéroport et s'envole pour l'Allemagne. Quatre jours après, les militaires prennent le pouvoir. Exilé pendant douze ans, il devient chauffeur de taxi à Francfort.

A l'annonce d'une amnistie partielle en 1992, il décide de rentrer. Mais il « doit » à l'Etat turc cent dix-huit jours de prison. Sa femme, qui l'avait rejoint, en doit trente-six. A cause des enfants, ils purgent leur peine à tour de rôle : « Mon fils, qui avait dix ans à l'époque, était interloqué. Il demandait s'il devait lui aussi aller en prison, persuadé qu'il s'agissait d'un rituel accompagnant le retour au pays natal. »

## Athens watches developments in Turk mobster case

Cakici was in Greece in 1997

A prominent Turkish mobster who was captured in Nice, France, earlier this month, has said that he spent part of last year in Greece, prompting the government to launch an inquiry into his movements here.

Alaattin Cakici, who is wanted in Turkey on charges of murder, was traveling freely around the world using a diplomatic passport, Turkey's Deputy Premier Bulent Ecevit said yesterday. Turkey has requested Cakici's extradition.

Commenting on the fact that Premier

Mesut Yilmaz, President Suleyman Demirel and opposition leader Tansu Ciller have all made statements regarding Cakici and the scandal of state links to the underworld, government spokesman Dimitris Reppas said this showed how important he was.

"Everything points to the fact that the Turkish citizen and his arrest have some connection with political developments in Turkey in recent years," he said. "It is interesting for us to follow the arrest and interrogation which will follow, because, generally, it is an important issue and particularly interesting for our country," he said. "It has become known that the arrested man has referred to being in Greece for part of 1997," Reppas said. "All the information which we have at our disposal will be evaluated so that we may draw our conclusions regarding this Turkish citizen's connections with incidents that took place in our country in that period."

KATHIMERINI

AUGUST 25, 1998

## Turkish council meets on mob crime scandal

Top bureaucrats may be sacked, claims TV

ANKARA (Reuters) - Turkey's powerful National Security Council met yesterday as a scandal grew over alleged links between organized crime and high-ranking officials. President Suleyman Demirel, leading cabinet members and top generals discussed fallout from the arrest in France last week of suspected gangster Alaattin Cakici at their regular monthly meeting, a council statement said. "Organized

crime and the developments of the last month in this respect were presented to the council and a decision was reached to support and follow every facet of the struggle against organized crime," the written statement said. The NTV news television channel said that several high-ranking bureaucrats could be relieved of their posts following the National Security Council meeting. The government at the weekend acknowledged that a diplomatic passport used by the mobster was supplied by a member of Turkey's intelligence services.

Cakici, wanted for murder and extortion, is alleged to have discussed the promotion of intelligence operatives in a taped phone call to a government minister.

The gangster affair is a continuation of a scandal that first erupted in 1996 when a car carrying a senior policeman, a wanted Mafia boss and an MP from the government of the day crashed, exposing murky official links with the underworld.

### La capture d'un mafieux révèle des liens avec le renseignement (presse)

ANKARA, 24 août (AFP) - L'arrestation la semaine dernière en France d'un Turc recherché pour meurtre et activités mafieuses dans son pays et dont Ankara réclame l'extradition, a révélé des liens entre ce mafieux et les services de renseignements turcs (MIT), a rapporté la presse turque lundi.

Alaattin Cakici, 45 ans, en cavale depuis 12 ans, a été arrêté à Nice sur la base de deux mandats d'arrêt émis par Interpol à la demande de la Turquie.

Selon la presse turque, un passeport diplomatique falsifié retrouvé en sa possession lui a été procuré par un agent du MIT, Yavuz Atac, en poste à l'ambassade de Turquie en Chine où il travaillait comme attaché administratif.

Rappelé à Ankara par le Premier ministre Mesut Yilmaz après la découverte de ses liens présumés avec Alaattin Cakici, Yavuz Atac est, selon la presse, le contact du mafieux au sein de l'État turc.

Selon les journaux, l'enquête sur les liens du mafieux s'inscrit dans le cadre de l'"affaire Susurluk", un énorme scandale politico-financier qui avait révélé l'existence de liens occultes entre des éléments de la police, de la classe politique et d'une certaine pègre liée aux milieux d'extrême-droite.

Suite à ce scandale, qui avait été déclenché par un accident de voiture survenu fin 1996 près de la localité de Susurluk (ouest), un rapport officiel a établi que des groupes clandestins avaient été formés au sein de l'Etat et avaient commis des crimes au nom de la défense de l'Etat. A ce jour, ces groupes n'ont pas été démantelés.

# Forget the 'Severest Consequences' for Saddam

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, AUGUST 27, 1998

**WASHINGTON** — Last week's air raids in Afghanistan and Sudan served to compensate for, and deflect attention from, the total surrender of the Clinton administration in the face of Saddam Hussein's determination to rebuild his weapons of mass destruction.

On the same day the Tomahawk missiles went out, the United States was forced to support a humiliating Security Council statement that pitifully called Saddam's expulsion of inspectors "totally unacceptable" while dropping previous warnings of "severest consequences."

Having announced to the world that he would no longer send bombers out after Iraq's weapons of mass destruction, Bill Clinton sent missiles out after Osama bin Laden.

Of course, the bin Laden raid is fully justified on its own terms. When American embassies are attacked by a terrorist group openly declaring

By Charles Krauthammer

war on the United States, retaliation is to be expected.

But for six years this administration has pursued a foreign policy of romantic internationalism, trusting American security to treaties whose purpose is to abolish all the nastiness of the world — chemical weapons, nuclear tests, global warming — with the stroke of a pen.

Its only activism has been the injection of American force into two areas posing no threat whatsoever to the United States (Bosnia and Haiti) and deepening U.S. involvement in a third sideshow (Somalia). All the while, it abjured any significant use of force against those posing real and deadly threats to the United States: North Korea, Iraq, Iran, terrorists.

In 1994, North Korea broke the Nuclear Nonproliferation Treaty and embarked on nuke building. How did Mr. Clinton react? By agreeing to supply it

indefinitely with free oil while the United States and allies build for it two (ostensibly safer) \$5 billion nuclear reactors in return for a promise to freeze its weapons program.

It turns out that while taking this gigantic bribe North Korea was building a huge new nuclear facility inside a mountain.

Add now Iraq. In a televised address to the nation in February, Mr. Clinton starkly declared what was at stake if Saddam were allowed to build his weapons of mass destruction: "If we fail to respond today, Saddam and all those who would follow in his footsteps will be emboldened tomorrow by the knowledge that they can act with impunity."

That was just six months ago. And now? The speech is retracted; the policy of forcing inspections is dead. Saddam can build his chemical, biological and nuclear arsenal unmolested.

In the face of these retreats, Mr. Clinton could not remain motionless after the bombing of two American embassies without forfeiting what little international credibility he had left. The administration itself inadvertently made the connection to Iraq when it justified the attack on the Sudanese factory with the claim that senior Iraqi scientists were helping to make VX there.

Well, senior Iraqi scientists are making a lot more VX in Iraq. But Mr. Clinton has given up the idea of raising his hand against these plants, so Sudan's served as a useful proxy.

Even a proxy attack can be useful if it signals a turning point in Clinton foreign policy, a decision to no longer permit America to be the doormat of tyrants. More likely, however, the bin Laden raids will turn out to be a spasm, a solitary and desperate attempt to divert attention from the foreign policy of least resistance, and failure.

Washington Post Writers Group.

## Les rapports avec la Grèce et la Turquie, un "casse-tête" pour Paris

PARIS, 27 août (AFP) - La question "de nos rapports avec la Grèce et la Turquie restent un casse-tête", a indiqué jeudi le chef de la diplomatie française Hubert Védrine.

"Notre position sur la Turquie est géopolitiquement logique, mais d'une part il n'y a pas de consensus en Europe, loin de là, pour honorer les promesses faites à la Turquie à qui l'on affirme depuis 1963 qu'elle a une 'vocation européenne'", a ajouté M. Védrine qui s'exprimait devant les ambassadeurs français réunis pendant trois jours à Paris.

Les relations entre Ankara et l'Union européenne sont difficiles depuis le sommet européen de Luxembourg en décembre, qui avait exclu la Turquie des plans d'élargissement de l'UE.

Ankara est hostile par ailleurs aux négociations que mène le gouvernement chypriote pour l'adhésion de l'île à l'UE sans que le dossier chypriote soit réglé au préalable.

"Du fait du veto grec, il n'y a même pas d'accord pour simplement tenir les engagements financiers pris en 1995" envers la Turquie, a déploré M. Védrine.

Selon lui, "cette paralysie européenne regrettable laisserait le champ libre aux Etats-Unis mais il est patent que ceux-ci ne peuvent pas non plus débloquent l'affaire de Chypre".

Dans ce contexte, "deux approches sont possibles", a-t-il expliqué. "Une approche très ambitieuse: débloquent les relations gréco-turques et trouver dans la foulée une solution à Chypre. Cela suppose un investissement énorme et une coordination complète des efforts européens et américains. Ou alors se concentrer sur les rapports franco-grecs, d'une part, franco-turcs de l'autre, en évitant que la négociation (d'adhésion) entre l'Europe et Chypre qui pose un problème sérieux, menée à son rythme, et en fonction de la situation dans l'île, ne perturbe cet objectif".

A propos du processus de l'élargissement de l'Union européenne, le ministre des Affaires européennes Pierre Moscovici, a de son côté indiqué: "Nous ne sommes pas restrictifs, mais nous ne sommes pas démagogues: nous savons que les exigences de l'Union sont lourdes, nous savons aussi qu'il n'y a pas de raccourci pour un élargissement réussi".

# IRAK "Que Dieu protège Saddam"

*Le régime irakien reprend confiance, atténue un peu sa langue de bois et s'ouvre sur le monde arabe. Et les délégations affluent à Bagdad. Après huit ans d'embargo, le peuple irakien est épuisé, mais il reste solidaire de son chef.*

AL WASAT

Londres

DE BAGDAD

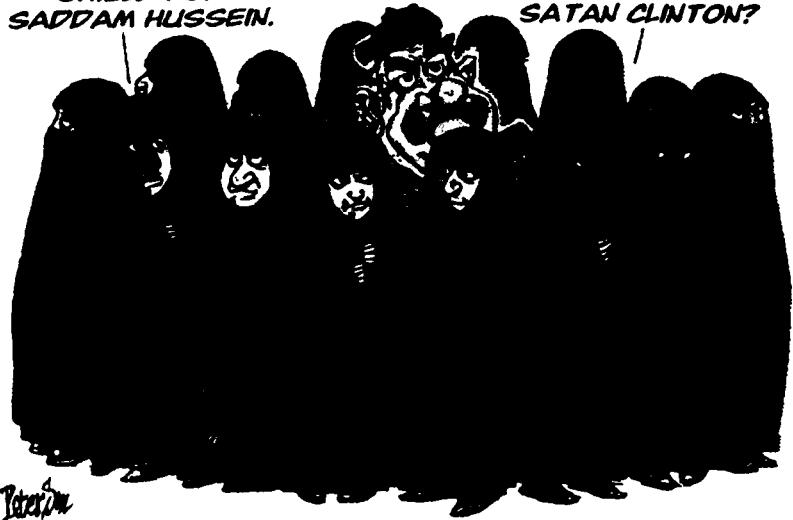
Dès le dernier barrage militaire, Bagdad se profile au loin sous un soleil de plomb. Dans le paysage, une figure omniprésente : Saddam Hussein. Statues, portraits, citations du leader en tous lieux et circonstances occupent les places, les carrefours, les routes, les administrations, les centres commerciaux... et jusqu'à l'intimité des chambres à coucher. Saddam Hussein se dresse dans les consciences, témoin des comportements, observateur des mouvements les plus infimes.

On ne l'évoque jamais, fût-ce en famille et derrière les cloisons, sans faire précéder son nom de la mention respectueuse de son titre et, dans les lieux publics, sans le faire suivre de la formule : "Que Dieu le protège et l'assiste." Dans les discours officiels et la presse, il devient le "Président et Guide Saddam Hussein, aidé de Dieu". Dans ce contexte, parler du numéro deux du régime est superflu. Quant à évoquer le candidat potentiel à la succession, c'est une plaisanterie de mauvais goût teintée d'angoisse face à un avenir sombre et incertain.

Bagdad est la ville la plus chère du monde... tout en étant très bon marché. Dispendieuse pour les Irakiens, elle est tout à fait abordable pour les visiteurs. Actuellement, on y trouve pratiquement de tout, et les frontières laissent filtrer toutes sortes de trafics. Certaines denrées sont une mine d'or pour les contrebandiers : le pétrole et les ovins surtout... Mais comment les Irakiens, qui ont un revenu parmi les plus bas du monde, entre 1 à 4 dollars [6 et 24 FF par mois, peuvent-ils acheter des produits de contrebande ? Le quotidien des Irakiens est un parcours du combattant. Ils n'arrivent que rarement à assurer leur subsistance, et le problème, loin de se limiter aux vivres,

IT IS A GREAT HONOR TO BE A HUMAN SHIELD FOR SADDAM HUSSEIN.

BUT WHY ARE WE SO HONORED IF HE IS NOT AFRAID OF THE GREAT SATAN CLINTON?



"C'est un grand honneur de servir de bouclier humain à Saddam Hussein. - Mais pourquoi est-on si honorés puisqu'il n'a pas peur du Grand Satan Clinton ?" Dessin de Peterson paru dans The Sun - VANCOUVER

touche aussi les médicaments. Pour le citoyen ordinaire, la maladie fait figure de cataclysme.

Conséquence de cette recherche effrénée d'une bouchée de pain pour la famille : l'absentéisme scolaire, et cela dès, et même avant, l'âge de 11 ans. Nombre d'Irakiens notent la disparition progressive de la classe moyenne. D'autres remarquent que la vie sociale a changé du tout au tout. On ne sort plus, on ne reçoit pas ou rarement. Cette société ouverte s'est repliée sur elle-même, s'est enfermée dans sa coquille, avec les répercussions psychiques dramatiques qui en découlent.

Selon le Dr Alan Lion Amatospan, qui travaille à l'hôpital Saddam, les dépressions augmentent, et avec elles les suicides, notamment par le feu. Que pensent les responsables irakiens de cette situation tragique ? Qu'attendent-ils de l'avenir ? La politique irakienne a pris récemment un nouveau tournant : une ouverture tous azimuts, notamment en direction des

pays arabes. Préambule à ce changement, des expressions nouvelles ont fait leur apparition dans le lexique ordinaire des politiciens. "L'occupation du Koweït" en est une... Et s'il s'agit, par ce biais, de réintégrer le giron de la légalité internationale, l'urgence est surtout d'obtenir l'abolition de la résolution "pétrole contre nourriture" : la proroger, selon les Irakiens, ce serait reconduire leurs épreuves d'autant. Responsables ou simples citoyens s'accordent en effet à reconnaître que cette mesure ne suffit pas à assurer leur subsistance. La moitié des revenus du pétrole s'envole en indemnités (30 %), frais, salaires et profits divers, sans compter la perte de temps que représentent des négociations interminables.

**"Ce qu'on appelait l'opposition s'est sabordé"**

Les Irakiens attendent des Etats-Unis qu'ils prouvent la pureté de leurs intentions, abolissent l'article 22 de

DU 27 AOÛT AU 2 SEPTEMBRE 1998

COURRIER INTERNATIONAL, N° 408

la résolution 986 [adoptée le 13 avril 1993, elle prévoit la vente de quantités limitées de pétrole en échange principalement de nourriture et de médicaments], lèvent l'embargo sur les vivres et maintiennent les autres sanctions jusqu'à la clôture des dossiers résultant des diverses résolutions de l'ONU. Les plus pessimistes d'entre eux ne croient pas à une levée rapide de l'embargo, son objectif - détruire la population irakienne en la faisant revenir cinquante ans en arrière - étant loin d'être atteint. C'est une mesure, estiment-ils, destinée à durer indéfiniment. Ils reconnaissent cependant, à l'instar des optimistes, que des transformations sont intervenues en Irak même, parallèlement à l'ouverture du régime vers l'extérieur. Le phénomène est perceptible à travers certains signes : ainsi Saddam Hussein a-t-il quitté l'uniforme qu'il portait depuis dix-huit ans, c'est-à-dire depuis le début de la guerre Iran-Irak. On l'a vu avec Kofi Annan habillé en civil. Ses déclarations du 11 mai 1998 devant le Conseil des ministres sont également un indice

significatif de changement : pour la première fois, le rais a reconnu publiquement que la population "n'avait plus la force de faire face aux difficultés auxquelles elle était confrontée". Ajoutons à cela des déclarations concernant la nécessité de "sanctionner les responsables corrompus" tout en allégeant les mesures de sécurité. Ces propos ont d'ailleurs été suivis du limogeage d'Abdel Hamid Aziz al-Sa'igh, le ministre du Travail et des Affaires sociales, ce qui a conforté les Irakiens dans leurs impressions.

Cette ouverture s'est enfin manifestée par un afflux massif de délégations à Bagdad, et cela au plus haut niveau. La capitale a reçu récemment la visite de délégations populaires provenant de différents pays arabes, dont le Liban et la Syrie, et de trois délégations françaises. Des dizaines d'hommes d'affaires se sont penchés sur les contrats juteux et les lendemains prometteurs que leur garantissait la reconstruction de l'Irak.

Omniprésence de Saddam Hussein et la transparence des services de sécurité dans les lieux publics indi-

quent-elles que le régime reprend confiance ? Il y a en Irak un quasi-consensus sur l'absence d'alternative au régime actuel. Certains Irakiens n'hésitent pas à déclarer ouvertement : "Ce qu'on appelait l'opposition s'est sabordée. Certains opposants sont devenus des valets de la CIA." D'autres considèrent Saddam Hussein, à tort ou à raison, comme "le seul garant de l'unité et de la souveraineté de l'Irak".

Les Irakiens nourrissent une autre conviction : le péril qui les guette n'est lié ni à la personne de leur président ni à son régime, c'est le peuple qui est visé. Frappées par la famine qu'on leur impose et par la misère sanitaire, deux générations d'Irakiens, voire davantage, sont épuisées par la maladie et ne sont plus capables de travailler. Et ce qui s'applique à la santé s'applique aussi à la science et à la culture. Sinon, quel sens aurait l'embargo sur le papier, le blocage des missions scientifiques et le harcèlement des savants irakiens, inscrits sur des listes noires ?

**Asaad Haydar**

samedi 29 août 1998, 00h15 heure de Paris

## Un dirigeant kurde propose un cessez-le-feu en Turquie

ANKARA (AP) -- Un des dirigeants de la guérilla kurde en Turquie, Abdullah Ocalan, chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a renouvelé vendredi son appel à un cessez-le-feu dans le sud-est de la Turquie, en annonçant que ses troupes observeraient une trêve à partir de mardi, selon la télévision kurde Med TV.

Les forces séparatistes du PKK n'attaqueront pas les militaires turcs à partir de mardi, mais répliqueront si elles sont attaquées, a déclaré Abdullah Ocalan dans un entretien téléphonique sur l'antenne de Med TV, basée à Londres.

Cet appel intervient alors que les autorités turques, qui ont déjà refusé en avril de négocier avec le PKK, considéré comme une organisation terroriste, affirment avoir défait les séparatistes kurdes et les avoir rejeté de l'autre côté de la frontière avec l'Irak.

Le gouvernement turc ne reconnaît pas la culture et la langue kurde et interdit aux Kurdes l'accès aux métiers de l'éducation et de l'information. Le conflit entre les séparatistes kurdes et l'armée turque a causé la mort d'environ 37.000 personnes depuis 1984.

## Une centaine de manifestants placés en garde à vue à Istanbul

ISTANBUL, 29 août (AFP) - Une centaine de personnes ont été placées en garde à vue samedi à Istanbul par la police qui a dispersé par la force une manifestation en faveur de personnes disparues lors d'interrogatoires policiers, a rapporté l'agence Anatolie.

Surnommé "les mères du samedi", un groupe de familles de kurdes ou d'extrémistes de gauche qui affirment n'avoir plus revu leur proches après leur interpellation par la police a tenu une manifestation devenue habituelle devant le lycée francophone Galatasaray, dans la partie européenne d'Istanbul, selon l'agence.



La police a sommé la foule de se disperser, mais le groupe a refusé d'obéir et a continué à manifester. Les forces de l'ordre sont alors intervenues pour mettre fin à la manifestation et ont placé une centaine de participants en garde à vue.

"Les mères du samedi", qui se rassemblent tous les samedi devant le lycée Galatasaray, demandent que l'Etat turc retrouve leurs proches interpellés ces dernières années en raison de leurs opinions politiques.

## Le Monde

29 AOÛT 1998

# « Assez habile », la nouvelle stratégie américaine face à l'Irak

DANS UNE LETTRE adressée au président Clinton, le sénateur John McCain a clairement posé la question : l'administration américaine aurait-elle abandonné la politique de désarmement de l'Irak ? Officiellement écartés par la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, les soupçons du sénateur McCain sont en revanche confirmés en privé par des responsables américains à Washington.

« Il est vrai que nous sommes désormais moins intéressés par le désarmement que par le réarmement de l'Irak », admet un responsable du département d'Etat. « Pour cela il suffit d'éviter que les sanctions économiques soient levées », déclare-t-il au Monde en ajoutant : « En cela, je dois dire que l'Irak nous rend la tâche infiniment plus facile. » Interrogé sur l'absence inhabituelle de réaction agressive face à la dernière provocation de Bagdad - qui refuse, depuis le 3 août, de coopérer avec la Commission spéciale de l'ONU chargée de le désarmer (Unscocom) -, ce responsable, qui requiert l'anonymat, explique que le soutien politique nécessaire pour « une ligne dure » contre l'Irak n'existe pas. Selon lui, bien que de nombreux pays, « arabes et autres », soient « de fait » en faveur de la politique américaine en Irak, les Etats-Unis « se trouveraient complètement isolés s'ils avaient recours, en ce moment, à une action militaire ».

A l'en croire, la priorité pour Washington est de « s'assurer » que l'Irak ne soit « plus jamais en position de menacer ses voisins », c'est-à-dire que Bagdad ne se dote pas de « nouveaux armements ». « Si c'était le cas, remarque-t-il, Washington disposerait du cadre à la fois juridique et politique pour avoir recours à l'action militaire ». De nombreuses conversations avec des diplomates américains et européens à Washington, il ressort en effet que le contrôle « à long terme » des revenus pétroliers irakiens est « prioritaire » pour Washington et ils y réussiront s'ils maintiennent, « coûte que coûte », l'embargo pétrolier imposé à l'Irak depuis son invasion du Koweït.

Sévèrement critiquée par le Congrès et la presse américaine, cette « évolution » de la position des Etats-Unis envers l'Irak est cependant jugée « assez habile » par des observateurs. « La réaction américaine à cette dernière crise est très astucieuse », estime un ambassadeur européen à Washington. « Plus les Américains obligent l'Irak à coopérer avec l'Unscocom, plus ils seront eux-mêmes sous pression pour lever les sanctions », ajoute-t-il. « Autant laisser Bagdad s'enfoncer tout seul », ce qui éloigne le moment de la levée des sanctions. Le déclin apparent de l'intérêt américain pour le désarmement de l'Irak découle aussi du fait que l'Irak est, « en réalité », déjà désarmé et cet état de fait est de plus en plus admis au sein même de l'Unscocom.

### PLUS UNE MENACE

« Dans son état actuel, Bagdad n'est une menace pour personne. Il faut simplement veiller à ce qu'il ne se réarme pas », assure une source proche de l'Unscocom. Selon certains experts à New York, depuis plusieurs mois déjà, l'Unscocom « ne trouve plus rien en Irak » et c'est sur « des missiles déjà détruits » que des traces de VX ont été découvertes au printemps. Cela ne veut pas dire que l'Irak est complètement désarmé, « mais ce qui reste est négligeable. Disons que l'Irak a probablement moins d'armes que les talibans en Afghanistan », dit un expert.

Le dossier qui préoccupe toujours l'Unscocom et tous les membres du Conseil de sécurité est celui des armes biologiques. « On imagine mal Bagdad attaquer ses voisins à l'arme biologique », explique-t-on à New York, mais des lacunes importantes dans ce dossier fournissent un argument plausible à Washington pour maintenir les sanctions. « Si le président Saddam Hussein veut « à tout prix » conserver ses armes biologiques, commente un ambassadeur à Washington, c'est parce qu'il lui est « insupportable » d'être « déclaré officiellement désarmé, vis-à-vis de l'Iran qui reste son grand ennemi ».

La nouvelle stratégie américaine a surpris l'Irak, qui espérait qu'une

nouvelle crise avec l'Unscocom entraînerait un examen politique de son dossier. Elle a désorienté le Conseil de sécurité, qui est à court d'idées. Elle a aussi marginalisé le président de l'Unscocom, l'Australien Richard Butler, à qui le Conseil demande de renouer le dialogue avec Bagdad, sans lui en donner les moyens. M. Butler est aussi politiquement marginalisé, car l'interlocuteur de l'Irak est désormais de facto Prakash Shah, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Mais c'est surtout M. Annan qui est dans l'embarras, Washington rejetant sur lui toute la responsabilité de la crise actuelle. Les Américains ne s'en cachent pas. « Nous estimons que Bagdad a violé le protocole d'accord signé en février avec M. Annan », explique un diplomate américain à Washington. « Il appartient au secrétaire général de persuader l'Irak de coopérer avec l'Unscocom. » Cette « exigence » américaine, estime-t-on dans l'entourage de M. Annan, « est un piège ». « La seule manière de ramener l'Irak à la raison, explique un des conseillers du secrétaire général de l'ONU, est de lui montrer la lumière au bout du tunnel, c'est-à-dire la perspective de la levée des sanctions. » Or, dit-il, « maintenant qu'il est évident que le maintien des sanctions est devenu plus important que le désarmement, Kofi Annan n'a rien à offrir aux Irakiens en échange de leur coopération. D'autant que cette fois-ci, ajoute-t-il, la diplomatie n'est pas appuyée par la force ».

### CONFUSION ET MANQUE D'IDÉES

Le Conseil de sécurité se distingue pour sa part par une absence totale d'esprit d'initiative. Les pays membres attendent, eux aussi, des idées de M. Annan. Le Conseil devrait entendre dans les jours qui viennent M. Shah, qui vient d'avoir plusieurs jours de négociations avec les Irakiens. Si Washington maintient sa nouvelle position, des ballons d'essai lancés par certains pays, y compris la France, sont voués à l'échec. Estimant que la crise actuelle est le résultat « direct » du refus de Londres et de

Washington de fermer le dossier nucléaire, ces pays songeaient à un réexamen de ce dossier. Avec « un peu de coopération de la part de Bagdad », les dossiers chimique et balistique auraient suivi, l'objectif à long terme étant la « suspension » de l'embargo pétrolier, « avec l'option de le réimposer automatiquement » si l'Irak empêche le contrôle à long terme de son désarmement, ou s'il menace ses voisins.

Cette stratégie, estiment certains ambassadeurs, aiderait l'Irak à sortir de son isolement « et en conséquence, permettrait de mieux contrôler Saddam Hussein ». Anticipant une telle éventualité « lointaine, car l'Irak n'est pas assez habile pour savoir ce qui est dans son intérêt », Washington prévoit d'ores et déjà « l'antidote ». A Washington, on entend dire que « même après la levée de l'embargo », les revenus pétroliers de l'Irak devraient rester « sous contrôle international », pour que les Kurdes, le fonds de compensation de la guerre du Golfe et l'Unscocom continuent à être financés.

Toutefois, bien que la « tactique » américaine ait servi à semer la confusion, personne ne doute que les Américains ont d'ores et déjà arrêté leur attitude, qu'ils « pourront à tout moment changer » en fonction de paramètres de politique intérieure ou de leur stratégie régionale, estime un diplomate. Pour l'instant, le dossier irakien « ne provoque que des bâillements, c'est du déjà-vu », constate ce diplomate qui déplore que, depuis la guerre du Golfe, le dossier irakien n'ait « jamais » fait l'objet d'un débat politique de haut niveau.

« Aux Etats-Unis, mais aussi en France et en Russie, dit-il, on a, depuis huit ans, géré des crises les unes après les autres, sans jamais prendre le temps de réfléchir à une vraie politique à long terme. » C'est un « désastre » pour les futures générations d'Irakiens qui, « n'ayant connu que la guerre, les sanctions et l'isolement politique seront encore plus dures à la négociation que le leadership actuel ».

Afsané Bassir Pour

## Le PKK proclame un cessez-le-feu en Turquie

LE MONDE 30 - LUNDI 31 AOÛT 1998

ANKARA. Le chef des séparatistes kurdes de Turquie, Abdullah Ocalan, a proclamé, vendredi 28 août, un cessez-le-feu inconditionnel, lors d'une émission sur la chaîne de télévision Med-TV, à partir du 1<sup>er</sup> septembre, Journée mondiale de la paix. Responsable du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), il a affirmé vouloir un règlement

« pacifique de la question nationale kurde » et engager un dialogue avec l'Etat turc. « Tant que nous ne serons pas agressés par les forces turques, nous n'entreprendrons aucune action armée (...). Cette trêve se poursuivra au moins jusqu'à avril 1999 », date prévue pour des élections anticipées en Turquie, a ajouté le chef du PKK. Med-TV est une chaîne de télévision financée par le PKK émettant en Europe. Le PKK, qui mène une guérilla dans l'est de la Turquie, aux frontières avec l'Irak et la Syrie, se veut le représentant des 8 à 12 millions de Kurdes de Turquie. - (Reuters.)

### Ankara rejette la trêve proposée par le PKK, organisation "séparatiste"

ANKARA, 29 août (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz a rejeté samedi la trêve inconditionnelle proclamée la veille par Abdullah Ocalan, le chef de la rébellion armée des séparatistes kurdes de Turquie, affichant la détermination de son gouvernement à lutter contre cette organisation qu'il considère comme "séparatiste".

"Nous ne le prendrons jamais comme un interlocuteur (...) S'il fait un pas pour se rendre, après avoir compris qu'il est dans une situation désespérée et qu'il ne peut pas lutter contre l'Etat turc, je considère cela comme positif", a déclaré M. Yilmaz.

"Mais si ses efforts visent à créer une plateforme politique en Europe, alors ils sont vains", a ajouté M. Yilmaz sans autre précision.

Abdullah Ocalan, alias "Apo", le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a proclamé une trêve à compter du 1<sup>er</sup> septembre, lors d'une émission diffusée sur Med-TV, une chaîne de télévision financée par le PKK qui émet en Europe et peut être captée dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde.

Le PKK, créé en 1978, mène une rébellion depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31 000 morts. "Apo", qui réside généralement à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, affirme que le PKK représente les 8 à 12 millions de Kurdes de Turquie, sur une population totale de 62,8 millions de personnes.

L'Etat turc réfute cette représentativité et refuse tout dialogue avec le PKK, qu'il qualifie "d'organisation terroriste et séparatiste".

Le chef du PKK avait par le passé déclaré au moins à deux reprises un cessez-le-feu pour plusieurs mois, en mars 1993 et décembre 1995.

Ces trêves n'avaient pas été reconnues par les forces de l'ordre turques. En 1993, quelque semaines après avoir proclamé une trêve unilatérale, le chef du PKK avait ordonné personnellement une action armée contre un groupe d'une quarantaine de soldats qui voyageaient en autocar dans la province de Bingol (sud-est), tuant 33 d'entre eux.

L'armée turque a enregistré un succès en capturant en avril un ancien commandant du PKK, Semdin Sakik, dans le nord de l'Irak. Sakik a été, avant de faire défection, le commandant des rebelles du PKK dans le "Kurdistan nord", c'est-à-dire le Sud-Est anatolien selon la terminologie du PKK. Dans cette terminologie, le "Kurdistan sud" est le nord de l'Irak. Son procès s'ouvrira le 3 septembre à Diyarbakir (sud-est). La peine capitale est réclamée à son encontre.

Ankara affirme avoir marginalisé dans une large mesure le PKK, qui a subi d'importants revers face à l'armée turque qui continue ses opérations contre les rebelles dans le Sud-Est et le nord de l'Irak, région montagneuse qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis 1991 et est utilisée par le PKK comme base arrière.

L'armée turque y mène de fréquentes opérations contre les positions du PKK, avec le soutien des combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PKK) du chef kurde Massoud Barzani, allié d'Ankara dans la lutte contre le PKK.

# American Bungling Is Letting Saddam Off the Hook

By Jim Hoagland

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, AUGUST 28, 1998

WASHINGTON — Iraq stands on the brink of success in its long effort to stalemate United Nations inspectors searching for Saddam Hussein's weapons of mass destruction. Baghdad's rapidly coalescing victory is a substantial defeat for world order, for the United Nations and for the Clinton administration.

The UN effort, unilaterally halted by Baghdad three weeks ago, received a severe new body blow on Wednesday when Scott Ritter quit.

In a letter of resignation redolent with controlled frustration, the organization's most effective inspector said the UN Security Council had become "a sounding board for Iraqi grievances" and "a witting partner to an overall Iraqi strategy" to weaken the United Nations.

"Iraq is being allowed to re-define the terms of the UN cease-fire resolution that stopped the Gulf War," Mr. Ritter, an ex-marine major and veteran of the 1991 conflict, tells me. "It would mean that hundreds of Americans would have died in vain."

His resignation will resonate in Washington. Congressional committees will probe next month the administration's failure since last winter's war scare to provide effective diplomatic and military support for UN Special Commission inspectors.

The story of this failure is one of conflicting priorities, inept tactics and periodic neglect of

this crisis, not of evil conspiracy. There is no desire in Bill Clinton's White House or at Madeleine Albright's State Department to make life easier for Saddam Hussein. The Clintonites would like to oust him.

The administration has mounted three separate covert operations, including a small, unpromising new effort that has been sketchily outlined to Congress. These efforts have undermined the anti-concealment team that Mr. Ritter headed in the UN Special Commission and its broad campaign to disarm Iraq more than they have undermined Saddam.

Mr. Ritter would not discuss the commission's use of intelligence reports with me. But he informally briefed Capitol Hill staffers with security clearances two months ago on a growing fear that has since become reality and public knowledge: The administration is so eager to avoid a confrontation with Saddam that it has abandoned promises to use force to make the Iraqis allow inspections.

The U.S. intelligence community was withholding logistical help and specific information from his inspectors, Mr. Ritter reportedly said. Worse, the administration was actively pressuring two foreign governments to stop providing special intelligence that the commission needed on the Iraqi Special Security Organization and special Republican Guard units.

There may be some method in this seeming madness. These same elite units guard Saddam, and the CIA has repeatedly sought to penetrate and use them to stage a coup. Intelligence from agents in Iraq might be compromised at the United Nations, or Mr. Ritter's pursuit of Saddam's trusted guards might interfere with agency coup plotters, the CIA worried.

But the agency's coup efforts have been so woeful that withholding information from the special commission was, at a minimum, an unwise trade-off.

Impartial sources see a disturbing pattern of professional rivalry and shortsightedness in CIA decisions.

In August 1995, for example, Mr. Ritter arranged to have more than 120 prohibited missile guidance gyroscopes being smuggled from Russia to Iraq intercepted in Jordan. He entrusted them to a senior Jordanian official to ship to the special commission for examination and exposure by the Security Council, according to two separate accounts.

But officials of the CIA's Middle East division got the gyroscopes away from the Jordanians through a ruse, refused Mr. Ritter's requests for the material he had discovered and told the Jordanians to cease dealing with him.

Last year the CIA helped trigger a continuing FBI investigation of Mr. Ritter for al-

legedly leaking secret U.S. information to other governments in his UN work, an accusation that he forcefully denies.

This committed ex-marine has come to personify the international community's once strong determination to deny Saddam the right to possess weapons of mass destruction. His resignation and the switch in U.S. policy risk making the special commission a shell of the valuable organization it was.

Mr. Clinton and Mrs. Albright need to re-examine the tactics they have chosen. The present approach ignores the fundamental point that Mr. Ritter makes: Saddam was allowed to avoid complete destruction in 1991 by promising the world to give up all his prohibited weapons.

Failure to enforce such a commitment on Saddam, the world's most flagrant user and hoarder of the new weapons of terror, will destroy any hope of effective international nonproliferation. And it will seriously undermine UN credibility with the American public.

Failure on Iraq will push the United States onto a solitary, unpredictable and expensive path outside the United Nations to confront these dangers. No one should want that.

*The Washington Post.*

## Iran 'Penalized' for Terrorism

### \$65 Million Awarded in U.S., but Can It Be Collected?

*Washington Post Service*

WASHINGTON — A federal judge has ordered the government of Iran to pay \$65 million in civil damages for its role in the kidnapping of three Americans who were held hostage in Lebanon by Islamic extremists during the late 1980s.

The ruling by Judge Thomas Penfield Jackson was the latest action in a series of civil cases filed in Washington against Iran on behalf of Americans who say they were victims of terrorism.

It remains to be seen,

however, if Iran will pay the awards.

The Iranian government did not take part in the court proceedings.

The former hostages — Joseph Cicippio, Frank Reed and David Jacobsen — were among 18 Americans held in Lebanon between 1982 and 1991.

Mr. Cicippio was held the longest of the three, shackled for much of five and a half years. Mr. Reed was held for three years and eight months and Mr. Jacobsen was held for 17 months.

The judge awarded \$20

million to Mr. Cicippio, \$16 million to Mr. Reed and \$9 million to Mr. Jacobsen.

He also awarded \$10 million apiece to Mr. Cicippio's wife, Elham Cicippio, and Mr. Reed's wife, Fifi Delati-Reed, for anguish during their husbands' captivity.

In March, another federal judge ordered Iran to pay \$247.5 million to the family of an American college student who was killed in a suicide bombing three years ago while she was studying in Israel.

The family of Alisa Flatow, 20, of West Orange,

New Jersey, has launched an international search for Iranian assets and is seeking court approval to seize the former Iranian embassy in Washington.

The lawsuits were made possible by legislation passed in Congress two years ago.

The law permits U.S. citizens who are victims of terrorist acts abroad to sue foreign countries in American courts if those countries have been classified by the State Department as sponsors of terrorism.

Iran has been designated a state sponsor of terrorism by the State Department since 1984.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,  
AUGUST 29-30, 1998

### **Un parti pro-kurde lance un appel en faveur de la trêve du PKK**

ANKARA, 29 août (AFP) - Le Parti de la Démocratie du Peuple (Hadep, pro-kurde) a lancé un appel samedi en faveur du cessez-le-feu inconditionnel proclamé vendredi soir par Abdullah Ocalan, le chef de la rébellion armée des séparatistes kurdes de Turquie.

"La Turquie a besoin de courage démocratique. Toute personne vivant en Turquie doit contribuer à ce processus de cessez-le-feu", déclare un communiqué du Hadep.

Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a proclamé une trêve à partir du 1er septembre, lors d'une émission diffusée sur Med-TV, une chaîne de télévision financée par le PKK qui émet en Europe et peut être captée dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde.

Aucun dirigeant turc n'avait réagi samedi matin à la trêve annoncée du PKK.

Le PKK mène une rébellion depuis 1984 pour créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Le Hadep (4,5% aux législatives en décembre 1995) n'est pas représenté au parlement, faute d'avoir atteint la barre des 10% des voix requis.

Il avait succédé au Parti de la Démocratie (Dep), dissous en 1994 pour activités séparatistes. Quatre anciens députés du Dep purgent actuellement des peines de 15 ans de prison pour "appartenance" au PKK.

Plusieurs dirigeants du Hadep, accusé par Ankara d'être la branche politique du PKK, font l'objet de poursuites judiciaires sous l'accusation "d'avoir agi et tenu des propos en faveur du PKK".

---

### **La classe politique turque ébranlée par ses liens présumés avec un mafieux**

ANKARA, 30 août (AFP) - La récente arrestation en France du criminel turc le plus recherché, qui s'est vanté que ses liens avec les services de renseignements turcs (MIT) et des hommes politiques le protégerait, a ébranlé la classe politique turque, a rapporté dimanche la presse d'Ankara.

Alaattin Cakici, 45 ans, qui est accusé d'être impliqué dans les meurtres de son ancienne femme, d'hommes d'affaires et d'un autre parrain du crime, a été arrêté le 17 août dans un hôtel de luxe à Nice (sud de la France) sur la base de deux mandats d'arrêt émis par Interpol à la demande de la Turquie.

Au cours de conversations téléphoniques enregistrées divulguées par la presse turque, Alaattin Cakici, dont Ankara réclame l'extradition, a déclaré avoir des liens avec plusieurs responsables du gouvernement, les services de renseignement turcs et des hommes politiques de premier plan.

"Je suis un personnage très important pour la Turquie, j'ai des relations, et l'Etat turc devrait me protéger", a affirmé Alaattin Cakici au cours d'une conversation téléphonique avec un ami, cité dimanche par le quotidien d'Istanbul Sabah.

Le criminel, âgé de 45 ans, qui aurait quitté la Turquie il y a six ans, a selon la presse turque voyagé en Europe avec un passeport diplomatique falsifié retrouvé en sa possession qui lui a été procuré par un agent du MIT.

Le Premier ministre Mesut Yilmaz a qualifié les activités mafieuses de troisième grande menace à laquelle doit faire face la Turquie, mais la presse a révélé que Alaattin Cakici avait des liens avec des hommes politiques du Parti de la Mère patrie du chef de gouvernement.

Selon les journaux, l'enquête sur les liens du mafieux s'inscrit dans le cadre de l'"affaire Susurluk", un énorme scandale politico-financier qui avait révélé l'existence de liens occultes entre des éléments de la police, de la classe politique et d'une certaine pègre liée aux milieux d'extrême droite.

Suite à ce scandale, qui avait été déclenché par un accident de voiture survenu fin 1996 près de la localité de Susurluk (ouest), un rapport officiel a établi que des groupes clandestins avaient été formés au sein de l'Etat et avaient commis des crimes au nom de la défense de l'Etat. A ce jour, ces groupes n'ont pas été démantelés.

## Dix-sept ans de captivité dans les geôles d'Hafez El Assad

Arrêté en 1980, libéré en mai 1998 sans jamais avoir été jugé, le militant communiste Riyad Turk entend reprendre son métier d'avocat en Syrie

HOMS

de notre envoyé spécial

La photographie qui trône dans la salle à manger représente un homme dans la force de l'âge, décidé, les traits pleins. Celui qui lui fait face, dix-huit ans après, a le visage plus émacié, le cheveu plus blanc et l'allure plus frêle. Entre les deux, il y a eu une arrestation, le 28 octobre 1980, une semaine d'interrogatoires musclés, et plus de dix-sept ans de détention au secret. Sans inculpation, ni jugement.

Le nom de Riyad Turk n'est plus vraiment tabou en Syrie depuis l'entretien accordé par le président Hafez El Assad à la chaîne de télévision française TF 1 à l'occasion de sa visite en juillet 1998 à Paris et dont la télévision syrienne a donné de plus larges extraits.

Interrogé au sujet du dirigeant communiste fraîchement libéré, fin mai, M. El Assad avait consenti à s'exprimer sur le « cas » Turk, défendu pendant près de deux décennies par les organisations de défense des droits de l'homme. « Il s'était allié avec les Frères musulmans. Son parti l'a abandonné à cause de cela. S'il a des partisans, ils sont très peu nombreux aujourd'hui », a assuré M. El Assad. L'intéressé ne partage certainement pas ces avis.

Depuis qu'il a regagné, relativement en bonne santé, son appartement de Homs, entre Alep et Damas, le vieux combattant communiste a pu recevoir de nombreux visiteurs. Lorsqu'il a été relâché, le pouvoir n'a exigé de lui ni reniement ni déclaration d'allégeance, trois signes parmi d'autres de la soudaine mansuétude d'un pouvoir réputé impitoyable avec ses adversaires.

Autrefois avocat, l'ancien prisonnier envisage aujourd'hui de se réinscrire au plus vite au barreau et de tenter de rattraper en lectures le temps passé qui a vu l'effondrement de l'URSS, la guerre du Golfe et les débuts du processus de paix israélo-arabe.

Malgré les conditions difficiles de son emprisonnement, Riyad Turk semble avoir conservé sa flamme. « De toute façon, depuis 1960, j'ai toujours pensé que ce que je pouvais vivre, c'était du bonus », assure-t-il. Arrêté au plus fort de l'expérience de la République arabe unie (RAU), qui rassemblait alors la Syrie et l'Egypte, le

par les Frères musulmans, conclut tragiquement cette trajectoire, après un an de clandestinité. Si son parti, interdit, a toujours démenti vigoureusement avoir eu alors le moindre contact avec les islamistes syriens, les autorités ont maintenu leurs accusations.

Pendant plus de dix-sept ans, Riyad Turk n'a plus eu qu'un seul ennemi, le temps, et trois obsessions : toujours être occupé, ne jamais penser au dehors et toujours veiller à son alimentation. « Le plus important, c'est de tuer le temps. Si tu ne le tues pas, c'est lui qui te tue », assure-t-il.

« Je parle comme l'enfant qui commence à découvrir le monde, et le monde a tellement changé... Ce qui me frappe, c'est peut-être que je trouve la société silencieuse »

militant avait été si durement torturé que ses amis l'avaient cru perdu. Il avait pourtant déjà connu la geôle une décennie auparavant.

Son goût pour le combat politique dans l'orbite du parti Baas. Son mouvement plus réformiste, le Parti communiste-bureau politique, s'oppose au nouvel homme fort syrien. Son arrestation, au début des années 80, à un moment crucial pour le régime confronté à l'agitation suscitée

Dans l'orphelinat de son enfance, Riyad Turk s'était pris de passion pour les arts plastiques. Trois cents petits cailloux noirs glanés dans ses rations de lentilles et conservés précieusement dans une boîte d'allumettes ont longtemps fourni la matière des arabesques qu'il traçait sur un linge étalé à même le sol. Il a multiplié les expériences, jusqu'à agréger des brins de balais usés, grâce à de la mie de pain, pour parvenir à des sculptures « en trois dimensions ». Une aiguille et des fils tirés de chiffons ont permis d'autres réalisations chronophages.

Au fil de sa captivité, sa vie s'est améliorée. La lecture a progressive-

ment refait son entrée dans son quotidien : le Coran, tout d'abord, qu'il est parvenu à apprendre par cœur aux deux tiers, puis le quotidien officiel *Techrine* et les quelques livres de la prison, enfin ceux que sa famille est parvenue à lui transmettre à l'occasion des cinq visites autorisées au cours de ces longues années. « De 1980 à 1993, on n'a jamais répondu officiellement à mes questions, je ne savais pas où il était, ni même, au début, s'il était toujours vivant ; puis j'ai pu le voir pour la première fois en 1993, et ensuite en 1995, puis tous les ans jusqu'à cette année », explique sa femme, médecin francophone, emprisonnée elle aussi pendant deux ans.

« Ce qui peut déstabiliser, c'est de penser à l'extérieur, aux êtres chers, aux amis. J'ai beaucoup de mal à le dire devant elles, mais rarement j'ai pensé à ma femme et à mes deux filles. Je me suis dit que de leur côté, elles allaient faire pour le mieux. Ce n'était pas par rigidité, mais pour éviter d'être trop nostalgique », raconte l'ancien détenu.

La vie de Riyad Turk a pourtant failli s'interrompre à la fin des années 80. La dureté des conditions d'internement, le diabète et des problèmes cardiaques amènent le militant à un état de faiblesse extrême. Les associations de défense des droits de l'homme et certaines ambassades présentes à Damas se mobilisent pour briser la chape de l'oubli. Alertée, la direction du centre de détention améliore l'ordinaire du prisonnier. Le détenu bataille pour obtenir l'alimentation la plus riche possible et remonte progressivement la pente. Aujourd'hui, sans être particulièrement gaillard, Riyad Turk ne

semble pas trop marqué par son épreuve.

Né militant, il n'envisage pas encore de prendre sa retraite, même s'il connaît le cadre particulièrement contraignant de la politique en Syrie où l'état d'urgence est en vigueur depuis 1963. Lorsque deux responsables syriens sont venus lui annoncer la nouvelle de sa libération et ont

engagé avec lui une interminable discussion sur le positionnement de son parti dans les années 80, il a maintenu au mot près ses déclarations d'antan, argumentant sans relâche. La scène, à l'en croire, fut épique.

A présent, il va lui falloir réapprendre et apprendre. « Je parle comme l'enfant qui commence à découvrir le monde, et le monde a telle-

ment changé », avoue-t-il. « La situation actuelle, je ne l'ai pas encore bien comprise. Ce qui me frappe, c'est peut-être que je trouve la société silencieuse. »

Après de multiples appels du pied en direction du pouvoir, le médecin Jamal Atassi, figure historique de la vie politique syrienne et opposant « autorisé », désespérait de revoir ja-

mais Riyad Turk au grand soleil. Rassuré sur l'état de son ami, il espère à présent que son envie de s'attaquer à ce « silence » au nom de la démocratie ne vont pas le mettre, trop vite, en difficulté.

Gilles Paris



## Barzani to visit Ankara

- KDP leader will stop in Ankara on his way to Washington next week

Ankara - Turkish Daily News August 29, 1998

Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), will come to Ankara next week as an "official break" on his way to Washington.

Barzani will be received by senior Turkish officials, most probably Deputy Prime Minister Bulent Ecevit and Foreign Minister Ismail Cem, the Turkish Daily News was told.

Barzani will be received by more senior officials in the United States than previously expected, diplomatic sources said.

U.S. Deputy Assistant Secretary of State David Welch was in northern Iraq in July to have talks with KDP leader Barzani and his rival Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). During the meetings, Welch conveyed an invitation from the U.S. State Department to the rival Kurdish leaders. U.S. embassy officials characterized Welch's mission as a fact-finding one.

"We will continue to help the Iraqi Kurdish parties to reconcile. But the actual reconciliation is up to them," a U.S. diplomatic official in Ankara informed a small group of reporters, speaking about the recent U.S. visit to the area.

As reported in an earlier TDN story, the diplomat expressed the United States' respect for the unity and territorial integrity of Iraq while harshly criticizing the Saddam Hussein regime and stressing the U.S. desire for a post-Saddam regime.

In an interview last month with the TDN, Barzani said that if his visit coincides with that of Talabani, he may meet with the PUK leader in Washington.

## The Economist: 'Better try Cakici'

Orya Sultan Halisdemir

London - Turkish Daily News August 29, 1998

A prestigious weekly publication, The Economist, said in its latest issue that bringing Alaattin Cakici to trial was Turkey's best chance of conveying to a skeptical world that it would rather uphold law and order than subvert it.

After noting that fugitive Cakici had been arrested by the French police, the weekly stated that hopes had been mounting in Turkey that state-mafia links might now be brought to light. "A live suspect, it is true, is more likely to shed light on Turkey's underworld than a dead one," The Economist stated.

The weekly emphasized that Turkey's generals were very disturbed by Turkey's mafia-state image. "Turkey's generals have been pushing the prime minister, Mesut Yilmaz, to start tackling corruption," said the weekly, adding that Yilmaz had made some progress in this direction.

"He has installed a new boss at the National Intelligence Organisation [MIT], who ended the agency's long-running turf battles with the police," the article said. After noting that nice jobs in the police and MIT were still being given to friends, the weekly said that even if Yilmaz wanted to, it would be hard to change the indulgent attitude many Turks have towards personalities such as Cakici. "He won many patriotic hearts by being linked to organisations fighting Armenian terrorists," said the article.

The Economist concluded that if Turkey wanted to change its "unlawful state image," it needed to try Cakici and show the world that it respects the rule of law.

---

## Turkey Leader: Kurds Should Give Up

ANKARA, Turkey (AP) -- Prime Minister Mesut Yilmaz on Saturday told Kurdish rebels who promised a cease-fire that they should surrender and end their 14-year war for autonomy.

Yilmaz said trying to fight Turkey is hopeless, and that if the rebel leader "makes a step towards surrendering, I find this positive."

Abdullah Ocalan, leader of the outlawed Kurdistan Workers Party, on Friday announced a unilateral cease-fire that would begin Tuesday to coincide with World Peace Day.

Ocalan told London-based Kurdish MED-TV that rebels would refrain from attacks on Turkish troops, but would defend themselves if attacked.

The conflict, which has raged in Turkey's southeast since 1984, has claimed about 37,000 lives. Most rebel cease-fires, including the most recent one, in April, have been short-lived.

---

## PKK solves crisis of children

- Following efforts by Swedish authorities, outlawed Kurdistan Workers' Party to return 12 children who recently fled from their homes to join the organization

MUSTAFA ERDOGAN

Ankara - Turkish Daily News August 29, 1998

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is planning to return 12 Kurdish children who left their homes in Sweden to fight on the organization's European fronts. The crisis, which developed when the children fled and their families later applied to Swedish authorities for assistance, has been resolved by Sweden's efforts. It is expected that the PKK will surrender the children, aged between 15 and 17, on Sept. 12 at the Kurdish Festival in the Netherlands.

It has been learned that the PKK carried out intense meetings with the Swedish authorities regarding the return of the children. The twelve youngsters fled their homes approximately two weeks ago in order to join the PKK. Following this, the families applied to the Swedish government for assistance. In

response to the families' requests, Swedish governmental authorities reportedly contacted one of the PKK's European representatives, Kani Yilmaz, who gave his guarantee that the children would be returned.

Moreover, Swedish governmental authorities, represented by Swedish Ambassador to Brussels Goran Berg, spoke with the Kurdish Parliament in Exile. It is claimed that Swedish Foreign Minister Lena Helm-Wallen herself showed interest in the issue and met with representatives of the PKK. It has been speculated that PKK leader Abdullah Ocalan has intentionally turned the crisis of the children into a series of official meetings through which he can reap "political advantages."

Nejdet Buldan, a member of the executive council of the Kurdish Parliament in Exile, confirmed the developments to the Turkish Daily News. Stating that the meetings between Swedish government representatives and the Kurdish Parliament in Exile should be considered significant official contacts by Kurds, Buldan maintained that Europe would show a higher interest in the Kurdish problem in the future.

## Letting Saddam Win

Twenty-three days have now passed without United Nations inspections of Saddam Hussein's weapons-making capabilities. That is 23 days during which he could work unimpeded to develop chemical, biological and nuclear arms. This is a dictator who has used chemical weapons, on his own people and on his enemies, and who would use them again.

Yet his defiance of the United States and the United Nations goes unchallenged. This week one of the most tenacious UN inspectors, Scott Ritter, resigned rather than participate in what he called "the illusion of arms control." For most of a year, we now know, the Clinton administration has been working to rein in the inspectors.

The United States, in other words, has abandoned a policy, in place since the end of the Gulf War, of insisting on aggressive arms inspections to deny Iraq's dictator his weapons of mass destruction. The new policy, although the administration will not openly acknowledge it, seems to be one of deterrence and containment. As Defense Secretary William Cohen said, if Saddam Hussein "takes any action to reconstitute his weapons of mass destruction, or disrupts the stability or peace in the region," the United States reserves the right to use force.

The search for a new policy, after last winter's standoff, is understandable. Few analysts inside or outside the U.S. government then were sanguine about the ability to achieve U.S. goals through the use of force. Allied support was minimal. But the new policy inevitably raises questions. Without inspections, can the United States know when Saddam is "reconstituting his weapons of mass destruction"? The record is highly discouraging in this regard. Does not Saddam's victory over the United Nations, and his ability now to rebuild his arsenal, send a message to

neighbors and others that in itself "disrupts the stability" of the region?

And if he now manages to acquire nuclear weapons, would U.S. threats really serve to deter, for example, another invasion of Kuwait? Deterrence depends on credibility.

Bill Clinton provided answers to these questions last February. "What if he fails to comply and we fail to act, or we take some ambiguous third route, which gives him yet more opportunities to develop this program of weapons of mass destruction? ... Well, he will conclude that the international community has lost its will. He will then conclude that he can go right on and do more to rebuild an arsenal of devastating destruction. And some day, some way, I guarantee you he'll use the arsenal."

Six months ago, the administration insisted that Saddam could not wiggle out of an agreement that UN Secretary-General Kofi Annan personally negotiated. This time the international community would certainly rise up in indignation. Yet the U.S. government is using international apathy as an excuse to do nothing, and Mr. Annan seems astonishingly sanguine.

What might the consequences be, in Iraq and around the world, of such appeasement? Back in February, Mr. Clinton had an answer to that question, too. "In this century, we learned through harsh experience that the only answer to aggression and illegal behavior is firmness, determination and, when necessary, action. ... If we fail to respond today, Saddam and all those who would follow in his footsteps will be emboldened tomorrow by the knowledge that they can act with impunity, even in the face of a clear message from the United Nations Security Council and clear evidence of a weapons of mass destruction program."

—THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, AUGUST 29-30, 1998



المرتبطة بالمتدربة السابقة في البيت الأبيض مونیکا لوينسكي، قال صمويل بيرغر مستشار الرئيس لشؤون الأمن القومي: «كل من يظن بان المشاكل في الولايات المتحدة تمنعنا من الرد السريع والمناسب على التهديدات ضد الولايات المتحدة سيرتكب خطأ جدياً».

ذاته، ان العراق عقد صفقة مع الامين العام للامم المتحدة كوفي انان ثم اعلن انه لا يريد متابعتها. وفي الحساب الاخير لن ترفع العقوبات من دون موافقة الولايات المتحدة». ورداً على سؤال عما اذا كان هناك اي ارتباط بين تفجير نيروبي ودار السلام والازمة التي يثيرها صدام وبين مشاكل الرئيس كلينتون

## سنوات الحكم الأيوبي الباهرة لكن السريعة الانقضاء

على أخذ حاكمية بغداد زمن الخليفة المسترشد انهزم عسكر عماد الدين، فهرب الى تكريت حيث تلقاه نجم الدين ايوب بالترحاب ومد له يد العون بان اقام له جسراً من القوارب على نهر رجله. وكانت هذه الواقعة بداية الخلاف بين نجم الدين ايوب وبهرورز الذي تطور بعزل هذا الأخير عن تكريت، لكن عماد الدين الزنكي عينه حاكماً على بعلبك وكان صلاح الدين ولد يوم خروج ابوه من تكريت العام ٥٣٢هـ. ويقدم الكاتب صورة عن اتساع حكم نور الدين الزنكي واعتماده على اسد الدين شركوه في السيطرة على مصر.

ورافق صلاح الدين عمه في هذه الحملة التي انتهت بخلع الإمام العاضد خلعة الوزارة على اسد الدين شيركوه العام ٥٦٤هـ. وباشر عمله بعاونه صلاح الدين، لكن رئاسته لم تستمر طويلاً حيث مرض ومات بعد شهرين واستقرت الامور لصلاح الدين الذي باشر معارك جديدة ضد الصليبيين في مصر، وكان لنمو قوته اثر سيء عند نور الدين الزنكي الذي اختبر ولاء صلاح الدين عندما امره بتسيير العسكر لحصار الكرك، لكن صلاح الدين اعتذر خوفاً من اختلال الأمن في البلاد المصرية فعزم نور الدين على اخراجه من مصر، الا ان وفاة نور الدين حالت دون تحقيقه وعزمه وسارعت في توسيع نفوذ صلاح الدين فاستولى على دمشق سنة ٥٧٠هـ، وبعد توحيد بلاد الشام ومصر خاض صلاح الدين الأيوبي حرباً شاملة ضد الصليبيين وكانت معركة حطين نزوة هذه الحرب. واستطاع دخول القدس يوم الجمعة السابع والعشرين من رجب العام ٥٨٣هـ، وتصدى صلاح الدين للحملة الصليبية الثالثة أيضاً لكنه توفي قبل تصفيتها تماماً سنة ٥٢٩هـ للهجرة. شكل موت صلاح الدين بداية لتشتت الدولة الأيوبية حيث خلف سبعة عشر ذكراً وناب بعض من اولاده في اكثر اقاليم المملكة. ويقدم الكاتب في الفصل الثالث لمحة سريعة عن صراع الاخوة على المملكة وينتقل في الفصل الرابع ليصور النزاع على الملك والصليبيين في ان، وفي تلك المرحلة اشند الخطر القتري والذي سارع عملياً في تصفية الحكم الأيوبي وظهور دولة المماليك.

في الحملة الصليبية الأولى اياً من ملوك أوروبا ولم يأخذ احد منهم الصليب عام ١٠٩٤. عندما خطب البابا أوربان الثاني في كليرمون فران جنوبي فرنسا داعياً الى الحرب المقدسة، وكان قد رأى ان دفع الفرسان الى المشرق يتيح لاوروبا فترة سلام بعد ان توالت عليها الحروب الأهلية. وكان صدر قرار من المجلس الديني في ناربون (١٠٥٤/٨/٢٥) يقول «مسيحي يقتل مسيحياً إنما يهرق دم المسيح، لكن هذا القرار لم يحترم فهيا البابا لهؤلاء الفرسان حرباً خارجية من نوع خاص تحمل المغامرة وتجلب الغنى وتؤدي الى التحرير. وشارك في الحملة الصليبية الأولى أربعة جيوش من اللورين بقيادة بولين، وأما جيوش شمال فرنسا فكانت بقيادة دوق نورمانديا وفصائل البروفانس بقيادة كونت تولوز وفصائل نورمان شمال ايطاليا بقيادة بوهيموند نورانت. وسلكت هذه الجيوش بمعظمها طريق البر وجرت أول معركة بينها وبين جيش السلطان السلجوقي قليج ارسلان عند حصن قرب مدينة نيقية، واستطاع الصليبيون السيطرة على نيقية في حزيران ١٠٩٧ ثم

تابعوا سيرهم باتجاه قونية حيث بصف الكتاب احتلالهم لأنطاكية ومسيرتهم في بلاد الشام، وفي العام ١٠٩٩ سقطت القدس في أيديهم وبعدها بدأوا باحتلال الساحل الفلسطيني. واستقر الصليبيون في الشريط الأخضر لسهول الساحل السوري ولم يحتلوا الداخل وذلك بسبب روح الإقطاع عندهم، فأغرقتهم الأراضي الخصبة في الشريط الساحلي وخفتت من اندفاعهم نحو الداخل.

ينقلنا الفصل الثاني الى نسب صلاح الدين وسيرته منذ ولادته، فوالده ايوب ولد في مقاطعة كربية تدعى «دوين» تقع في أقصى الجنوب الغربي من القوقاز، ورحل جده شادي مصطحباً ولديه ايوب وأسد الدين شركوه الى بغداد، والتقى مجاهد الدين بهروز وكان حاكم «شحنة» لبغداد باسم السلطان السلجوقي مسعود بن ملكشاه فعينه حافظاً لقلعة تكريت، ورأى بهروز في نجم الدين ايوب عقلاً ورأياً حسناً فوضه حاكماً لمدينة تكريت، واثناء تعاون السلطان السلجوقي مسعود مع عماد الدين الزنكي

الكتاب: الحكم الأيوبي في الشرق الأوسط ١١٧٤ - ١٢٥٠.

الكاتب: الدكتور صلاح الدين الشريف.  
الناشر: دار ماجدة للنشر - اللاذقية ١٩٩٨.

راجعه: مازن بلال

يقدم كتاب «الحكم الأيوبي في الشرق الأوسط» صورة تاريخية مهمة تشكلت عبر الصراع أثناء الحروب الصليبية. وإذا كانت معظم الدراسات تركز على طبيعة الحدث الذي رافق الإمراء الأيوبيين، فإن الدكتور صلاح الدين الشريف قام بدراسة الظهور التاريخي لهذه الدولة، حيث بدأ الكتاب بإيضاح حول الهوية الكربية التي يتسم بها الحكم الأيوبي، مسترجعاً وبشكل سريع بداية التواجد الكربي داخل الدولة العباسية في صراعها مع الفاطميين، ويربط عملياً بين ظهور السلاجقة على مسرح الأحداث والدولة الأيوبية التي بدأت تتكون داخلهم. وبالطبع فإن الإمارات الكربية استمرت طويلاً بعد هذا التاريخ وكانت لها صراعات طويلة مع الخلافة العثمانية، حيث يقدم سرداً باهم تلك الإمارات ودورها في ظل الصراع الصفوي العثماني.

الفصل الأول من الكتاب يتعرض لأسباب الحروب الصليبية ووقائع الحملة الأولى. فالغرب الأيوبي تشكل عالمياً واحداً يقوم على رأسه البابا الذي فاقت سلطته سلطة ملوك أوروبا، وكان الوجدان الديني المسيحي متهيئاً لدخول الحرب والقيام بمهمة احتلال القدس ونوال الغفران. ويكفي بالنسبة للفرسان تحريض فروسياتهم واثارة مطامعهم حتى ينخرطوا في هذا الجيش، فالحملة لن تكلف مالا كثيراً حيث سيتم الاعتماد على مصادر البلاد التي يتم تجاوزها أو احتلالها. وقد جاء معظم الفرسان من فرنسا بشكل خاص ثم من نورمان شمال ايطاليا ومن انكلترا وهولندا واسكندنافيا، كما انخرط في جيش شعبي فقراء أوروبا الذين طغى عليهم الحس الديني والحلم بتحرير الأرض المقدسة. ذلك لا نجد

معلومة للحزب الشيوعي عن إعدامات جماعية في «أوغزريب»

## اتفاق بين بارزاني والأحزاب التركمانية بعد قصف مقراتها في أربيل

□ دمشق، لندن - «الحياة»

قالت مصادر كربية ان قوات الحزب الديمقراطي الكردستاني بزعامة مسعود بارزاني قصفت اول من امس مقرات الاحزاب التركمانية في اربيل شمال العراق. ووضح بيان اصدره امس مكتب «الحزب الاشتراكي الديمقراطي

الكردستاني، بزعامة محمد حاج محمود في دمشق، ان القصف ادى الى مقتل ٥ وجرح ١٥ من عناصر القوات التركمانية، اضافة الى مقتل ثلاثة من قوات بارزاني بينهم قائد ميداني هو شاراد جمركاوي. وزادت المصادمات ان قوات بارزاني صادرت الممتلكات والاسلحة والمعدات في تلك المقرات واعتقلت عدداً من

العناصر.

واصدر المكتب السياسي للحزب الديمقراطي الكردستاني والجبهة التركمانية بياناً مشتركاً اعتبر ما حصل «حادثة معزولاً» حركته ايد مشبوهة تستهدف العلاقة بين الطرفين. وأفاد البيان ان الجانبين اتفقا على تشكيل لجنة تحقيق مشتركة، مشيراً الى ان الهدوء يسود مدينة أربيل. على صعيد آخر أفاد بيان للحزب الشيوعي العراقي تلحقته «الحياة» أمس ان السلطات العراقية نفذت «إعدامات جماعية» في سجن أبو غريب قرب بغداد، شملت ٦٢ سجيناً سياسياً.

وأشار البيان الى ان الإعدامات نفذت أواخر حزيران (يونيو) الماضي، وان هؤلاء السجناء الذين ينتمون الى محافظات التاميم والبصرة وكربلاء وميسان وبابل وذي قار والقاسية والنجف والمثنى، كانوا اعتقلوا بتهمة المشاركة في المواجهات التي اعقبت حرب الخليج. وعدد اسماءهم مؤكداً ان جثثهم «دفنت في مقابر جماعية في منطقة أبو غريب».

وإذا صحت هذه المعلومات فستكون المرة الأولى التي يتكبد فيها العمال خسائر فادحة خلال السنة الجارية. وفي حين اشارت المديرية الى مقتل ١٢ جندياً حكومياً، أفادت صحيفتا «حرية» و«جمهورية» أن ١٥ جندياً قتلوا خلال الاشتباكات وأن آخرين أصيبوا بجروح في هجوم شنه مقاتلو «الكرديستاني» على مركز للدرك ليل الاثنين - الثلاثاء في منطقة شيرناخ. وهاجم مسلحو الكردستاني المركز قرب بيتسباب الذي يبعد ٥٠ كلم عن الحدود مع العراق. وأوضحت «حرية» أن الجيش رد بشن هجوم واسع في المنطقة بدعم من المروحيات قتل خلاله أربعة من المتمردين في مكان غير بعيد من مركز الدرك.

## القوات التركية تؤكد قتل ١٦٥ عنصراً من «الكرديستاني»

■ ديار بكر - أ ف ب - أعلن مسؤول في مديرية أمن في ديار بكر أمس أن القوات التركية قتلت ١٦٥ من مقاتلي حزب العمال الكردستاني في هجوم شنته قبل خمسة أيام في شرق البلاد وجنوب شرقها. وأضاف أن قوات الأمن اعتقلت أيضاً سبعة عناصر من الحزب. وتولى المديرية مهمة التنسيق في محاربة الانفصاليين الأكراد في هذه المنطقة.

## معلومات لـ «المؤتمر الوطني» عن حشود عسكرية شمال الموصل

□ لندن - «الحياة»

وفحواه أن أجهزة الاستخبارات العراقية اغتالت عضوين في اللجنة المركزية للحزب، إضافة الى مسؤوله المالي لفرع دهوك. وأوضح أن حزبه اتهم عناصر في حزب العمال الكردستاني باغتيال عضو في فرع دهوك هو خالد توفيق وشقيقه جمال، اللذان قتلوا الأسبوع الماضي نتيجة تفجير عبوة في منزله.

وزاد أن حزبه و١٧ حزباً وتنظيماً كرادياً أصدرت الأسبوع الماضي بياناً مشتركاً اتهم حزب العمال بتنفيذ مخطط «المهاجمة المواطنين الأبرياء والمنشآت والمصالح المدنية كتفجير مضخات مياه الشرب وزرع الألغام في الحقول والطرق وقرب ينابيع المياه واحراق السيارات واطلاق النار على المدنيين العزل» في كردستان العراق. واعتبر الناطق اغتيال توفيق جزءاً من هذا المخطط.

■ أفادت «هيئة الأرسال العراقية»، وهي بمثابة وكالة انباء تابعة لـ «المؤتمر الوطني العراقي الموحد» المعارض، أن بغداد بدأت أول من أمس حشد قوات في مناطق شمال الموصل، مما أثار مخاوف في أربيل من أن هذه القوات قد تتقدم نحو المدينة التي لا تخضع لسيطرة بغداد.

وأكد السيد دلشاد ميران الناطق باسم الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) في لندن لـ «الحياة» وجود «تحركات» للقوات العراقية في تلك المنطقة، لكنه قال أن حزبه يعتبرها «روتينية لتغيير وحدات، ولم يلاحظ أي تحرك غير عادي» لتلك القوات.

إلى ذلك، نفى ميران ما جاء في النبأ الذي وزعته «هيئة الأرسال»

المنطقة. ووقعت هذه المعارك أيضاً ١٣ قتيلاً في صفوف القوات التركية.

واسفرت أعمال العنف المرتبطة بنشاطات حزب العمال الكردستاني الذي يسعى الى اقامة دولة كردية في جنوب شرقي الأناضول عن أكثر من ٣٠ الف قتيل منذ العام ١٩٨٤، استناداً الى حصيلة مقبولة عموماً.

بحوزتهم والإغراض الضمنية. وبدأت قوات الأمن التركية اثر ذلك عملية واسعة النطاق في المنطقة للبحث عن المخطوفين وملاحقة المتمردين الأكراد.

وكان حزب العمال الكردستاني ضاعف عملياته في الأسابيع الأخيرة في شرق الأناضول وجنوب شرقه ما دفع بالجيش التركي الى الرد بقوة. وأعلنت مديرية الأمن في ديار بكر أول من أمس أن ١٦٥ مقاتلاً كرادياً قتلوا في خمسة أيام من العمليات العسكرية والمعارك في

ناحي اورهان هو عضو في حزب الوطن الام الذي يتزعمه رئيس الوزراء مسعود يلماز. وكان اورهان متوجهاً الى وان عندما أوقف مسلحون سيارته على الطريق بين بلدة نارليجه وممر غاربيت. واعترض المسلحون كذلك سبع سيارات في المنطقة نفسها تنقل ٢٠ شخصاً.

وتابعت «الأناضول» أن المسلحين خطفوا بعد ذلك رئيس البلدية وثلاثة اشخاص آخرين تراوح اعمارهم بين ١٤ و١٩ عاماً كما سرقوا المال الذي كان

## تركيا: «الكرديستاني» يخطف رئيس بلدية في محافظة وان

■ انقره - أ ف ب - ذكرت وكالة «الأناضول» للأنباء أن عناصر في حزب العمال الكردستاني خطفت ليل الأربعاء - الخميس رئيس بلدية بختشه سراي في محافظة وان (شرق تركيا) مع ثلاثة اشخاص آخرين.

وأوضحت أن رئيس البلدية

فإنه يكون بذلك رمى مفتاح الصندوق الذي هو مجبوس فيه، وسيكون هو الخاسر.

وحذر وزير الدفاع وليام كوهين، في مقابلة أجرتها شبكة «اي. بي. سي»، التلفزيونية، صدام من الإقدام على تحريك قوات عسكرية نحو شمال العراق أو القيام بأي عمل من شأنه أن يزعزع الاستقرار في المنطقة. وأوضح: «لدينا منطقة الحظر الجوي في الشمال (...) وأريد القول أن صدام حسين س يرتكب خطأ كبيراً إذا دخل الشمال».

وأضاف أن الولايات المتحدة لن تمارس «لعبة القط والفار» التي يمارسها العراق عبر اثارته أزمة ثم التراجع عنها. وقال أن ما ستفعله واشنطن بدلاً من ذلك هو أنها ستحتفظ بقوة عسكرية كبيرة في المنطقة وتصر على أن يمثل صدام لكل قرارات الأمم المتحدة (...) أنه يحاول أن يخلق أزمة ثم يتراجع عندما ينقلب الوضع عليه. لا تريد أن تلعب لعبته، ولا أن يضعنا في حال نضطر معها لأن نرد دائماً على مبادراته. لذا سنحتفظ بقدراتنا الحالية وسنصر على أن يمثل للقرارات والافلن تنتهي العقوبات. وأعلن أن الولايات المتحدة ضاعفت عدد الصواريخ العابرة في المنطقة مقارنة بما كان لديها خريف العام الماضي. وقال «إذا اتخذ صدام اجراءات لاعادة تركيب اسلحة الدمار الشامل او هدد استقرار المنطقة وامنها فإن الولايات المتحدة تحتفظ بكل الخيارات بما فيها العسكرية، في الوقت والمكان اللذين تختارهما».

وقالت وزيرة الخارجية مادلين أولبرايت، خلال البرنامج التلفزيوني

## أكدت احتفاظها بالخيار العسكري

# الولايات المتحدة تحذر صدام من التحرك في شمال العراق

□ واشنطن - «الحياة»

لكيفية عمل لجنة الأمم المتحدة لنزع أسلحة الدمار الشامل (اونسكوم)، مؤكدة أنها تحتفظ بـ «الحق» في استخدام القوة ضده. وأكدت وزيرة الخارجية مادلين أولبرايت أنه «إذا لم يسمح لهم (للمفتشين) بأن يقوموا بعملهم

حذرت الولايات المتحدة على لسان اكبر المسؤولين في ادارة الرئيس بيل كلينتون الرئيس صدام حسين من القيام بأي تحرك عسكري في شمال العراق، وشددت على أنه ليس مسموحاً له أن يضع شروطاً

AL HAYAT THURSDAY 23, JULY, 1998

اعتبرت العلاقات مع 'منظمة ارامية' انتهاكاً للقرارات الدولية

## واشنطن تتهم بغداد بدعم حزب أوجلان

□ أنقرة - «الحياة»

الى الصحافيين في انقرة ليل الثلاثاء - الأربعاء هو نائب مساعد وزيرة الخارجية ديفيد ويلش الذي قام بزيارة لكردستان العراق استمرت ثلاثة ايام، وانتهت الأحد الماضي. واجرى ويلش محادثات مع بارزاني وطالباني في اطار الجهود الاميركية من اجل تحقيق مصالحة بين حزبيهما، ووجه دعوة اليهما لزيارة واشنطن. وقال ان زيارته كانت «ناجحة جداً وتعبيراً مفيداً عن الدور الاميركي في شمال العراق». وفي بغداد (ا ف ب)، وصفت صحيفة «الثورة» زيارة ويلش لشمال العراق بانها «تامر مفصوح» على العراق.

لصحافيين اترك في انقرة امس، إن حزب العمال «منظمة ارامية عنيفة جداً أقامت علاقات مع نظام (عراقي) عنيف جداً». وأشار الى أن قرارات الأمم المتحدة تمنع العراق من دعم «منظمات ارامية». وكانت الصحف التركية أكدت أخيراً أن بغداد سمحت لحزب العمال بإقامة قواعد في المناطق الخاضعة لسلطتها في شمال العراق. ويطلب القرار ٦٨٧ الصادر عن مجلس الأمن في عام ١٩٩١، والذي يتضمن شروط وقف النار في حرب الخليج، العراق بالتزام عدم دعم الارهاب. ويعتقد ان المسؤول الاميركي، الذي تحدث

للمرة الأولى اتهمت الولايات المتحدة العراق امس بتقديم دعم عسكري لحزب العمال الكردستاني (بزعماء عبدالله أوجلان) واعربت عن «قلق شديد»، مؤكدة ان الفصيلين الكرديين الرئيسيين في شمال العراق، الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعماء مسعود بارزاني) والاتحاد الوطني الكردستاني (بزعماء جلال طالباني) يشركان واشنطن قلقها. وقال مسؤول اميركي طلب عدم ذكر اسمه،

الصحاف اطلع موسى على هامش اجتماعات لجنة القدس على التدخلات الاميركية

## بارزاني وطالباني يؤكدان في رسالتين للمقاهرة انهما لن يتورطا في أي مخطط ضد وحدة العراق

□ القاهرة - محمد علام

ومن المقرر ان يغادر المفتي القاهرة خلال ايام الى دمشق قبل الانتقال الى السليمانية (في كردستان العراق) لإطلاع قيادته على نتائج محادثاته في القاهرة.

من ناحية أخرى، اعتبرت مصادر في الحزب الديمقراطي محاولات الزج باكراد العراق في الحديث عن مؤامرات للاضرار بوحدة العراق «مقصودة» لتصير قرارات او ممارسات دولية او اقليمية، لكنها حملت القيادة العراقية «المسؤولية» وتوفير الفرص لانها ترفض الالتزام بالمواثيق الدولية وبالتمسكات التي قطعتها في شأن حقوق الانسان والتعددية والديمقراطية فضلا عن قبول القيادة قرارات دولية إبان العدوان على الكويت تضمنت صياغات ما كان على القيادة القبول بها من الاساس لانها كرسست ولسنوات خللاً في وضع العراق اقليمياً ووطنياً.

ونفت المصادر انباء تردت حول لقاءات سرية مع أجهزة دول كبرى ومسؤولين اسرائيليين عقبت في عمان وقالت: «بقاء النظام الحاكم مسالة تعني الشعب العراقي وحده».

المعارضة العراقية في الخارج لجهة اسقاط النظام ليس خوفاً من حدوث حماسات دم بل لثقافتها في عدم قدرة هؤلاء الذين يتلقون أموالاً على القيام بهذا النوع من الاعمال بسبب وصم الرأي العام العربي كل من يرتكبه - مهما كانت الأسباب - بالخيانة.

ومن جانبه صرح عدنان المفتي لـ «الحياة» بأنه شرح للمسؤول المصري الاوضاع في كردستان ونتائج لقاءات مسؤول الشرق الاوسط في الخارجية الاميركية ديفيد وولش - خلال زيارته للمنطقة الشهر الماضي - مع كل من بارزاني وطالباني، مشيراً الى اهتمام الاخير بوضع مصر في صورة التطورات الجارية لتطبيق المصالحة الوطنية والوضع بالنسبة الى تنفيذ قرار مجلس الأمن ٩٨٦ (اللفظ مقابل الغذاء). وكانت بغداد اعتبرت زيارة وولش الى شمال العراق تدخلاً سافراً في شؤونها الداخلية.

ولفت الى ان لقاءاته مع المسؤولين في وزارة الخارجية المصرية تاتي في اطار العلاقات الثنائية واهتمام مصر بالمصالح الوطنية والشعب العراقي ورفع المعاناة عنه.

السيد عدنان المفتي خلال لقاء امس في مقر وزارة الخارجية موقف مصر المبني في شأن الوضع في العراق. وشدد ابو زيد على «حل المشاكل من دون تدخلات خارجية في اطار وحدة العراق».

وجاء اللقاء في اعقاب اتصالات جرت بين القاهرة وبغداد ولقاء وزير الخارجية السيد عمرو موسى ومحمد سعيد الصحف في الدار البيضاء قبل ايام - على هامش اجتماعات لجنة القدس - والتي طرح خلالها الصحف التدخلات الاميركية في شؤون بلاده الداخلية على خلفية اعلان مساعد وزير الخارجية الاميركي لشؤون الشرق الاوسط مارتن انديك الشهر الماضي عزم بلاده اطلاق برنامج لدعم ٧٣ تشكيلاً معارضاً ورسد الكونغرس عشرة ملايين دولار لهذا الغرض، مما تسبب في أزمة بين بغداد وواشنطن اثر اتهام الصحف انديك بأنه «صهيوني» ورفضه طلب واشنطن الاعتذار.

لكن مصادر مصرية مطلعة اعتبرت التصريحات الاميركية تدخلاً في اطار «حرب نفسية» معربة عن اعتقادها ان الولايات المتحدة لا تعلق آمالاً على

رداً على رسالتين من زعيم الحزبين الكرديين العراقيين الاتحاد الوطني جلال طالباني والديمقراطي مسعود بارزاني نهت مصر الى مخاطر إثارة النزاعات العرقية وشددت على الوحدة الوطنية. وأكدت الزعيمان في رسالتين منفصلتين ان اياً منهما لن يكون طرفاً في أي مخطط يستهدف الاضرار بالسلامة الإقليمية للعراق، وعزياً ذلك الى ان «اكراد العراق دفعوا ثمننا باهظاً لمصالح ومخططات دول كبرى في المنطقة».

كما شددوا على ان «التقاء المصالح مع التموجات الوطنية مسالة وقتية (...) ونحن واعون لذلك (...) طموحاتنا معروفة ومعلنة وهي الادارة الإقليمية التي لها خصوصية في اطار عراقي موحد (...) ونعتقد ان الاخوة في مصر يشركوننا وجهة النظر هذه».

وأبلغ مساعد وزير الخارجية المصري للشؤون العربية والشرق الاوسط السفير سيد ابو زيد مسؤول مكتب النشاط العربي ممثل الاتحاد الوطني في القاهرة

AL HAYAT WEDNESDAY 5, AUGUST, 1998

بارزاني والجيش التركي في ان. كذلك نقلت الوكالة عن طالباني دعوته الاتراك «كاصدقاء واخوة» التي ان يسحبوا قواتهم من شمال العراق لان وجودها فيه يعرقل عملية المصالحة بينه وبين بارزاني. لكن عضو المكتب السياسي للحزب الديمقراطي الكردستاني سامي عبدالرحمن رد على ذلك بان القوات التركية ستبقى طالما بقيت قوات اوجلان في المنطقة.

رجل دعمها قوة جوية الجمعة الماضي معارك ضد مقاتلي حزب العمال في اشتباكات امتدت من محافظة شمديلي التركية عبر الحدود الى شمال العراق. وافادت وكالة «الاناضول» الرسمية للافناء ان قوات بارزاني اشتركت في القتال الى جانب القوات التركية، لكن الوكالة سحبت لاحقاً هذا الغيا من دون اي تفسير.

ونقلت وكالة «رويترز» الشهر الماضي عن القائد العسكري للاتحاد الوطني جبار فرمان تأكيد ان حزبه اسقط الخيار العسكري لحل الصراع مع حزب بارزاني. وعزا ذلك الى عجز قواته عن مواجهة قوات

ومقاتليه في العمليات العسكرية التي ينفذها بين الحين والآخر ضد مواقع اوجلان في شمال العراق. وتسيطر قوات بارزاني على المناطق المتاخمة لتركيا من كردستان العراق غير الخاضعة لسيطرة السلطة المركزية في بغداد.

وتؤكد أنقرة، التي ترابط وحدات من جيشها في المنطقة بصفة شبه دائمة، ان مقاتلي حزب العمال يستخدمون شمال العراق قاعدة لشن هجمات على اهداف داخل الأراضي التركية في إطار الحملة المسلحة التي يشنها الحزب منذ ١٩٨٤.

وخاضت قوات تركية يتجاوز قوامها خمسة الاف

AL HAYAT MONDAY 13, JULY, 1998

حقول مساحتها ٧٨ مليوناً و٦٧٢ ألفاً و٢٨٢ متراً مربعاً تنتظر التطهير

## القرى الملوثة في كردستان العراق حصدت ٧٨٨٣ ضحية

وخلالها وبعدها. والكارثة ان حقول الالغام ليست محددة بشريط حدودي واضح، بل تشمل عمق المنطقة وتغطي مراكز سكانية. ولكن لم يتضح حجم الكارثة إلا بعدما سيطر الاكراد على مناطقهم اثر هزيمة الجيش العراقي في حرب الخليج عام ١٩٩١. قبل هذا التاريخ كانت القوات العراقية دمرت نحو خمسة الاف قرية في المنطقة وأخلت عملياً الريف الكردستاني من سكانه، خصوصاً خلال «عمليات

هذه المعلومات نشرتها «الهيئة الاستشارية للالغام»، وهي منظمة بريطانية غير حكومية أخذت على عاتقها مهمة تطهير حقول الالغام في العالم، وذلك في كراس تضمن تفاصيل عن نتائج نشاطات المنظمة في شمال العراق بين ١ كانون الثاني (يناير) ١٩٩٢ و٣٠ نيسان (ابريل) ١٩٩٨. وتنشط «الهيئة» أيضاً في انغولا وجمهورية الكونغو الديمقراطية (زائير سابقاً) وزامبيا وكمبوديا ولاوس والبوسنة - الهرسك.

وأجزت «الهيئة» نتائج أعمالها خلال تلك الفترة في كردستان العراق بما يأتي: زيارات استطلاعية لـ ٣٥٣٥ قرية وبلدة ومجموعة سكانية متنقلة، تطهير حقول الالغام مساحتها مليون و٧٤٦ ألفاً و٣٦ متراً مربعاً من الالغام، تحديد حقول أخرى للالغام مساحتها ٧٨ مليوناً و٦٧٢ ألفاً و٢٨٢ متراً مربعاً، فحص ٣٤٥٩ حقلاً للالغام، تحديد ٧٦٢ قرية ملوثة، تدمير ٢٥٦٠٣٩ مادة متفجرة.

هذه بعض أرقام وحقائق مفجعة عن الالغام في كردستان العراق. سكان المنطقة حصلوا على هذا الإرث من النظام العراقي الذي زرعت قواته جبال المنطقة ووديانها بالالغام ومواد أخرى متفجرة قبل الحرب العراقية - الايرانية (١٩٨٠ - ١٩٨٨)



□ لندن - كامران قره داغي

الاسبوع الماضي شهدت عمان ما وصف بأنه أول مؤتمر عن الالغام يعقد في المنطقة رعته الملكة نور الحسين. ويقدر عدد الالغام في الشرق الاوسط وشمال افريقيا بما يزيد على ٥٠ مليوناً. ويشتهر العراق بأنه قد يكون أكثر مناطق العالم

الغاماً. وكردستان العراق خصوصاً «نموذج» لا يبيح لمناطق تطهيرها حقول الالغام. ولكن هل يمكن تصور ماذا يعني أن تعج المناطق الزراعية والمأهولة بالسكان بحقول الالغام؟ لعل هذه الأرقام تساعد في تقريب الصورة الى الأذهان: بين عامي ١٩٩١ و١٩٩٨ سقط ٧٨٨٣ قتيلاً وجرحياً ضحايا الالغام في كردستان العراق، بينهم ٥٥٢٨ رجلاً و٢٩٤ امرأة و٢٠٦٦ طفلاً. وشهد عام ١٩٩١ أعلى رقم بلغ ٢٣٤٥ ضحية، بينما انخفض العدد الى ٢٩٨ العام الماضي.

AL HAYAT FRIDAY 17, JULY, 1998

الانفال البطولية» في ١٩٨٨ التي أريد فيها أكثر من مئة ألف مدني و«اختفى» آلاف آخرون، بينما أجبر مئات الآلاف على العيش في معسكرات سكانية أنشئت على مشارف المدن الرئيسية. وتفاقت المشاكل عندما بدأ هؤلاء، أو معظمهم، بالعودة الى قرام الدمره وحقولهم الزراعية، بمساعدة المنظمات الدولية التي نفذت برامج كبرى لاعادة بناء هذه القرى، ليكتشفوا ان مساحات شاسعة منها تحولت حقولاً للالغام.

خلال خمس سنوات استطاع خبراء «الهيئة» (صغار بينهم عدد من الاكراد المدربين) تطهير مليون و٧٤٦ ألفاً و٣٦ متراً مربعاً من الالغام. لكن هذا أقل من واحد في المئة من حقول الالغام في كردستان والتي مازالت تغطي ٧٨ مليوناً و٦٧٢ ألفاً و٢٨٢ متراً مربعاً من الأرض!

وطلباني لزيارة واشنطن. في غضون ذلك كشف مصدر مطلع لـ «الحياة» ان طالباني سيزور طهران خلال أيام، تلبية لدعوة منها، مضيفاً انه تلقى أيضاً دعوة مماثلة من سورية.

وجاء في بيان للحزب الديمقراطي صدر امس ان ويلش، الذي عقد مؤتمراً صحافياً في صلاح الدين (مقر بارزاني) أكد استمرار الحماية الدولية لكردستان العراق وشعبها، ودان حزب العمال الكردستاني الارهابي وأعماله الاجرامية، في المنطقة.

وتابع البيان ان المسؤول الاميركي، الذي توقف في صلاح الدين اول من امس في طريقه من

## ويلش يدعو بارزاني وطالباني الى واشنطن

□ لندن - «الحياة» - أكد الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) ومصادر الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني) ان ديفيد ويلش نائب مساعد وزيرة الخارجية الاميركية وجه الدعوة الى بارزاني

السليمانية حيث التقى طالباني الى تركيا، بحث مع بارزاني وأعضاء المكتب السياسي للحزب الديمقراطي في «تعزيز عملية السلام والمصالحة (الكردية) وتطويرها ومنحها زخماً جديداً، في اطار «المواضع الرئيسية بما فيها تشكيل حكومة ائتلافية مشتركة، بين حزبي بارزاني وطالباني. واستدرك البيان ان وفد الديمقراطي أكد عدم العودة الى صيغة المناصفة الفاشلة، بين الحزبين لكنه عبر عن استعدادهم لإبداء أقصى درجات المرونة لضمان السلام وتحقيق المصالحة والامن» في شمال العراق.

AL HAYAT TUESDAY 21, JULY, 1998

## طالباني يزور دمشق قريباً

□ دمشق - ابراهيم حميدي

□ قالت مصادر في المعارضة العراقية لـ «الحياة» ان زعيم الاتحاد الوطني الكردستاني جلال طالباني سيزور دمشق قريباً لاجراء محادثات مع كبار المسؤولين السوريين. وأشارت الى

ان «اتفاقاً» تم بين الاتحاد الوطني وسورية على ان تتزامن زيارة طالباني مع زيارة مسؤول إيراني كبير الى دمشق، هو الرئيس محمد خاتمي او نائبه الدكتور حسن حبيبي بهدف «تأكيد تميز العلاقة بين الاطراف الثلاثة».

وقالت المصادر ان ممثل الاتحاد الوطني في دمشق دانا مجيد غادر مساء اول من امس الى شمال العراق في اطار الترتيب لزيارة طالباني التي ستكون الاولى منذ اكثر من

سنتين. وأشارت المصادر ذاتها الى ان المحادثات ستكون مهمة بعد فترة من الخلاف بسبب عدم تقديم دمشق دعماً سياسياً للاتحاد الوطني خلال الاقتتال مع الحزب الديمقراطي الكردستاني في آب (اغسطس) ١٩٩٦. وزادت ان زيارة طالباني مؤشراً الى ان التقارب السوري - العراقي هو «في حرج معين واقل من التصورات السياسية الكبيرة».

AL HAYAT WEDNESDAY 8, JULY, 1998

# عملية عسكرية تركية في مثلث الحدود مع إيران والعراق

□ انقره،

صلاح الدين - «الحياة»

الحدود الى اي من البلدين المجاورين. وأفادت ان مواجهات مسلحة متقطعة وقعت صباح امس بين مقاتلين اكراد وقوات تركية ولكنها لم تذكر اي حصيلة لهذه المواجهات. وأضافت انها قامت بهذا الهجوم بعدما صعد مقاتلو حزب العمال عملياتهم العسكرية في المنطقة. يُشار الى ان حزب العمال، الذي يتزعمه عبدالله أوجلان، يقود حركة مسلحة ضد القوات التركية منذ ١٩٨٤ في جنوب شرقي تركيا، وهي المناطق الكردية المتاخمة لسورية والعراق وإيران، لإقامة دولة كردية مستقلة. وأسفرت اعمال العنف

□ أفادت وكالة «الاناضول» الرسمية للانباء، امس، ان الجيش التركي شن هجوماً واسع النطاق تشارك فيها قوات برية وجوية وحراس القرى، وهم اكراد موالون للحكومة، على مقاتلي حزب العمال الكردستاني في مواقع تبعد عشرة كيلومترات فقط عن المثلث الحدودي مع العراق وايران. ولم توضح الوكالة حجم القوات المنفذة للعملية او ما إذا كانت القوات التركية عبرت

الناجمة عن هذا التمرد عن سقوط اكثر من ٣٠ الف شخص حتى الآن.

ومنذ ١٩٩٢ ينفذ الجيش التركي بين الحين والآخر عمليات عسكرية في شمال العراق حيث تمركز مقاتلو حزب العمال الذين يشنون هجمات منه على اهداف داخل تركيا. ومنذ أشهر والجيش التركي يحتفظ بوجود دائم في مواقع استراتيجية في شمال العراق. وكان الاقتتال الذي تفجر في منتصف ١٩٩٤ بين الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) والاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامة جلال طالباني) ادى الى تورط حزب العمال في المواجهات. واتهم حزب بارزاني غريمه حزب

AL HAYAT FRIDAY 10, JULY, 1998

طالباني بايواء مقاتلي أوجلان، وهو اتهام ينفيه طالباني من جهة أخرى تتهم انقره سورية وإيران بدعم هذا الحزب وأكدت اكثر من مرة عزمها على مواصلة عملياتها في شمال العراق ومساعدة حزب بارزاني طالما بقي الوجود المسلح لحزب أوجلان. وأشار سامي عبدالرحمن، عضو المكتب السياسي لحزب بارزاني، في تصريحات الى «الحياة» ادلى بها الإثنين الماضي في صلاح الدين (مقر بارزاني) الى ان القوات التركية «ستغادر عندما لا يبقى وجود لحزب العمال في كردستان العراق». وأضاف: «يجب ألا يخدع احد بان لا وجود لمقاتلي حزب العمال» في مناطق الاتحاد الوطني الكردستاني. وزاد ان «ليس هناك شيء مثل مقر سياسي لحزب العمال (في محافظة السليمانية التي تسيطر عليها قوات طالباني)، فهم مسلحون دائماً».

## عشية زيارة متوقعة لسؤول أميركي

# أوجلان يهدد بتصعيد القتال ضد بارزاني في شمال العراق

## أوجلان يهدد بتصعيد ضد بارزاني

هدد زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله أوجلان بتصعيد القتال مع قوات بارزاني في شمال العراق حيث يتوقع وصول مبعوث أميركي.



ص ٤

وقال أوجلان في مقابلة أجرتها معه شبكة «منيد» للتلفزيون التابعة لحزب العمال التي تبث برامجها من أوروبا الغربية عبر الأقمار الاصطناعية: «على العمق ان يتركوا ان الجيش التركي الذي يقفون به كثيراً ليس في موقف يسمح له بانقاذهم». وأضاف: «استعداداتنا ضخمة وسنواصل تصعيد القتال». وكان واضحاً ان أوجلان وجه تهديداته الى بارزاني الذي تتعاون قواته مع الجيش التركي

وجاء هذا التهديد قبل اربعة ايام من زيارة يفترض ان يقوم بها الى شمال العراق بيفيد ويلش نائب مساعد وزيرة الخارجية الاميركية في اطار تعزيز جهود المصالحة بين بارزاني وجلال طالباني زعيم الاتحاد الوطني الكردستاني. وتوقعت مصادر مطلعة في كردستان العراق ان يتم لقاء بين طالباني وبارزاني بحضور ويلش. وفي حال عقد الاجتماع تلك سيكون الاول من نوعه منذ نحو اربع سنوات.

□ انقره، لندن - «الحياة» رويترز - انهم زعيم حزب العمال الكردستاني (التركي) عبدالله أوجلان الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) بالتعاون مع تركيا، وهدد بتصعيد القتال ضد قوات بارزاني في شمال العراق. وأكد أوجلان ان «الشروط الوحيدة، لعدم تصعيد القتال هو «الا يظلوا (قوات بارزاني) اداة للقتل في ايدي انقره».

قبل الجلسة في حين انتشرت قوات الامن حول مبنى المحكمة. وطالب المدعي العام بإعدام القائد المتمرد متهماً بإيهاء بالقيام بنشاطات تستهدف فصل جزء من الأراضي. ويواجه شقيق صاكيك الذي قبض عليه أيضاً الاتهامات نفسها. وتصدر المحاكم التركية احكاماً بالإعدام ولكن لم يتم تنفيذ اي منها منذ اوائل الثمانينات.

AL HAYAT WEDNESDAY 1, JULY, 1998

حزب العمال الكردستاني المتمرد، في محكمة امن الدولة جنوب شرقي ديار بكر، وسط حراسة مشددة. واعتقلت القوات التركية الخاصة صاكيك في معقل للاكراد شمال العراق في نيسان (ابريل) الماضي. وقال المدعي العام يافور سين لصاكيك الذي بدا هادئاً اثناء محاكمته: «انت متهم بالاشتراك في قتل ١١٣ مدنياً و١٢٥ مسؤولاً أمنياً». وتفحصت الشرطة بدقة بطاقات الهوية

## بدء محاكمة القائد العسكري الكردي شمدين صاكيك في تركيا

■ ديار بكر (تركيا) - رويترز - بدأت في تركيا امس الثلاثاء محاكمة واحد من اكثر المتمردين الاكراد الذين تخشاهم انقرة، ويواجه عقوبة الإعدام بتهمة القتل والخيانة. وظهر شمدين صاكيك، الرجل الثاني في

## الإدارة الأميركية تتجه نحو 'التنسيق' مع المعارضة العراقية

# منسق الأمم المتحدة لحقوق الإنسان: اغتيال الغروي يستهدف الشيعة

وقال الناطق باسم وزارة الخارجية جيمس روبن ان الاجتماع الذي عقد الثلاثاء الماضي، تناول البحث في كيفية تنسيق نشاطات المعارضة العراقية وانشاء جهاز فعال لجمع الأدلة عن الجرائم التي ارتكبتها نظام الرئيس صدام حسين ضد الانسانية وجرائم حرب. وأضاف ان البرنامج الذي امر الكونغرس بإنشائه هو برنامج علمي ستكشف تفاصيله كاملة، لكن أبرز عناصره هو تمكين فصائل المعارضة العراقية المختلفة من التنسيق في نشاطاتها. ولم يستبعد ان تجري الإدارة اتصالات مع فئات معارضة أخرى، ذلك ان البرنامج ليس محصوراً بالمؤتمر الوطني العراقي وحده. وقال روبن ان الهدف من عمليات التنسيق تمكين الشعب العراقي من الاطلاع على وجود دليل ديموقراطي عن النظام الحالي. وأوضح مسؤول في وزارة الخارجية ان موازنة البرنامج المعتمدة حالياً تصل إلى ٥ ملايين دولار، وان الهدف منه مساعدة المعارضة العراقية على تنظيم نفسها، وتدريبها على شؤون الإدارة وتقديم مقدمات لغرض المكاتب ومساعدتها أيضاً على جمع المعلومات عن جرائم الحرب العراقية.

وشهد على ان المساعدات الأميركية لن تذهب كلها إلى المؤتمر الوطني العراقي، بل إلى مجموعات أخرى منها الاكراد. وقال: «اننا نلتمنا ما طلبه الكونغرس منا، مستغبراً ان الجهود الحالية لدعم المعارضة قد تكون مساعدة لها في المدى البعيد. لكنه نذكر ان المسؤولين الأميركيين يعرفون جيداً انه لن يكون في قدرة المعارضة اطلاق النظام العراقي الحالي قريباً، مشيراً إلى تصريحات وزيرة الخارجية مادلين اولبرايت التي قالت انه اذا ارادت الولايات المتحدة دعم المعارضة العراقية فعليها ان تكون مستعدة للاعتراف بان النتيجة لن تظهر قبل وقت طويل.

نفت علاقتها بهذه الاعتداءات والاعتقالات مشيرة باصابع الاتهام إلى جهات خارجية، وكانت في كل مرة تسجل حادث الاعتداء او الاغتيال باسم مجهول. ولاحظ درشتويل ان السلطات العراقية لم تجر ابدأ تحقيقاً لطاردة الجناة، وحضها على ان تفعل ذلك وتحترم استقلال رجال الدين الشيعة. من جهة أخرى أعلنت جماعة عراقية لحقوق الانسان ان سلطات بغداد تحتجز الفتي مواطنين من الاكراد والشيعة منذ عقد تقريباً من دون ان توجه اليهم اي اتهامات او تحاكمهم. ورجح «مركز حقوق الانسان» التابع للحزب الشيوعي العراقي والذي يتخذ من لندن مقراً له، ان الرئيس صدام حسين كان امر شخصياً باعتقال هؤلاء قبل اشهر من نشوب الحرب العراقية - الايرانية في ١٩٨٨ بذريعة انهم من الايرانية الجنسية.

وقال المركز ان المعتقلين يقبعون منذ ذلك الوقت في زنزانات تحت الارض في سجن ابو غريب المركزي غرب بغداد، ان «مئات من المواطنين الذين اعتقلوا منذ مطلع ١٩٨٠ ما زالوا احياء».

### واشنطن والمعارضة

في تطور آخر بحث مساعد وزيرة الخارجية الأميركية لشؤون الشرق الاوسط السفير مارتين انديك ورئيس المؤتمر الوطني العراقي المعارض السنيد احمد الجلبي في البرنامج الذي تعده إدارة الرئيس بيل كلينتون بناء على توصية الكونغرس، لمساعدة المعارضة العراقية على تنظيم نفسها.

سيارته قتلوا في ١٨ من الشهر الماضي قرب مدينة كربلاء لدى عودتهم الى منازلهم في النجف. وقتل البروجوردي قبل شهرين قرب منزله في النجف التي يدرس في حوزاتها الشيعة مئات من طلاب العلم القادمين من ايران ولبنان ودول أخرى.

وذكر درشتويل في بيانه ان مسؤولين عراقيين انذروا في صورة متكررة الغروي والبروجوردي، قبل اغتيالهما، بالامتناع عن الذهاب الى مسجديهما في النجف، مشيراً الى ان البروجوردي تعرض لاعتداءين قبل اغتياله، إذ ضرب في المرة الأولى والقيت عليه في

الطريق قنبلة يدوية ادى انفجارها الى اصابته بجروح. معروف ان السلطات العراقية

■ واشنطن، جنيف، القاهرة - «الحياة»، أ ب - اعتبر ماكس فان در شتويل، منسق الامم المتحدة لشؤون حقوق الانسان في العراق ان اغتيال اية الله ميرزا علي الغروي في كربلاء جزء من عمل منظم يستهدف الشيعة في العراق. وقال، في بيان اصدره من مقره في جنيف امس، ان لديه معلومات تؤكد ان الغروي واية الله مرتضى علي محمد ابراهيم البروجوردي اغتيلوا بعدما تعرضا لضائقات مارستها عليهما السلطات العراقية، معتبراً ان عمليات القتل هذه سياسية هدفها على ما يبدو اسكات اي صوت مخالف وقمع المعارضة.

يذكر ان الغروي (٧٠ عاماً) وصهره له ومرافقاً وسائق

## بغداد تطالب 'انتربول' باعتقال عراقيين 'فارين' بتهمة الاختلاس

■ بغداد - أ ف ب - ذكرت صحيفة «الزوراء» الاسبوعية العراقية امس ان العراق ينوي التقدم بشكوى الى «انتربول» في شأن «٥٤» عراقياً فارين ومتورطين في عملية سرقة اموال الشعب، وأن السلطات العراقية المختصة انتهت من إعداد ملفات تطالب بتسليمهم الى بغداد. ونقلت الصحيفة التي تصدرها نقابة الصحفيين العراقيين عن مصدر في وزارة العدل «ان بعض هؤلاء المجرمين اطلقوا على انفسهم في الخارج وصف المعارضة للتهرب من احتمال تسليمهم الى السلطات العراقية». وكان الرئيس صدم حسين امر الدوائر المختصة باتخاذ الاجراءات «للاحقة المطلوبين للعدالة واعادتهم كي ينالوا عقابهم من قبل المحاكم المختصة». وأكد ان العراق سيلاقق الهاربين وسيتقدم بشكوى الى «انتربول» وسيطلب من الدول التي تستقبلهم اتخاذ الاجراءات اللازمة في اطار القانون. وقالت الصحيفة «ان اجراءات تسليم هؤلاء تنطلق من حق قانوني ثابت للدولة في استرداد المجرم الذي يرتكب جريمة تخضع لقوانين دولة أخرى». وتضم المعارضة العراقية في الخارج عدداً من كبار المسؤولين العراقيين السابقين من العسكريين والمدنيين.